DE TOUTE SON AME

TROISIÈME PARTIE (1)

XIV

On était à la fin de juin. Henriette n'avait pas revu Étienne. Mais une fois, son oncle Éloi avait dit : « Brave garçon, cet Étienne Loutrel ! Moi je l'aime pour son genre décidé. Ça ferait la guerre comme un brave, et aussi un bon mari. Qu'en penses-tu, Henriette? » Elle en avait conclu que le pêcheur de Mauves avait eu quelque entrevue avec l'ancien soldat, et qu'ils s'étaient alliés, l'un disant ses secrets, l'autre les accueillant. Elle s'en persuadait mieux encore en observant l'humeur de son oncle. Il ne se plaignait plus de sa main, il était gai; et il faisait des projets comme ceux qui ont une vie nouvelle devant eux. N'avait-il pas toute la vie d'Henriette, qui doublait la sienne?

Le travail diminuait de jour en jour, chez Mme Clémence.

Un samedi soir, Mlle Reine, envoyée pour faire un réassortiment chez Mourieux, prit Henriette à part à la sortie de l'atelier, et lui dit :

— M. Mourieux vous demande d'aller le voir demain matin. C'est peut-être qu'il veut vous marier?

— Lui? Je n'ai pas causé une heure avec lui de toute ma vie:

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier et du 1er février.

« Monsieur Mourieux, voulez-vous bien me donner dix mètres de galon d'or? — Oui, mademoiselle. » Et puis c'est tout.

— Oh ! il vous a en grande estime pourtant !

Reine, qui longeait les maisons, à pas rapides, près d'Henriette, avait levé à demi vers elle l'ovale mince de son visage, et ses yeux de sainte de vitrail, ses yeux blonds comme deux grains de café qui n'ont pas vu le feu, et elle avait ajouté :

— Comme tout le monde, d'ailleurs.

Henriette se rendait donc chez M. Mourieux, dix heures sonnant aux horloges de la ville. Il habitait, dans le quartier le plus commerçant et le plus actif de Nantes, une petite rue descendant à la place Royale. Les boutiques étaient presque toutes fermées. La sienne ne l'était qu'à moitié, car les volets cachaient l'étalage ordinaire de passementerie, de fleurs artificielles, de plumes et de formes, mais la porte demeurait libre, un trou noir sur la rue. A l'intérieur, le magasin avait le dessin d'une hache. Étroit d'abord, garni de casiers de marchandises étagés le long des murs, et de deux comptoirs de chêne, il s'élargissait au fond, où se trouvaient un bureau, une armoire et un grand tableau de carton pendu au mur, sur lequel étaient attachées, entre des coulans de ficelle verte, des bandes de papier : « Offres et demandes d'emploi pour mesdemoiselles les employées de la mode. »

Depuis de longues années, Mourieux ne quittait guère l'étroit magasin, et même, on peut le dire, l'arrière-boutique vaguement réjouie par le jour qui tombait d'une cour contiguë, à travers un vitrage. On l'y rencontrait à toute heure et toujours le même, gros, trapu, les sourcils broussailleux, la moustache épaisse et courte, les cheveux noirs et gris, séparés sur le côté et ramenés, en bourrelet bien lissé, jusque sur l'oreille droite. Il était vulgaire et rude d'aspect. Ses yeux très enfoncés, très vifs, regardaient toujours droit, et semblaient fouiller la cervelle de ceux qui lui parlaient. On le prenait d'abord pour un rustre intelligent, tout occupé de ses affaires, et qui s'entendait à surveiller ses trois vendeurs et son caissier. Mais les jeunes filles de la mode avaient appris que, sous cette enveloppe de gendarme en retraite, se cachait le cœur le plus compatissant, le plus large et le plus humble qu'on pût trouver. On souriait de le voir constamment entouré de ces jolies filles, qui causaient à voix basse avec lui, au fond du magasin, tandis qu'un employé métrait le ruban et ficelait les paquets. Mais elles, fines connaisseuses, et qui discernaient vite

le secret mobile des attentions d'un homme, savaient, par leur expérience et par la tradition de leurs aînées, que celui-là rendait service pour le seul plaisir d'obliger, par une espèce d'entraînement naturel devenu une habitude de trente années. Elles l'adoraient. Lui, tenait registre de leurs demandes d'emplois, les plaçait, les recommandait aux patronnes qui s'adressaient à lui, et, forcément, sans le chercher, pénétrait souvent le mystère plus ou moins avouable de leur vie. Jamais il ne plaisantait avec elles, et cette forme de respect les touchait toutes.

Henriette le connaissait peu. Elle entra dans la boutique, et, au fond, près de l'armoire ouverte où étaient rangés des livres aux reliures fatiguées, que Mourieux prêtait à ses clientes de la mode, elle entrevit le marchand, assis dans son fauteuil de rotin, et Louisa, l'apprentie, debout à côté de la bibliothèque. La petite, les bras abandonnés, sa grosse tête ébouriffée tournée vers les rayons de livres, regardait les titres.

— Enfin, quel livre veux-tu? demandait Mourieux.

— Je ne sais pas, monsieur ; c'est pour mon dimanche.

— Veux-tu une histoire? un voyage? des contes ?

Elle se tenait sur sa jambe droite, l'autre étant plus enflée et plus douloureuse. Elle tendit ses deux mains, d'un geste naïf d'enfant, et dit :

— Je ne sais pas : donnez-moi un livre pour faire pleurer.

Mourieux se leva, en s'appuyant sur une planche de l'armoire, prit un volume, le remit à Louisa qui, dans le demi-jour, s'en alla, boitant un peu, et saluant Henriette au passage, d'un signe de ses yeux subitement joyeux.

— Bonjour, mademoiselle Henriette! dit Mourieux. Excusez-moi de vous avoir fait venir. Je sors difficilement le dimanche, voyez-vous.

— Par votre faute, dit Henriette en s'asseyant près de l'armoire aux livres, en face de Mourieux qui, pesamment, se laissait retomber dans le fauteuil. Vous vous faites bibliothécaire pour l'amour de vos clientes. C'est un luxe.

Mourieux, qui voyait en ce moment disparaître, dans l'échappée blanche de la porte, le bout de la robe et de la pèlerine de Louisa, répondit :

— Bonne petite fille, votre apprentie. Et avec ça battue comme plâtre. Comment voulez-vous que je m'absente? Si je n'étais pas là pour lui choisir ses livres, elle irait dans les bibliothèques

publiques, où on leur donne tout... Mademoiselle Henriette, j'ai à vous parler de la part de Mme Lemarié.

Ce nom de Lemarié changea l'humeur d'Henriette. Il éteignit son impression première.

— Encore? dit-elle. Ce n'est cependant pas un second chapeau?

— Non.

Il s'était enfoncé dans son fauteuil, la tête inclinée, selon son habitude, et il suivait, en parlant, de ses yeux obstinés, le chemin que font les mots dans les âmes.

— Mademoiselle Henriette, vous ne me semblez pas lui rendre justice. Moi, je la connais depuis son mariage. Le malheur l'a sauvée de l'égoïsme; elle est généreuse, elle est admirable, et la voilà libre de faire du bien. Elle a pensé à vous...

— Merci. Nous ne sommes pas riches, mais nous vivons, et surtout maintenant, avec la pension de mon oncle...

— Vous ne me laissez pas achever. Elle a pensé à vous pour l'aider dans ses aumônes. Elle sait, mademoiselle Henriette, que vous avez de nombreux amis parmi les pauvres de votre quartier; qu'on n'a pas peur de vous; que vous connaissez la misère. Oh! ne faites pas la modeste, je sais qui vous êtes. Est-ce que vous ne lui indiqueriez pas les malheureux à secourir, dans votre quartier, les vrais? On ne vous refusera rien.

— Mais, monsieur, c'est une mission...

— Toute à votre honneur, mademoiselle, et, remarquez-le, qui vous permettrait d'aider, gentiment, sans le dire, des camarades malades, ou sans travail. Il y a des souffrances même dans la mode, pendant les mortes-saisons.

— Oui, dit Henriette, mais pourquoi moi?

— Je vais vous avouer qui vous a désignée à Mme Lemarié; ne cherchez pas bien loin : c'est moi. Et je ne voudrais pas froisser une personne comme vous; mais il y a longtemps que je le pense : vous êtes très bonne, vous êtes une miséricordieuse.

Un petit rire nerveux secoua Henriette.

— Moi? dit-elle. Par exemple! Expliquez-moi, monsieur Mourieux. Voyons?

Et, tout en riant, elle considérait, avec une sorte d'anxiété, celui qui formulait une idée pareille, un jugement sur elle-même qui déjà, souvent, l'avait troublée. Est-ce que d'autres ne lui parlaient pas, constamment, comme à une créature élue, qui se

devait à on ne sait quelle mission de pitié? Elle eut envie de se lever, de partir, d'échapper, par fierté de jeune fille inquiète de tout contrôle, par dépit également contre cette voie de sacrifice et d'exception où l'on voulait la pousser; mais la droite nature l'emporta. Henriette ne se leva pas. Et elle se penchait, émue comme si la destinée allait lui parler, et elle tendait son cou délicat, et ses yeux qui luisaient sans mouvement.

Mourieux ne répondant pas tout de suite, elle reprit :

— Que voulez-vous donc tous de moi? Car enfin, je ressemble à tout le monde!

Le vieux marchand frotta ses mains sur ses genoux, parce que Henriette l'intimidait un peu, et répondit, n'ayant de guide que son cœur :

— Excusez-moi, je peux me tromper. Pourtant, je ne le crois pas. Je ne voudrais de vous qu'un peu d'aide pour ceux qui s'occupent des autres. Ils sont rares, mademoiselle. Moi, je suis vieux; je ne puis plus grand'chose; mais vous, la jeunesse, la beauté, avec les mots seulement que vous sauriez trouver, comme vous en consoleriez, des pauvres! C'est plus doux que vous ne pensez.

Il secoua sa grosse tête :

— Vous allez dire que je me mêle de ce qui ne me regarde pas. Mais, Mme Lemarié m'avait prié de vous parler. Elle n'osait pas, vous connaissant encore moins que moi.

Henriette se redressait, sérieuse, et sa physionomie exprimait encore les pensées mêmes qu'il avait dites, comme il arrive à ceux qui écoutent de tout leur esprit recueilli.

— Monsieur Mourieux, je vous remercie, au contraire. J'ai peur seulement que vous ne me jugiez beaucoup trop bien. Et puis, j'ai vingt-quatre ans, moi, je suis...

Elle demeura, les lèvres à demi ouvertes, sans prononcer la suite : « Je suis aimée. » En vérité, l'image d'Étienne s'offrit à elle, en ce moment, comme un prétexte pour ne pas céder. Elle le revit, dans le silence matinal de la Loire, debout dans le bateau, les bras tendus. Il lui sembla que quelque chose, au fond de son être, se mettait à pleurer. Pourtant, ce qu'on lui demandait n'était un obstacle à rien, ni à la vie ordinaire, ni au mariage. Elle était nerveuse.

Lentement, elle se leva, effaça les plis de ses gants, considéra le pommeau de cristal taillé de son ombrelle, et dit :

— Je ne souhaitais rien de cela. Mais je pourrais faire tort à d'autres, en ne le faisant pas. Si vous pensez vraiment que je doive aller chez Mme Lemarié...

— Je vous en prie.

— Eh bien ! j'irai.

Un instant après, Mourieux, incliné sur le seuil de sa boutique, regardait s'éloigner la jeune fille, droite au milieu de la chaussée, marchant bien, et relevant de sa main gauche, jusqu'à la courbe du poignet, les plis tombans de sa robe noire.

Il avait l'air content.

« Si celle-là voulait ! pensait-il. Rien qu'à la voir, tous les miséreux l'adoreraient ! Et dire qu'il y a des imbéciles qui croient qu'elles sont toutes à vendre, les filles de la mode ! Ils ne les connaissent pas ! Parbleu, ce ne sont pas toutes des saintes ; mais des jolies âmes il y en a, et des vaillances, et des droitures, et des dévouemens à faire pleurer ! »

XV

Elle poursuivit sa route, au hasard, tournant autour des îlots de maisons, revenant au point de départ, jouissant des alternatives de soleil et d'ombre, et du mouvement de la rue, comme d'autant de distractions qui reculaient l'heure de cette visite. Irait-elle? Qu'avait-elle besoin de s'embarrasser de soins nouveaux, et de s'occuper des autres? Elle s'étonnait aussi d'avoir trouvé ce gros Mourieux intelligent. Dans la mode, on le considérait comme un bonhomme qui aimait à rendre service, et qui avait là, d'ailleurs, son avantage, puisque sa clientèle de modistes lui demeurait attachée. « Je ne le croyais pas si bien, » pensait-elle. Des phrases lui repassaient dans l'esprit : « Vous, la jeunesse, la beauté, comme vous en consoleriez !... »

Elle finit par sonner chez Mme Lemarié.

Un valet de chambre l'introduisit dans la chambre bleue. Mais, cette fois, Henriette serra la main que tendait vers elle Mme Lemarié.

— C'est à moi de vous remercier aujourd'hui, mademoiselle. Vous avez donc vu Mourieux?

Elles causèrent cependant de toutes sortes de sujets, avant d'aborder celui qui les réunissait : de l'oncle Madiot, de l'atelier, de la rue de l'Ermitage, des camarades de travail. Mme Lemarié étudiait peu à peu la jeune fille, et peu à peu celle-ci se sentait

gagnée par l'humble bonté de la femme. Après un grand quart d'heure, Mme Lemarié comprit qu'elle pouvait librement parler.

— Je vais vous confier un secret, dit-elle, l'un de mes plus chers. Mon vieux Mourieux s'en va grand train. Il m'a beaucoup servi, autrefois, pour faire passer des secours qu'on n'aurait pas acceptés de ma main. Quand un de nos ouvriers était renvoyé sans raison grave, ou même quelquefois, mon Dieu, pour des motifs qui semblaient trop fondés, je ne pouvais pas lui offrir de l'aider, n'est-ce pas? Mourieux me servait d'intermédiaire. J'étais aussi un peu son associée dans les secours qu'il distribuait, non pas à de grandes ouvrières, à des vaillantes comme vous, mais aux plus petites de la mode, qui ne gagnent pas encore, ou qui sont malades, faibles, sans place, que sais-je? Aujourd'hui que je puis mieux qu'autrefois et plus largement donner, mon brave Mourieux devient impotent. J'aurais bien souhaité quelqu'un de votre monde, qui ne fît pas peur, à qui on se confiât plus naturellement qu'à moi, et qui me dît : « Allez, il y a là-bas une misère qui veut bien être guérie. » Car le monde est si divisé, mademoiselle, qu'il faut une permission, souvent, pour le plaindre. Croyez-vous que je trouverais?

Henriette tendit sa main gantée, et dit de sa voix claire :

— J'essayerai, madame.

— Vous n'aurez pas même besoin de venir chez moi. Du moins, je ne veux pas vous le demander, à vous qui avez peu de liberté. Écrivez-moi. Signalez-moi les misères que vous rencontrerez, les petites, les grandes, les œuvres mêmes qui vous sembleraient utiles à fonder. Je vous garderai le secret, et vous ferez de même pour moi, autant que vous le pourrez.

Henriette avait si bien pris confiance qu'elle osa parler de Marie. Elles tinrent conseil. Mme Lemarié finit par dire :

— Achetez-lui un petit mobilier, et laissez-lui croire que c'est vous qui l'avez payé. Elle le vendrait sans cela.

Même après qu'on eut parlé de Marie, Henriette ne prit pas congé tout de suite. Elle resta, retenue par une sensation exquise. Elle se sentait douce à regarder et à entendre; elle lisait, sur les traits de la vieille femme, le mot que les enfans, puis les femmes jeunes et aimées rencontrent partout autour d'eux : « Ne partez pas encore! » Reflet de la vie heureuse dans les miroirs ternis!

Mme Lemarié songeait en même temps : « Comme elle a compris vite, celle-ci! » Et, sans le savoir, conduite par la force mys-

térieuse qui enveloppe nos actes dans ses conseils plus grands, elle offrait à cette enfant la plus inattendue comme la plus ignorée des compensations, la bénédiction des pauvres, et confiait le soin de distribuer l'aumône à des mains qui seraient, plus que d'autres, réparatrices.

XVI

Était-ce une vie nouvelle qui s'ouvrait? Nul ne peut dire quelle est la part du très lointain passé dans ce que nous appelons nouveau. Mais les deux mois qui suivirent furent parmi les plus doux qu'Henriette eût vécus jusque-là.

Elle usait discrètement du pouvoir qui lui avait été donné. Il lui en coûtait de demander, même pour remettre à d'autres. Seulement, son instinct de pitié avait reçu une impulsion, et il n'est pas de sentiment qui prenne plus d'empire sur la vie, quand un peu de liberté lui est accordé; quand il est permis de dire : « Vous avez besoin? Prenez. »

Le soir, après le souper, — ces soirs d'été qui se prolongent en nuits claires, — Henriette descendait plus volontiers la pente de l'Ermitage, et, dans l'invraisemblable amoncellement des cités ouvrières, les unes plus basses que la rue nouvelle, les autres plus élevées, montrant le moellon de leurs fondations et munies d'escaliers à rampes, elle rencontrait les groupes de buveurs d'air, la multitude qui respire mal le jour dans les ateliers et mal la nuit dans les chambres encombrées, et qui veille dehors jusqu'à ce que la brume mouille le bord des coiffes ou le poil des moustaches. Elle disait : « Comment vont les petits? » ou bien : « Le travail a-t-il repris à l'usine Moulin? Ne chômez-vous plus? » ou bien : « Votre sœur est-elle accouchée, la Vivien? Est-ce une fille? Est-ce un garçon? » Sa vraie aumône était celle de sa jeunesse bien mise et de sa bonne grâce. On la regardait sans défiance parce qu'elle était du peuple et du quartier; avec plaisir parce qu'elle savait parler, sourire et s'habiller comme une dame. Avec elle on s'ouvrait. On l'appelait : « Mlle Henriette. » On oubliait son nom pour ne se souvenir que de son prénom, ce qui est un signe d'amitié. Presque partout, avec l'effroi tranquille d'une vierge qui sait, elle pénétrait dans l'abîme du trouble et du mal. Les colères, les querelles domestiques, les rivalités, les adultères, les ingratitudes des enfans qui refusent d'assister les vieux, le mépris du

riche et l'envie terrible de la richesse, les rancunes amassées de père en fils, et aussi le désespoir de la lutte trop longue et trop dure pour le pain, des âmes qui s'abandonnent et des corps qui défaillent, elle voyait tout. L'universelle plainte la pénétrait.

Le monde lui apparaissait sous sa figure de souffrance. Elle n'avait d'autre remède à lui apporter que sa pitié, ses mains tendues, les mots qu'elle savait encore mal dire : « Espérez, oubliez, rapprochez-vous, demain sera meilleur : je souffre avec vous aujourd'hui. » Cependant, pour si peu, et elle s'en étonnait, il y avait d'immenses peines qui s'adoucissaient, des larmes qui s'arrêtaient de couler, et quelque chose comme une trêve qui survenait. Les âmes, en l'écoutant, songeaient : « Est-ce bien vrai qu'on peut espérer? » Et ce simple doute les soulevait un peu. Il semblait à Henriette, parfois, qu'elle jetait des planches à des naufragés. Elle rentrait chez elle, ces jours-là, dans la nuit déjà faite, le cœur si léger qu'elle se disait : « Je rajeunis donc? J'ai envie de chanter. » L'oncle grondait : « Voilà-t-il des heures pour se coucher! Si je ne te connaissais pas, je croirais que tu as un amour en tête! » Henriette le calmait, mais ne le démentait pas.

Le dimanche, elle se promenait, tantôt avec l'oncle, tantôt avec Marie. Mais elle ne manquait guère, vers l'heure où le soleil déclinant fait l'ombre égale à la hauteur des murs, de traverser l'avenue Sainte-Anne, qui couronne la butte, devant l'église. Elle y rencontrait, à l'abri des maisons basses ou des arbres à peu près sans feuilles qui poussent dans le rocher, presque tous ses amis du quartier, montés là comme des compagnies de perdreaux qui se poudrent. Les enfans jouaient par bandes. Les mères causaient par tout petits groupes, bien isolés, chacun ayant son ombre. La poussière qui s'élevait faisait aigrette sur la colline, et tordait sa pointe dans le vent de Loire.

En même temps, la morte-saison dispersait les ouvrières de Mme Clémence. Plusieurs d'entre elles, à quelques jours d'intervalle, avaient dû prendre des vacances forcées, jusqu'à la fin de septembre : Mathilde, Jeanne, Lucie, d'autres encore. La journée achevée, l'une d'elles était appelée par la patronne. Elle revenait quelques minutes après, les yeux rouges. De toute sa vaillance, et de tout son orgueil froissé elle se composait un maintien, pour dire : « Au revoir, mesdemoiselles. C'est mon tour, ce soir. On me met en vacances. » Les intimes l'embrassaient, les autres lui serraient la main. Personne n'avait l'air de douter qu'on dût se

revoir en octobre. Et cependant l'expérience leur avait appris que le caprice de la mode s'étend jusqu'aux engagemens passés avec elles, et que celles qui partent avec une promesse ne reviennent pas toujours. Elles nouaient leur cravate, elles descendaient un peu avant les autres l'escalier, et, pour la première fois de toute l'année, ce soir-là, elles n'attendaient pas les camarades d'atelier pour répéter, au seuil de la porte : « Au revoir, Irma; au revoir, Reine; au revoir, Henriette. » Le chagrin les chassait vite, loin des privilégiées qui continueraient à travailler sans elles autour des tables vertes. L'apprentie serrait le tabouret inutile dans le placard aux vêtemens. Le lendemain matin, quelqu'une des arrivantes cherchait des yeux l'absente, se souvenait, soupirait, et se taisait.

Heureusement, Marie Schwarz était restée, grâce à l'appui d'Henriette devenue puissante au point d'obtenir, pour sa protégée, un très léger relèvement de salaire. « Je le fais uniquement pour vous, avait dit Mme Clémence, et c'est presque une injustice. » De telles faveurs portaient naturellement vers Henriette des sympathies que, jusque-là, la crainte de Mlle Augustine, la première, avait retenues. Reine, une après-midi, tout au bout de la table, s'était penchée vers elle : « Mademoiselle Henriette, j'ai une confidence à vous faire. Je crois que je me marierai à l'automne. C'est très modeste. Mais je suis très aimée. Il est employé aux chemins de fer. Voulez-vous venir dimanche? Je serais si heureuse, s'il vous plaisait! Nous avons parlé de vous. » Irma lui avait dit de même, un jour qu'Henriette lui demandait : « Vous êtes lasse? Vous toussez? — Moi? je suis fichue. Il y a longtemps que je le sais. Quand je serai tout à fait malade, et que je n'aurai plus ma vie d'à présent, je vous ferai demander, vous, pour me consoler. Mais ce n'est pas très gai ce que je vous promets là. En attendant, ça vous amuserait-il de lire un conte de Maupassant? J'en ai lu un si joli, que je l'ai copié tout entier, parce que je ne pouvais pas garder le livre. Je vous apporterai mon cahier, dites? »

Marie demeurait la même, hardie, ouvrière médiocre, sans vie morale d'aucune sorte, mais affectueuse et franche absolument. Elle avait dit en riant, dans une promenade du dimanche : « Tu sais, je crois que ton frère Antoine ne serait pas fâché de me faire la cour, mais je ne veux pas, tu comprends. Ça te ferait trop de peine. » Elles se tutoyaient depuis le jour où Marie avait été augmentée chez Mme Clémence. Henriette n'avait essayé

d'aucun discours inutile. Mais, par une jolie inspiration de jeune fille et d'artiste, elle s'était hâtée d'embellir le chez-soi de cette pauvresse. Elle savait que les murs trop laids conseillent mal. Et avec du temps, l'aide discrète de Mme Lemarié, et des prodiges d'économie, elle avait donné un air presque coquet à l'appartement de Marie. Tout était blanchi à neuf; il y avait des rideaux aux fenêtres, une table neuve avec un tapis, et, sur les murailles, deux des paysages auxquels Henriette tenait tant, et qu'elle avait prêtés à son amie. « Tu me les rendras dès que tu seras riche, Marie! »

L'âme épanouie est tout de suite créatrice. Elle trouvait des modèles nouveaux, d'une grâce telle que Mme Clémence disait, en les posant elle-même sur les hauts champignons noirs, dans la salle d'exposition : « Je connais ça : c'est la floraison. Elles ont toutes un moment où elles ressemblent à des fées. Ça dure trois mois, six mois, et ça ne revient jamais. »

Cette année-là, les jeunes femmes et les jeunes filles qui portèrent les merveilles imaginées par Henriette, furent toutes complimentées pour leur bon goût. Elles eurent un succès de toilette aux casinos des grandes plages, aux courses, aux premières réunions de chasse. Elles ne songèrent pas à l'artiste inconnue, qui n'avait pas signé son œuvre, mais qui avait enfermé, pour elles, dans l'agencement de ces fleurs, de ces dentelles, de ces rubans, de toutes ces choses légères et incapables de durée, une pensée d'art véritable, un de ces momens divins où l'esprit, sous mille formes, crée à sa ressemblance. Riches, riches de la terre, si vous saviez toutes les heures tristes et toutes les idées charmantes que vous portez!

Le matin, presque chaque jour, Étienne passait dans son bateau, faisait un coude sur la Loire, et gagnait le port de Trentemoult. Henriette s'accoudait à la rampe de son balcon, sous le laurier qui avait des boutons prêts à éclater. Elle regardait, songeuse et toujours un peu pâle, le grand batelier de Loire, qui, lui non plus, ne voulait pas sortir de son rêve silencieux. Deux fois seulement, comme la lumière était fine et sans brume sur le fleuve, et qu'ils se voyaient jusqu'à distinguer chacun les traits de l'autre, il avait, au sommet de ses paniers d'herbes, pris un bouquet tout frais, et l'avait lancé en l'air. Une petite boule couleur d'arc-en-ciel était montée du côté des roches de Sainte-Anne, puis s'était abîmée dans le courant, et, demi-submergée, demi-portée sur l'eau, avait descendu la Loire.

XVII

Avec les premières pluies de septembre, les acacias de la rue de l'Ermitage avaient perdu jusqu'à la moindre tache de vert. Leurs feuilles à double rang pendaient, aussi jaunes que des dattes. On parlait, entre ouvrières, de celles qui rentreraient à la fin du mois. Les matinées et les soirées étaient froides. Les manteaux et les jaquettes de l'an passé, avec un col neuf, ou une garniture de passementerie nouvelle, commençaient à réapparaître dans le placard du travail de Mme Clémence; mais les orages qui suivent volontiers la vallée de la Loire rendaient étouffante la chaleur du jour. Une après-midi, Henriette, lasse de tout l'effort de l'été, se sentait presque à bout. Au-dessus des vitres dépolies de l'atelier, on voyait des nuages d'ouate grise, avec des bords de soleil ardent qui remuaient seuls, d'un mouvement continu de reploiement, tandis que la masse semblait inerte dans le paysage du ciel. Henriette l'active, Henriette l'inventive, laissait errer ses yeux, de la fenêtre aux roses bleues défraîchies des murs. Elle était renversée en arrière, appuyée au dossier de sa chaise, les mains vides, abandonnées sur la table. Ses cheveux lui pesaient comme s'ils avaient été d'or crespelé. Elle s'endormit.

Mme Clémence entra sur la pointe des pieds. Elle dit assez sèchement :

— Mademoiselle Henriette, j'ai à vous parler ; venez, je vous prie.

La première, Mlle Augustine, qui ne pouvait souffrir Henriette depuis quelques mois, et qui dépérissait de jalousie, se mit à rire, en cachant son visage dans ses mains. On ne voyait plus que son front dégarni, et l'extrémité de ses joues grassouillettes et couperosées, plissées en bourrelets. Henriette, confuse, se leva sans mot dire, et suivit la patronne dans le cabinet voisin. Le ton changea aussitôt.

— Mon enfant, dit Mme Clémence, je vais vous annoncer une nouvelle qui vous fera plaisir. A partir de demain, vous êtes première. Vous voici en plein talent. Ces demoiselles vous aiment. J'ai toute confiance en vous.

Henriette avait pâli sous le coup de l'émotion. Les paupières s'étaient abaissées. Elle les releva lentement, et remercia.

Mais, presque aussitôt, par un retour naturel à son esprit, elle demanda :

— Qu'est-ce que va devenir Mlle Augustine, alors?

— Je me sépare d'elle, naturellement.

— Le sait-elle?

— Elle s'en doute.

Et, voyant que, malgré le peu de sympathie que les deux ouvrières avaient l'une pour l'autre, la nouvelle première était impressionnée péniblement par le départ de l'ancienne :

— Que voulez-vous? mademoiselle Henriette, elle est usée... Je n'y puis rien... Pour vous, je vous réserve encore une autre mission de confiance. Vous allez prendre le train, après-demain, pour Paris, afin de préparer ma saison d'hiver et d'acheter nos modèles. Je suis trop souffrante en ce moment pour le faire moi-même. Nous en causerons demain matin.

Mme Clémence s'interrompit, le temps d'assurer, d'un geste coquet de la main, quelques tourbillons blancs de sa coiffure de marquise qui ne s'étaient cependant pas déplacés, et elle reprit, avec le sourire qu'elle réservait aux grandes clientes :

— Pour l'instant, mademoiselle Henriette, je vous trouve un peu énervée, un peu émue. Nous n'avons personne au salon. Allez vous y reposer. Emportez une forme, et, si l'idée vous vient, composez-nous un chef-d'œuvre de plus.

En réalité, elle voulait éviter à Henriette une rencontre, et peut-être une scène pénible.

La jeune fille le comprit. Elle entra dans le salon de peluche bleue, toute seule, sans bruit, les pieds glissant sur la laine épaisse, et aussitôt quatre Henriettes heureuses lui apparurent dans les glaces encadrées de feuillages. Elle était jolie, cette Henriette-là, dans sa première heure de souveraineté. Elle reconnaissait son bonheur comme une beauté distincte d'elle-même, comme un diamant qu'elle aurait mis. Il était dans son regard, il était dans sa royale couronne blonde, au coin de ses lèvres à peine nuancées, et qui avaient le don des bouches florentines de sourire au repos, et dans le port de sa tête que la fatigue n'alourdissait plus. Elle s'était assise dans un angle. Par le plafond de verre dépoli, la lumière descendait, et glissait, et caressait les choses sans marquer les reliefs. Henriette, dans ce décor de richesse et dans le silence, sentait grandir en elle sa joie étonnée.

Et, comme les filles de sa condition ne sont pas faites pour les longs rêves inactifs, bientôt le sien prit la forme d'une idée de

mode; elle saisit une à une quatre roses de soie, une aigrette de marabout, deux perles blondes enchâssées de brillans, quatre feuilles vertes tachées de roux, et, courbant les tiges, orientant les feuilles, pliant d'un seul point de fil les surfaces de tulle qu'elle modelait, elle se mit à son œuvre journalière. La grâce était revenue. En moins d'une heure, tout était presque achevé.

— Ah! pensa-t-elle, c'est aussi Mme Clémence qui va être contente! Comme c'est facile, quand on est heureuse!

Le frôlement d'un bourrelet sur le tapis la fit se redresser. A quelques mètres de la porte, Mlle Augustine était debout, reflétée, elle aussi, quatre fois par les glaces du salon, l'air à demi égaré, portant sur le bras sa jaquette et à la main un petit nécessaire de travail. Elle s'en allait, usée, ayant donné toute sa jeunesse à la mode, sans métier maintenant, à l'âge où l'on n'apprend plus. Quelques pas et quelques secondes encore, et elle disparaîtrait, elle serait en proie à l'inconnu formidable de la vie. Elle aperçut Henriette. Ses yeux, méchans comme ceux d'une bête traquée, rencontrèrent le regard de l'autre, tout plein de songes heureux.

— Pardon, mademoiselle... je venais voir... une dernière fois...

Henriette s'était avancée jusqu'auprès de la porte. Elle tendait ses deux mains laborieuses, piquées par l'aiguille, éraflées par le frottement du laiton; elle les tendait, dans un mouvement de fraternité ouvrière, mais aussi comme sa justification et l'explication unique. « Nous avons peiné si durement, disaient les doigts allongés, transparens dans la lumière; voyez, le sang qui court dans nos veines est appauvri, nous sommes blessés et déjà las. » Les yeux, entre les cils blonds, disaient aussi : « Ne m'en veuillez pas si je suis heureuse. Il fallait vivre. Je n'ai rien fait contre vous. Si je n'ai pas pu vous aimer, je vous plains au moins, vous qui entrez dans la grande nuit. »

L'autre hésita. La folie du malheur la hantait déjà. L'ouvrière renvoyée, relevant la tête d'un geste qu'elle croyait fier, laissa tomber sur Henriette un regard méprisant, qui s'adressait moins à la personne qu'à la jeunesse, au talent, à la chance de celles qui arrivent, à tout ce qui l'avait quittée elle-même. Puis le cercle rouge des paupières se mouilla. Mlle Augustine avança le bras, le moins qu'elle put. Elles se donnèrent la main, et se quittèrent sans un mot.

. . . .

Sept heures du soir, chez le vieux Madiot. Henriette rentrait plus tôt que d'habitude. Le bonhomme, penché sur le fourneau, et remuant, de sa main malhabile, une bouillie qui cuisait, entendit gémir les marches de l'escalier, qui se plaignaient toutes ensemble, dès qu'on mettait le pied sur l'une d'elles.

Il écouta, s'épanouit :

— Tiens, pensa-t-il, voici la petite qui revient! Pas accéléré : qu'y a-t-il?

Le pas accéléré devint une course rapide. Les marches crièrent comme un moulin en branle.

La petite ouvrit la porte, et, avant que le vieux eût eu le temps de se retourner, les deux bras d'Henriette lui enveloppèrent le cou. Il se sentit emprisonné dans du tulle, de la dentelle, des revers de soie, et embrassé trois bonnes fois.

— Mon oncle, je suis première!

— Cré nom! fallait prévenir, j'aurais fait ma barbe! Première de quoi?

— Chez Mme Clémence! Première à la place de Mlle Augustine! J'ai cent francs par mois, nous sommes riches. Ah! mon oncle, que je suis heureuse!

Elle s'était reculée, pour mieux jouir de sa surprise. Il était le seul qui dût se réjouir avec elle, toute sa famille, tout l'écho de la grande nouvelle. Mais lui, plus lent aux émotions :

— Ça ne m'étonne pas que t'aies de l'avancement!

Il se mit à dresser le couvert, deux assiettes en face l'une de l'autre, pendant qu'Henriette passait dans la chambre voisine. Peu à peu la joie montait en lui, comme aux tiges des vieilles mousses sèches dont on a mis le pied dans l'eau. Elles reverdissent. Il s'animait. D'une chambre à l'autre les mots se multipliaient.

— Moi aussi, j'en aurais eu, de l'avancement, si le vieux papa m'avait donné de l'instruction. Mais voilà : je ne savais pas mes lettres. Tandis que toi! A quoi ça correspond-il, première dans ton métier? Sergent, peut-être?

— Mieux que ça, répondait une voix jeune qui riait.

— Adjudant? Mâtin, c'est un grade! Tu surveilles le quartier?

— Tout juste, mon oncle!

— Et un joli! Rien que des belles filles. Tu en as de la chance! Si jeune! Elle avait quarante ans, celle qui s'en va?

— Même un peu plus.

— Tu vois, si c'est honorable! Mais t'as pas l'air assez contente?

— C'est vous, mon oncle!

— Je ne comprenais pas bien : viens me rembrasser, ma petite première.

Le dîner fut une causerie. Ils mangèrent à peine. Après le repas, il voulut faire un tour dans la ville. Une gloriole l'avait pris : montrer sa nièce. A qui? A tout le monde. Un jour pareil!

— Habille-toi bien! Mets le beau chapeau à ailes blanches.

— Où allons-nous?

— A la musique, donc, voir mes amis.

Ils flânèrent un peu dans les quartiers riches, elle et lui, dans leurs vêtemens du dimanche. Éloi Madiot lui donnait le bras. Il semblait la mener à l'autel, grave, digne, la moustache en croc, coiffé du chapeau de soie qui datait d'après la guerre. Quelquefois il saluait des petites gens, au seuil des boutiques, et il tâchait d'écouter, tendant sa bonne oreille, ce qu'on disait derrière eux : « Jolie... bien habillée... encore très vert... où vont-ils donc? »

Eh! parbleu, ils allaient au cours Cambronne, où la musique du régiment de ligne jouait des marches, des mazurkas, des pas redoublés, sous les ormeaux taillés. Parmi les promeneurs, au milieu des groupes de gens du monde assis, qui buvaient là, pour deux sous, de la poussière et de la musique, ils se promenèrent, lui, persuadé qu'on ne regardait qu'elle, et qu'on disait : « C'est Mlle Henriette Madiot, la nouvelle première de Mme Clémence. »

Il s'arrêta deux ou trois fois, ayant trouvé des camarades retraités de la marine ou de l'armée. Et à chacun il ne manquait pas d'apprendre, après les formules de cordialité qu'il n'oubliait jamais :

— Voici la petite. Elle en a du bonheur : elle vient de passer première, au choix!...

Et comme l'autre ne comprenait pas, il ajoutait :

— Tu ne comprends pas? Première, c'est comme qui dirait un adjudant de la mode. Y es-tu?

Non, ses amis n'y étaient pas. Mais lui, n'avait besoin que de parler de son bonheur.

Au retour, il demanda :

— Sais-tu l'idée que j'ai ? Faudrait faire une petite noce, quand tu seras revenue de Paris, pour fêter ton avancement? Dommage qu'on ne puisse pas inviter le grand Étienne à dîner?...

— Si nous invitions Antoine, mon oncle? Il va partir bientôt pour le régiment.

Le vieux soldat réfléchit un moment, et dit :

— Voilà cinq ans qu'il ne s'est pas assis chez nous. Enfin, tu as peut-être raison. Je l'inviterai.

Le surlendemain, Henriette prenait le train pour Paris, et l'oncle invitait Antoine.

XVIII

Depuis le mois de mai, Antoine courtisait Marie Schwarz. Il avait la galanterie facile de l'usine, une manière de suivre les filles en cheveux qui sortent des ateliers, de plaisanter avec toutes et de distinguer celle qu'il préférait en la prenant par la taille, pour rire, au milieu des compagnes de travail qui s'écartaient en criant, jalouses au fond. Il était l'assidu des fêtes foraines, des assemblées de village autour de Nantes, des bals de banlieue où l'on danse sous les tonnelles au son d'une clarinette et d'un cornet à piston. Dépensier et beau parleur, il avait deux raisons de succès dans le monde des pauvres gens, où la gaieté se fait rare. Ses gros gains d'ouvrier habile, il les dépensait dans une soirée. On entendait les éclats de voix des autres qui approuvaient, quand son petit fausset éraillé cessait de faire un solo dans les groupes.

Par un contraste aisément explicable, ce mauvais drôle avait un fond de mélancolie et un sombre désir d'autre chose, un malaise d'émigrant qui ne peut pas revenir, et qui le sait. En lui finissait, transplantée et viciée, une race de paysans du pays de Plougastel, cultivateurs de fraises et casseurs de pierre dans la falaise, lignée élevée au vent de la mer, facile à entraîner et facile à corrompre, mais incapable d'oublier la chanson triste qui l'avait bercée. Il n'y a point de complète gaîté de Breton. Quand Antoine disait à Marie, en la reconduisant, tout le long de la rue Saint-Similien : « On me croit drôle, et fou parce que je ris. Mais j'ai de la peine à en revendre, comme vous, mademoiselle Marie, » il ne mentait pas. La femme qui l'avait conçu ne s'était jamais consolée d'une faute. Lui, la tête troublée par toutes les haines ouvrières, il avait aussi, pleurant au dedans de lui, l'obscur regret du seul bien qu'avaient eu ses aïeux : une famille. La sienne, il avait rompu avec elle, et elle faisait partie de ses haines. Par là, il se sentait inférieur à toute sa race et à beaucoup de ses pareils,

déclassé, écarté d'une joie commune. Et il avait beau plaisanter les gars de village, les remueurs de terre que la ville étourdit, il n'était, au vrai, que l'un d'eux perverti et malade. Cinquante ans plus tôt, ou simplement si le grand-père, un jour qu'il avait trop bu, n'avait juré, sans autre raison, de quitter Plougastel, Antoine eût été le paysan qui s'en va la bêche sur l'épaule, la journée finie, entre plage et champs, les yeux sur l'horizon de mer, et qui a déjà le cœur dans la maison là-bas, où la femme taille le pain de la soupe.

Breton de la terre dure, il l'était encore par son entêtement, cette forme barbare de la fidélité ; par le dégoût subit qui le saisissait à un certain moment de l'orgie, et le plongeait, pour un ou deux jours souvent, dans une mélancolie noire ; alors, il quittait ses compagnons, et il s'en allait seul, le long des quais, mêlant sa maigre silhouette à celle des portefaix, et regardant les choses et les hommes avec des yeux de folie. Ce n'étaient cependant ni la folie, ni le remords. C'était vous qui repassiez, songes des pauvres anciens, songes d'une race écouteuse de flots, que les murs d'une fabrique ou les rues d'une ville n'emprisonneront jamais tout entière...

Il pouvait rire, et il pouvait dire : « Je souffre. » Et ce fut par là qu'il s'empara de l'âme de cette abandonnée que la vie avait mise sur sa route. Les deux premières fois qu'il avait accompagné Marie, — ainsi que Marie l'avait avoué à Henriette, — il avait plaisanté avec elle. Marie l'avait éconduit la seconde fois. Et il ne l'avait plus accompagnée, mais il l'avait rencontrée. Il lui avait dit : « Je suis comme vous, quelqu'un que sa famille a rejeté, nous nous ressemblons de misère. » Alors elle l'avait écouté. Peu à peu l'habitude s'était prise de se retrouver le soir, à l'angle d'une rue. Marie passait. Antoine sortait de l'abri d'un porche où il avait attendu, et ils causaient deux ou trois minutes, effacés le long de la même muraille, dans l'ombre de la voûte. Lui, rabattait son chapeau sur son front; elle, relevait un pan de son vieux manteau pour se cacher des rares passans. Ils se disaient la journée qui finissait, sans rien de plus bien souvent. Quelquefois il ajoutait : « Que vous avez de beaux cheveux, Marie! » mais son regard l'embrassait toute, et l'ardente passion qu'il exprimait, c'était, hélas! ce qui les retenait tous deux, l'un près de l'autre, et ce qui continuait de troubler Marie, alors que les mots échangés s'effaçaient si vite et se perdaient dans son souvenir.

Une nuit d'août, — la dernière où l'on eût veillé chez Mme Clémence, — Marie Schwarz remontait en hâte, exténuée de faim et de fatigue, vers la chambre de la rue Saint-Similien; elle songeait à peine à lui, tant la soirée était avancée. Et quand elle le vit se détacher de l'arche noire du porche où il l'avait attendue, elle fut saisie d'un frisson de détresse affreuse. Non, il n'aurait pas dû être là. C'en était trop. Elle se sentit attirée vers l'angle de la muraille. « Voilà deux heures que je suis ici, Marie, pour toi, parce que je t'aime. » Il était dans ses momens d'amère tristesse. Il lui dit, prenant ses mains, tendant ses lèvres jusqu'à frôler l'épaisse chevelure noire qui tombait à demi défaite le long du cou : « Marie, Marie, je t'aime tant que, si je pouvais, je ferais de toi ma femme... — Ne parlez pas comme ça, laissez-moi, ne me dites plus rien! — Marie, je vais partir pour le régiment, je n'en reviendrai peut-être pas. Je n'ai plus que deux mois dans la vie. Viens avec moi! — Laissez-moi, Antoine! » Elle se débattait, déjà perdue en esprit, parce qu'il avait dit : « Si je pouvais, je ferais de toi ma femme. » Elle se dégagea, elle s'éloigna avec un air d'épouvante : « Non! non! Je ne veux pas! Ce serait notre malheur à tous deux! Ne revenez plus jamais! jamais! »

Mais il devait revenir. Il revint. Le soir du jour où Éloi Madiot l'invita, Antoine retrouva Marie au lieu accoutumé. Elle était vaincue déjà. Ce soir-là, le dernier appui lui manquait. Elle n'avait pas vu Henriette depuis la veille; elle ne la verrait pas le lendemain, ni les jours qui suivraient. Elle s'abandonna en pleurant sur l'épaule d'Antoine, et se laissa emmener.

XIX

Ainsi la triste Marie, dans la détresse de son âme, avait songé à Henriette absente et crié vers elle.

D'autres pensées en cette même nuit allaient vers la voyageuse, regrets du vieux Madiot, de plusieurs du faubourg privés de la visite du soir, appels anxieux de la petite Reine qui aimait en secret la première, de Louisa, d'Étienne surtout! Il y avait plus d'âmes en mouvement pour cette ouvrière qui s'éloignait des siens, et plus de prières sur les routes du ciel, et plus de désirs de revoir, que pour bien des riches qui partent. Tendresses inconnues qui se croisent dans l'ombre!

Sur un banc qu'ils avaient sorti de la cabane et placé au bord

de la Loire, Étienne et sa mère veillaient. Ils attendaient le père qui était allé tendre des lignes en amont. Les petits dormaient. Dans les prés éclairés par la lune, des bœufs paissaient, formes grises et vagues dans le brouillard, et, derrière eux, la trace de leurs pieds coupait d'une rayure sombre l'herbe blanche de rosée. La Loire coulait lentement, contenue par la poussée de la mer qui achevait sa marée. Elle était pleine de reflets. On entendait le cri de petites chouettes qui s'éveillaient dans les peupliers de Mauves.

— Que veux-tu, mon pauvre gars, disait la mère Loutrel, les mains cachées sous son tablier à cause du frais de la nuit, et regardant le fleuve que regardait aussi Étienne ; que veux-tu faire de mieux ? Les filles comme elle ne se commandent pas. Elle t'a dit de patienter.

— Mère, si seulement j'avais de l'espoir, je patienterais tant qu'il faudrait. Mais voilà : je crois toujours qu'elle ne voudra pas de moi.

La femme se penchait un peu de côté, et, pour endormir cette douleur, tâchait de retrouver sa voix de jeunesse, celle qu'on avait près du berceau de l'enfant, et elle disait :

— Mon Étienne, ne te fais pas des idées ; moi je pense que si elle attend, c'est bon signe, vois-tu, elle a voulu t'éprouver le cœur.

Il y avait entre eux de longs silences qu'emplissait la nuit tranquille.

Tous deux semblables, la mère et le fils, tous deux de race ardente et réguliers de traits, ils avaient presque la même expression, les yeux fixés sur le fleuve d'où ils tiraient leur vie. Mais la physionomie de l'homme exprimait autre chose qu'une souffrance : une énergie, une volonté difficile à contraindre. Celle de la mère disait la compassion. Elle avait été très belle, cette femme de pêcheur, et elle savait le mal que fait le mépris d'amour. Elle reprit donc :

— Quand tu passes le matin, devant le quai de sa maison, elle te regarde ?

— Oui, dit Étienne, pas tous les jours, mais hier encore elle était là.

— Vois-tu ses yeux ? Disent-ils quelque chose ?

Le grand Étienne secoua la tête :

— Non, mère, je ne vois pas ses yeux. Nous sommes trop

loin. Je vois seulement une blancheur dans le noir de la fenêtre, et ses mains quand elle les appuie, et je reconnais ses cheveux.

La mère dit :

— Fait-elle des signes ?

Mais il secoua encore la tête, et répondit :

— Ni quand elle vient, ni quand elle part. C'est comme une statue qui me regarde. Mais j'ai promis de ne pas la tourmenter, et je tourne mon bateau comme si je n'espérais rien.

De nouveau, ils se turent. Les petites chouettes se rapprochaient, invisibles, poussant leurs cris de chasse et de mort. Ce fut Étienne qui reprit, d'une voix grave, toute frémissante de jeunesse :

— Je l'attendrai. Mais quand Noël sera passé, aussi vrai que je suis né ici, mère, j'irai la voir. Et je lui dirai : « Il faut tout me dire aujourd'hui, tout : c'est la fin ! » Et si elle ne veut pas de moi...

Il étendit le bras, lentement, dans la direction où la Loire entraînait sous la lune ses moires luisantes :

— Vous savez ce que je ferai, dit-il. C'est juré.

Leurs deux soupirs se confondirent, souffles blancs, tout de suite dissipés dans la nuit. La mère connaissait les secrets d'Étienne. Mais, d'entendre rappeler cette menace et de ne pouvoir douter que son fils l'accomplît, si Henriette le refusait, elle fut toute remuée. Elle se représenta ce que serait la cabane de Mauves, lorsque Étienne l'aurait quittée, et quelles angoisses elle-même elle souffrirait, dès que le vent fraîchirait sur la Loire, en songeant qu'elle avait quatre fils exposés au péril de mer. Elle dit, presque durement :

— Ah ! si ce n'était pas elle !

Ces mots-là les tinrent muets tous deux, pendant plus d'une demi-heure.

Les prés étaient devenus si brillans, qu'on eût dit qu'il était tombé de la neige. Dans la blancheur du paysage nocturne, la Loire semblait une grande route grise. Seul, un rayon de lune la barrait de lumière. Et, à l'endroit de la rive opposée, bien loin, où commençait le rayon, les yeux d'Étienne, tout à coup, distinguèrent un point noir qui remuait.

Il se leva.

— Le canot du père, dit-il.

La mère et le fils descendirent quelques pas, jusqu'au sable qui croulait sous les pieds, vagabond comme la Loire. Ils for-

maient un groupe de haute taille, penché au-dessus des eaux, vers la barque qui venait.

Lorsqu'on commença à entendre le frémissement de la proue, la mère dit, tout bas :

— Ne lui parle que de sa pêche, Étienne. Il a assez de fatigue. Connaître les peines par avance, c'est bon pour les mères.

Les petites chouettes, mangeuses de mulots, criaient éperdument, et toujours invisibles.

XX

Henriette revint après dix jours d'absence. Éloi l'attendait à la gare. Il monta dans la voiture, encombrée de paquets et de cartons, qui mena directement la première chez Mme Clémence, et, à la porte, il recommanda :

— Dépêche-toi, petite! Le dîner chauffe déjà chez la mère Logeret. Antoine m'a promis d'être là pour sept heures; nous serons trois : depuis si longtemps nous n'étions que deux!

Il s'inquiétait de cette rencontre. Mais la confiance dominait. Il pensait : « Antoine n'a pas demandé mieux. Presque tout de suite il a bien voulu. L'âge arrive. Le voilà pris pour le service; et le service, même de loin, ça change les jeunes gens. Je me souviens : deux mois avant de partir, je ne songeais plus à autre chose. »

La mère Logeret avait préparé, d'après des recettes jalousement gardées, un ragoût de poulet, qu'elle apporta fumant dans une casserole de terre à couvercle. L'escalier sentait le romarin, le clou de girofle et le beurre fondu, quand Henriette arriva, dès six heures et demie, avec une gerbe de fleurs sur le bras.

— Je suis passée devant le magasin de Mme Eglot, dit-elle, et, ma foi, j'ai trouvé que je ne pouvais pas ne pas avoir de fleurs à mon dîner de première. Sont-elles jolies?

Elle prit une corbeille de porcelaine, disposa ses fleurs d'automne parmi les feuilles retombantes d'une fougère toute menue, encore humide de la moiteur des bois. Elle posa la corbeille sur la table, à côté de la lampe à colonne, coiffée du bel abat-jour crème, qui réjouissait toute la chambre du vieux Madiot. Puis, dans sa chambre de jeune fille, elle alla essuyer et disposer sur le guéridon les tasses à thé, la théière et le sucrier à filets bleus dont on ne se servait jamais.

Antoine entra, sans embarras apparent, avec le petit rire ambigu qu'il avait presque toujours, et son regard fuyant, qui se détournait des gens pour errer sur les choses.

— Tiens! dit-il, votre chambre n'a guère changé, oncle Madiot. Vous n'êtes pas dans le mouvement, on voit ça. Pas même un bout d'affiche! Chez nous, les ajusteurs, tout le monde a sa petite chromo.

Henriette apparaissait, sur le seuil de sa chambre. Il prit la main qu'elle lui tendait, mais il ne la serra qu'à peine, si froidement! La main blanche, la main fraternelle retomba lentement le long de la robe.

— Eh bien! Henriette, te voilà donc première? Mes complimens. Presque une bourgeoise! Je parie que ton appartement est mieux décoré que celui du père Madiot?

Il s'avança, passa la tête dans l'ouverture de la porte :

— En effet! Tu en as du luxe : des vases, des tableaux, des dentelles, un fauteuil! Autrefois, j'ai connu une petite apprentie qui se couchait à tâtons, pour économiser la bougie.

Une voix, tout près, qui se faisait basse pour n'être entendue que de lui, murmura :

— Et moi, j'ai connu autrefois un frère qui m'aimait.

— Ne parlons pas de cela, répondit-il sèchement.

Il se détourna aussitôt, vers l'oncle qui l'invitait à se mettre à table. Henriette le suivit, songeant : « Ce sera donc toujours ainsi, toujours? » Et elle se demandait : « De quoi allons-nous pouvoir causer, maintenant, sans le fâcher? »

La conversation s'engagea cependant, presque facile, et presque gaie. L'oncle Madiot, sans être un modèle de diplomatie, écartait les sujets qui touchaient au passé. Autour de cette table où, pour la première fois depuis si longtemps, la famille était groupée, le nom de la mère ne fut pas prononcé, les années d'enfance furent volontairement oubliées; on causa des faits divers des journaux, des histoires qui couraient la ville; on divagua à propos de politique générale et des grèves récentes. Le vieil Éloi riait par momens. Le vin des coteaux produisait sur lui son effet d'excitation joviale. Mais le neveu s'observait, plaisantait, souriait à peine, et ne buvait pas.

A la fin seulement, l'oncle Madiot remplit presque de force les trois verres, et, levant le sien :

— A ta santé, Antoine! Car, c'est dans six semaines, la caserne!

L'ouvrier perdit aussitôt l'expression indifférente qu'il avait eue jusque-là, mordit ses joues creuses, et dit, gravement :

— Oui, je vas partir pour mon malheur.

— Comme tu dis ça ! dit Henriette, en s'écartant pour desservir la table. Que crains-tu ?

Elle essaya de rire, et ajouta :

— De manquer d'argent, je suis sûre ? Tu sais cependant que je n'oublierai pas le soldat, maintenant surtout que je suis première.

Il était venu en grande partie pour ne pas risquer de tarir, par un refus, cette unique ressource qui lui restait, et aussi pour une autre raison, une espèce de terreur obscure, folle, instinctive comme les peurs superstitieuses de ses ancêtres, et qui lui fit répondre :

— Sans doute. Mais c'est tout de même un grand malheur, parce qu'on ne sait jamais si on reviendra.

— Cette question ! dit en riant le vieux soldat. Mais dans deux ans, mon garçon, et pas même ! Voilà-t-il de quoi te faire du tourment ?

Antoine se taisait.

— Mais regarde-moi donc, reprit l'oncle : il a passé quatorze ans au service, ce bonhomme-là !

Et il élargissait les épaules, et il tordait, de sa bonne main, sa grosse moustache indocile.

Le jeune homme regarda, en effet, mais d'un air de mépris. Il haussa les épaules.

— Vous étiez un naïf, père Madiot !

— A savoir ? dit le vieux, dont le visage devint rude.

— Ils vous ont fait trotter d'un bout de la France à l'autre pendant sept ans, et puis dehors, en Crimée, en Italie, où ils ont voulu. Et vous n'en avez pas eu assez, vous avez rengagé pour sept autres années...

— Parfaitement, et je ne le regrette pas, et même que c'était beau, je t'en réponds, nos campagnes : Inkermann, le siège, les Anglais avec nous, Palestro, Magenta...

Le petit riposta insolemment :

— Je connais : qu'avez-vous gagné à tout ça ?

— Gagné, gagné...

— Un sou par jour, n'est-ce pas ?

— J'étais nourri, d'abord ; j'avais le tabac ; j'avais...

Le vieux s'aperçut, au rire blessant d'Antoine, qu'il se fourvoyait. Il s'emporta.

— Je ne raisonne pas comme toi, blanc-bec ! J'ai servi avec les camarades, pas pour l'argent, pour l'honneur, pour le plaisir...

— Soyez donc reconnaissant, si ça vous plaît, oncle Madiot ! On vous a pris le meilleur de votre vie, on vous a empêché d'être votre maître, empêché d'avoir un métier, une famille, même une tirelire avec quelque chose dedans. Remerciez-les. Ça vous regarde. Mais, nous d'aujourd'hui, nous sommes d'une autre espèce.

— Ah ! je le vois bien, des lâches !

— Criez si vous voulez, vous n'y changerez rien. Ceux d'aujourd'hui ne seront pas menés comme vous. Je vous en préviens. Bientôt ça ne prendra plus.

— Quoi donc?

— L'armée !

Éloi Madiot se dressa tout debout. D'un geste de l'ancien métier, subitement retrouvé, il tendit le corps du côté de la porte, comme s'il craignait que quelqu'un n'entrât; comme s'il entendait venir l'adjudant de semaine, vengeur de pareils blasphèmes. Puis ses yeux, des yeux terribles de soldat qui va au feu, se plantèrent droit sur le neveu qui reniait l'armée. Il ne parlait pas, mais ses yeux parlaient pour lui. A travers la table, entre lui et le misérable gamin, ses quatorze années de caserne et de guerre se précipitaient en torrent d'images confuses : des figures de camarades, en rangs, l'arme à l'épaule; des officiers qu'il avait aimés; des musiques sonnant sous des voûtes de cathédrale; des drapeaux flottans; des charges à la baïonnette; des saouleries après la victoire; des villes de garnison; des coins de chambrées; l'heure de la soupe; toute la gloire, tout le vacarme et toute l'insouciance du métier. Cela passait et repassait, troublant l'esprit. C'était l'ancienne armée qui s'incarnait en ce moment dans le vieux soldat; le peuple d'autrefois qui s'indignait; tout un passé d'humble bravoure qui se révoltait sous l'injure. L'oncle Madiot leva le seul poing qu'il eût encore solide, et, frappant la table :

— Tais-toi ! cria-t-il, tais-toi, Antoine, ou je cogne !

Antoine, renversé sur sa chaise, très pâle, et toujours maître de lui, haussa de deux centimètres son museau pointu, et dit :

— Après?

L'oncle eut l'air de vouloir fondre sur lui. Mais Henriette était accourue du fond de la chambre.

— Mon oncle, dit-elle en lui prenant la main, vous voyez bien qu'Antoine plaisante! Laissez-le, je vous en prie!

Elle les regardait alternativement, tremblante entre ces deux hommes qui se défiaient. Antoine ne changeait pas d'expression, et ne baissait pas les yeux. Mais le vieux, qui sentait trembler la main d'Henriette dans la sienne, essaya de se maîtriser, et d'obéir à la petite. Il dit, la voix encore tout encolérée :

— Tu as raison, Henriette. Ça lui passera. Quand il sera en uniforme, il faudra bien qu'il obéisse. N'est-ce pas, Antoine?

Antoine ricana.

— Vous ne connaissez pas votre neveu, oncle Madiot. S'ils sont gentils avec moi, vos officiers, ça pourra peut-être aller; mais s'ils ne le sont pas...

Il secoua les doigts, et les fit claquer les uns contre les autres :

— Ah! misère! ils en verront!

Et, en disant cela, il avait une expression si étrange, qu'Éloi Madiot en fut secrètement effrayé. L'ancien l'avait vu à d'autres, ce mauvais regard de Breton insolent et buté, à des troupiers qui avaient fini aux bataillons d'Afrique. Il se retint de répondre.

— Écoute, Antoine, dit alors Henriette, je ne comptais pas te le dire, mais, puisque tu te défies de tes officiers, je puis t'assurer qu'il y en aura au moins un qui te protégera plutôt.

— Qui donc?

— Je suis sûre de l'obtenir. Je lui ferai parler de toi par sa mère. Il n'est qu'officier de réserve, mais il doit passer le mois de janvier dans ton régiment. Tu devines?

— Non.

— C'est M. Victor Lemarié!

Cette fois ce fut Antoine qui se leva.

— Tu veux faire ça, Henriette?

— Mais oui... pour t'obliger... Qu'as-tu donc?

Elle se reculait devant ce visage blême, où la colère éclatait.

— Ah! tu veux faire ça! Eh bien! dis-lui, à celui-là, de ne pas s'occuper de moi, de ne pas trop m'approcher, de ne pas me commander... Il y aurait des malheurs! Tu entends?... Dis-lui! dis-lui! Ah! faut-il tout de même!...

Et rapide, enfonçant son chapeau sur sa tête, l'ouvrier traversa la chambre, ouvrit la porte, et disparut dans l'escalier.

Le vieux Madiot et Henriette, l'un près de l'autre, le long du mur, ne se parlèrent pas pendant un temps. Henriette était stupéfaite et attristée. Mais l'oncle souffrait d'un bien autre mal : il venait de deviner tout à coup, à cette explosion de fureur, qu'Antoine connaissait quelque chose du passé.

Il pensait, avec effroi, qu'un tel secret était partagé, et par qui? Il voyait son Henriette en danger, exposée à la vengeance d'un misérable comme Antoine, qui pouvait la torturer et la briser; qui pouvait aussi la dominer par la menace perpétuelle de révéler la honte ancienne et de provoquer un scandale. Devant l'angoisse d'un tel péril, tout le reste s'effaçait. Il oubliait les injures personnelles, les mauvais propos contre l'armée, pour ne retenir qu'une pensée et qu'un tourment : Henriette exposée, Henriette qu'il ne pouvait avertir et qu'il fallait sauver. Sa pauvre raison s'enfiévrait. Il se disait : « Dois-je courir après lui? Est-ce demain? Est-ce plus tard? Car je dois l'interroger, me rendre compte de ce qu'il sait, lui défendre de parler... Lui défendre, hélas! à lui, à Antoine Madiot! »

Et il creusait ainsi sa peine, immobile, la main cachant le front.

Henriette le tira du rêve, en disant :

— Pouvez-vous m'expliquer, vous? Pourquoi s'est-il emporté? A qui en veut-il? Est-ce à moi, ou à M. Lemarié?

L'oncle parut sortir d'une mauvaise nuit; il fit effort pour cacher son trouble, pour donner un peu de vraisemblance à ce qu'il allait dire.

— Ne t'épouvante pas comme ça, ma petite, répondit-il, et remets tout en place. J'aurais dû penser qu'on ne peut raisonner de rien avec Antoine. Tu vois, il est encore monté contre ces Lemarié, à cause de l'affaire de ma pension.

Henriette le suivit des yeux, pendant qu'il se détournait et allait s'accouder à la fenêtre.

— A présent que tout est accordé, dit-elle, ce serait de la folie... Non, il y a autre chose que nous ne savons pas, mon oncle, une chose plus grave.

Le vieux n'osait plus bouger, de peur d'être obligé de mentir encore.

Henriette cependant ne lui parlait plus. Elle avait pris un tablier, et, dans le coin de la pièce, à l'autre bout, elle s'était mise à laver et à essuyer la vaisselle du dîner. Aucun soin du

ménage ne lui coûtait autant. Mais, ce soir, elle n'y songeait pas. Son esprit s'échappait et se perdait en questions insolubles.

Lorsqu'elle eut achevé de ranger la vaisselle dans le buffet de noyer, elle passa dans sa chambre pour donner un coup de brosse à ses cheveux, pour laver et parfumer ses mains, pour reprendre son air de demoiselle de la mode. Puis, elle enleva les trois tasses à thé, la belle théière à filets bleus, les chaises et le fauteuil déjà rangés autour du guéridon, et qui ne serviraient pas.

Dans l'autre chambre, près de la fenêtre, l'oncle Madiot, rencogné, rendu sauvage par le secret de sa peine, ne cessait de répéter : « S'il allait la trahir ! » Henriette se demandait, ne se doutant pas de ce danger : « Qu'y a-t-il donc entre nous ? Pourquoi Antoine était-il si furieux ? Et pourquoi mon oncle, ce soir, a-t-il l'air de m'oublier ? »

XXI

Quand elle rentra à l'atelier, le lendemain, Henriette chercha tout de suite Marie, qu'elle n'avait pas revue depuis le départ. Toutes les jeunes filles, excepté Marie, entouraient la première, curieuses d'avoir des nouvelles.

— Bonjour, mademoiselle Henriette ! Oh ! vous avez l'air fatiguée ? Avez-vous fait bon voyage ? Racontez-nous votre visite chez Reboux et chez Esther Meyer ? Les modèles sont-ils jolis, cette année ?

Henriette, après avoir répondu en riant à toute cette jeunesse, s'approcha de Marie qui était assise à l'extrémité de la table, près du jour, et semblait mettre tout son esprit dans chaque point qu'elle faisait.

— Eh bien ! Marie, on ne dit pas bonjour ?

Marie leva vers elle des yeux sans joie, vite rabaissés.

— Bonjour, dit-elle, tu vas bien ?

— Allons, dit Henriette gentiment, je vois que j'ai eu raison de revenir : mon amie Marie ne peut plus vivre sans moi ; la voilà dans le noir.

Marie ne répondit pas.

— Veux-tu venir avec moi dimanche ? Nous irons chez Reine ?

Sans cesser de coudre, Marie répondit :

— Non, je ne peux pas.

— Tu es engagée ?

— Oui.

— Tu me diras ça? dit Henriette, en s'éloignant pour reprendre sa place et distribuer le travail.

Mais l'humeur sombre de son amie l'avait mise en éveil. Bien des fois, dans la journée, elle regarda du côté de la fenêtre, sans parvenir à rencontrer les yeux de Marie, si ce n'est une ou deux fois, et ils lui parurent alors aussi sombres, aussi puissamment fixés sur le drame intérieur que le premier jour, quand l'inconnue avait monté l'escalier, demandant : « Il n'y a pas de place, n'est-ce pas? »

Le soir, elle ne put lui parler, retenue par Mme Clémence au moment même de la sortie des ouvrières. « Demain, pensa-t-elle, je trouverai bien une minute, pour la reconduire chez elle, et voir ce qui se passe dans son âme. »

Mais, le lendemain, Marie ne vint pas. Personne n'était chargé de l'excuser. Henriette demanda à Reine, qui était plus liée que les autres avec Marie :

— Est-ce qu'elle est malade? Se plaignait-elle, ces jours derniers?

Reine répondit non, mais son pâle visage avait rougi, et Henriette s'inquiéta. Elle devint anxieuse le jour suivant, lorsque, entrant à l'atelier, vers huit heures et demie, elle constata que Marie, habituellement la première arrivée, n'avait pas encore paru. La salle était déserte, il faisait un temps affreux. Henriette ouvrit son tiroir, prit lentement les objets qui dormaient là, et attendit. « Peut-être sera-t-elle retardée par la bourrasque? Elle demeure loin. » L'apprentie entra. Puis ce furent Mathilde, Lucie, Jeanne, Reine, Irma, toutes les autres, moins Marie. Neuf heures sonnèrent. Le bruit de la porte qui tourne sur ses bourrelets, des pieds traînant sur le plancher, des voix qui disent : « Ouf, quel affreux temps! » des pointes ferrées heurtant la cuvette d'un porte-parapluie, des tabourets approchés de la table, tout le bruit des installations matinales cessa. Les chuchotemens commencèrent, et les craquemens du fil serrant les tulles apprêtés. La place de Marie restait vide.

Les ouvrières de Mme Clémence remarquaient, comme Henriette, l'absence de Marie Schwarz. Quelques-unes savaient la raison : elles ignorent si peu de choses! Mais elles se bornèrent à dire : « Voilà deux fois, cette semaine. Elle est peut-être excusée. » Il y eut des regards aigus, entre plusieurs. On connaissait trop

bien l'amitié de la première pour cette fille pour parler tout haut. La pluie fouettait les vitres, maintenant, et le vent grondait dans la cheminée bouchée par une plaque de tôle, comme si des chats fussent descendus et remontés à toute minute, pelotonnés et criant.

Henriette ne dîna pas. Elle était malade d'inquiétude. Elle aspirait à voir finir cette journée, afin de courir là-bas. Elle irait; elle frapperait à cette porte de la rue Saint-Similien; elle demanderait: « Marie? Marie? »

Mais comme la saison d'automne amenait des commandes, l'atelier travailla jusqu'à plus de sept heures et demie. Henriette se sépara de ses amies au bas de l'escalier de Mme Clémence, et, dans la bourrasque qui s'abattait sur la ville, au lieu de prendre le chemin des quais, elle remonta.

La pluie cinglait le bas de ses jupes, et le vent relevait en écume fouettante l'eau des ruisseaux débordés. Personne dans les rues, que des cochers sur leur siège, le dos courbé, le chapeau ruisselant comme une gouttière, et qui regardaient cette fille mouillée qui trottait. Henriette marchait à perdre haleine. La nuit plus épaisse du quartier pauvre l'enveloppa. Bientôt, après la place Bretagne, la place du Marchix s'ouvrit, bordée de maisons anciennes, changée en mare, ses becs de gaz à moitié éteints par la tempête. Antoine demeurait là, sur la droite, en haut. « Est-il possible que ce soit lui qui l'ait perdue! pensait Henriette, lui, mon frère! » Car elle soupçonnait toute la vérité; à force de songer, elle s'était souvenue qu'au dîner, l'autre soir, elle avait prononcé le nom de Marie, et qu'Antoine avait paru gêné, et ce dernier signe, ajouté à d'autres d'un passé plus lointain, lui avait donné comme une certitude. « C'est par moi qu'elle l'a connu! » songeait-elle. Vers le milieu de la place, elle s'arrêta, et leva la tête du côté des toits. Elle vit une petite lumière.

Une espérance lui vint, de cette flamme menue qui étoilait les vitres. Il était là. Il n'était pas sorti. Henriette reprit sa course sous les torrens de pluie que les gouttières versaient au milieu de la chaussée. Elle revint sur ses pas, s'engagea dans la rue Saint-Similien, et, tout à coup, se jeta dans les ténèbres d'un porche où le vent beuglait comme une sirène de navire. Elle le traversa, luttant contre les rafales. C'était là, au fond d'un couloir, sur la gauche. Aucune lumière, si ce n'est à des étages, bien au-dessus. Henriette monta les cinq marches du corridor banal. Elle le sui-

vait, prise de peur d'être seule, et surtout d'être si près du secret qu'elle venait chercher, tâtant avec les mains les plâtres souillés. Elle entendait le bruit de ses ongles qui faisaient des cercles sur la muraille.

Elle ne trouvait pas la porte.

Enfin, avec une impression d'anéantissement, elle sentit l'angle aigu d'une moulure de bois.

Elle recueillit ses forces pour appeler :

— Marie?

Sa voix trop faible était couverte par le vent.

— Marie?

De l'autre côté de la muraille, il y eut un bruit léger de pas. Une lame de lumière tomba sur l'escalier; la porte s'ouvrit; Henriette aperçut Marie, et s'avança, dans ses vêtemens trempés qui lui collaient au corps. L'autre se reculait à mesure, pour n'être pas touchée. Elle avait mis sa main en avant.

— Tu n'aurais pas dû venir, dit-elle d'une voix d'angoisse. Non, non, ne viens pas ! N'approche pas !

Henriette s'arrêta, stupéfaite. Son amie était appuyée à la table où brûlait la lampe à pétrole qu'elles avaient achetée ensemble, un jour de joie. Elle était habillée de neuf, prête pour sortir, presque élégante, avec un chapeau noir à grands bords d'où s'échappait une touffe de plumes d'un rouge violent, un collet de déballage, brodé de clinquant et noir comme son chapeau, des bottines à talons hauts qui la grandissaient, des gants, un parapluie de soie posé sur le bras. Et elle se tenait droite, pâle, résolue à tout dire.

— Je suis accourue, Marie, dès la fin du travail... je ne croyais pas...

— Que ce fût vrai, n'est-ce pas? Eh bien! si, c'est vrai!...

Henriette trouva la force de maîtriser la douleur aiguë qui l'atteignait au cœur. Elle s'avança un peu, le long de la table, de l'autre côté de la lampe, et dit doucement, comme une grande sœur :

— Marie, dis-moi que ce n'est qu'une folie qui t'a prise? Nous sommes amies. Quitte ton manteau; laisse-moi m'asseoir; causons toutes deux?

Mais Marie s'éloigna d'autant. Ses yeux, sombres jusqu'au fond, ses yeux d'où la passion heurtée avait chassé toute tendresse, brillaient comme des pierres dures et suspectes.

— Non, dit-elle froidement. Je ne suis plus digne de toi. Va-t'en !

— Écoute-moi seulement, et je m'en irai, et je ne reviendrai pas, si tu le veux?

— Non, tout ce que tu pourras dire est inutile, tout...

Elle croisa les bras, elle se pencha un peu. Le feu de la petite lampe souligna d'un trait ardent le rire de colère de sa bouche :

— C'est fini, comprends-tu? J'en ai assez de la misère et assez de vos vertus! Moi, je ne crois à rien. Moi, je n'ai pas longtemps à vivre et je veux jouir! Moi, je suis une fille perdue! Lui ou un autre, qu'est-ce que ça te fait?

Elle hésita une seconde, et dit :

— Je suis attendue. Il faut que j'aille.

Henriette tendit ses deux mains en avant, comme pour l'arrêter :

— Mais tu ne le connais donc pas?

— Mieux que toi, qui le détestes!

— Il t'a trompée : il va partir au régiment.

— Je le sais.

— Il t'a promis de t'épouser, n'est-ce pas? Tu l'as cru?

— Non.

— Pas même! pas même!

Henriette se couvrit le visage de ses mains, et se mit à sangloter. Mais Marie s'était redressée. Et, la taille cambrée, les bras croisés, défiant la vie, la mort, les voisins qui pourraient l'entendre par l'escalier béant, elle cria :

— Je l'aime !

Des sanglots lui répondirent. Puis les mains où tremblaient des larmes s'abattirent.

Et Henriette se recula alors, en regardant Marie. Elle s'éloigna lentement. La lumière, par degrés insensibles, décrut sur sa figure pâlie, tirée, mouillée de pleurs. Il décrut aussi et s'évanouit, le reflet doré de ses cheveux que le vent avait ramenés sur ses joues. Un moment, elle s'appuya le long de la porte, à la muraille. Elle était comme le dernier remords qui s'en va. Elle était la pitié qui attend jusqu'au bout.

Et elle rentra dans la grande nuit.

. . . .
. . . .

Du cahier gris, neuf heures du soir :

« Je ne croyais pas pouvoir tant souffrir à cause d'elle, ni tant l'aimer. Nous voici séparées. Elle est tombée, et elle me chasse. Moi qui me réjouissais de la mener jusqu'à l'avenir d'honnête femme que j'entrevoyais pour elle ! Moi qui lui essayais en rêve sa robe blanche de mariée ! Pauvre chère sœur perdue ! Même à présent, il me semble que si je t'avais connue toute petite, tu n'aurais jamais quitté ma main ! Je n'étais pas de force. Elle a eu trop de misère aussi. A force de travailler, et de n'avoir pas de quoi vivre, quand rien ne vous soutient et que tout vous tente, un jour on se souvient qu'on est femme, et adieu tout ! »

Henriette s'interrompit d'écrire. Elle était seule dans sa chambre, brisée de fatigue, écoutant la pluie fouetter les vitres. Un indicible malaise d'esprit l'avait saisie. C'est qu'on ne côtoie pas sans péril la faute toute vivante et qui ne pleure pas encore. C'est que, pendant trois jours, elle avait trop vécu de ce rêve mauvais. Et en elle, qui luttait, se relevèrent toutes les tentations de sa vie laborieuse. Elle sentit la pointe mordante de tous les regards qui s'étaient attachés sur elle, depuis qu'elle avait l'âge d'être insultée, c'est-à-dire depuis les années lointaines où elle partait en apprentissage, avec son panier au bras, un bonnet de linge sur la tête. Ils l'enveloppaient de leur convoitise, ces yeux d'adolescens, d'hommes mûrs, de vieillards suiveurs d'enfans. Elle entendait les mots murmurés derrière elle, dans la rue, les propos équivoques des commis et des patrons de magasin ; elle relisait les lettres où on lui offrait d'acheter pour elle des maisons de modes ou des ateliers de couture. Elle avait la vision obsédante de ces pièges multipliés autour d'elle, et qu'elle évitait sans presque y penser d'ordinaire ; de la persécution infatigable que rien ne décourage et que rien n'étonne. Le monde lui apparut dans sa laideur brutale, se ruant à la perte des faibles, des pauvres, de celles qui mériteraient au moins cette pitié de n'avoir pas à savoir la vie quand elles sont si petites, ni à se défendre quand elles ont déjà tant de mal à vivre. Et elle éprouva cette crainte de soi-même qui fait qu'on pardonne mieux aux autres.

« Mon Dieu ! dit-elle, que je ne succombe pas à mon tour ! »

Elle avait peur. Elle avait hâte d'échapper à ces pensées louches qui rôdent autour des fautes aperçues.

Où était l'abri ? Qui la défendrait contre l'envahissement de ces souvenirs, tout à coup soulevés en elle ?

Elle se réfugia dans le songe des années lointaines, quand la mère vivait, et la tenait, toute frêle, à son ombre. Elle chercha, avec effort, à se représenter la physionomie de quelques jeunes filles, aujourd'hui mariées et heureuses, dont l'exemple pouvait combattre les imaginations de cette nuit mauvaise. Puis elle quitta le guéridon, ouvrit la petite bibliothèque vitrée, et prit un livre de prières, bien vieux, que lui avaient donné les sœurs de l'école, autrefois. Une bande de papier jauni marquait des passages que sa jeunesse avait entre tous aimés, et qu'elle n'avait plus relus depuis longtemps. C'étaient les louanges adressées aux vierges, les cantiques où la violence de la chair était exprimée, combattue et vaincue dans le triomphe de l'esprit délivré. Elle lisait, et elle reconnaissait les mots, et elle sentait se ranimer l'émotion qu'ils lui avaient faite, à l'âge où elle comprenait à peine. Elle retrouvait ce goût d'extrême pureté qu'elle avait eu quand elle était enfant, cette paix de l'âme qui monte. Mais ce n'était plus, comme autrefois, un vol silencieux de la pensée. Elle ne montait que pour tendre la main. « Je te relèverai, ma Marie », songeait-elle. Elle disait encore : « Je ne pourrai plus voir une petite de mon quartier sans te voir en elle, et sans l'aimer pour toi. » Et, en fermant le livre, relique des années d'enfance : « Si tu avais eu ma jeunesse étroitement gardée, les leçons que j'ai reçues, la mère que nous avions ! »

XXII

Le sentiment qui suivit cette séparation fut celui d'un isolement cruel. Henriette s'était, en quelques mois, si fortement attachée à Marie, que, depuis la rupture, il lui semblait n'avoir plus d'amies. En vain Reine se faisait plus prévenante, et vainement les camarades acceptaient sans humeur la direction de la nouvelle première : Henriette éprouvait un sentiment de vide et d'abandon. A la place de Marie, congédiée après trois jours d'absence, elle ne pouvait s'habituer à voir le visage nouveau d'une petite ouvrière qu'avait acceptée Mme Clémence. Elle avait même une sévérité qu'elle se reprochait, envers cette enfant qui ne comprenait pas, et qui la regardait parfois comme pour demander : « Pourquoi me traitez-vous autrement, vous qui êtes bonne avec toutes les autres ? »

Une transformation s'opérait en elle, lente et profonde. Hen-

riette, dans cet incident de la vie, avait pris une conscience plus vive encore de la misère humaine. Son cœur s'ouvrait plus largement à la pitié. Au lieu de chercher une consolation dans la pensée de l'amour d'Étienne, elle l'avait cherchée dans l'oubli d'elle-même. D'instinct, presque malgré elle, elle s'était jetée vers la multitude des pauvres et des souffrans qui l'enveloppaient, comme si elle n'était pas faite pour la tendresse d'un seul, mais pour celle qui n'a pas de nom, pas de caresses, et qui participe de l'obscur émiettement des foules. Déjà, sans qu'elle s'en doutât, et bien avant d'avoir connu l'amour d'Étienne, elle avait reçu l'aveu de ceux-là que personne n'aime. Ils l'avaient protégée contre la vie qui dévore les autres; ils lui avaient donné la joie de se sentir utile, bienfaisante, remerciée par des larmes. A présent, ce souvenir l'emportait vers eux, non sans retour et sans partage, mais puissamment.

Le dimanche, lorsqu'elle ne sortait pas avec l'oncle Éloi, elle passait une heure ou deux avec ses amis du quartier, sous les arbres de l'avenue Sainte-Anne, où le soleil d'automne assemblait les enfans et les femmes. On ne la craignait plus du tout. On l'avait adoptée. Ou bien elle allait voir, et c'était encore pour s'occuper d'eux, le vieux prêtre habitué dont le jardin donnait sur la rue de la Hautière. Ils parlaient de leur commune clientèle.

Quelquefois cependant un souvenir, une rencontre, la jetaient impétueusement vers d'autres rêves. Un matin, pendant le trajet qu'elle faisait du logis de la rue de l'Ermitage à l'atelier, elle suivit un ménage d'amoureux, des gens comme elle, bien humbles, qui n'avaient à eux que leur jeunesse. Et, pour les avoir regardés, pour avoir passé près d'eux, Henriette fut troublée de songes d'amour, comme ceux qui, au printemps, s'attardent dans la traînée de brise où court le parfum de l'épine noire en fleur. Elle songea : « Je dirai oui au grand Étienne, quand il viendra. Et nous irons comme eux, dans la grande fête rapide que devinent les passans. » Et puis ces poussées de jeunesse s'évanouissaient, et il suffisait à Henriette de se retrouver avec Marcelle Esnault l'infirme, avec la Vivien, avec l'une quelconque des misères à demi consolées par elle et qui lui souriaient, pour dire, dans le secret de son âme : « Je crois que je ne pourrai plus vous quitter : vous êtes ma vie. »

Plus que tout autre et plus que jamais, Éloi Madiot avait besoin de sa présence et des paroles qu'elle savait dire à ceux qui

se plaignaient, comme si elle-même n'avait eu d'autres peines que la peine des autres. Il était resté accablé sous le coup de la découverte qu'il avait faite, et incapable de décision. L'idée d'avoir avec Antoine une explication décisive l'épouvantait. Les semaines s'écoulaient, et il retardait toujours. Il s'accusait de lâcheté, et il n'agissait pas. Henriette, le trouvant plus taciturne que de coutume, hésitait à croire que l'âge seul en fût la cause. Elle lui demandait : « Pourquoi ne me dites-vous pas tout? Puisque vous souffrez, je suis là pour savoir? » Mais il ne répondait rien.

Dans la seconde quinzaine de novembre, quelques jours avant la date fixée pour le départ des conscrits, Éloi se décida enfin à faire la démarche qui lui coûtait tant. Il alla attendre son neveu, à la sortie de l'atelier, et lui dit :

— Écoute, Antoine. J'ai été vif, l'autre soir, parce que tu ne me parlais pas honnêtement de l'armée. On ne peut pourtant pas se quitter comme ça. La veille du départ, c'est vacances. Veux-tu que j'aille te chercher, et que nous prenions un verre ensemble?

L'ouvrier, étonné, défiant comme de coutume, réfléchit un moment, et dit :

— A la condition qu'on ne me parle plus de M. Lemarié, je veux bien.

Cette veille du départ arriva.

XXIII

Dès huit heures du matin, Éloi Madiot avait commencé une « tournée » pour célébrer l'entrée d'Antoine à la caserne. Les conscrits devaient être rendus le lendemain à La Roche-sur-Yon; Antoine prendrait donc, avec les camarades, un train du soir.

Il était midi. L'oncle et le neveu avaient fait d'abord une station à la *Croix de Fer*, vieil hôtel situé près des ruines de l'usine Lemarié, où l'habitude ramenait le vieux cloueur de caisses. De là, à travers le quartier des ponts, ils s'étaient rendus sous les treilles d'un cabaret de banlieue, non loin de la prairie de Mauves, « un endroit fameux, disait Éloi, où il y a un petit muscadet de Loire si drôle qu'on danse en le voyant. » Il dansait un peu avant même de l'avoir vu, congestionné par la fouettée d'air vif qui descendait la Loire. Il fêtait l'entrée au régiment. Des souvenirs qu'il tenait pour glorieux, pour une sorte de devoir mili-

taire, lui représentaient cette veille de départ comme un jour de vacarme et d'ivresse. Et tout ce qu'il avait gardé d'entrain et de jurons était dehors. Il parlait haut, racontant des choses lointaines d'une armée qui n'est plus, citant des noms, à jamais obscurs, d'officiers qu'il avait connus et de villages où il avait campé. De son bras gauche encore raidi par la blessure, il tirait, il traînait presque ce pâle neveu, chétif à côté de lui, et qui ne comprenait point. Par la gaieté, le vieux semblait le plus jeune ; sur ses fortes épaules, sa tête rouge et blanche dodelinait. En passant devant les marchandes de légumes, assises entre leurs paniers comme dans une niche verte, il abaissait les yeux sur le chapeau mou qui lui frôlait l'épaule, et souriait dédaigneusement pour faire entendre : « Voilà les conscrits d'aujourd'hui ! Est-ce que ça me ressemble? Voyez, mes belles, ce que nous étions, ce que nous sommes ! »

L'autre, souple, les yeux fureteurs, se laissait conduire, pas plus troublé que d'habitude. A présent, ils avaient retraversé la ville, sans savoir pourquoi, et, incapables de déjeuner, sentant le besoin de combattre la fatigue qui grandissait, ils étaient attablés au fond d'une gargote de la rue Saint-Similien, *Aux Sept Frères Tranquilles*. Éloi, assis à contre-jour, continuait de parler avec une animation croissante. Mais la figure du vieil ouvrier avait cessé d'être expressive. Elle n'obéissait plus que malaisément à l'effort de l'idée, et ce n'était qu'une obéissance partielle, un mouvement de la mâchoire, qui n'intéressait ni les yeux, ni le front, ni les joues, fixés dans l'hébétement de l'alcool. Antoine, accoté contre le mur, ne buvait plus. Tous deux, sur la table de marbre, ils prenaient et soulevaient de temps à autre un verre de mauvaise absinthe, en disant : « A la tienne ! — A la vôtre » ! Mais l'oncle seul ouvrait la bouche pour essayer de boire, et, à chaque coup, des gouttes de liqueur verte, échappées et coulant entre les poils rasés de sa barbe, le faisaient frissonner comme une brûlure. Cela l'irritait et l'excitait autant que ce qu'il avait bu.

La salle était pleine d'une fumée de ragoût, graisseuse, qui mouillait le plafond. Des habitués mangeaient aux tables les plus voisines de la devanture basse, que voilaient jusqu'à la deuxième vitre des rideaux de lustrine verte. Aucun ne semblait entendre la discussion qui s'animait, la voix de chantre d'Éloi Madiot, le fausset traînant d'Antoine. Seule, une grande fille rousse et lasse, la servante assise près de la devanture, un rayon de soleil

dans les cheveux, le coude appuyé sur la tringle du rideau, épiait du coin de l'œil et sans tourner la tête ce petit mécanicien qu'elle connaissait.

— Enfin, de mon temps, disait l'oncle, on était plus gai que ça, le jour du tirage. T'as pas l'air d'un conscrit!

— Je vous ai dit mon avis là-dessus, mon oncle, et je n'en change pas tous les jours. Je vas au régiment comme à mon malheur.

Il acheva sa pensée d'un geste de la main et de la tête rejetés en arrière, qui signifiait : « J'aurai tout le temps l'idée d'en sortir, et tous les moyens me seront bons. »

Le vieux, qui ne pouvait se retenir de donner des conseils, trop enfoncé d'ailleurs dans l'ivresse pour remarquer la violence froide de ces mots d'Antoine, poursuivit :

— Tu verras : suffit de se mettre bien la théorie dans l'esprit, et d'obéir aux chefs, et puis de regarder comment font les autres. Pas trop de boisson, au régiment. Pas trop de femmes non plus... Les officiers n'aiment pas que les soldats aient un ménage en ville...

Il cligna l'œil droit, et ajouta :

— Si tu as une petite amie, Antoine, l'emmène pas!

Et le pauvre homme crut que son neveu riait, tandis qu'Antoine frémissait, atteint au fond de son être, car il l'aimait, lui aussi, la malheureuse fille qu'il allait quitter.

L'oncle se força un peu pour rire, afin d'être à l'unisson, et, trouvant l'occasion favorable pour poser la question depuis si longtemps réservée :

— Je pense que tu as mauvaise tête, Antoine, mais que tu voudras tout de même faire honneur à la famille, à moi d'abord, et puis...

Une voix sifflante et basse l'interrompit.

— La famille?

— Eh bien! oui, dit le bonhomme, la famille, ta sœur et moi...

— Faut pas me la faire, le vieux! Je la connais, ma famille, et je sais que j'ai été volé, volé, volé, entendez-vous!

Antoine s'était courbé sur la table, tout près de l'oncle Madiot qui faisait signe de sa mauvaise main : « Pas si haut! pas si haut! » Il entendait les glissemens de pieds des cliens qui écoutaient. La servante rousse, au bout de la salle, se renversa sur sa chaise en riant.

— Eh! là-bas! vous autres, faut pas vous battre!

Mais le jeune homme, emporté par la rancune qui avait fait dévier toute sa vie, continuait, jetant ses mots à la face du vieux :

— Oui, j'ai été volé par celle qui n'avait pas de droits chez nous! Elle m'a pris ma part de tout. Vous, l'oncle Madiot, vous m'avez trompé...

— C'est pas vrai ; je n'ai rien dit.

— Mais je sais tout, j'ai appris tout. Le jour où je l'ai su, je suis parti pour ne plus vous voir. Je n'ai jamais rien été chez vous, et elle y a toujours fait la loi. Dites donc que ce n'est pas vrai? Niez-le donc? Pourtant, je suis le fils du père Madiot, moi! Quand je la rencontre, le cœur me tremble de jalousie.

— Antoine, tais-toi maintenant, tais-toi!

— Si c'est ça ce que vous êtes venu chercher, vous êtes servi : je la déteste!

A ce mot-là, Antoine s'était levé. Il ne faisait plus attention à l'oncle Madiot, qui courbait de honte ses grosses épaules. Il regardait, autour de la salle, les consommateurs devenus attentifs, et qui tournaient la tête, cauteleusement, du côté du bruit. Mais, au fur et à mesure qu'ils rencontraient les yeux gris de l'ouvrier, ils se remettaient à considérer leur verre, comme indifférens à tout le reste. Quand il jugea le cabaret rentré dans l'ordre, Antoine tira de son gousset une pièce de quarante sous, et la jeta sur le marbre.

— C'est moi qui paye, dit-il tout haut.

La pièce sonna; la fille rousse se redressa; et, l'œil sur la rue, entre les tables, Antoine s'avança, pâle comme ceux qui vont s'évanouir.

Le vieux marchait en arrière, à petits pas mous, ronchonnant on ne savait quoi, les yeux baissés, la moustache blanche relevée par un pli terrible. Plusieurs eurent l'idée que les deux hommes allaient se battre, en effet. Il n'en fut rien. Antoine s'arrêta sur le seuil des *Sept Frères Tranquilles*. Il examina la boue qui blondissait, puis l'ouverture de la rue, par où venait un soleil d'automne incliné et faible, et il monta vers la gauche.

Alors, derrière lui, une voix formidable, faussée par la colère et par le vin, une voix qui fit sonner les devantures de la rue Saint-Similien, cria :

— Vermine!

Ce fut la dernière parole, l'adieu à jamais.

L'ouvrier haussa les épaules, et continua son chemin.

Il alla droit chez sa maîtresse, et, dans la cour, entre les murailles habitées comme des cloisons de ruche, lui, pour la première fois, au lieu de se glisser, il appela :

— Marie!

XXIV

Elle l'attendait. Pour elle aussi, cette journée marquait l'entrée dans l'inconnu. Deux fois déjà, Marie Schwarz avait éprouvé l'angoisse des abandons sans remède probable, la première fois lorsqu'elle s'était vue chassée par sa mère, la seconde fois en arrivant seule à Nantes, dans ces heures de détresse où elle avait rencontré Henriette. A présent son amant partait; et ce n'était pas seulement la misère pour le lendemain, c'était encore, pour le soir même, la séparation certaine, peut-être à jamais. Mais telle est la prodigieuse jeunesse : elle souriait, quand elle apparut, d'avoir à faire une dernière promenade avec lui.

Antoine, tout pâle encore, la saisit par le poignet, et dit :

— Arrive! J'ai besoin de prendre l'air. Je viens de faire mes adieux à l'oncle Éloi, et, je crois, pour longtemps.

Elle comprit qu'il avait bu un peu, qu'il s'était disputé, et que sa mauvaise tête de Breton était aux champs. Alors, voilant le sourire qu'elle avait eu pour lui, et douce pour qu'il n'y eût pas de scène dans la rue, elle suivit l'ouvrier qui racontait sa matinée. Il se tenait droit, mais il avait les yeux étranges. Elle avait passé le bras dans celui d'Antoine. Elle allait, glissant sur le pavé gras, sans autre volonté que de ne pas contrarier l'homme qu'elle sentait irrité.

Ils furent bientôt dans le quartier commerçant de la rue Crébillon, où Marie travaillait autrefois, et où elle évitait d'ordinaire de passer, à présent. Un sentiment de pudeur qu'il n'aurait pas compris écartait Marie de ce chemin, qu'elle avait parcouru seule et honnête fille pendant tout l'été. Derrière les glaces des magasins, elle apercevait la silhouette d'employés qu'elle connaissait de vue, et qui s'étaient souvent retournés quand elle descendait, à la nuit dorée de sept heures, les soirs de mai. Elle croisait des clientes de Mme Clémence, roses sous leur voilette serrée, le cou enfoui dans des fourrures, et pour lesquelles elle avait essayé des

chapeaux, peut-être ceux mêmes qu'elles portaient. Les dames ne la regardaient pas, ayant deviné de très loin, entre leurs cils, à l'ensemble du groupe, qu'elle n'était pas du monde. Cependant elle se sentait gênée. Elle avait peur de se heurter tout à coup à quelqu'une de ces demoiselles de l'atelier, ou à un commis de chez Mourieux. Aussi, elle accepta vivement, lorsque, dégrisé par l'air, Antoine dit, au tournant d'une rue :

— Je ne sais pas ce que je fais ici. Veux-tu venir à la campagne?

Ils remontèrent aussitôt à l'ouest, vers la Ville-en-Bois et vers Chantenay. Ils s'écartèrent des quartiers riches, faisant le tour par des ruelles de banlieue qui leur étaient familières. La marche fatiguait Marie, mais Marie ne se plaignait pas. Antoine, redevenu lui-même, ne gardait plus de l'équipée et de la dispute du matin qu'une mélancolie noire où elle l'avait vu souvent plongé, et qui n'était que la domination, à certains momens de crise, de la race autrefois associée aux tristesses de la mer bretonne. Il lui parlait bas. Il essayait de la consoler, sans rien trouver qui fût un allégement à une double douleur qui n'en comportait pas.

C'étaient des mots qui n'avaient d'autre valeur que d'être dits doucement et dans la peine.

— Je t'enverrai mon prêt, ça t'aidera un peu... Et puis... deux ans... Je serai peut-être réformé... Quand je serai libéré, je me marierai avec toi, dis, Marie?

Elle écoutait. Elle savait que le prêt ne la ferait pas vivre deux jours; qu'Antoine ne reviendrait pas; que, libéré du service, il ne l'épouserait pas. Et cependant la femme, l'être de dévouement et d'immortel amour qu'elle aurait pu être, s'épanouissait encore au son des paroles faites pour d'autres, pour celles qui ne sont pas tombées et qui ont le cœur dans l'avenir.

Au large du coteau de Miséri, vers le milieu d'une montée, comme ils marchaient toujours, ils se trouvèrent en face du soleil qui descendait. Une moiteur les pénétra. Marie pensa au jour très lointain où, avec Henriette, elle était allée chez les Loutrel de la prairie de Mauves, par ce grand chaud qui énervait.

Et tout de suite elle demanda :

— Tu iras lui dire adieu, Antoine?

Il répondit durement : « Non. » Elle se tut, elle détourna, contrariée, son visage vers les murs de jardins qui bordaient la rue faubourienne. Il y avait des pinceaux de feuilles jaunes au bout des branches dégarnies. Quand le vent soufflait, ils balayaient

la vieille chaux des clôtures, toute verdie de mousse et noircie de fumée. On entendait ce glissement funèbre, celui des ruisseaux en pente et le ronflement des volans d'usine. Très haut, dans la lumière, des linots voyageaient, attirés par les terrains vagues où sèchent les derniers chardons.

Antoine et Marie ne se donnaient plus le bras. Le nom d'Henriette les avait séparés de pensée.

Tout à coup, par la brèche d'une clôture en ruines, ils aperçurent quelques maisons à leurs pieds, et, au delà des prés qui emplissaient la pente, la campagne et un homme qui labourait un champ; sur la gauche, un peu en avant, la porte ouverte d'un cimetière.

— Tiens, dit Antoine, je ne croyais pas être si près. Puisque je suis venu jusque-là, je ne partirai pas sans la revoir.

— Tu as raison, répondit Marie. Dans deux minutes nous serons rue de l'Ermitage. Si elle est rentrée, elle sera si heureuse !

Mais, lui, prenant les devants, tourna au bout de trente pas, et pénétra dans le cimetière.

Marie cria :

— Antoine ! Je ne veux pas ! J'ai peur des cimetières, moi, tu sais ?

Il continuait. Lorsque Marie se décida à entrer elle-même, — en se signant par habitude, — il était déjà loin. D'un geste alarmé, elle releva sa robe des deux côtés, comme s'il eût traîné des germes de mort dans le sable. Les tombes blanches, alignées, la repoussaient au milieu de l'allée, où il y avait, de place en place, des couronnes fanées, qu'elle évitait. Toute lasse qu'elle fût, elle courait pour rejoindre Antoine.

L'ouvrier s'était enfoncé, à droite, dans une partie du cimetière où les croix de pierre mêlées de croix de bois étaient moins hautes. Il se tenait debout, le chapeau à la main et appuyé contre le gilet, comme un paysan embarrassé, et il regardait une croix de bois noir, vieille, penchée, sur laquelle était écrit, en lettres blanches ponctuées de larmes : « A Prosper Madiot, manœuvre, âgé de quarante-quatre ans, six mois, deux jours, et à Jacqueline Mélier son épouse, âgée de trente et un ans et huit mois, leurs enfans inconsolables. »

Marie le rejoignit, et s'agenouilla derrière lui.

Il disait tout haut, avec cet air de rêve qu'elle lui connaissait :

— Si c'est pas pitié ! Ils n'ont pas été heureux ces deux-là !

Un bouquet de roses du Bengale, encore frais, écrasé par les dernières pluies, était posé en travers sur l'herbe de la tombe. Antoine le poussa du pied hors de l'enceinte où reposaient ses morts.

— Je vas leur envoyer une couronne, et une belle, pour mon adieu. Ohé! l'ancienne qui dors là, je ne t'en veux pas. Tu peux dormir. Moi, je m'en vas à l'armée. C'est à Lemarié que j'en veux, lui qui t'a séduite pour de l'argent, ma mère de misère, et qui t'a passée à un de ses ouvriers. Tu étais trop bonne encore pour un manœuvre de l'usine. Ohé ! ma pauvre mère blonde, on n'était pas heureux tous les jours, je me rappelle. Mon père te battait. Il détestait son maître, et il le battait sur toi. Tu pleurais plus que ta part. Je suis le fils de vous deux, et c'est pour ça que je suis si triste, des fois. Vieille maman, je n'ai pas eu de chance, moi non plus. J'aurais mieux aimé être ta fille, parce que tu l'aimais mieux que moi. Tu la conduisais à l'école, avec ton tablier bleu, et tu cachais pour elle des pommes dans ta poche. Le soir, tu la chérissais pendant que je m'endormais tout seul dans le coin de la chambre. Et puis, quand tu as été morte, mon père ne me donnait que des coups de pied et des claques, parce qu'il buvait. Toi, au moins, tu ne me frappais pas. Je me rappelle tout, ma mère de misère, et j'ai le cœur gros... Mais sois tranquille, je n'ai jamais dit ce que je savais qu'à l'oncle Madiot, parce qu'il me provoquait. Je ne le dirai pas aux autres. Je ne veux pas qu'on parle mal de toi. Car, bien sûr, si tu étais là, tu me plaindrais, moi qui m'en vas au régiment. Ça me tourne le sang rien que d'y penser. Ils m'enlèvent ma maîtresse. Je serai un mauvais soldat. Peut-être que j'aurais fait quelque chose de bien, si j'avais eu ma maison, ma femme, et du travail pour faire aller le ménage, comme les très vieux qui n'avaient pas de service, et comme ceux qui naîtront plus tard. Mais voilà, les temps ne sont pas encore venus. Adieu, la mère ! adieu, le père ! Je suis malheureux, après vous qui l'étiez. Seulement je ne suis pas comme vous qui preniez patience, et j'ai la main plus près de mon droit. Adieu, les vieux !

Antoine se détourna, se pencha au-dessus de Marie agenouillée, et dit :

— Je n'ai plus que toi.

Il voulut l'embrasser, mais il la vit toute blanche, les yeux agrandis par l'angoisse, et fixes.

— Qu'as-tu, Marie?

Elle ne répondit pas. Ce qu'elle avait? En écoutant parler son amant, elle venait d'apercevoir, pour la première fois avec tant de netteté, l'effroyable abandon, ce que serait le lendemain sans Antoine, sans métier, et sans plus l'amitié ni le courage d'autrefois. Et elle se sentait incapable de porter ce poids de douleur. Et elle défaillait presque.

— Qu'as-tu? demanda Antoine. Parle donc?

Il la soutenait, et, du regard, cherchait un secours, quelqu'un qu'il pût appeler, si elle s'évanouissait. Vers la porte d'entrée, il y avait une femme qui ratissait, avec une douceur de caresse, un endroit fraîchement sablé. C'était tout. Le soir descendait. Les linots filaient dans l'air, éparpillés, inquiets, gagnant l'abri.

Cependant, au bord des yeux de Marie, les larmes apparurent, coulèrent, se précipitèrent, tandis que des sanglots secouaient le corps mince de la jeune fille. Et Antoine, voyant qu'elle pleurait, et que ce n'était qu'un chagrin de femme, la repoussa, et dit brutalement :

— C'est bon, c'est bon. Sèche-moi ça, et viens-t'en!

Elle répondit, comme le font tant de pauvresses, par un regard de douleur soumise, un frisson de tout l'être, et elle se mit à le suivre, laissant traîner, cette fois, sa robe sur les tombes. La femme qui ratissait crut qu'ils venaient de pleurer sur quelque mort à peine enfoui, de ceux dont on se souvient encore.

Ils n'avaient pleuré que sur eux-mêmes.

René Bazin.

(*La dernière partie au prochain numéro.*)

LA RÉPUBLIQUE

ET

LA CRISE DU LIBÉRALISME

I

Si, à un juge sévère lui demandant ce qu'elle a fait depuis vingt ans, la troisième République répondait, comme Sieyès après la Terreur : « J'ai vécu, » — elle n'aurait pas mal dit. Vingt-cinq ans, c'est un beau morceau de vie pour un gouvernement français au XIXe siècle. Pas un seul, depuis la Révolution, n'avait atteint cet âge ; et durer est, en soi, une force et même une manière de vertu.

Oserons-nous dire que ce seul avantage aurait presque suffi pour justifier à leurs propres yeux les auteurs responsables de ce régime? Conservateurs par instinct, monarchistes par tradition, ils ne se rallièrent point à une république de droit divin. Le principe de la légitimité, apanage de la monarchie, hurle de s'accoupler avec le fait républicain : une démocratie peut tout aussi peu prétendre à guérir les maux de la société par la seule vertu magique de ses institutions qu'un président élu à toucher les écrouelles. Ceux qui fondèrent la troisième République obéirent donc avant tout au désir de faire à la France mutilée l'économie d'une révolution. Non seulement la République était en possession, mais ce régime anonyme, impersonnel, si bien adapté au suffrage universel, leur

semblait devoir marquer la fin des longues expériences de la France. Faire du définitif avec du provisoire, — c'est-à-dire prendre l'instabilité même, légalisée, régularisée, comme le grand ressort de la stabilité; fonder un équilibre durable sur l'amplitude calculée d'oscillations incessantes; s'emparer hardiment du principe républicain pour en faire le principe conservateur par excellence, ce fut leur dessein. Le jour où ces hommes distingués, dont la jeunesse avait eu la monarchie parlementaire pour idéal, les Thiers, les Rémusat, les Casimir-Périer, les Duvergier de Hauranne, eurent compris que la démocratie en France n'était pas un accident ou un épisode, mais le terme naturel de l'histoire nationale, ils virent du même coup que la République était la forme naturelle de la démocratie.

Si naturelle, à vrai dire, et si nécessaire qu'en fait, en dépit des fictions et des apparences, la France vivait en République, depuis qu'elle vivait en démocratie, — c'est-à-dire depuis 1789. S'il est exact que la différence spécifique entre la République et la monarchie réside tout entière dans l'opposition du principe électif et du principe héréditaire, la France, depuis 1789, n'a pas été, non pas même une seule fois, en monarchie. Elle a été en République : elle y a été sans le savoir, sans le vouloir, sans un seul des avantages de ce régime et avec presque tous les désavantages de son contraire. Sauf Louis XVIII, pas un seul des souverains de cette longue période n'est mort sur le trône. Sauf Charles X, pas un de ces chefs d'État n'est arrivé au pouvoir par le jeu silencieux et automatique d'un mécanisme monté d'avance. Empereurs ou rois, tous, comme de simples présidens, ont dû recourir à l'élection directe ou indirecte, au choix ou à la ratification de leurs peuples. Aucun des élémens constitutifs de la monarchie — légitimité, hérédité, loyalisme, continuité — n'était présent.

Toutefois, et justement parce que l'on s'obstinait à garder le mot sans la chose, et à sauver les apparences aux dépens de la réalité, ce régime bâtard parut se plaire à donner une prime à la Révolution. Faute d'établir et de régler le mode de transmission du pouvoir sur la base élective, pour le médiocre plaisir de décorer la façade de l'étiquette monarchique et de maintenir la fiction de l'hérédité, on rendit inévitable le recours au procédé révolutionnaire. Voter la République, pour les conservateurs qui la fondèrent, ce fut donc tout simplement reconnaître le fait, y conformer le droit, et substituer au brutal expédient de la

force un moyen pacifique et régulier de dévolution du pouvoir. L'histoire du dernier quart de siècle est là pour dire qu'ils avaient vu juste et que leur œuvre, en tant qu'elle n'a fait que consacrer et organiser la réalité, est définitive.

Ce succès a d'autant plus de prix que la troisième République ne le doit pas à l'absence d'assauts et de crises. Elle a subi, dès l'origine, de redoutables épreuves, dont les plus périlleuses n'ont peut-être pas été celles que lui ont infligées ses adversaires. Pendant les six ou sept ans qui suivirent la chute de Thiers, elle fut gouvernée par les ennemis de son principe. Les noms du 24 et du 16 mai résument ces années de combat et d'apprentissage dont après tout elle n'eut pas trop à se plaindre.

Sous la diversité ou même la contrariété apparente des situations, il est plus d'une analogie profonde entre cette période et les cinq premières années de la Restauration. Entre l'ordonnance du 5 septembre 1816, qui prononça la dissolution de la Chambre introuvable et l'assassinat du duc de Berry, en février 1820, qui lança la France en pleine réaction, la monarchie de Louis XVIII, la légitimité fut entre les mains de politiques, — les Decazes, les Pasquier, les de Serre, les Gouvion Saint-Cyr, les Dessolles, — qui n'étaient pas des royalistes de la veille. Ils se rattachaient à l'ordre de choses issu de la Révolution. Ils faisaient volontiers commerce avec le libéralisme des Royer-Collard, des Broglie, des Guizot, des Barante. Les ultras, les pointus, les fidèles, retour d'émigration, les tenaient et ne pouvaient pas ne pas les tenir pour des ennemis du trône et de l'autel. On peut dire sans trop d'exagération que ce fut la *Monarchie sans les monarchistes :* ce fut aussi l'âge d'or de la Restauration.

Pareillement, la *République sans les républicains*, de 1873 à 1878, fut une ère de progrès moral et de croissance pour le nouveau régime. Entre les mains, sous le regard jaloux de tuteurs qui s'appelaient Broglie, Buffet, Decazes, voire Mac-Mahon, qui n'étaient républicains ni de la veille ni du lendemain, et qui, en tout bien tout honneur, eussent aimé à rendre la France à ses rois et ses rois à la France, la République grandit, se fortifia, devint maîtresse chez elle. Elle ne devait connaître les vraies difficultés et les périls réels que du jour où, son principe étant mis au-dessus de toute atteinte et son personnel dans la place, elle eut un gouvernement qui commença de gouverner *par* et *pour* son parti.

II

Depuis lors, par la faute des hommes ou par la force des choses, les mauvais momens ne lui ont point été épargnés. Il suffira sans doute ici de rappeler les deux plus formidables de ces crises. L'une — le boulangisme, — remonte si haut qu'elle est déjà presque sortie de la mémoire d'une génération oublieuse. La seconde — le panamisme, — n'a peut-être pas encore vu se dérouler ses dernières conséquences.

La première de ces aventures a eu un nom qui restera marqué en lettres de feu dans l'histoire de notre pays. Victorieuse, elle se fût appelée le déshonneur : on avait naïvement espéré qu'elle servirait de préface à une bienfaisante réaction. Il n'est guère besoin de s'étendre sur cette entreprise où chacun, croyant duper les autres, s'est soi-même dupé et a laissé, avec un lambeau de son honneur, les chances de son avenir. Si triste que soit la banqueroute morale des complices de ce coup manqué, il y a quelque chose de plus triste encore, et c'est que cette grotesque équipée ait failli réussir. Peu s'en est fallu que la France se jetât aux pieds du général de la revue et de l'écuyer du cheval noir. Il n'y a pas d'ailleurs à tirer vanité de l'échec d'un mouvement qui a beaucoup moins avorté par l'effort concerté et laborieux d'un esprit public maître de soi que par un heureux concours de circonstances, dont la moindre ne fut pas l'indignité et l'incapacité de l'idole populaire. Un pays qui a échappé à l'humiliation d'un césarisme sans César peut se féliciter de sa bonne fortune : il lui reste quelque lieu de rougir de ses caprices et de trembler de ses entraînemens.

Aussi bien, quand l'astre du boulangisme se fut couché, comme il s'était levé, derrière un horizon sombre et bas, la France se sentit soulagée, mais non libérée. Le panamisme, — par où j'entends les scandales compris d'ordinaire sous ce vocable, et j'y ajoute ceux de leur prétendue répression, — n'a guère été qu'un nouvel accès du même mal. Rien assurément n'est plus loin de ma pensée que de calomnier gratuitement notre pays de France en lui attribuant le monopole de ces hontes. Un coup d'œil jeté par delà l'une quelconque de nos frontières suffit à démontrer qu'en l'espèce pas un peuple n'a le droit d'affecter de plaindre ou de railler l'autre. Si le royaume d'Italie, avec son

Panamino, est là pour nous apprendre que les républiques ne sont pas seules atteintes, les États-Unis, avec les scandales du Crédit mobilier, du Tammany Ring, des municipalités de New-York et de Philadelphie, du *Lobbyism*, du *log-rolling*, du droit sur les sucres, etc., font sans doute assez voir que les races latines ne succombent pas seules à la contagion.

C'est la démocratie qui, surtout dans nos vieilles sociétés, héritières d'un long passé et vouées aux habitudes de l'ancien régime, semble condamnée à cette lèpre. Quelle tentation ne constitue pas pour beaucoup de politiciens le contraste entre la modicité des ressources et l'étendue des pouvoirs? De là tant de chutes retentissantes, dans le juste châtiment desquelles on aimerait à penser que certains boucs émissaires n'ont pas payé, non seulement pour leurs propres fautes, mais aussi pour l'impunité des autres. De là surtout la propagation d'un déplorable état d'esprit dans lequel le relâchement de la fibre morale vaut une sorte de tolérance, mi-cynique et mi-bon enfant, à des actes que le sens de l'intérêt public, à défaut de la conscience, aurait dû flétrir impitoyablement. Et quand cette humeur indulgente a fait place à une rigueur draconienne, oserai-je bien dire que ces dernières dispositions n'ont pas toujours semblé très supérieures aux précédentes? Oui, pour l'observateur impartial, le scandale du panamisme n'a pas seulement déshonoré les auteurs et fauteurs d'actes de fraude et de corruption : il a également éclaboussé plusieurs de ceux qui ont assumé la responsabilité de remuer toute cette fange. Je n'entends pas seulement ici ces coupables sans vergogne qui, pour détourner d'eux le soupçon, n'ont pas hésité, par une tactique bien connue, à crier haro sur quelques-uns de leurs complices. Mais l'esprit de parti le plus répugnant a faussé toute cette justice qui eût dû mesurer sa rigueur à son impartialité. On a vu s'improviser grands justiciers des hommes qui n'avaient pas même pris le temps de se refaire un honneur intact. La France a contracté une de ces épidémies de suspicion, mal terrible, qui sévit à tort et à travers; qui flétrit tout ce qu'il touche ou même tout ce qu'il effleure; et qui généralement ne frappe pas moins d'innocens qu'il épargne de coupables.

Ce chapitre de notre histoire est-il définitivement clos? Tel semble être le sentiment général. On respire, on se rassure; on envisage l'avenir avec une sérénité dont on avait perdu l'habitude; on se persuade qu'après être sortis sains et saufs d'une

pareille alerte, il n'est point d'épreuve que l'on ne puisse traverser victorieusement. Il y a, je crois, une forte part d'illusion dans ce retour d'optimisme. Est-on bien sûr que le jeu des petits papiers ait cessé pour jamais? Et puis, et surtout, si vraiment cette crise d'indignation morale et d'épurement avait passé, comme un flot débordé qui rentre dans son lit sans laisser d'autres traces que quelques épaves mises à sec; si une grande démocratie, qui se pique de se gouverner elle-même, n'avait vu dans cette affaire que le prétexte de quelques *vendettas* privées et l'occasion de quelques saturnales de l'esprit de parti, c'est alors qu'en vérité le mal serait bien plus grand qu'on ne pense. Une pareille indifférence trahirait, non seulement la paralysie du sens moral, mais même l'oblitération du sens politique.

III

Les élections générales de 1893 parurent dénoter un certain affaissement de l'esprit public. Elles avaient été annoncées comme les grandes assises de la morale vengée; elles se firent, par un de ces étranges reviremens familiers au tempérament français, sous de tout autres auspices. La République, que l'on avait essayé de rendre solidaire de ces déplorables défaillances individuelles, y fit preuve d'une étonnante élasticité. Pour beaucoup d'esprits courts, on en avait fini d'un pénible épisode : il y avait là comme une promesse d'impunité et une invitation à recommencer le passé. De nouveau à la tête des affaires et pourvus d'un long bail, il semblait que, pour profiter des leçons de l'expérience, les républicains n'eussent plus qu'à étouffer vigoureusement dans leurs rangs les germes des animosités et des rivalités personnelles, — tâche rendue plus facile par l'éloignement de cet incomparable artisan de discordes qui a nom M. Clémenceau. Quoi de plus simple alors que de reprendre, au point où on l'avait dû laisser pour soutenir un combat de vie ou de mort, la politique de coterie, de secte et de faction? En cherchant bien, on trouverait sûrement quelque bon tour à jouer à ce clergé, auquel il suffit de jeter à la face le reproche de cléricalisme pour en tirer le droit de lui courir sus comme à un ennemi. Avec la reprise de la lutte de la mairie ou de l'école et de l'église, en lançant de nouveau l'instituteur transformé en commis voyageur de la libre pensée et en agent électoral du radicalisme contre le prêtre traité en suspect

et réduit à la portion congrue, il y aurait chance de voir renaître entre les groupes de la majorité l'union des beaux jours de l'article 7 et de l'expulsion des ordres religieux. Ce programme était fait pour séduire les fortes têtes du parti. Faire appel tout ensemble aux passions populaires par l'anticléricalisme et aux intérêts égoïstes par le protectionnisme; — ajourner résolument, jusqu'à la dernière extrémité, toute réforme organique, par la double raison qu'elle ne saurait s'accomplir sans léser tel ou tel droit acquis, et sans provoquer ainsi des mécontentemens et que, tant qu'elle reste à faire, elle figure à merveille dans le fonds de commerce des progressistes; — réaliser enfin des prodiges d'équilibre en refusant à l'église l'abrogation des lois de combat, aux socialistes l'adoption de lois de progrès social, cette politique, dont on ne retrace ici que les grandes lignes, avait un nom : elle s'appelait la concentration.

C'est à l'ombre de ce vocable que se sont déroulées depuis quinze ans — et plus — les destinées de la France. Justifiée peut-être au début par les nécessités de la lutte, par la désastreuse obstination des monarchistes à priver la République du contre-poids d'un parti conservateur constitutionnel, la concentration n'a pas cessé depuis lors de peser sur le pays comme le vieillard de la mer sur les épaules de Sindbad le marin. Pendant plus de quinze ans, ce mot a passé pour doué d'une vertu secrète, et c'est à la pratique du système qu'il désigne que l'on a voulu réduire tout le devoir de l'homme public. C'était, tout d'abord, une consigne électorale en vertu de laquelle, entre deux candidats, dont l'un avait à la bouche le mot de république, mais professait sur tous les autres points des opinions radicalement opposées à celles de la majorité du parti républicain, et dont l'autre soutenait des principes conformes à ceux de cette majorité, mais ne pouvait faire ses preuves de républicanisme perpétuel, l'électeur républicain, même modéré, était tenu de voter pour le premier. C'était ensuite une consigne parlementaire en vertu de laquelle il était interdit à un ministère républicain de se former autrement qu'à l'aide d'élémens empruntés aux fractions les plus diverses du parti; de s'appuyer sur une majorité qui ne fût pas républicaine; et, par-dessus tout, de gouverner autrement qu'en faisant une sorte de moyenne entre les exigences contradictoires de l'extrême gauche et du centre. Voilà, en raccourci, ce qu'était la théorie de la concentration.

La pratique n'a pas été au-dessous de la doctrine ! Entre les deux grandes fractions du parti républicain, les modérés et les radicaux, on aurait pu croire l'alliance conclue sur un pied d'égalité. Même il eût pu sembler naturel que la plupart des avantages d'une telle coalition fussent pour les modérés. A eux les places, puisque leur mine était rassurante, leur passé sans tache, leur langage plein d'onction. A eux, la rédaction des programmes, puisque l'exercice du pouvoir est forcément une école de compromis et de transaction. A eux enfin, l'honneur ou le profit de tout ce qui s'accomplirait, puisque leurs noms seraient en vedette et leur méthode en usage. Hélas, quelle désillusion ! Sans doute, sous le règne de la concentration, l'extrême gauche n'a pas souvent vu ses chefs ou ses membres aux affaires : mais en revanche, on aurait dit que les modérés n'y étaient appelés que pour y jouer le rôle de ses factotums ou de ses esclaves. M. Clémenceau ne siégeait ès nom dans aucun cabinet, mais il pouvait s'assurer que, dans chaque cabinet, il verrait trembler devant lui tous les ministres.

Autre conséquence directe de la logique de la situation : du moment que l'on veut atteler ensemble radicaux et modérés, il est bien évident que, ne pouvant donner aux deux partis de satisfaction de principes complète, on offrira à l'un d'eux, à titre de compensation, des satisfactions de personnes. L'extrême gauche ne pouvait exiger que, sous le régime de la concentration, ses revendications figurassent en bloc sur le programme commun. Elle a donc dû, non sans rechigner, ni surtout sans s'accorder parfois le plaisir de poursuivre ses fins particulières avec l'aide de la droite, souscrire à de certains ajournemens et consentir certains adoucissemens. Mais comme elle a bien su s'en faire payer ! C'est pour elle que l'on a gouverné, administré, épuré, nommé, déplacé, avancé, révoqué, destitué. Le personnel administratif, — du haut jusqu'en bas de l'échelle, — le personnel judiciaire, depuis l'épuration, sont peuplés des créatures de l'intransigeance. C'est toute une garnison graduellement introduite dans la place. Et admirez ici la Némésis de la politique ! Les cabinets de concentration ont accordé ces faveurs aux radicaux à titre d'indemnité, pour les dédommager de l'ajournement législatif de certains de leurs vœux. Et il s'est trouvé que, grâce à ces compensations, les radicaux peu à peu sont devenus si puissans qu'ils ont pu forcer la main aux modérés. Dans combien de départemens

n'est-il pas arrivé que l'extrême gauche, maîtresse de la préfecture, des sous-préfectures, de toutes ces positions accessoires qui confèrent des influences irrésistibles, a fini par exproprier les modérés, jadis maîtres, et par conquérir, on dirait presque de vive force, le suffrage universel! Voilà le prix de cette ingénieuse politique. Elle a porté une atteinte grave au principe même du régime parlementaire et à la moralité publique; et il s'est trouvé que, du même coup, l'on faisait un marché de dupes et l'on cédait sans le savoir la réalité du pouvoir au parti que l'on se flattait de neutraliser.

Tel a été le réveil du beau rêve qu'avait fait l'opportunisme. La concentration fut le triomphe de sa méthode : elle a aussi été le tombeau de son prestige et de son autorité morale. Si Gambetta avait vécu, il est permis de croire que ce grand homme aurait su voir les dangers d'une politique perpétuée en dehors des conditions qui l'avaient fait naître. Il aurait probablement eu la clairvoyance de discerner les bas-fonds où le navire voguait à toutes voiles et il aurait eu la vigueur de donner le coup de barre qui l'en aurait dégagé. L'opportunisme, grâce à la mort de son fondateur, s'est survécu. Ce terme prétentieux recouvrait une équivoque : il désignait l'*a b c* de la politique, ou bien il recélait les germes d'un funeste scepticisme, suivant qu'il s'agissait tout simplement d'accommoder les moyens à la fin, ou au contraire de renier les principes d'un parti sous prétexte d'assurer la victoire de son personnel. Déjà les partis vainqueurs ont ce malheur d'être trop heureux. A la période héroïque succède l'ère des récompenses. Tel qui ne fut jamais à la peine est le premier à l'honneur. L'esprit de jouissance tend à supplanter l'esprit de sacrifice. Que sera-ce donc si l'armée victorieuse, sous prétexte de préserver une façade, un décor, un nom, un mot, déchire son drapeau ? Ce fut l'histoire de l'opportunisme.

Non, certes, qu'il n'ait compté, qu'il ne compte encore dans ses rangs assez de vétérans, assez d'hommes de conscience, fidèles aux convictions de leur jeunesse! Je veux parler ici des néophytes, de ces enfans que l'Union républicaine n'avait jamais portés dans son sein, qu'elle ne se connaissait pas, et qui lui vinrent en foule, de tous les points de l'horizon, au lendemain de la bataille, pour prendre leur part du butin. Chez ces recrues, les principes tombèrent en disgrâce. Il fut de bon goût d'affecter un scepticisme élégant à l'égard des formules élémentaires du catéchisme libéral.

Oh ! douceur infinie d'un état d'esprit qui ne vous mettait pas seulement au rang des candidats aux faveurs du gouvernement, qui vous classait d'emblée parmi les disciples de la philosophie si bien portée de Comte ou de Renan ! Oh ! l'agrément incomparable, pour un jouvenceau à peine en rupture de collège, de se poser en homme d'État, d'écarter dédaigneusement du geste tous ces oripeaux vieillis de principes et de dogmes, de professer majestueusement la grande doctrine du positivisme politique, de s'emplir la bouche des grands mots de *résultats*, d'*évolution*, de *progrès sériés* et, tout en jouant ainsi, pour la plus grande admiration de la galerie, au petit Machiavel ou au Pitt ressuscité, de faire tranquillement son chemin et de prouver victorieusement, en sa personne, les bienfaits de l'opportunisme ! Combien n'en a-t-on pas vu que l'éclat de leurs talens précoces ne désignait peut-être pas pour parcourir à pas de géans la carrière des honneurs et qui, dans les fonctions administratives, judiciaires, diplomatiques, ou au Parlement, ont en quelques bonds franchi toutes les étapes et atteint, bien avant l'âge mûr, ces sommets où jadis, après avoir blanchi sous le harnois, parvenaient seuls quelques vétérans ! Certes qui vous eût dit, braves gens, têtes chaudes, idéalistes impénitens, qui combattiez autrefois l'Empire et aspiriez à la République comme au millenium, que vos efforts, vos sacrifices, le don de vous-même, tout cela avait pour objet et aurait pour résultat l'avènement au pouvoir de cette surprenante génération, vous eussiez obstinément refusé de le croire ! Et pourtant c'est bien par l'infiltration graduelle de ce réalisme égoïste et terre à terre que l'opportunisme s'est peu à peu transformé, et que, du parti énergique et sage de Gambetta, il est devenu ce je ne sais quoi qui n'a point de nom dans la langue des hommes et qui a livré au radicalisme tous les avantages de la concentration.

Car c'est bien au radicalisme qu'en fait est revenue la suprématie dans cette coalition. Le radicalisme : que ce mot n'aille pas éveiller de fausses idées dans l'esprit du lecteur. De tout temps — et heureusement ! — il y a eu des radicaux. Il y a eu des hommes plus épris de l'idéal que pénétrés des nécessités de la pratique ou des limites du contingent. Il y a eu de généreux imprudens prêts à tout risquer pour brûler une étape ; des esprits absolus incapables de comprendre et d'admettre les accommodemens et les approximations du relatif ; des dogmatiques résolus à imposer la

vérité, — leur vérité, — comme elle s'impose à eux, et à briser des résistances, à leurs yeux, de mauvaise foi; des révolutionnaires qui procèdent par la force et appellent tout délai trahison. Ces hommes sont le fléau et l'honneur de leur cause, l'âme et la perte de leur parti, le rebut et le sel de la terre, les apôtres de l'enthousiasme et les esclaves du fanatisme, les victimes désignées du ridicule et les martyrs du progrès. On les raille et on s'incline devant eux; on les maudit et on les adore. La France, Dieu merci, n'a point ignoré tout à fait cette espèce d'hommes : ils lui ont fait beaucoup de mal; ils lui ont fait beaucoup de bien. Ce n'est point d'eux qu'il est question quand on parle de nos modernes radicaux.

Le genre en est nouveau. Cet opportunisme, qu'ils s'étaient donné pour mission ici-bas de combattre, il les a pénétrés jusque dans la moelle de leurs os. Opportunistes, ils le sont dans l'âme; mais ce sont des opportunistes honteux, des opportunistes qui n'avouent pas, et qui s'efforcent de cacher leur secret sous la véhémence des protestations et la fureur des attaques. Leur méthode est simple. Le fin des fins, qu'ils ont su attraper, c'est, tout en comptant bien que la date de l'échéance ne viendra pas à maturité, de souscrire au public force lettres de change sur l'avenir. A la vérité, rien ne serait plus funeste pour ces fanfarons de réformes que d'être pris au mot; leur gagne-pain s'en trouverait aboli. Voilà un groupe qui passe sa vie, après avoir outragé et renversé Gambetta, à outrager et à renverser quiconque, parmi ses successeurs, fait le moins du monde figure d'homme d'État ou de gouvernement. Censeur austère des moindres contacts entre la droite et les modérés; il noue, non pas une, non pas deux, non pas cinq, non pas dix, mais vingt ou trente fois d'immorales alliances avec les pires ennemis de la République, afin de jeter bas des ministères républicains. Il a sans cesse l'excommunication à la bouche et à la main les armes les plus perfides. Et, cependant, ce même groupe ne cesse de jouir des ménagemens, c'est trop peu dire, des prévenances de la majorité républicaine, des faveurs du pouvoir, d'une part absolument disproportionnée dans la répartition des emplois. Ainsi s'est trouvé résolu, pour le plus grand bien de quelques politiciens, le problème en apparence et longtemps insoluble d'unir les avantages de l'intransigeance à ceux du ministérialisme, de siéger tout à la fois au sommet de la montagne pour y promulguer, au milieu de la

foudre et des éclairs, le décalogue du radicalisme, et dans les bas-fonds de la plaine ou du marais, pour y encaisser, dans une discrète pénombre, les menus profits de l'officialisme. Admirable position, et en effet vraiment digne d'envie que celle d'un homme qui déjeune d'un réquisitoire contre le ministère et dîne d'une faveur du ministre !

Aussi a-t-on vu naître, croître, se multiplier une génération de néo-radicaux qui forme le digne pendant des épigones opportunistes. Petits jeunes gens, que leur âge a mis à l'abri des épreuves, des combats, des sacrifices de jadis, entrés en maîtres dans l'héritage conquis par d'autres, ils ont pris la peine de récolter ce que d'autres avaient semé. Ils ont le verbe haut. Ils n'ont pas fait, comme les sectaires ou les *enfermés* d'autrefois, un pacte avec la mauvaise fortune. Au contraire : leur farouche intransigeance semble leur donner des ailes. Ils vont vite, très vite, oh ! combien plus vite que les naïfs retardataires dont les opinions doivent se mettre en règle avec leur conscience. A peine éligibles, quelque circonscription bien populaire se hâte d'envoyer à la Chambre ces jeunes rejetons de la bourgeoisie cossue. Et là, lestes, pimpans, se piquant de bon ton et d'élégance, talons rouges de la révolution rouge, aimables flâneurs de couloirs et de coulisses, ils ne cessent un instant de railler sans pitié, en petit comité, le puritanisme suranné des vieux républicains que pour aller flétrir sans vergogne, à la tribune, la lâche trahison de ces vétérans. C'est Cléon aboyant dans les jambes à Périclès : mais Cléon le corroyeur s'est décrassé ; il a pris à Alcibiade quelque chose de ses grâces insolentes et Périclès, au lieu de le combattre et de l'écraser, le comble de faveurs et l'associe au pouvoir !

IV

On devine sans peine ce que peut devenir, dans un désordre si général, la pratique infiniment délicate de la méthode de gouvernement à la fois la plus haute et la plus difficile que les hommes aient jamais inventée. C'est du régime parlementaire que je veux parler. J'ignore si ce noble gouvernement, où il me semble bien voir la forme idéale de l'activité politique d'une humanité maîtresse d'elle-même et digne de fixer ses destinées, constitue une dérogation assez forte aux lois de l'évolution natu-

relle des sociétés pour être condamné à l'équilibre instable et à la prompte décomposition des produits artificiels. Ce que je sais bien, c'est qu'en France, depuis cent ans et plus, les esprits libéraux ont aspiré de toutes leurs forces à l'avènement de ce régime, dont notre pays n'a connu et goûté les bienfaits authentiques que pendant quelques courtes éclaircies sous la Restauration, la monarchie de Juillet et les deux Républiques.

Mais il faut croire que la prétention de mener de front la constitution d'un gouvernement vraiment représentatif et l'application radicale du principe de l'égalité démocratique a quelque chose en soi d'outrecuidant! L'Angleterre, elle, a vu se prolonger un siècle entier, et même davantage, l'âge classique du parlementarisme, et elle en conserve aujourd'hui encore de beaux débris. Pour la France, ç'a été une sorte de chasse à la chimère. Toutes les fois que le gouvernement personnel a appesanti son dur joug sur la nation de 1789, elle s'est remise avec ardeur à la poursuite de ce noble régime de liberté et d'autonomie. Toutes les fois que le pays est rentré en possession de ses franchises et qu'il a cru pouvoir enfin mettre la main sur ce fantôme insaisissable, il l'a vu se dissoudre dans l'air et laisser à sa place une triste caricature du parlementarisme vrai.

Aussi est-il grand temps d'opposer une réponse péremptoire à ces ennemis implacables de la liberté qui, par un instinct infaillible, s'attaquent à son meilleur boulevard et prétendent rendre le régime parlementaire responsable des désordres et des erreurs de l'ère actuelle. L'a-t-on assez honni, ce pauvre régime parlementaire! On a vu se former contre lui des coalitions de toutes les mauvaises humeurs, de toutes les colères, de toutes les rancunes. Le régime parlementaire! c'est de lui que vient tout le mal, et l'on voit monter, s'enfler, déferler contre lui une marée de dénonciations ignorantes, les épigrammes des salons, et les calomnies des officieux du césarisme.

A cela il n'y a qu'une réponse, mais une réponse qui peut suffire :

Comment l'aurais-je fait, si je n'étais pas né?

Car il n'est pas né; car il n'existe pas; car il n'y a pas, à l'heure actuelle, en France, même les conditions élémentaires du parlementarisme. Ah! sans doute, si l'on s'en tient à sa figure extérieure, à ces traits dont les plus apparens sont l'existence

d'assemblées délibérantes électives, le vote du budget et des lois, le gouvernement par un cabinet recruté dans la législature et solidairement responsable devant elle, la République parlementaire existe, et elle crève même les yeux. Mais ce régime n'a pas seulement un corps, il a une âme ; — et c'est le gouvernement du pays par des partis organisés, en possession de la majorité, à l'aide et par l'intermédiaire d'un cabinet qui est leur délégué et leur chef.

Cette simple définition ne dit-elle pas assez tout ce qui manque à notre pratique? Des partis organisés? Il n'y en a pas. Il n'y a que des groupes; ce qui est fort différent ou même tout le contraire. Un parti est un ensemble organique d'hommes associés par des principes communs, poursuivant la réalisation d'un programme commun, agissant de concert au grand jour et par des moyens légaux. Un groupe est la rencontre fortuite d'atomes isolés, rapprochés par des sympathies individuelles, unis pour la poursuite de fins personnelles, agissant de concert, dans l'intérêt de leur ambition, par des procédés de toute espèce. Autant la politique des partis est claire, nette, robuste, virile, parfois violente, toujours intelligible au pays et accessible à la masse, autant la politique des groupes est obscure, louche, indécise, tortueuse, toujours dominée par des considérations de personnes et des jalousies individuelles. La première a un lieu naturel, c'est la place publique, la tribune. Le lieu de la seconde, ce sont les couloirs, les antichambres ou les salons. Les partis sont une armée où règne une discipline toute militaire; ils ont des chefs et des soldats; chacun sert à son rang, heureux et fier, si modeste que soit sa place, de combattre sous le drapeau. Les groupes sont des sociétés de secours mutuels; ce sont des états-majors où il y a tant de capitaines qu'il ne reste plus de simples soldats; chacun y travaille pour soi, y tire de son côté, et finalement n'y suit que sa propre fortune.

Y a-t-il du moins une majorité? Pas davantage, et par les mêmes raisons. Ici encore, à première vue, il semble que la concentration républicaine ait dû en quelque sorte stéréotyper une majorité identique à elle-même. Il n'en a rien été, parce qu'en fait les élémens mêmes d'une majorité réelle faisaient défaut; et ici encore, la fiction de la concentration a porté ses fruits de mort. Les majorités qui se forment successivement sur telle ou telle question ne sont jamais identiques à la majorité purement arti-

ficielle et idéale qui est censée gouverner. Celle-ci comprend dans une touchante confusion les radicaux et les modérés, intransigeans, opportunistes, centre droit, centre gauche. Celles-là, en fait, sont presque toujours formées de l'un ou de l'autre de ces groupes avec l'appoint d'une partie tout au moins de l'opposition. S'agit-il de jouer un bon tour à la République? l'extrême gauche et la droite irréconciliable forment la majorité. S'agit-il de sauver une institution sociale? Les républicains modérés et la droite sage votent ensemble. Il est entendu que ces alliances d'un jour ne sauraient avoir de lendemain. L'idée ou plutôt le dogme de la majorité républicaine est entièrement indépendant de ces accidens de la pratique. De là vient qu'il y a bien des majorités, mais qu'il n'y a point de majorité au sens précis, positif, limité, où il faut prendre ce mot pour faire de la chose l'une des bases du régime parlementaire effectif.

D'où il résulte qu'il n'y a pas davantage de cabinets. Un cabinet, ce sont les chefs de la majorité, appelés aux affaires et chargés du pouvoir pour réaliser le programme du parti. Jusqu'ici nous n'avons rien vu de semblable. A vrai dire, il n'y a eu qu'un homme qui eût été en mesure de remplir ce rôle de leader tout en exerçant les fonctions de premier ministre. Cet homme c'était Gambetta. On sait quel concours de circonstances fit de son ministère — du *grand* ministère — l'un des plus tristes avortemens de la politique moderne et comment la coalition de l'Élysée-Grévy et de l'intransigeance-Clémenceau étrangla entre deux portes le vrai fondé de pouvoirs de la majorité républicaine. Les présidents du conseil qui se sont succédé depuis lors n'ont eu ni ces ambitions, ni ce destin. Jules Ferry, qui seul peut-être avait l'envergure d'un homme de gouvernement, succomba également sous la coalition des médiocrités qu'il offensait. Depuis lors il n'y a point eu de ministère au sens parlementaire du mot.

Les cabinets n'ont su ni vivre ni mourir. On peut dire que si, dans un sens, on en a changé sans cesse, dans un autre, jamais on n'en a changé. Ce que l'on appelle une crise ministérielle, c'est le plus souvent la sortie par une porte et dans un certain ordre de quelques messieurs, vieux, mûrs ou jeunes, précédés de l'un d'entre eux, et la rentrée par une autre porte et dans un ordre un peu différent de ces mêmes messieurs, jeunes, mûrs ou vieux, sous la conduite d'un autre d'entre eux. On a vu tel politicien diri-

ger aujourd'hui les Travaux publics, le jour d'après les Affaires étrangères, pour passer ensuite aux Finances ou à la Guerre, et, d'un vote qui renversait le gouvernement dont il faisait partie, se relever président du conseil. Qu'est devenue dans tout cela la solidarité ministérielle? Avec les savans dosages qui président à la formation de nos gouvernemens successifs tel figurait comme matière colorante dans le cabinet de janvier qui figure comme élément incolore dans le cabinet de septembre. Il semble que, dans ces incessantes mutations, il y ait des « immeubles par destination », des politiciens-pivots autour desquels tout tourne et qui restent seuls en place, changeant d'aspect et de valeur, suivant que le rayon lumineux qui tombe sur eux part de droite ou de gauche. D'où cette conséquence paradoxale, mais inéluctable : nos cabinets ne possèdent aucune solidarité d'action à un moment donné, mais déploient, dans la suite des temps, une incroyable continuité de routine. Des ministres dont l'existence ministérielle ne commence ou ne finit pas en même temps, dont quelques-uns représentent dans le gouvernement du jour celui de la veille ou y préparent celui du lendemain, ne sauraient atteindre cette unité de vues et de conduite qui est la condition *sine qua non* du régime parlementaire.

Ainsi disparaît la solidarité qui n'est plus qu'un vain mot : et du même coup s'en va aussi la responsabilité. Nul n'ignore que la responsabilité pénale, sauf des cas exceptionnels comme celui de l'infortuné Baïhaut, n'est qu'une formule vide de sens. La vraie responsabilité, celle que l'histoire atteste, c'est la cessation de l'existence collective d'un ministère, — pourvu que les individus soient frappés en même temps que la collectivité. Or chaque ministre espère que, si la responsabilité individuelle de ses collègues est mise en jeu, il échappera à la sienne ; qu'il touchera le port s'il a su « débarquer » à temps les associés qui l'embarrassent ; et qu'il sortira sans dommage de l'épreuve où ils ont succombé. Mais où manquent responsabilité, solidarité, majorité, peut-on dire que le régime parlementaire existe? et s'il n'existe pas, est-ce bien lui qu'il nous faut accuser?

V

Voilà donc en raccourci le bilan de la concentration. La France en a-t-elle assez? On a pu le croire. Au commencement de cette

législature, il s'est trouvé tout à coup que, de la bouche des partisans les plus obstinés de cette méthode politique, tomba la condamnation la plus rigoureuse de son emploi. Il fut soudainement entendu, là même où la veille encore on n'écoutait pas un mot contre la concentration, qu'elle avait tout gâté et qu'il fallait sans retard en finir avec elle. Unanimité un peu suspecte d'une conversion bien rapide! Pour comble de paradoxe, l'homme public qui fut le premier chargé de rompre avec le système et de revenir aux principes, ce fut précisément l'un de ceux en qui s'incarnaient le plus complètement les mérites, les charmes, les vices aussi et les périls de la concentration. Avec une prestesse qui fait plus d'honneur à la souplesse de son esprit qu'à la fermeté de ses convictions, M. Léon Bourgeois, qui s'était chargé de former un cabinet de coalition suivant la formule, se trouva tout à coup le chef d'un gouvernement de radicalisme pur. En dépit de l'étrangeté de cette métamorphose subie en chemin, on fut tenté au premier moment de crier avec la joie du naufragé qui aperçoit la terre : *Italiam! Italiam!*

Hélas! quelle déception! Sans doute, s'il joua le même vieil air de flûte qui nous poursuit depuis si longtemps, M. Léon Bourgeois le fit avec une maëstria nouvelle. Il eut l'art, tout en pratiquant résolument la politique d'ajournement, de piétinement sur place et d'escamotage qui avait été celle des plus usés parmi les hommes d'État de l'opportunisme, de se concilier les bonnes grâces des plus fougueux adeptes de l'intransigeance. C'était le régal des délicats. M. Paul Deschanel, qui se plaît aux subtiles contradictions des esprits absolus, n'avait jamais été à pareille fête. Les modérés n'en croyaient pas leurs yeux de voir ainsi se dissiper leurs craintes. Les radicaux, les socialistes eux-mêmes avaient endossé la livrée ministérielle avec une allégresse que l'on n'attendait point de leur intransigeance. Cette idylle réalisait la prophétie : on voyait paisiblement couchés l'un à côté de l'autre, que dis-je? attelés ensemble au char de l'État, le lion et l'agneau, sous la conduite d'un enfant, c'est-à-dire d'un homme sans fraude et sans artifice, comme M. Léon Bourgeois. Au fond c'était, avec un masque d'hypocrisie en plus, la concentration pure et simple, mais la concentration, au profit, non plus du radicalisme, mais du socialisme. M. Bourgeois n'osait pas encore faire entrer dans le compte effectif et ostensible de sa majorité le groupe de cinquante à soixante socialistes, dont l'entrée à la Chambre a été le trait

distinctif des élections de 1893 : mais il faisait du parti républicain l'humble instrument de cette fraction.

La loi de la concentration, c'est de donner tous les avantages solides et réels à l'avant-garde qui semble exclue de l'ordre de bataille et du partage des dépouilles. Longtemps l'intransigeance a vécu de l'exploitation systématique de ce fait. Aujourd'hui, elle a lassé sa clientèle. A force de pratiquer l'opportunisme tout en le dénonçant, elle s'est un tant soit peu éclaboussée de la boue qu'elle a lancée. A l'heure même où elle a fini par entrer dans les conseils du gouvernement, il s'est trouvé que, comme le gambettisme à l'avènement du grand ministère en 1881, elle était atteinte d'une maladie de langueur incurable, et que le pays avancé allait au socialisme comme jadis au radicalisme. MM. Millerand et Jaurès se sont faits les très habiles *impresarii* de ce changement de scène. Ils sont, — ou ils aspirent à être, — les Gambetta ou les Parnell de cette « nouvelle couche ». Discipliner l'indiscipline; coaliser des réfractaires ; se rendre les maîtres du Parlement à l'aide de révolutionnaires ennemis jurés du parlementarisme; rassurer tout juste assez l'opinion sans cesser de l'effrayer autant qu'il convenait; lancer et retenir; pratiquer toutes les roueries du machiavélisme représentatif, tout en ayant sans cesse à la bouche les austères maximes du socialisme, telle est la tâche que se sont donnée ces deux hommes, dont l'un a tout le sang-froid d'un organisateur de la victoire, et l'autre toute la fougue d'un Mirabeau du quatrième état, sans que le premier en soit moins âprement passionné, ou le second moins savamment calculateur. Après tout, ce n'est pas la première fois qu'une tactique adroite met au service de l'absolu toutes les ressources du relatif. Windthorst, dans un tout autre ordre d'idées, a fourni l'inapprochable modèle de cette politique.

M. Léon Bourgeois croyait qu'il lui serait facile de détourner ce courant à son profit. Espoir naïf ! auquel il n'aurait pas encore tout à fait renoncé, s'il en faut juger par ses discours à la Chambre, ses harangues populaires et ses publications doctrinales. Il n'a point vu que cette façon de gouverner, en concentrant à gauche, ne livre pas seulement les modérés, pieds et poings liés, aux radicaux, ceux-ci aux néo-intransigeans de M. Goblet, ces derniers enfin aux socialistes. Et comme il répugnait à la Chambre, en dépit des habitudes de la discipline républicaine, de servir les intérêts de ce groupe, la machine parlementaire aurait tourné à vide si

l'on n'avait découvert le merveilleux secret de gouverner, non *pour* tel parti, mais *contre* tel autre.

C'est le groupe de ralliés, c'est la politique de désarmement, de réparations et de pacifications qui a fait les frais de ce dernier essai de concentration. Sur cette pente, insensiblement, on aurait été fort loin, si la présentation du fameux projet d'impôt global sur les revenus n'était venu fort à point effrayer les intérêts. Le Sénat, gardien vigilant des grands principes, vit clair; il agit résolument comme aux plus mauvais jours; il dut sortir de son calme olympien, et même un peu du cercle normal de ses attributions. Quand il eut déchiré les voiles et mis le doigt sur la plaie, le ministère Bourgeois n'était déjà plus. Il était tombé avec l'espoir de ressusciter à la Chambre ou tout au moins de léguer à ses successeurs un conflit aigu. Ce fut le ministère Méline qui sortit de cette crise. On ne veut point ici faire de politique au jour le jour. On ne s'étendra donc point sur le rôle d'un gouvernement qui compte tant d'hommes dont les talens et les services méritent respect et gratitude, et qui a si intimement associé son existence à la consécration solennelle de la grande alliance sur laquelle la France aime à se reposer avec confiance. Ce serait, toutefois, manquer gravement à la vérité que de prêter à ce cabinet une attitude absolument conforme à la mission qu'il semblait avoir reçue des événemens. Si jamais expérience fut décisive, ce fut assurément celle qui venait de se faire : il était démontré que le système de la concentration, usé jusqu'à la corde, ne pouvait se remettre en vigueur qu'au profit et pour le compte de ces partis avancés à l'endroit desquels le gros de la majorité républicaine ne ressent guère de tendresse. Raison suffisante, semblait-il, pour tenter, dans l'intérêt de la République et de l'ordre social, l'emploi d'une méthode nouvelle. Bien hardi qui oserait dire que cet essai viril n'ait jamais été dans les intentions du gouvernement. Plus hardi encore qui prétendrait qu'il ait été sérieusement fait par lui !

Il y aurait un critérium infaillible de cette bienfaisante innovation. Un ministère résolu à secouer le joug de la concentration aurait le courage d'accepter, de revendiquer hautement le concours de ce personnel suspect des ralliés ; il oserait prendre énergiquement en main la cause de la pacification des consciences sur le terrain religieux et scolaire.

Sur le premier point, — sur cette éternelle question des ralliés,

— il faut parler net. Tant que les républicains modérés n'auront pas compris que la forme du gouvernement est définitivement hors du débat; — tant qu'ils accepteront, fût-ce du bout des lèvres, la sotte et impertinente maxime d'après laquelle un cabinet doit se recruter parmi les républicains de la veille; — tant qu'ils verront dans les ralliés, non pas les têtes de colonne de la grande armée conservatrice, prête à opérer sa jonction, mais des suspects, des tard-venus, des citoyens de seconde classe; — tant qu'ils laisseront gouverner non pour et par le pays, mais par et pour le parti républicain; — tant qu'ils proclameront inviolables certaines lois et certaines mesures attentatoires à la liberté de conscience et fatales à la paix religieuse, la confusion et le mensonge de la concentration seront toujours une inéluctable nécessité. On l'avouera ou on la dissimulera. Elle se fera un peu plus àdroite ou un peu plus à gauche. Elle ne pourra manquer de se faire, n'étant après tout que la fiction hypocrite destinée à perpétuer de vieilles querelles et des conflits périmés, aussi longtemps que les vraies résolutions n'auront pas été prises et que le partage des esprits ne se sera pas fait sur les questions actuelles et selon les opinions vivantes.

Qu'est-ce à dire, sinon que le ministère Méline n'a même pas abordé cette œuvre redoutable? Son courage ne va pas jusqu'à déblayer le terrain en répudiant le legs de l'intolérance anticléricale, ni jusqu'à creuser entre lui et les complices plus ou moins consciens du socialisme révolutionnaire un infranchissable fossé. A cette heure un gouvernement se caractérise et prend figure bien moins par ses amitiés, que le plus souvent il dissimule avec soin, que par les inimitiés qu'il affiche. Si M. Bourgeois méritait la reconnaissance des socialistes en détendant à petit bruit à leur profit les ressorts de l'autorité, il se plaisait surtout à évoquer l'antique spectre du cléricalisme. M. Méline, lui, ne gagne pas les suffrages des ralliés ou de la droite en redressant les griefs légitimes de l'Église, mais il évoque à son tour le non moins antique spectre rouge. Politique toute négative, inféconde au premier chef, qui a le seul mérite d'esquiver la question des ralliés. Celle-ci pourtant, — peu importante, si l'on ne tient compte que des chiffres, — a moralement une gravité suprême. Il s'agit de savoir si la République doit être la chose de tous ou le monopole d'une coterie. Quand bien même il n'y aurait qu'un rallié, de l'accueil qui lui serait fait dépendrait la solution du

problème parlementaire. Je sais bien que certains ralliés se donnent parfois l'air de prendre un étrange plaisir à hérisser leur chemin de difficultés. On dirait de gens qui ont peur d'arriver à leur but. Ils se sont décidés un peu bien tard à suivre l'exemple de leurs glorieux aînés, de ces fondateurs de la République, qui avaient bien autant de droit qu'eux à parler au nom des intérêts conservateurs et qui auraient exercé en leur faveur une bien autre influence, s'ils avaient trouvé plus tôt des imitateurs. Mais surtout ils ont le défaut de ne point savoir prendre un parti, s'y tenir, et y persévérer. Ils ne disent pas toujours assez clairement ce qu'ils veulent ; et ils oublient trop souvent que le suffrage universel ne se conquiert point par tant de manèges et de coquetteries.

Ces critiques faites, il faut avouer que les difficultés opposées à l'admission des ralliés attestent un bien étrange état d'esprit. Il semblerait, Dieu me pardonne, qu'il s'agisse ici de religion ! Ce ne sont pas des citoyens qui demandent leur place dans la République : ce sont des relaps qui ont l'impudence de réclamer les privilèges des confesseurs. On se croirait au temps de cette fameuse controverse des *lapsi* qui troubla si profondément l'Église d'Afrique au temps de saint Cyprien. De bonne foi, s'imagine-t-on pouvoir acclimater dans la cité ces pratiques exclues même du sanctuaire ? Y aura-t-il désormais une orthodoxie, ou mieux, une aristocratie républicaine, une caste fermée à tout ce qui ne pourra faire ses preuves et exhiber ses quartiers de républicanisme ? Tout cela prêterait à rire, si tout cela ne trahissait un fanatisme dangereux ou un implacable égoïsme. Étrange façon de tenir les ralliés à distance dans une république qui doit son existence à ces illustres ralliés qui avaient nom Thiers, Rémusat, Dufaure, Perier ! Quarantaine plus étrange encore à infliger aux ralliés dans un pays où la victoire même des républicains est due aux suffrages des électeurs ralliés ! Car enfin, par quel miracle la minorité impuissante des *Non* du plébiscite de 1870 ou des électeurs de gauche de février 1871 se serait-elle transformée en une majorité imposante, si la masse des *Oui* et des électeurs de droite ne s'était ralliée à la République ?

Mais il y a plus. Sans ralliés un gouvernement ne peut vivre ; et, seuls, les ralliés lui apportent les forces dont il a besoin. Les partis, — c'est-à-dire les associations d'hommes attachés à tel principe, poursuivant tel idéal, — sont nécessairement fort restreints.

Tout au plus peuvent-ils jouer dans l'organisme politique le rôle du levain qui fait lever la pâte. Ils sont les initiateurs, les apôtres, ceux qui répandent la bonne parole, ceux qui luttent, et ceux qui se battent. Mais ils ne réussissent, la victoire n'est à eux, que du jour où les masses indifférentes, incapables par elles-mêmes d'attachement, hostiles la veille encore sous une influence adverse, vont à eux, adoptent leurs idées et se rallient à leur doctrine. Un régime n'a d'assiette, il ne pousse des racines que le jour où il cesse d'être la propriété d'un parti pour devenir l'héritage d'une nation. La république ne sera vraiment intangible que le jour où elle aura laissé les ralliés la gouverner.

N'est-ce pas la leçon de l'histoire? En Angleterre, le régime parlementaire n'a été irrévocablement fondé que lorsque le gouvernement eut cessé, en 1760, d'être le monopole de la coterie des whigs de 1688. Jusqu'à l'avènement de George III, la dynastie des Stuarts et le dogme de la légitimité avaient conservé dans la noblesse rurale et le clergé anglican bien des fidèles. Le jacobitisme était une puissance, non seulement parmi les clans des highlands d'Écosse, où régnait, avec la pauvreté, l'esprit féodal, mais dans la riche et libre Angleterre. De la survivance de ce loyalisme antidynastique, le plus grave inconvénient n'était pas l'existence d'une faction rebelle, prête à s'insurger comme en 1745 : c'était l'influence délétère exercée sur le parti constitutionnel. Au nom du péril jacobite, les whigs se réservaient le monopole du pouvoir, à l'exclusion des tories, accusés, non sans raison, de sympathies illégales pour les Stuarts. Pendant plus d'un demi-siècle après l'avènement de la maison de Hanovre, les tories ou la droite conservatrice se virent en butte à une suspicion légitime parce qu'il y avait à côté d'eux une faction jacobite, recrutée dans les mêmes rangs, animée des mêmes sentimens, mais implacablement hostile à la Révolution de 1688 et à l'Acte de succession. Pendant plus d'une génération, sir Robert Walpole et les whigs pratiquèrent la politique de la concentration et de l'ostracisme. Elle porta ses fruits naturels : le régime parlementaire faussé, le développement inouï de la corruption, on ne sait quelle atmosphère de scepticisme gouailleur et d'âpre défiance, l'extrême suspicion dans l'extrême indifférence, l'abandon graduel des grands principes dont les formes constitutionnelles n'auraient dû être que le revêtement externe. Vint enfin le jour où les plus obstinés reconnurent que la dynastie des Stuarts était

irrémédiablement déchue, que la cause de la légitimité, perdant toute raison d'être, était devenue un principe de désordre, et que l'état de fait avait reçu la consécration du temps. Les tories se rallièrent en masse à la maison de Hanovre. Le jacobitisme ne fut plus que la superstition de quelques âmes tendres ou l'amusement de quelques esprits raffinés. Du coup la politique anglaise se releva d'un magnifique élan. C'était la cause de l'ordre qui semblait devoir profiter de ce changement : ce fut celle de la liberté qui en reçut un triomphal accroissement de forces. Le régime parlementaire atteignit son apogée. Suspects de la veille, ralliés du lendemain, les tories devinrent les plus sûrs défenseurs de la constitution et de la dynastie. Quant aux whigs, régénérés par l'adversité, exclus du pouvoir pendant plus de temps encore qu'ils n'en avaient eu le monopole, ils se retrempèrent dans l'opposition et donnèrent au pays ce parti libéral dont il n'avait pas moins besoin que d'un parti conservateur. L'Angleterre recouvra la plénitude de son unité morale à la veille même de la tempête qui bouleversa le monde entier : la Révolution passa; — et elle laissa ce royaume intact, libre, ordonné, glorieux, puissant.

VI

Les beautés de la concentration pourraient encore se discuter si les mauvais effets de ce régime ne dépassaient pas l'enceinte du parlement. Tout en gémissant sur le déplorable fonctionnement de la machine gouvernementale, il se concevrait que l'on n'y voulût pas porter la main si le pays lui-même, si l'âme même de la France ne souffrait pas de cet état de choses. Il y a peut-être de la sagesse à ne pas toucher d'une main trop hardie au mécanisme constitutionnel ou aux cadres des partis ou aux habitudes de la vie publique, quand c'est le personnel politique seul qui est en proie au mal et que la masse populaire est encore indemne et saine. Mais qui donc osera dire qu'il en est ainsi en France à l'heure présente? Qui soutiendra de bonne foi que l'ombre ne s'étend pas chaque jour un peu plus loin; que les ténèbres ne gagnent pas; et que dans l'obscurité grandissante on n'entend pas la voix de plus en plus incertaine et désespérée d'une opinion désemparée?

Oh! sans doute, si l'on consulte les rapports des préfets, les

articles des publicistes officieux ou les discours des orateurs du gouvernement, le tableau s'égayera des couleurs les plus riantes. Après tout, l'opposition la plus déloyale peut seule prétendre que la France n'ait point fait de progrès depuis vingt-cinq ans. Les libertés publiques? On n'eût pas même osé en rêver la dixième partie sous le second Empire. Une presse libre jusqu'à l'outrage; une tribune ouverte et accessible à tous; le Parlement maître des affaires; le pays en possession de choisir tous ses serviteurs depuis le chef de l'État jusqu'au maire de la plus humble commune; le droit d'association conféré aux ouvriers et largement pratiqué dans leurs syndicats; le droit de réunion à peine limité par l'insuffisance des mœurs, encore inférieures à la loi : voilà quelques-unes des franchises que la France de 1870 n'avait pas et dont la France de 1896 jouit comme de conquêtes immémoriales et inaliénables. La diffusion à haute dose de l'instruction populaire; les sacrifices immenses pour l'enseignement primaire; la réorganisation, le développement et l'émancipation de l'enseignement supérieur; la multiplication des routes, des ports, des voies ferrées, des canaux, des travaux publics de toute espèce ; la réfection et le perfectionnement de l'outillage national: voilà pour quelques-uns des bienfaits moraux et matériels de ce régime calomnié. La puissance militaire de la France reconstituée; l'armée devenue l'école des vertus patriotiques en même temps que le boulevard de la sécurité nationale; le matériel de guerre refait; le domaine colonial décuplé, des empires d'outre-mer, en Afrique et en Asie, ajoutés au territoire de la mère patrie pour la première fois depuis que la monarchie de Louis XV avait laissé tomber en d'autres mains les Indes et le Canada; le prestige de la France, sa position de grande puissance patiemment restaurés; une grande alliance contractée, qui rétablit l'équilibre de l'Europe et qui fait dépendre le maintien de la paix d'autre chose que des bonnes intentions d'un souverain omnipotent : voilà pour l'œuvre nationale de la République. On a connu des régimes qui se contentèrent à moins.

Aussi bien le pays, dit-on, n'est-il pas ingrat. Voyez les élections partielles : qu'il s'agisse du Sénat ou de la Chambre, presque toujours, sauf dans quelques cantons obscurs réservés à l'opposition, l'élu, c'est un républicain, c'est un partisan des institutions existantes, c'est tout au plus un homme un peu pressé qui réclame des réformes et proteste contre le piétinement sur

place. Tout est donc pour le mieux dans le meilleur des mondes; et les optimistes haussent les épaules quand on parle du danger public.

Nous regrettons de ne pouvoir souscrire à cette béate confiance. A nos yeux, ce qui réjouit et rassure le plus les superficiels et crédules amis de la République, c'est précisément ce qui devrait les effrayer. On enregistre avec une satisfaction naïve les témoignages d'un état d'âme qui devrait en droite raison épouvanter. Oui, je le veux, les élections, ce baromètre de l'opinion, sont au beau fixe, — à supposer, cependant, que l'infiltration graduelle d'un pseudo-radicalisme dans les régions les plus conservatrices de la France soit un phénomène à négliger. Le pays ne fait nullement mine de répondre aux incessantes excitations de ces ennemis de la République qui mettent depuis vingt ans une infatigable persévérance à prophétiser sa chute pour le lendemain. Rien ne semble l'émouvoir : ni une situation financière dont un optimisme de commande pourrait seul se dissimuler la gravité croissante, ni l'odieux ou le ridicule de ces petits *Kulturkampf* administratifs, jetés comme un os à ronger au fanatisme anticlérical, ni l'injustice d'une loi scolaire qui n'a pas su comprendre que la liberté de conscience est autant et peut-être plus violée par la distribution, au nom de l'État et aux frais du contribuable, d'un enseignement absolument irréligieux — quand il n'est pas systématiquement antireligieux — que par l'imposition d'un enseignement confessionnel. Peu lui importe que les réformes demeurent éternellement en route; que la décentralisation n'ait pas fait un pas depuis le généreux effort de l'Assemblée nationale; que la vieille machine administrative, créée par Richelieu, perfectionnée par Louis XIV, remontée par Napoléon, continue à mettre au service d'un État soi-disant républicain des rouages expressément inventés dans l'intérêt d'un despotisme monarchique. Et, de fait, on a raison, les élections sont républicaines, et sauf sur quelques points isolés, grandes villes vouées au socialisme, campagnes inféodées à la tradition royaliste ou catholique, on voit sortir des urnes les noms des candidats agréables au gouvernement ou, ce qui n'est pas toujours la même chose, à ses fonctionnaires. Mais, parmi tout cela, le mal n'en fait pas moins de rapides progrès, et il est tout entier dans l'indifférence à la fois sceptique et résignée avec laquelle la masse de la nation envisage l'exercice de sa souveraineté. La fibre

populaire — sauf là où le fanatisme révolutionnaire vient la raffermir — a subi un étrange relâchement. Ce n'est plus que d'une prise singulièrement molle que la France tient à ces principes démocratiques et républicains auxquels elle avait voué naguère un culte si fervent.

Quelque chose d'analogue, je crois, s'était manifesté dans ces années du Directoire, où sous les formes de la liberté, avec le personnel de la grande tourmente révolutionnaire, se préparait, dans le scepticisme grandissant, dans le mépris des choses et des hommes, dans la corruption croissante des mœurs publiques et privées, l'avènement du césarisme. Cet air épais et lourd, n'est-ce pas celui que nous respirons? Ne sentons-nous pas tous vaguement qu'il s'est passé quelque chose de tragique dans l'âme de ce peuple, qu'il a perdu la foi ? Ces grands principes, pour lesquels il se serait fait allégrement casser la tête, il n'y voit plus que des attrape-nigauds. Revenus de tout, les citoyens n'ont plus l'idée saugrenue de s'éprendre d'un bel enthousiasme ni pour l'opposition ni pour le gouvernement. Mais qu'on y prenne garde! Cet universel détachement n'offre aucun point d'appui. Dans un sol aussi mou et friable, les racines ne sauraient s'enfoncer. Advienne un accident quelconque, que le cours régulier des choses soit un instant troublé, l'état de possession un moment interrompu : immédiatement, devant cet autre fait accompli, la même passivité qui acceptait le régime antérieur se rallie au nouveau régime. La résistance ne saurait où se prendre. Même comme cette lassitude, ce découragement, ce scepticisme recouvrent le plus souvent un grand fonds de dégoût pour les dogmes et les principes du libéralisme, il se trouverait que les indifférens de la veille, ceux qui n'auraient pas levé un doigt pour prévenir une faute ou réparer une erreur, se prendraient le lendemain d'un enthousiasme imprévu pour le nouvel état de choses. Les Français du Directoire subissaient tous les Fructidor et tous les Vendémiaire; ils n'eussent pas fait un pas pour opérer leur propre salut. Paraît Bonaparte, qui met sa forte main sur le ressort central de l'autorité. Ils l'acclament. Ils le poussent. Ils l'élèvent sur le pavois. Ils lui donnent la force sans laquelle il n'eût pu atteindre le but. Ils lui indiquent le but où cette force doit le mener; ils font un César de celui qui, sans ce réveil soudain, n'eût peut-être été qu'un Marius ou qu'un Monk.

Voilà le péril. Il est grand. Il l'est d'autant plus que, si le cours des événemens a fait jusqu'à un certain point en ce pays la liberté solidaire du régime parlementaire et ce régime solidaire de la République, l'histoire, de son côté, indique le césarisme comme le terme presque fatal de l'évolution démocratique. M. Frédéric Harrison, l'éminent disciple d'Auguste Comte, un homme qui connaît et qui aime notre pays, déclarait l'autre jour dans la *Revue positiviste* anglaise que la France attend et demande l'homme du pouvoir personnel. Qu'on ne s'y trompe pas! ce ne serait point un roi, — surtout pas un roi constitutionnel, — qui recueillerait la succession éventuelle de la République. On ne refait pas une monarchie une fois tombée. Les Restaurations sont des trompe-l'œil. Le trône repose sur un ensemble de traditions, d'instincts, de préjugés, d'habitudes qui, une fois détruits, ne se reconstituent pas artificiellement et à point nommé. C'est un vieil arbre, moussu, couvert de lierre, avec des racines poussant et pivotant dans tous les sens, que l'on a abattu : on relève un tronc mort qu'on replante de force. Une loi apparemment inéluctable veut que, pour les démocraties qui ont répudié leurs institutions immémoriales, séculaires et héréditaires, — monarchiques, en France ; à Rome, républicaines, — le césarisme soit une forme de transition inévitable.

Deux fois la France a fait l'épreuve de cette fausse autorité : elle sait ce qu'il lui en a coûté. Il serait impardonnable de retourner une troisième fois les yeux ouverts à cet abîme. Non qu'une royauté ou un empire pût, à cette heure, nous rendre le despotisme écrasant de Napoléon Ier ou le régime strictement personnel des débuts de Napoléon III. J'estime au contraire que, précisément, l'une des causes qui contribuent le plus à l'affaiblissement actuel de la République ou même du régime parlementaire, tendrait à prévenir, le cas échéant, le retour pur et simple de la dictature. Je veux parler de ce fait curieux qu'un grand nombre des principes et des idées qui formaient en quelque sorte le patrimoine de 1789, ont cessé d'être spécifiquement républicains ou même libéraux. Par là même ils ont cessé de constituer une force très précieuse au service de l'institution républicaine ou de l'idée libérale. Il fut, en effet, un temps où la liberté de la presse, la responsabilité des ministres et des agens du pouvoir, l'élection des maires, l'égalité absolue devant l'impôt du sang, le souci démocratique de l'instruction populaire, faisaient partie intégrante

de l'héritage des républicains ou, tout au moins, des libéraux. L'un de ces principes ne pouvait triompher sans que, du même coup, la République ou du moins le régime parlementaire n'en reçût un puissant élan. Inversement ni le parlementarisme ni surtout la République ne pouvait s'établir sans donner à ces principes un commencement d'application. Ainsi s'était nouée une sorte d'alliance matrimoniale indissoluble. Aujourd'hui elle est singulièrement relâchée, si même le divorce n'est pas accompli. D'une part, on ne saurait dire que la République, sous le règne de l'opportunisme, se soit montrée bien fidèle et bien exacte à tirer ces conséquences libérales de son principe. D'autre part, beaucoup de ces libertés, jadis en fort mauvaise odeur auprès des champions de l'autorité, leur ont fait apprécier, dans l'opposition, leur caractère bienfaisant et tutélaire. Dans une large mesure elles sont devenues le patrimoine commun de tous les partis et de tous les esprits. Des engagemens ont été pris, auxquels sans doute il ne faudrait pas se fier outre mesure si, dans le même temps, des habitudes, difficiles à perdre, ne s'étaient formées. En cessant donc d'être le monopole du régime républicain, ces libertés nécessaires, postulats essentiels du libéralisme minimum, sont devenues le bien commun de tous les partis; elles se sont comme incorporées à la substance même de l'esprit public. Il y a tout lieu de croire qu'un troisième empire, si la France devait courir une fois de plus l'aventure bonapartiste, différerait du second, en fait de franchises civiques et d'institutions libérales, autant pour le moins que celui-ci différait déjà, sous ce rapport, du premier.

La consolation d'ailleurs est mince : ce n'est point là un soporifique à administrer à ce pays de France en face des luttes viriles où ses intérêts comme son devoir le doivent engager contre le césarisme sous toutes ses formes. Il y va de l'honneur national. Il y va de l'issue même de cette grande évolution qui emporte les sociétés modernes vers un avenir encore obscur et qui dégénérerait bien vite en un grossier matérialisme sans le noble effort moral d'un peuple libre, maître de soi, ferme en ses desseins, tendant tous les ressorts de son être, reconnaissant la souveraineté de la conscience et s'exerçant à la pratique sans défaillance de toutes les libertés.

VII

Car c'est bien d'une crise universelle, qui dépasse les frontières d'un pays et d'un continent, que j'ai tracé ici le tableau. A cette heure, le sort des gouvernemens libres, du régime parlementaire, des institutions représentatives est partout en question. Là même où les principes du *self-government* semblaient consolidés depuis des générations, des courans nouveaux en ébranlent les fondemens avec violence. Il serait vain de prétendre donner, même en raccourci, une description de ce phénomène. Qu'il me suffise d'en noter rapidement les traits les plus saillans.

En Angleterre, nous avons assisté à une volte-face de l'esprit public qui équivaut à une vraie révolution morale. Pendant les cinquante années qui suivirent la grande réforme électorale de 1832, le libéralisme semblait avoir irrévocablement triomphé. De 1830 à 1874, le parti libéral occupait seul le pouvoir pendant trente-deux années, le partageait quatre ans sous lord Aberdeen avec les amis de Peel, et ne le laissait que huit ans aux conservateurs. Ceux-ci, pendant toute cette période, ne voyaient qu'une seule fois — en 1841 — les électeurs leur donner la majorité à la Chambre des communes. Quant au programme libéral, si les libéraux le réalisaient graduellement à la tête des affaires, les conservateurs, une fois au pouvoir, en maintenaient les articles mêmes qu'ils avaient le plus vivement combattus dans l'opposition et, cédant à la pression de forces irrésistibles, prenaient même l'initiative des mesures les plus radicales : Peel, en 1846, de l'abrogation des droits sur les céréales, Disraeli, en 1867, de la réforme électorale. Mais tout cela n'était rien auprès de ces deux faits : la pénétration intime de l'esprit conservateur par les doctrines propres du libéralisme, tellement que Robert Peel était peut-être un plus authentique représentant de la tendance progressiste que lord John Russell, et que le dernier lord Derby eût rendu des points à Cobden et à Bright sur le terrain du laisser faire économique et de la paix à tout prix; puis l'accession constante, ininterrompue, en quelque sorte fatale, des jeunes générations, à mesure qu'elles prenaient conscience d'elles-mêmes, à la foi libérale.

L'apogée fut atteint sous le premier ministère Gladstone, de 1868 à 1874. A cette dernière date, la victoire électorale de Disraeli en marqua le terme. Depuis lors, grâce à une série de

causes, parmi lesquelles il faut compter l'avènement de la démocratie par l'achèvement de l'universalisation du suffrage en 1884 et l'épuisement du programme des réformes purement politiques, un énorme changement est survenu. Le schisme libéral unioniste de 1886 en a été le symptôme, la conversion de M. Gladstone au *home rule* l'occasion ou le prétexte. Il était naturel et à prévoir que l'aristocratie whig, une fois sa tâche accomplie, graviterait vers l'orbite du conservatisme où l'attiraient toutes ses sympathies, tous ses instincts et tous ses intérêts. L'imprévu, l'extraordinaire, ç'a été qu'à la défection en quelque sorte légitime d'un duc de Devonshire se joignît la volte-face d'un Chamberlain, c'est-à-dire de l'homme d'État qui avait été le plus loin dans la voie des avances au nationalisme irlandais et au socialisme anglais. Voir l'ex-leader radical siéger à côté de lord Salisbury dans un cabinet conservateur où il balance l'autorité de son chef et celle de M. Arthur Balfour ; le savoir en passe de recueillir, s'il le veut, la succession de Disraeli à la tête du torysme rajeuni et renouvelé, c'est assurément là un signe des temps. Les positions de jadis sont complètement renversées. C'est au tour des conservateurs de couler au pouvoir autant d'années que leurs rivaux y passent de mois. C'est aux libéraux à se laisser envahir par ces doctrines conservatrices qu'ils eussent naguère répudiées avec horreur. Avec les progrès de l'*impérialisme* et de ce chauvinisme *jingo* qui a peut-être plus à attendre de lord Rosebery que de lord Salisbury, le parti libéral a ouvert la place à l'ennemi. C'est la revanche du torysme. Dans le même temps où l'esprit des soi-disant progressistes se laisse saturer d'élémens rétrogrades, la jeunesse, au lieu d'apporter chaque printemps au libéralisme le contingent de ses recrues, se porte en masse au néo-conservatisme.

Cette révolution a déjà porté ses fruits. Il y a un an, le corps électoral donnait à lord Salisbury une majorité presque sans précédent de cent cinquante voix. C'est la réconciliation ou la fusion de ces classes si longtemps hostiles, — l'aristocratie foncière et la haute bourgeoisie à fortune mobilière. C'est l'embrassement de la terre et du capital. Bien qu'en Angleterre le régime parlementaire ait pour lui les traditions d'une histoire six fois séculaire, ce n'est point à son profit que s'est accompli ce triomphe conservateur. La Chambre des communes n'occupe plus tout à fait dans la vénération instinctive de l'Anglais la

place qu'elle y a si longtemps tenue. Cette année, de même qu'en des lieux plus voisins de nous, on a surpris un *ouf!* universel de soulagement quand la *mater parliamentorum* s'est ajournée : de l'autre côté de la Manche l'opinion commence aussi à redouter un peu la réouverture des sessions. M. Balfour, qui est le leader de la Chambre, n'a pas dissimulé à ses collègues qu'à son avis le parlementarisme est en train de subir une épreuve décisive. Le développement de l'obstruction systématique a nui au bon renom et à l'efficacité de la législature. Il a entraîné des scènes scandaleuses. Il a provoqué l'adoption d'un ensemble de règles et de clauses pénales, aussi contraires aux nobles coutumes de Westminster qu'à l'esprit du régime délibératif. Déjà les conditions essentielles du gouvernement parlementaire commencent à n'exister plus. Au lieu de deux grands partis, se faisant contre-poids et se succédant l'un à l'autre, la Chambre s'est émiettée en une poussière de groupes. Dans la majorité ministérielle on en compte deux, peut-être trois; l'opposition libérale en contient deux, sinon trois; les nationalistes irlandais se subdivisent également en trois factions ennemies.

Le gouvernement de cabinet lui-même fléchit; lord Salisbury, grand innovateur bien que conservateur résolu, tend à y substituer le pouvoir personnel d'un homme — à tout le moins en matière de politique étrangère, où l'union entre ses mains du portefeuille du Foreign office et des sceaux de premier ministre le soustrait à tout contrôle. A l'intérieur un trio, lord Salisbury, son neveu, M. Arthur Balfour, avec M. Chamberlain, — parfois, quand le duc de Devonshire et M. Goschen s'y adjoignent, un quintette, — réduit à une vaine parade les fonctions des quatorze autres *Cabinet ministers*. Dans cette Angleterre démocratisée et vulgarisée où la ligue des Primevères exploite avec tant de succès, par l'intermédiaire de grands seigneurs, de grandes dames et d'habiles gens, les petitesses et les basses ambitions de la nature humaine et le *snobisme* politique, le parti relâche de plus en plus ses liens; l'homme providentiel s'empare de plus en plus de l'imagination populaire. La patrie à jamais vénérable du régime parlementaire, la terre classique et glorieuse du libéralisme glisse sur la pente de cet impérialisme bâtard dont Disraeli avait fait le rêve malsain.

A côté d'un pareil fait, tous les autres pâlissent. Il ne saurait cependant être sans intérêt de passer rapidement en revue les

principaux États du monde, afin d'y faire toucher du doigt cette dangereuse réaction contre les formes consacrées du libéralisme ou du constitutionnalisme historique.

L'Allemagne n'a pas encore conquis le régime parlementaire. Contentons-nous donc, — en dehors du courant étrange qui emporte vers le pouvoir personnel et qui tend à retremper dans les eaux troubles du napoléonisme la royauté germanique des Hohenzollern, — d'y signaler la crise à laquelle n'ont pas échappé les partis. Par malheur, si c'est avant tout le parti de l'ordre moral qui se trouve éclaboussé de la boue de tant de récens scandales, tous les autres semblent en proie à une sorte de décomposition. Les nationaux-libéraux, ces opportunistes de l'Allemagne, jadis agens si actifs et si puissans de l'unité germanique, aujourd'hui finalement apprivoisés et domestiqués, ont abdiqué tout vestige de leur ancien libéralisme. Ils ouvrent leurs rangs à des agrariens et à des antisémites. Ils ne retrouvent plus assez de virilité pour se dégager des complicités réactionnaires. Ils se voient peu à peu délaissés par les électeurs. Le centre catholique, cet admirable parti de résistance que Windthorst conduisit si longtemps à la victoire et qui sut, dans le Kulturkampf, faire reculer et capituler Bismarck au zénith de sa fortune, le centre hésite, ne se sent plus dirigé, devient presque gouvernemental, et perd ce caractère unique d'armée libérale de la foi et de champion tout moderne de l'Église éternelle. Dans les rangs du parti progressiste, le doute et le découragement ont fait aussi leur œuvre. Un schisme l'a coupé en deux tronçons, dont l'un se distingue mal de l'incolore et inerte nationalisme libéral, et dont l'autre, malgré l'énergie de M. Richter, met surtout en lumière l'impuissance vieillotte et l'impopularité foncière du radicalisme bourgeois. En face de tous ces groupes plus ou moins frappés de langueur, la démocratie socialiste seule grandit sans cesse; elle tend de plus en plus à englober dans ses cadres fortement constitués la totalité des classes ouvrières allemandes; elle est assez forte pour représenter tout à la fois la révolution de l'avenir et l'opposition légale du présent.

Cette espèce de banqueroute du libéralisme bourgeois est encore plus tragiquement complète en Autriche. Là on dirait vraiment que ce parti politique, après avoir joué un si grand rôle dans la révolution de 1848, et dans l'ère constitutionnelle qui suivit Sadowa, n'a même plus place au soleil. Exproprié d'un côté par

l'antisémitisme qui a mis la main et sur la municipalité de Vienne et sur la diète de la Basse-Autriche et qui se promet de pénétrer en vainqueur au Reichsrath aux prochaines élections générales, il se voit menacé de l'autre par le socialisme qui s'organise avec une rare persévérance dans le peuple et qui compte sur la nouvelle *curie* du suffrage universel pour obtenir quelques mandats législatifs. Le libéralisme, irrémissiblement solidarisé avec le centralisme teuton, avec la haute finance juive, avec le rationalisme infécond, est accusé de n'avoir tenu aucune de ses promesses, d'avoir fait de la liberté politique un fétiche, du privilège son idole, et d'avoir méconnu également les saintes et vivantes traditions du passé, les aspirations généreuses du présent, et les droits de l'avenir.

En Belgique, le libéralisme a eu une histoire infiniment plus glorieuse. Plus d'un demi-siècle de liberté vraie, de gouvernement parlementaire réel, de prospérité matérielle et morale, n'a pu pourtant préserver ce parti politique et son congénère, le radicalisme, d'une éclipse que l'on se plaît à croire temporaire, mais qui, pour le moment, est presque complète. Depuis l'avènement du suffrage universel, même entouré des précautions compliquées de la loi, en dépit aussi des belles et salutaires traditions de l'autonomie communale et des franchises locales, le peuple belge s'est détourné des doctrinaires et des progressistes. Il a donné dans la Chambre une majorité énorme au parti catholique. L'opposition comprend à peine quelques rares libéraux, à côté d'un groupe socialiste compact et nombreux. C'est l'effacement presque total des partis moyens. C'est l'abdication du libéralisme en même temps que la dépossession de la bourgeoisie.

En Italie, la révolution n'est pas encore aussi avancée. Toutefois, depuis vingt ans, de bien graves changemens y sont survenus dans l'organisation des partis. Là aussi il a semblé que le triomphe du libéralisme dût être le prélude de sa fin. L'avènement de la gauche au pouvoir en 1876 a donné le signal de cette lente et constante évolution qui, sous le nom légèrement pédantesque de transformisme, a réduit les partis à l'état de poussière, a fait du régime parlementaire une triste contrefaçon. Là aussi, devant l'impuissance chaque jour plus avérée du libéralisme traditionnel, les cadres ont éclaté; les esprits ont secoué le joug bienfaisant des principes; la politique est trop souvent descendue au niveau d'une espèce de maquignonnage d'intérêts ré-

gionaux ou individuels. Là aussi enfin le socialisme a paru devoir hériter de tout ce que perdaient les anciens partis. Il a exercé sur des âmes lassées, déçues, irritées, mais affamées d'idéal, une attraction fort explicable. Le règne de l'opportunisme inauguré par Depretis, maintenu et développé par M. Crispi, a porté ses fruits naturels. Au scepticisme a succédé la corruption, au scandale le dégoût, au détachement la colère et la haine.

Si tel est le spectacle que nous offre la vieille Europe, la jeune Amérique nous donne-t-elle au moins la consolation d'un meilleur état de choses? Je m'en voudrais d'assombrir le tableau, mais en vérité l'observateur impartial ne saurait peindre couleur de rose la condition morale et politique de ce grand pays d'outre-mer. La survivance de partis vieillis, de mots d'ordre périmés, de principes fictifs et d'enthousiasmes factices y est un mal plus grand encore peut-être que de ce côté de l'Atlantique. Républicains et démocrates occupent encore la scène. Seules ces deux grandes armées supérieurement organisées sont en état de se mesurer, de se livrer des batailles en règle et de conquérir le pouvoir. La machine — par où il faut entendre les cadres permanens des partis — a été portée à un degré de perfection tel que les rouages en fonctionnent en quelque sorte à vide et broient impitoyablement toute tentative d'émancipation populaire. Alors que les questions à l'ordre du jour jettent la division dans les rangs des partis classiques et devraient les désagréger, ceux-ci subsistent en vertu de la force d'inertie ; ils asservissent le corps électoral; ils faussent les résultats des appels au pays; ils encombrent le terrain d'une foule de vieilles rancunes, de vieux préjugés, de souvenirs irritans; et ils forcent le peuple le plus libre du monde à résoudre les problèmes actuels non dans leurs termes propres, mais en les compliquant à plaisir d'une quantité de données léguées par les conflits de jadis. Le mal est devenu si grand que les classes, ailleurs qualifiées de dirigeantes, en proie à une défiance incurable pour les procédés de la démocratie, redoutant de se commettre avec le peuple, se sont réfugiées dans une sorte d'émigration à l'intérieur. L'opinion commence à désespérer de trouver une solution libérale du problème du gouvernement municipal des grandes cités, tel que le posent avec une urgence chaque jour plus grande les scandales du Tammany Ring à New-York, de Philadelphie, de Chicago, etc.

Il n'est pas jusqu'aux institutions centrales de la République

qui ne soient frappées de discrédit. La Chambre des représentans, toujours enfant terrible, a trouvé le moyen de se surpasser dans la pratique du *lobbyisme*, du *log-rolling*, et autres péchés mignons des législateurs américains. Le Sénat, — qui est peut-être, avec la Cour suprême, la clef de voûte de cet édifice majestueux, — ce grand corps destiné à servir de trait d'union entre les deux pouvoirs, législatif et exécutif, aux attributions desquels il participe, — cette vénérable assemblée chargée de représenter le principe de la souveraineté des États particuliers et de jouer le rôle d'un congrès d'ambassadeurs plus encore que d'une Chambre législative, — le Sénat lui-même a subi une étrange décadence... Ce n'est plus l'imposante assemblée au sein de laquelle les Calhoun, les Clay, les Webster, les Sumner exerçaient avec dignité un mandat quasi international. Des superbes privilèges qui convenaient si bien à un corps de graves plénipotentiaires, il n'a guère conservé que ce qu'il en faut pour paralyser son action : l'absence de règlement, de clôture, de puissance disciplinaire. Il est devenu le terrain de manœuvres préféré des grands acheteurs de votes : témoin le scandale de l'article des sucres dans le tarif Carlisle. Grâce à l'érection précipitée en États de territoires du Far West, à peine sortis de la phase turbulente du camp de mineurs, il compte parmi ses quatre-vingt-dix membres un fort contingent de démagogues : populistes, argentistes, *popocrates*, etc.

De tout cela résulte, pour la première fois dans l'histoire des États-Unis, une croissante indifférence à l'égard de l'œuvre des ancêtres et comme une tentation de demander aux hommes ce que les institutions semblent impuissantes à donner. La grande partie qui vient de se jouer n'est rassurante qu'à demi en dépit de l'issue, c'est-à-dire de la victoire, avec M. Mac-Kinley, de la cause de l'ordre social ; et de la défaite, avec M. Bryan, d'un charlatanisme assez grossier. Des forces révolutionnaires jusqu'ici inconnues ont paru sur la scène. On a entrevu le spectre inquiétant d'une sorte de césarisme socialiste, ennemi de la Constitution et de ses garanties, de la Cour suprême et de ses prérogatives, de la séparation des pouvoirs et autres institutions tutélaires, sauvegarde de la liberté dans une grande démocratie. D'autre part, l'armée de l'ordre a paru trop docilement obéissante aux volontés, aux intérêts et jusqu'aux préjugés d'une espèce de haute finance, dont l'omnipotence économique est un grave péril et dont la toute-puissance politique serait un mal plus grand encore. Entre

les masses naïvement partageuses sur l'ignorance desquelles M. Bryan avait spéculé et l'aristocratie ploutocrate dont M. Mac-Kinley a servi la cause, il n'y a guère de place pour ce grand parti de réforme sociale dont la formation seule éviterait aux États-Unis de redoutables conflits et de déplorables malentendus dans l'avenir.

VIII

C'est donc bien à une sorte de jugement de Dieu que va se trouver soumis dans presque tous les pays libres le régime parlementaire, représentatif, constitutionnel, sous toutes ses formes. Il se passe à la fin de notre XIX[e] siècle, pour le constitutionnalisme moderne, quelque chose comme ce qui se passa pour la Réforme, à la fin du XVI[e] siècle. Après une première période de lente croissance, de luttes, de succès incertains et partagés, de revers douloureux, survient l'ère de la victoire, des conquêtes faciles, du triomphe presque universel. On dirait le nouveau principe sur le point d'entrer en possession du monde entier. Devant lui, il semble que les croyances ou les institutions du passé n'aient plus qu'à battre en retraite. C'est précisément l'heure où la réaction va commencer. La victoire affaiblit le vainqueur : aux sacrifices qu'elle lui demande, aux accommodemens, aux transactions qu'elle lui impose elle ne laisse pas de joindre certaines corruptions qu'elle lui fait éprouver. Au lendemain même des succès, elle ébranle, elle diminue la vertu qui en a été la raison d'être, qui en serait la garantie. En même temps la défaite purifie, ennoblit le vaincu. Il arrive que ce qui faisait l'originalité, la force, le ressort de la cause victorieuse, les vaincus s'en emparent, le retournent contre leurs adversaires, et obtiennent au prix de cette espèce de conversion le redressement de leurs griefs et la réparation de leurs malheurs devenus injustes.

Ainsi, la contre-réformation, après le concile de Trente, inocula au catholicisme une large dose de cet enthousiasme moral, de cette piété austère, de cette religion intérieure qui jusqu'alors avaient été ou avaient paru être en quelque mesure le privilège des novateurs. Pénétrés de l'esprit nouveau, les défenseurs de l'ancienne foi reprennent courage et reprennent pied. Ils passent de la résistance pure et simple à l'offensive ; ils redeviennent agresseurs et conquérans. Les grandes luttes du XVI[e] siècle, du siècle de Lu-

ther, de Calvin, d'Henri VIII et d'Erasme, de l'âge qui vit déchirer en deux la robe sans couture, rompre l'unité de l'Église, et violer irrévocablement ce bel idéal de la chrétienté une et indivisible. aboutissent, — épilogue inattendu, — à ce grand siècle majestueux du catholicisme, à cet âge de Pascal, de Bossuet, dans lequel on ne sait trop, tant ces influences diverses et même contraires se sont entremêlées, entre-croisées et enchevêtrées, qui l'a définitivement emporté, de l'autorité ou de la liberté, de la Réforme ou de la religion des ancêtres.

En sera-t-il de même pour ce grand mouvement libéral qui, sous tant de rapports, a joué dans notre XIX[e] siècle le rôle de la Réforme au XVI[e]? Nous avons vu le triomphe du libéralisme. Nous avons assisté à la conquête de tous les châteaux forts de la réaction tombant successivement en son pouvoir. Nous avons pu croire vaincues les dernières résistances et que, sans alliage, sans retour et sans fin, l'avenir était au régime parlementaire, au gouvernement représentatif, au principe électif, aux institutions démocratiques. A cette heure, la réaction a commencé. Une fois de plus, la victoire semble devoir enfanter la défaite. Une fois de plus, le parti vainqueur s'est laissé à la fois assagir et corrompre par le pouvoir; il en a subi les légitimes influences et les mortelles déchéances; il a modifié ses principes, allégé ses programmes, adouci ses méthodes, renouvelé son personnel. Et, une fois de plus les enseignemens de l'adversité, l'habitude de la lutte, l'appel forcé au droit commun, la pratique virile de la résistance ont fait l'éducation des vaincus.

Il se rencontre aujourd'hui ceci : l'intérêt suprême de la liberté, ce n'est pas que le régime soi-disant libéral subsiste tel quel, avec le maintien intégral de ses lois de colère et de combat et avec l'exercice exclusif du pouvoir par son personnel usé et discrédité. Tout au contraire : c'est que l'on ose enfin faire subir aux lois et aux hommes le changement radical et profond, qui seul pourra dégager les institutions d'une solidarité mortelle et leur donner un nouveau bail de vie. En d'autres termes, il faut choisir entre la République de parti et la République nationale, entre le gouvernement du pays par une coterie au profit d'une coterie et le gouvernement de la France pour la France.

Après tout rien n'est pire que la survivance de formules périmées et de partis qui ont perdu leur raison d'être. Admirable instrument, un parti est un maître détestable. Aussi longtemps qu'il

est purement et simplement le moyen que les hommes emploient pour atteindre un certain but, il est digne de toutes les obéissances, de tous les dévouemens, de toutes les fidélités. Dès qu'il devient fin en soi, dès qu'on sacrifie au maintien de cet être de raison, de cette entité artificielle, les intérêts vitaux de la nation, quand la superstition du parti se constitue, c'est le pire des esclavages qui naît et un tel joug doit être brisé à tout prix. Assez et trop longtemps la politique de la France a été paralysée par des mots qui recouvrent simplement des appels aux plus tristes passions ou aux plus sots préjugés de l'âme humaine. Assez et trop longtemps des libéraux qui avaient cru devoir faire à la cause des libertés publiques, du régime parlementaire, du *self government* le sacrifice de leurs souvenirs et de leurs préférences et qui avaient contribué à fonder la République dans l'inrêt présumé de toutes ces franchises, ont consenti, au nom de la discipline républicaine, sous le prétexte des nécessités républicaines, à accepter un mot d'ordre qui leur répugne, à pratiquer une solidarité qui leur déplaît, et à ajourner des réformes ou des réparations dont l'urgence les hante. Assez et trop longtemps l'alpha et l'oméga de la vertu républicaine a consisté, d'une part, à s'interdire de toucher à ces deux ou trois lois prétendument sacrées, où l'on veut faire voir le palladium de la République et qui ne sont guère que l'insolente négation des droits de la conscience; et, d'autre part, à s'abstenir de poser hardiment le pied dans cette voie du socialisme d'État conservateur qui seule peut, d'étape en étape, nous mener sans révolution à la juste société de l'avenir.

On nous interdit d'amender ou plutôt de transformer du haut en bas la loi scolaire, la loi militaire; de rédiger enfin la loi organique qui mettra en ce pays le droit d'association — fût-ce celui des congrégations religieuses — à l'abri des monstrueuses atteintes du pouvoir civil; de rétablir le respect et la bonne volonté mutuels dans les rapports de l'Église et de l'État; de rendre la paix aux consciences et de reprendre enfin cette œuvre vraiment salutaire de décentralisation, en dehors de laquelle la liberté, dans un pays régi par l'administration de Richelieu et de Napoléon, n'est qu'un décor et un trompe-l'œil. Tout cela, qui serait proprement l'application d'un libéralisme élémentaire, on nous le défend en tant que républicains, au nom des intérêts sacrés de la République.

Quant à prendre en main la législation protectrice du travail;

quant à créer enfin des institutions sérieuses de conciliation et d'arbitrage; quant à toucher à la question de l'assurance obligatoire contre le chômage, la vieillesse et la maladie; quant à aborder la réglementation sanitaire des ateliers et des logemens, l'organisation efficace de l'inspection, la limitation des heures de travail des enfans, des femmes et de certaines industries spéciales, le problème si ardu et si urgent du minimum vital de salaire, halte-là! C'est au nom du libéralisme, cette fois, — de ce même libéralisme que l'on exorcisait tout à l'heure sur le terrain politique, — que l'on nous adjure de ne pas faire un pas de plus dans cette voie de perdition. Il faut entendre l'accent onctueux avec lequel on invoque à cette occasion les immortels principes et ce dépôt inviolable des conquêtes révolutionnaires! Et voilà comment d'honnêtes gens, des esprits généreux et justes peuvent se laisser arrêter, tantôt par l'appel à la discipline républicaine, quand ils voudraient faire un peu de libéralisme, et tantôt par l'appel à la tradition libérale, quand ils voudraient faire un peu de justice sociale.

Jamais la concentration républicaine n'aura d'autre sens. C'est dire assez, je pense, que jamais la conscience ne pourra ratifier le culte de ce fétiche. Or je tremble que l'idole n'ait pas encore reçu tous les sacrifices auxquels elle croit avoir droit. Voilà que l'on reparle couramment de concentration. Pour changer apparemment, on fait de bien des côtés les yeux doux au monstre. D'ailleurs il faut bien ajouter que, si le mot depuis quelque temps avait un peu perdu de son crédit et s'il figurait moins dans le vocabulaire des hommes du jour, la chose n'avait guère cessé de se pratiquer. Le républicanisme conservateur de M. Méline et de ses collègues a ce trait de ressemblance avec le républicanisme radical de M. Bourgeois qu'il a des démangeaisons non pareilles d'embrasser ses soi-disant adversaires et que jusqu'à : *Je vous hais*, il leur dit tout avec tendresse.

Il ne paraît pas, au résultat des élections qui ont renouvelé un tiers du Sénat l'autre jour, que la France soit assez lasse de cette longue et plate comédie ni qu'elle en soit encore à ce point de dégoût où l'on rejette à tout jamais une politique fatale. Faudra-t-il donc que les choses suivent leur pente, et aillent jusqu'au bout, et que, faute de l'énergique répudiation d'une funeste docilité et d'une coupable facilité d'humeur, les républicains libéraux contribuent à la perte de la liberté, à la chute de la Répu-

blique, et au bouleversement de la société? Car il n'y va pas de moins. C'est un choix à faire. Le problème, qui est le même au fond partout, ne se pose pas dans tous les pays en termes identiques. En France, voici à peu près comme il se présente : — ou la République aux républicains; le parti au-dessus des principes; le parlementarisme vrai subordonné à la concentration; l'ajournement systématique de toutes les réformes organiques; le refus ou la mutilation de toutes les libertés dont le cléricalisme — ou la simple conscience, — pourrait se faire une arme; le rejet de toutes les mesures de progrès social propres à alarmer les intérêts; et au bout de tout cela l'inévitable culbute dans l'indifférence ou le mépris universel. — Ou bien la rupture de tous les liens factices; le déni d'obéissance quand l'obéissance n'est pas fondée en droit; la recherche passionnée de tous les remèdes ou de tous les palliatifs de la souffrance humaine; la revendication obstinée de toutes les libertés, en commençant par celles de l'âme; l'élaboration méthodique, persévérante, infatigable d'une législation sociale sur laquelle ni le souffle du christianisme ni l'esprit du siècle ni l'action de la science n'aient passé en vain; et au terme de ce long et difficile effort, la réconciliation de la République et de la liberté, de la démocratie et de la religion, de l'ordre et de la justice, de la politique et de l'idéal, — *res olim dissociabiles.*

FRANCIS DE PRESSENSÉ.

UN ROMANCIER OUBLIÉ

GATIEN COURTILZ DE SANDRAS

Les *Mémoires de M. d'Artagnan*, dont Dumas s'est servi pour écrire les *Trois Mousquetaires*, viennent d'être réimprimés. Ils ne l'avaient point été depuis 1715 et passaient pour presque introuvables. Par malheur, la réimpression récente est bien inexacte. Les éditeurs, qui la disent conforme à l'édition originale et ajoutent : de 1702, nous obligent à leur répondre que l'édition originale est de 1700 (t. I) et de 1701 (t. II et III) et qu'elle ne ressemble guère à la leur. Ils se sont appliqués à rajeunir le texte, afin d'en rendre la lecture plus facile et plus attrayante. Ils ont réduit de moitié bon nombre d'alinéas, remanié ou abrégé les phrases, changé les mots, changé les tournures, et démontré clairement à un auteur mort en 1712 qu'il écrivait moins bien qu'eux le français d'aujourd'hui. Ils ont fait plus ; ils ont coupé le long et compact récit en chapitres, et placé en tête de chaque chapitre un sommaire gros de promesses : « Nouvelle querelle. — Trois coups d'épée. — Grand esclandre, » etc. C'est à présent le rédacteur des *Mémoires* qui a l'air de s'être inspiré de Dumas, et d'Artagnan paraît constamment préoccupé de ressembler à sa copie. Cela ne va pas sans causer de la surprise. Telles, ces traductions du siècle dernier où l'on voit combien Homère et Virgile imitaient Racine.

Si le vieil ouvrage n'avait d'autres mérites que d'avoir fait éclore le plus populaire de nos romans-feuilletons ou de renfermer des détails inédits sur d'Artagnan, Athos, Porthos et Aramis, il n'y aurait lieu ni de le réimprimer ni de s'en occuper ici. Ceux-là, j'imagine, ne sont pas très nombreux que passionne la question des sources de Dumas, et on nous a sans doute assez parlé de ces

» trois mousquetaires » qui, du reste, étaient quatre. L'intérêt est ailleurs, et il est où on s'attend le moins à le rencontrer. Nous n'estimons habituellement des Mémoires que s'ils sont authentiques. La principale raison que nous ayons d'estimer ceux de d'Artagnan est qu'ils ne sont pas de lui, mais du romancier Sandras. Ils sont un roman, mais un roman publié quinze ans avant *Gil Blas*, trente et un ans avant la *Vie de Marianne* et *Manon Lescaut*, et un roman qui caractérise une époque importante du genre : voilà de quelle façon ils sont un document et à quel point de vue il faut les lire. Qui ne voit dès lors qu'un remaniement qui efface leur âge leur enlève presque tout leur prix, et comment s'étonner qu'aux élégans volumes de la Librairie illustrée les lettrés préfèrent les exemplaires lourdement et nettement imprimés jadis chez Pierre Marteau, — pauvres bouquins sans grâce, carrés, massifs comme de vieilles bibles, mais où le texte conserve, avec l'archaïsme de sa forme, son charme de très ancienne histoire ?

I

C'est une figure amusante, quoiqu'un peu suspecte, que celle de ce Gatien Courtilz ou des Courtilz, sieur de Sandras, dont le nom ne se lit même pas sur la couverture de la nouvelle édition. Le peu que nous savons de lui donne l'idée d'une existence presque aussi agitée que celle de ses héros. Il est né, au dire des biographes, soit à Paris, soit à Montargis; mais sa famille était vraisemblablement originaire du Midi. Outre que son nom de Sandras est d'une sonorité toute méridionale, on le voit faire allusion dans ses *Mémoires de Rochefort* à un Courtilz qui était Béarnais. Il parle sans cesse du Béarn et en homme qui connaît les gens et les lieux; ce qu'il dit en maint endroit de la petite noblesse d'Orthez ou de Tarbes a un arrière-goût de commérage provincial et local. Oui, il doit être de cette race entreprenante et gaillarde, toujours prête à courir après la fortune, et dont les fils s'embarquent aujourd'hui pour « les Amériques » comme ils chevauchaient autrefois, la bourse vide et la plume au vent, vers Paris ou Versailles. Né en 1644, il était en 1670 officier au régiment de Champagne, où il a commencé à faire provision de souvenirs sur ses frères d'armes et sur ses chefs, à recueillir aussi de la bouche des anciens, qui contaient leurs amours et leurs

exploits de jeunesse, l'histoire anecdotique du règne de Louis XIII et de la Fronde. A la suite de quels déboires ou de quelle équipée a-t-il quitté la casaque? On ne sait. En 1683, il passe en Hollande. La Hollande était au XVIIe siècle ce que l'Angleterre est devenue plus tard, la terre d'asile, le refuge ouvert aux plus nobles ainsi qu'aux plus louches infortunes. De grands esprits et de grands cœurs y venaient goûter la douceur de penser ou de prier librement ; les chevaliers d'industrie et leurs compagnes, celle de ne point finir leurs jours sur les galères du roi ou entre les murs de l'Hôpital. Dans ce milieu cosmopolite et composite le regard pouvait embrasser tous les contrastes et tous les caprices de la destinée humaine; la vie s'y présentait sous son aspect le plus romanesque; et si le talent de l'abbé Prévost garde, comme je le crois, la trace de son séjour dans les hôtelleries de la Haye ou d'Amsterdam, il n'est pas surprenant qu'avant lui Sandras y ait senti s'éveiller sa vocation de romancier. La Hollande était de plus la grande imprimerie internationale des chroniques scandaleuses, gazettes et libelles; il trouvait autour de lui tous les matériaux nécessaires à sa besogne, et ses débuts d'écrivain datent, semble-t-il, de l'année même de son arrivée. Il rentre en France dans le courant de 1689, retourne en Hollande en 1694, revient de nouveau en France en 1702 et le voilà cette fois à la Bastille. Tant d'allées et venues entre deux pays qui étaient en guerre, d'allées et venues qui aboutissent à la prison d'État, n'ont pas trop bonne mine. On songe malgré soi qu'il a mis souvent en scène les agens de la politique secrète, qu'il possède à fond leurs manèges et leur langage; la pensée vient qu'il les a peut-être étudiés d'un peu plus près qu'il ne faut, et qu'avec le goût des intrigues, des missions confidentielles et scabreuses, il se pourrait qu'il en eût la pratique. Mais le fait est que ce soupçon ne repose sur aucune preuve. Il est tout aussi légitime et infiniment plus simple d'admettre qu'en s'expatriant il cherchait, comme plus d'un autre écrivain, à se soustraire aux tyrannies de la censure, et que son tort fut de compter à son retour, en 1702, sur le pardon ou l'oubli du lieutenant de police : les témérités et les indiscrétions de toute nature dont son œuvre est faite, suffisaient, certes, à lui assurer un logement à la Bastille. Il n'en sortit qu'en 1711 et mourut l'année suivante; il avait trouvé dans l'intervalle le temps de se remarier pour la troisième fois.

Ce n'était point un homme à scrupules. S'il en était un, il serait

un phénomène parmi les romanciers de son époque. Plus sensible au profit qu'à la gloire, quand par hasard il signait ses productions, c'était du nom d'autrui. Aussi n'est-il pas aisé d'en dresser le compte. Certaines bibliographies disent qu'après avoir publié une quarantaine d'ouvrages, il en laissait à sa mort près de quarante autres en manuscrit. Quoiqu'il soit prudent de se défier de ces évaluations en chiffres ronds, sa fécondité n'est pas douteuse. Je laisse de côté des journaux et des pamphlets dont la valeur ne me paraît pas bien grande, tels que son *Mercure historique et politique* ou ses deux brochures sur la *Conduite de la France depuis la paix de Nimègue*, dont la seconde est la réfutation de la première, et où il attaque alternativement la France et la Hollande selon les exigences du libraire qui le paie. Je m'en tiens à ceux de ses écrits que Lenglet-Dufresnoy a cru, non sans raison, devoir classer en 1734 dans sa *Bibliothèque des Romans;* j'en retrancherais seulement, après une assez minutieuse enquête, les *Mémoires du comte de Vordac* que Bayle, dans les *Nouvelles de la République des Lettres*, dit être de Cavard, et les *Mémoires du marquis D.*, dont la première édition est de 1706, c'est-à-dire d'un temps où Sandras était à la Bastille. La liste ainsi rectifiée comprendrait les œuvres que voici : *Vie du vicomte de Turenne*, signée du Buisson, capitaine au régiment de Verdelin, 1685 ; *Vie de l'amiral Coligny*, 1686 ; *Mémoires de M. le C. D. R.* (comte de Rochefort), 1687 ; *Histoire de la guerre de Hollande*, 1689 ; *Testament politique de Jean-Baptiste Colbert*, 1694 ; *Histoire secrète du duc de Rohan*, 1697 ; *Mémoires de Jean-Baptiste de La Fontaine, seigneur de Savoie*, 1698 ; *Mémoires de M. d'Artagnan*, 1700-1701 ; *Annales de la Cour et de Paris*, 1701 ; *Mémoires de la marquise de Fresne; Mémoires du marquis de Montbrun*, même date ; *Mémoires de M. de B.* (Bouy), 1711 ; publications posthumes : *Le prince infortuné ou Histoire du chevalier de Rohan*, 1713 ; *Histoire du maréchal de La Feuillade*, même date ; *Histoire de la comtesse de Strasbourg*, 1716.

Cette longue et aride nomenclature permet de voir du premier coup d'œil quel était entre 1680 et 1715 le domaine du romancier. Sandras, en effet, n'était pas seul à composer des *Annales*, des *Histoires secrètes*, ou de prétendus *Mémoires;* il en paraissait chaque année, et principalement chez Pierre Marteau, un nombre incroyable, et l'on peut dire que pendant trente-cinq ans le roman n'a guère revêtu d'autre forme. Mais si cette forme n'est devenue

quelque chose d'original et de fécond qu'entre les mains de Sandras, si c'est véritablement grâce à lui qu'à la fin du règne de Louis XIV le roman a, comme on dit, évolué, ne vaut-il pas la peine de préciser son rôle et de distinguer de ses médiocres rivaux l'auteur des *Mémoires de M. d'Artagnan?*

II

Ce sont de pauvres écrivains que les romanciers de la fin du XVIIe siècle. Depuis la représentation des *Précieuses ridicules* le roman était diffamé sur le Parnasse, et aucun des grands classiques n'avait voulu s'y essayer. Libre à nous de le regretter, de rêver d'un roman d'analyse qui serait de l'auteur de *Bérénice*, d'un roman de mœurs que l'auteur des *Caractères* aurait écrit. Vaine chimère ! Ils ne se doutaient pas, ces amoureux du vrai, que le genre cher à Cathos et à Madelon pût un jour, et mieux qu'aucun autre se prêter, à l'expression du vrai ; et ils s'en écartaient avec dédain. Les grimauds, en revanche, se disputaient une si belle proie, et on ne sait ce qu'il faut le plus admirer de l'obscurité ou du nombre de ceux que le roman faisait vivre. Quel *Petit dictionnaire des grands hommes* que la *Bibliothèque* de Lenglet-Dufresnoy, s'il avait l'esprit de Rivarol! Citerai-je Vannel, Lesconvel, Le Noble, Preschac, ou bien Mmes d'Aulnoy, de Murat, Du Noyer, Durand, ou encore Mlles Lhéritier, de La Force et de La Rocheguilhen? Ils ne valent ni plus ni moins que beaucoup d'autres qui étaient comme eux, — c'est le mot de Lenglet-Dufresnoy, — des « pépinières de petits romans », et sont comme eux oubliés.

Quoique le genre eût en 1678 donné son premier chef-d'œuvre, *la Princesse de Clèves*, la période des tâtonnemens n'était donc pas pour lui close. L'art exquis de Mme de La Fayette, l'art qui prête la vie à des créatures de rêve et fait de leurs souffrances un drame humain, n'espérons pas le retrouver chez un Preschac ou une Mme Durand. De son art, ils n'avaient vu que l'extérieur : c'est le cadre, le même que celui de ses premières *Nouvelles*, c'est la couleur historique, c'est en d'autres termes ce qu'il y avait encore d'artificiel et de fictif en cette œuvre si sincère, qu'ils s'efforçaient de reproduire. Ne faisons pas à Mme de La Fayette le tort de les appeler ses disciples : ils sont ceux de sa contemporaine, de son émule sans génie, Mme de Villedieu.

un phénomène parmi les romanciers de son époque. Plus sensible au profit qu'à la gloire, quand par hasard il signait ses productions, c'était du nom d'autrui. Aussi n'est-il pas aisé d'en dresser le compte. Certaines bibliographies disent qu'après avoir publié une quarantaine d'ouvrages, il en laissait à sa mort près de quarante autres en manuscrit. Quoiqu'il soit prudent de se défier de ces évaluations en chiffres ronds, sa fécondité n'est pas douteuse. Je laisse de côté des journaux et des pamphlets dont la valeur ne me paraît pas bien grande, tels que son *Mercure historique et politique* ou ses deux brochures sur la *Conduite de la France depuis la paix de Nimègue*, dont la seconde est la réfutation de la première, et où il attaque alternativement la France et la Hollande selon les exigences du libraire qui le paie. Je m'en tiens à ceux de ses écrits que Lenglet-Dufresnoy a cru, non sans raison, devoir classer en 1734 dans sa *Bibliothèque des Romans;* j'en retrancherais seulement, après une assez minutieuse enquête, les *Mémoires du comte de Vordac* que Bayle, dans les *Nouvelles de la République des Lettres*, dit être de Cavard, et les *Mémoires du marquis D.*, dont la première édition est de 1706, c'est-à-dire d'un temps où Sandras était à la Bastille. La liste ainsi rectifiée comprendrait les œuvres que voici : *Vie du vicomte de Turenne*, signée du Buisson, capitaine au régiment de Verdelin, 1685; *Vie de l'amiral Coligny*, 1686; *Mémoires de M. le C. D. R.* (comte de Rochefort), 1687; *Histoire de la guerre de Hollande*, 1689; *Testament politique de Jean-Baptiste Colbert*, 1694; *Histoire secrète du duc de Rohan*, 1697; *Mémoires de Jean-Baptiste de La Fontaine, seigneur de Savoie*, 1698; *Mémoires de M. d'Artagnan*, 1700-1701; *Annales de la Cour et de Paris*, 1701; *Mémoires de la marquise de Fresne; Mémoires du marquis de Montbrun*, même date; *Mémoires de M. de B.* (Bouy), 1711; publications posthumes : *Le prince infortuné ou Histoire du chevalier de Rohan*, 1713; *Histoire du maréchal de La Feuillade*, même date; *Histoire de la comtesse de Strasbourg*, 1716.

Cette longue et aride nomenclature permet de voir du premier coup d'œil quel était entre 1680 et 1715 le domaine du romancier. Sandras, en effet, n'était pas seul à composer des *Annales*, des *Histoires secrètes*, ou de prétendus *Mémoires;* il en paraissait chaque année, et principalement chez Pierre Marteau, un nombre incroyable, et l'on peut dire que pendant trente-cinq ans le roman n'a guère revêtu d'autre forme. Mais si cette forme n'est devenue

quelque chose d'original et de fécond qu'entre les mains de Sandras, si c'est véritablement grâce à lui qu'à la fin du règne de Louis XIV le roman a, comme on dit, évolué, ne vaut-il pas la peine de préciser son rôle et de distinguer de ses médiocres rivaux l'auteur des *Mémoires de M. d'Artagnan?*

II

Ce sont de pauvres écrivains que les romanciers de la fin du XVIIe siècle. Depuis la représentation des *Précieuses ridicules* le roman était diffamé sur le Parnasse, et aucun des grands classiques n'avait voulu s'y essayer. Libre à nous de le regretter, de rêver d'un roman d'analyse qui serait de l'auteur de *Bérénice*, d'un roman de mœurs que l'auteur des *Caractères* aurait écrit. Vaine chimère ! Ils ne se doutaient pas, ces amoureux du vrai, que le genre cher à Cathos et à Madelon pût un jour, et mieux qu'aucun autre se prêter, à l'expression du vrai ; et ils s'en écartaient avec dédain. Les grimauds, en revanche, se disputaient une si belle proie, et on ne sait ce qu'il faut le plus admirer de l'obscurité ou du nombre de ceux que le roman faisait vivre. Quel *Petit dictionnaire des grands hommes* que la *Bibliothèque* de Lenglet-Dufresnoy, s'il avait l'esprit de Rivarol! Citerai-je Vannel, Lesconvel, Le Noble, Preschac, ou bien Mmes d'Aulnoy, de Murat, Du Noyer, Durand, ou encore Mlles Lhéritier, de La Force et de La Rocheguilhen? Ils ne valent ni plus ni moins que beaucoup d'autres qui étaient comme eux, — c'est le mot de Lenglet-Dufresnoy, — des « pépinières de petits romans », et sont comme eux oubliés.

Quoique le genre eût en 1678 donné son premier chef-d'œuvre, *la Princesse de Clèves*, la période des tâtonnemens n'était donc pas pour lui close. L'art exquis de Mme de La Fayette, l'art qui prête la vie à des créatures de rêve et fait de leurs souffrances un drame humain, n'espérons pas le retrouver chez un Preschac ou une Mme Durand. De son art, ils n'avaient vu que l'extérieur : c'est le cadre, le même que celui de ses premières *Nouvelles*, c'est la couleur historique, c'est en d'autres termes ce qu'il y avait encore d'artificiel et de fictif en cette œuvre si sincère, qu'ils s'efforçaient de reproduire. Ne faisons pas à Mme de La Fayette le tort de les appeler ses disciples : ils sont ceux de sa contemporaine, de son émule sans génie, Mme de Villedieu.

Un d'entre eux, dans la préface d'une *Histoire du marquis de Clèmes et du chevalier de Pervanes*, me semble avoir assez clairement défini les tendances communes et les communes prétentions qui font d'eux une école. Autrefois, fait-il observer, « le public, convaincu par les auteurs mêmes de la fausseté de ce qu'ils écrivaient, ne laissait pas de s'en amuser »; dans la suite, on se dégoûta des fictions : « cela n'ôta point aux auteurs l'envie d'en faire, mais ils tâchèrent de les déguiser. »

La remarque est juste. Pendant les soixante ou soixante-dix premières années du siècle, que le roman fût héroïque ou qu'il fût burlesque, il était et ne se cachait point d'être un récit imaginaire. Non qu'il ne s'y reflétât rien de la réalité contemporaine : les précieuses retrouvaient dans l'*Astrée*, dans l'*Artamène*, dans la *Clélie*, dans le *Pharamond*, l'idéal qu'elles s'étaient fait de l'amour, l'écho de leurs subtils entretiens, quelquefois, à travers la mascarade antique, leurs modes ou leurs portraits; et maintes silhouettes crayonnées d'après nature, silhouettes d'écoliers et de régens de collège, d'auteurs et d'acteurs, de paysans et de gueux de Paris, de marchands et de juges, défilaient dans le *Francion*, dans le *Roman comique* et le *Roman bourgeois*. Mais ici et là, la réalité ne se montrait que sous les apparences du mensonge, travestie en poème épique ou en farce de tréteau. Ni d'Urfé qui met en scène des magiciens et des nymphes, ni Mlle de Scudéry qui représente les familiers de l'Hôtel de Rambouillet sous les traits des Mèdes et des Romains et raconte la bataille de Rocroy dans le *Cyrus*, ni Scarron qui se demande tout haut à la fin du chapitre Ier : « Que pourrai-je bien dire dans le chapitre II? » ne prétendaient faire illusion au lecteur, et l'illusion n'était point nécessaire à son plaisir. Il n'en va plus de même à partir de 1670. C'est la fable d'abord qui passe de mode; puis le moment vient où la vérité elle-même, si elle est trop générale et abstraite, ne suffit plus. Vers la fin du règne de Louis XIV, peindre le particulier est le plus sûr moyen de réussir auprès des « honnêtes gens ». Peut-être est-ce en partie l'effet de la vie de cour et de salon qui les a habitués à s'étudier et, si j'ose dire, à s'épier les uns les autres, de cette vie qui a formé le génie de Saint-Simon. Ils se plaisent, après avoir lu et relu les *Caractères*, à retrouver au théâtre, dans telle ou telle pièce de Dancourt, la fine et piquante notation des menus faits dont se compose l'actualité. En revenant de la comédie, ils feuillettent soit les *Amusemens sérieux et comiques* de Dufresny qui

sont un recueil d'ironiques observations sur les mœurs de la France, soit la très pittoresque relation que Mme d'Aulnoy vient de publier de son voyage en Espagne. Les plus raffinés, curieux de surprendre le secret intime d'un cœur et d'entendre le cri vrai de la passion, ouvrent le mince recueil où le baron de Breteuil a, sans scrupules ni pudeur, fait imprimer à la suite des *Lettres d'une religieuse portugaise*, les douloureuses lettres d'amour qu'il avait reçues de la présidente Ferrand.

C'est à ces exigences et à ces curiosités nouvelles que toute une génération de romanciers, celle à laquelle appartient Sandras, s'est efforcée de répondre. C'est pour y satisfaire qu'elle a demandé à l'histoire d'être la caution du roman.

Que le roman eût alors intérêt à se rapprocher de l'histoire, je le crois et j'essaierai de le prouver. Mais, hélas ! avec les confrères de Sandras il ne s'en rapprochait guère. Sans doute, ils affectent de n'être plus que des biographes d'hommes illustres et de n'offrir que des recueils de documens ou d'historiettes véridiques. Ils se souviennent de Mme de Villedieu qui, en tête de ses *Annales galantes* (1670), insérait des pièces justificatives et demandait qu'avant de lire la nouvelle intitulée *le Pèlerin* on voulût bien se reporter à l'*Histoire d'Espagne*, règne de Ramire XVI, roi d'Oviédo, tome I, année 941. Il ne paraît plus de roman sans préface, ni de préface où l'auteur n'affirme, avec une insistance presque excessive et qui prête à l'épigramme, qu'il n'a rien inventé. Nous voilà bien loin, à ce qu'il semble, de d'Urfé ou de Scarron, et rien n'est plus aisé que de trouver de l'originalité aux romanciers de la nouvelle école : il suffit pour cela de ne les avoir point lus.

L'épreuve de la lecture leur est funeste, et on comprend qu'un érudit tel que Bayle n'ait jamais manqué une occasion de bafouer « messieurs les romanistes ». Le livre qu'ils nous présentent avec tant d'appareil est celui que leurs prédécesseurs de 1630 ou de 1650 ont déjà et tant de fois écrit ; c'est toujours le *Polexandre*, l'*Ibrahim*, ou l'*Artamène*, sous une autre couverture. Ces *Histoires secrètes de Marguerite de Navarre*, de *Catherine de Bourbon*, de *Marie de Bourgogne*, ces *Mémoires de la cour de Charles VII*, cette *Histoire des Favorites*, ces *Intrigues amoureuses de François Ier*, où rivalisent Mlle de La Force, Mme Durand, Mlle de La Rocheguilhen et Lesconvel, ne doivent rien à l'histoire qu'une séduisante et menteuse enseigne. Là, le roman n'a rien gagné à

substituer aux héros des époques fabuleuses ou lointaines les rois et les grands personnages des temps modernes. Parcourons l'*Hippolyte, comte de Douglas* (1690), de Mme d'Aulnoy. Les noms y sont ceux des plus nobles familles de l'Angleterre; j'y vois même, aux premières pages, les noms d'Henri VIII, de François Ier, du cardinal Wolsey, d'Anne de Boleyn, et un court résumé des événemens qui ont abouti à l'entrevue du camp du Drap d'or. Voilà l'enseigne; et voici ce qu'elle recouvre. Le comte de Warwick a jadis été pris par les corsaires; le bruit de sa mort s'est répandu, et sa femme est elle-même morte de chagrin, en confiant sa fille Julie au comte et à la comtesse de Douglas. Leur fils Hippolyte s'est épris de Julie et voudrait l'épouser; mais il ne peut obtenir leur consentement et reçoit d'eux l'ordre de voyager au loin. En mer, il rencontre lui aussi les corsaires. Bataille, abordage, et scène renouvelée du *Grand Cyrus :* du même élan, en sens contraire, tous les Anglais ont passé sur le vaisseau turc et tous les Turcs sur le vaisseau anglais; après quoi les Turcs, qui jugent le troc avantageux, s'éloignent sans demander leur reste. Un seul d'entre eux est demeuré au milieu des Anglais, aux prises avec Hippolyte. Que le monde est petit! Ce vaillant n'est autre que le comte de Warwick. On le croyait mort? Il n'était pas mort. Les infidèles qui l'avaient fait prisonnier lui avaient promis la liberté après quelques années de bon service et c'est pourquoi il se battait en brave homme contre ses propres compatriotes. On s'explique, on s'embrasse et, sans plus tarder, Hippolyte lui demande la main de sa fille Julie. Dire maintenant par suite de quelles circonstances nous voyons un peu plus loin Hippolyte occupé à narrer à une vénérable abbesse un conte de fées qui remplit cinquante pages du volume et y paraît infiniment sensé; pourquoi Julie, travestie en Silvio, reçoit du comte de Bedford caché sous le nom de Beccarelly un terrible coup de poignard dont elle ne meurt pas; comment enfin Hippolyte, cinq ou six fois laissé pour mort « dans des mares de sang », en arrive à la rejoindre en Italie et à s'unir à elle, ce serait, je le confesse, une entreprise au-dessus de mes forces.

Les œuvres écrites à la même époque dans le même goût et sur le même plan sont innombrables. Mais ne nous contentons pas d'en constater l'extravagance; remarquons ce que l'extravagance a ici de déjà vu et de traditionnel. Il y a au XVIIe siècle un « poncif » de l'aventure que l'école de d'Urfé a créé, moitié avec

des emprunts aux conteurs espagnols, moitié avec les ressources de sa propre imagination. Ravisseurs respectueux, reconnaissances à point nommé, réunion à l'autre bout du monde de deux amans que le destin a séparés et qui depuis des années courent l'un après l'autre, lettres perdues et inévitablement tombées aux mains d'un rival ou d'un jaloux, morts qui ressuscitent, hommes qui se déguisent en femmes, femmes qui se déguisent en hommes, ressemblances telles qu'une mère, qu'une maîtresse s'y trompent : tel est le romanesque de convention et de routine qui s'est si longtemps imposé à notre littérature. S'il est encore dans *Zayde*, s'il en reste des traces jusque chez Lesage et chez l'abbé Prévost, ne soyons pas surpris que les chétifs romanciers dont je parle n'aient pu s'en affranchir. Convenons seulement qu'il n'a jamais paru plus pauvre, plus monotone, et surtout plus faux que dans leurs écrits. Les noms de leurs héros, leurs pièces justificatives et leurs préfaces ne font qu'en accuser le ridicule. La fraude éclate à tous les yeux, et il est assez plaisant de découvrir en dernière analyse que ces soi-disant historiens ou historiographes, Preschac, Lesconvel, Mlle de La Force, Mmes de Murat et d'Aulnoy n'ont à demi réussi que dans le conte de fées.

III

Il y a pourtant un romancier de cette école dont Bayle invoque, non sans un peu de gêne et de défiance, mais enfin dont il invoque à sept ou huit reprises le témoignage dans son *Dictionnaire* à l'article *Louis XIII* : c'est Sandras.

Celui-là est un maître dans l'art de faire des dupes. Si, de temps à autre, il se donne encore pour le biographe de personnages célèbres ou tout au moins connus, il feint plus ordinairement de n'être que leur éditeur. A l'égard de d'Artagnan, il s'est borné, dit-il, à rassembler « quantité de morceaux trouvés parmi ses papiers après sa mort », et à y mettre « quelque liaison ». Son mérite, à ce compte, serait bien mince, la liaison étant ce qui manque le plus aux *Mémoires de d'Artagnan*. Il n'a même pas eu, s'il faut l'en croire, ce léger service à rendre au comte de Rochefort ou à M. de Bouy : il publie leurs Mémoires tels qu'ils les ont laissés. A la vérité, il néglige de nous dire comment tant de manuscrits de provenance différente sont venus en sa possession ; à peine songe-t-on à le lui demander. Ses *Avis au lecteur*,

ses *Avertissemens* respirent la bonhomie et la candeur ; il s'efface, il ne veut rien dérober du bien ou de la gloire d'autrui, il ne veut qu'attester, foi d'honnête homme, que ces messieurs ont dit la vérité dans leurs Mémoires. C'est un faussaire tout à fait distingué.

D'autant plus que, si la signature est contrefaite, l'œuvre ne tient pas en somme trop mal les promesses du titre et du sous-titre. Oui, les *Mémoires de M. de Bouy, de Rochefort, de d'Artagnan* contiennent « ce qui s'est passé de plus particulier sous le ministère du cardinal de Richelieu et du cardinal Mazarin », et aussi maintes « choses particulières et secrètes qui se sont passées sous le règne de Louis le Grand. » Quelle abondance de détails, et de ceux dont on dit : Cela ne s'invente pas, sur la conspiration de Cinq-Mars, sur la Fronde à Paris et en province, et notamment à Bordeaux, sur la disgrâce de Fouquet, sur les campagnes de Turenne, de Condé, de Louis XIV ! Duels, procès, scandales, brigues et intrigues, fêtes de la cour, tumultes de la rue, guerres civiles et guerres extérieures, toute la vie publique et privée d'une nation pendant près d'un demi-siècle, est là racontée par le menu.

Dans sa *Vie de l'amiral Coligny*, Sandras avait l'air d'un écolier qui récite une leçon : il est tout autre dès qu'il s'agit des hommes et des choses de son époque ou de l'époque voisine. Son Mazarin est excellent ; il l'a peint plusieurs fois, et toujours avec le même relief, adroit à noter ses petitesses, ses roueries, son avarice et jusqu'à son jargon zézayant d'Italien. Sa relation du passage du Rhin est très exacte et complète. Parmi les scènes qu'il décrit, il en est dont il a pu être témoin, et je me figure qu'il n'aurait pas tant parlé des guerres de Flandre ou de Franche-Comté, si l'ancien officier n'avait eu des souvenirs personnels à placer. Mais il est léger, suffisant et cynique ; il veut tout savoir et tout expliquer, il fait l'entendu ; sur la politique, sur l'administration du royaume, sur la capacité des ministres ou la vertu des femmes, il émet des jugemens comme en pouvaient formuler après boire et les coudes sur la nappe cadets aux gardes et cornettes de dragons. Il est très renseigné, mais renseigné souvent chez la portière ; il accueille tous les vilains propos qui circulent ; dût-il calomnier les vivans et les morts, la femme après le mari et après les courtisans le roi, tout ce qui se chuchote, il faut qu'il l'imprime. Car l'ex-officier s'est fait nouvelliste ; telle de ses pro-

ductions, *Mémoires* ou *Annales*, n'est qu'une chronique au jour le jour et volontiers scandaleuse de la cour et de la ville. Il y a plus d'un rapport entre Bussy-Rabutin et lui; et il le détestait en effet comme on ne se déteste qu'entre gens de même métier.

Il se peut bien qu'il ne mérite pas plus que Bussy le nom d'historien, et que cette besogne de gazetier n'ait rien de très honorable. Mais, tandis que certains romanciers ont eu peut-être tort d'empiéter au xviiie siècle sur le domaine du journaliste et au xixe siècle sur celui du reporter, il n'était pas mauvais à cette date de 1700 que la gazette pénétrât dans le roman. Elle y faisait entrer de la vie; elle le mettait en contact avec la réalité dont il était si tenté de s'éloigner ou qu'il n'osait peindre que travestie; elle l'enhardissait à devenir une peinture directe du présent.

Quelques-unes des anecdotes que Sandras enregistre ne valent pas cher: un lit à colonnes, qu'un mari trompé a fait attacher à des poulies et qui brusquement s'enlève avec les deux coupables à quinze pieds en l'air, serait moins déplacé dans un conte de La Fontaine que dans les *Mémoires de d'Artagnan*. Ces anecdotes-là sont rares chez Sandras, et il en a collectionné je ne sais combien d'autres qui sont de bons traits de mœurs. C'est La Feuillade aux prises avec le baigneur à la mode Prudhomme qui l'a longtemps logé, lui a prêté ainsi qu'au comte de Grammont deux ou trois cents louis et ne reçoit en paiement qu'un soufflet; c'est le comte de Rochefort qui, s'étant cassé le bras, se fait soigner par des moines, par des charlatans et finalement par le rebouteur en vogue, le bourreau de Paris; Saint-Preuil, gouverneur d'Arras, qui enlève la femme d'un meunier, et par des menaces autant que par des libéralités oblige le meunier à se taire; le comte d'Isle qui, campé dans un village avec son régiment, réclame de son hôte, en jurant comme un forcené, « une servante d'ustensile »; ce sont les absurdes gageures des fins de souper, le duc d'Orléans pariant de manger une omelette sur le ventre du gros colonel Wallon et gagnant son pari; les nuits de débauche où le même duc mène grand tapage chez la Neveu et où le commissaire, accouru au bruit, recule tout penaud à la vue d'un cordon bleu. Nous plaît-il, avant de suivre Desgrieux à l'hôtel de Transylvanie ou Restif de la Bretonne dans les tripots de 1780, de faire connaissance avec les joueurs du xviie siècle, d'étudier leurs physionomies, leurs allures, leurs manies et leurs ruses? Sandras nous ouvre l'Académie, c'est-à-dire la maison de

jeu du faubourg Saint-Germain, dont le tenancier est le duc de Créqui en personne. Sommes-nous curieux d'assister à une exécution en 1652 ? Il nous peint le Pont-Neuf encombré de voitures, la cohue des badauds qui se pressent à la Croix du Tiroir et que les archers ont peine à contenir, la charrette qui vient du Fort-l'Évêque avec un plein chargement de faux monnayeurs et, à l'entrée de la rue de l'Arbre-Sec, le gibet. Il a fait grand abus des récits de sièges et de batailles ; au moins n'y est-il pas question, comme dans le *Pharamond* de La Calprenède où ils tiennent deux fois plus de place, de Romains, de Francs, de Burgondes, armés en chevaliers de l'Arioste ou du Tasse et toujours prêts à recevoir le coup de lance « sans fléchir ni perdre les étriers ». Les victoires auxquelles il nous fait assister sont celles que Van der Meulen a peintes ; les blessés, les morts qu'il énumère sont ceux dont le bulletin officiel a cité les noms ; nous suivons chez lui les opérations d'une guerre au siècle de Turenne et de Vauban ; nous surprenons, à la parade, à la maraude, et tantôt dans la libre et fringante allure de l'étape, tantôt dans la belle ordonnance d'une journée de combat, l'armée de Fribourg ou de Steinkerque. Peu à peu, le siècle ressuscite, non pas tel qu'il apparaît à travers les bienséances de la tragédie ou de l'oraison funèbre, mais tel qu'il se laisse voir chez Tallemant, Retz et Saint-Simon, chez Molière et ses successeurs : femmes galantes qui se soucient assez peu des « petits soins », des « jolis vers », et exigent d'un amoureux d'autres qualités que celles de l'esprit, gens d'épée insolens et rieurs, grands seigneurs qui vivent d'emprunts, grandes dames qui trichent au jeu, valets fripons qui aident leur maître à berner un créancier et se paient en volant leur maître ; et tout au fond le peuple, ignorant, superstitieux, misérable et narquois.

Il arrive que les historiettes de Sandras n'expriment pas seulement l'homme de son siècle, qu'elles effleurent le fond même ou, si l'on veut, les bas-fonds de l'être humain. Le père du comte de Rochefort, déjà vieux et deux fois veuf, s'est épris d'une grisette, fille d'un marchand de la rue Saint-Denis, « élevée sous l'aile de sa mère » ; il est charmé de son innocence, de sa modestie, il est résolu à l'épouser. Un ami qui a pitié de lui et désire lui éviter une sottise, l'avertit qu'elle fréquente une maison mal famée. Il s'indigne, refuse de l'écouter ; et puis, mordu par le doute, il va un soir, en rasant les murs et le manteau sur le nez, frapper à la porte de la hideuse maison. On lui amène une fille qu'il ne con-

naît point; il n'est qu'à demi rassuré : « Il y retourna le lendemain, et ayant demandé qu'on lui fît venir quelque chose qui valût la peine, on lui amena celle qu'il voulait ou celle qu'il ne voulait pas; car au même temps il se prit à pleurer comme un enfant, et s'en étant allé à l'heure même sans rien dire, il monta à cheval et s'en retourna chez lui sans voir personne. » — M. de Clodoré, aide de camp de Turenne, « avait le malheur d'avoir épousé une femme coquette, et une fois qu'il revenait de l'armée, un de ses amis l'ayant obligé en passant à Paris de l'accompagner dans un lieu de débauche, il l'y avait trouvée qui dans son absence tâchait à y prendre son plaisir... Il l'avait non seulement maltraitée sur-le-champ, mais encore mise en religion; cependant, par un retour bien surprenant, surtout à une personne qui avait toujours passé pour homme d'honneur, il l'avait reprise quelque temps après et était actuellement avec elle. » Sandras a mentionné plusieurs cas analogues, et on ne fait pas ainsi profession de recueillir les faits divers d'une époque sans y acquérir quelque connaissance du cœur de l'homme et de ses misères. Il y aurait à extraire des *Mémoires de d'Artagnan* des réflexions sur la jalousie qui, formulées à la diable, n'en sont pas moins pénétrantes; celle-ci par exemple : « Les jaloux sont d'une étrange espèce; ils écoutent, cherchent, furettent, se renseignent de leur mieux, et quand on leur met le nez dans leur malheur, ils ne veulent plus rien croire »; ou cette autre qui ne contredit pas, qui complète la première : « C'est un goût dépravé, une sorte de maladie chez les jaloux, qu'ils sont contens seulement lorsqu'ils ont vu leur femme ou leur maîtresse dans les bras d'un autre. »

Il est au reste bien loin, et l'on s'en doute, d'avoir su dégager de la vie de son temps toute la comédie humaine qu'y a vue Saint-Simon. Il en a tiré, comme il le dit, des « faits singuliers »; il y a cherché l'aventure. Ne lui en faisons pas un crime. L'aventure ne serait pas demeurée jusqu'à *la Nouvelle Héloïse* le principal attrait du roman, si elle n'avait été jadis un élément de la vie réelle. Le pittoresque et l'imprévu n'avaient pas disparu du train quotidien de l'existence. C'était le temps où les femmes se masquaient pour aller à la promenade, où les hommes portaient l'épée, où la guerre ne faisait relâche que durant la mauvaise saison. C'était le temps des voyages à cheval ou en poste, avec les bonnes et les mauvaises fortunes des nuits d'auberge, avec les mille et une péripéties possibles : l'essieu qui se casse, le postil-

lon qui s'égare, le voleur qui crie : la bourse ou la vie! Les mers étaient pleines de péril et de mystère; la Méditerranée, l'Océan avaient aussi leurs bandits; le vaisseau qui mettait à la voile s'en allait dans l'inconnu, et il y avait des îles désertes qui attendaient Robinson.

Jamais plus riche matière ne s'est offerte au conteur, et Sandras ne l'a pas épuisée : il en a le premier compris et révélé la richesse. Il peint les beaux soldats et les belles héroïnes de la Fronde, les duellistes, les conspirateurs, les espions; il dit les rixes, les embuscades, les rendez-vous mystérieux pour lesquels on a soin, tout en faisant toilette, de charger ses pistolets, les reviremens de la faveur royale, les caprices du pouvoir arbitraire, les lettres de cachet, les arrestations dont on ignore la cause, les retraites forcées au couvent, les longs séjours à la Bastille, les évasions, les inquiétudes et les ruses de ceux qui sentent tourner autour d'eux les « mouches » du lieutenant de police ou du ministre. Que les Mémoires soient ceux de Bouy, de Rochefort ou de d'Artagnan, ils sont une odyssée dont la vie française de 1630 à 1670 a fourni les péripéties.

Bouy est un enfant trouvé que des gens charitables ont placé dans un collège. Méprisé de ses petits camarades qui ne lui pardonnent pas de n'avoir ni père ni mère, il fait son apprentissage d'homme en se battant contre eux à coups de poing. Bientôt réduit à se faire charpentier, il épouse une femme de chambre aussi pauvre que lui. Un beau jour, las d'attendre la fortune qui tarde, il part sans dire où il va, gagne un port, s'embarque avec de hardis marins qui sont de simples écumeurs de mer. Il « fait la course » en leur compagnie, arrête et pille les bateaux de commerce, et, lorsqu'il a mis de côté quelques centaines d'écus, retourne auprès de sa femme. Le hasard le met alors en présence de Richelieu qui l'attache à sa personne; le voilà spectateur ou acteur dans tous les événemens du règne de Louis XIII.

Pour échapper aux persécutions d'une marâtre, Rochefort à dix ans s'évade et suit des bohémiens qui passent. Il vit cinq années auprès d'eux, d'une vie hasardeuse et vagabonde. En traversant le Midi, il voit des régimens français qui vont au siège de Perpignan. Adieu les guenilles de la Bohême et vivent les beaux uniformes qui brillent au soleil! Il s'enrôle. Il est vite initié à l'art de la guerre, en partie fait alors de finesse et d'astuce; pour son coup d'essai, il tend un piège à un officier espagnol et le ra-

mène au camp prisonnier. Richelieu entend parler de cet exploit, s'intéresse au jeune volontaire, fait de lui un de ses pages. Le page devient son confident et, à sa mort, celui de son successeur Mazarin; si nous voulons quelques détails sur la longue tragi-comédie de la Fronde, il était sur le théâtre, et nous pouvons nous adresser à lui.

A moins que nous ne préférions nous adresser à d'Artagnan; celui-ci en sait encore plus long et s'est remué bien davantage. Toute vie semblerait banale et plate en comparaison de la sienne. Ce cadet de noblesse venait de quitter son Béarn; au petit trot d'un vieux cheval, il cheminait sur la route de Paris, léger d'argent, mais la mine altière, étant d'un pays dont c'est la coutume « quand on n'aurait pas un sou dans sa poche, d'avoir toujours le plumet sur l'oreille et le ruban de couleur à sa cravate. » Entre Blois et Orléans, il voit un hobereau sourire à la vue de son bidet; il lui cherche querelle, a du dessous, est jeté en prison, et le premier soin du greffier est de lui prendre, avec une lettre de recommandation adressée à M. de Tréville, les dix écus qui constituaient tout son avoir. Au bout de quelques semaines, on lui rend la liberté : il arrive à Paris, sans ressources et sans protection. Il se présente chez M. de Tréville, trouve là des jeunes gens de sa province, Porthos, Athos, Aramis, qui, par politesse, l'invitent à ferrailler avec eux le matin même contre quatre gardes du cardinal; il blesse un des gardes et en tue le lendemain un autre; cela lui vaut une petite semonce et un cadeau du roi, plus un brevet de cadet dans les gardes de M. des Essarts. Il est quelqu'un. Il fait la conquête de sa logeuse. Quand il a un procès, elle s'endette pour en payer les frais, et il maudit, comme il sied, ces ruineuses procédures qui obligent les jeunes femmes à s'endetter pour leurs amans. Entre temps, il fait campagne, est remarqué de Mazarin qui lui confie de périlleuses missions en France et à l'étranger; il achète une lieutenance dans les mousquetaires et a ses entrées à la Cour. Un Anglais et une Anglaise, devant qui il a raillé très haut le caractère de leur nation, jurent tous deux de se venger. L'Anglais, qui s'y prend mal, le provoque et reçoit un bon coup d'épée. Milady s'y prend mieux; elle lui envoie un billet doux, fait avec lui la coquette, l'enflamme, et quand elle le voit éperdument épris, le met à la porte en lui criant dans un éclat de rire : « Je suis vengée. » Croit-elle avoir le dernier mot avec le rusé gascon? Il séduit sa

soubrette, apprend d'elle que Milady reçoit la nuit les visites de M. de Vardes, et certain soir, à la faveur de l'obscurité, prend la place de M. de Vardes. A peu de temps de là, il reçoit une lettre anonyme, fort tendre, qui l'invite à se rendre entre deux et trois heures à la porte Saint-Antoine et à monter dans le carrosse de louage qui l'y attendra : il y monte, y voit une femme masquée qui l'accueille avec les plus vives caresses, la suit dans une maison de Montreuil et, quand elle se démasque, reconnaît en elle, un peu tard, la femme de son ami le plus cher. Une riche veuve qu'il allait épouser, disparaît soudain ; elle avait un fils qui, peu soucieux de voir sa fortune passer aux mains d'un étranger, a obtenu contre elle une lettre de cachet ; d'Artagnan ne la retrouve qu'après de longues recherches, dans une prison, et ne parvient jusqu'à elle que pour l'y voir mourir. Mais je renonce à compter ses bonnes fortunes et ses prouesses ; je renonce à le suivre dans le cabinet de Mazarin, sur les barricades de la Fronde, en Angleterre, en Hollande, à l'armée, à la Bastille ; trois volumes de Sandras ne peuvent se résumer en une page.

Est-ce bien ainsi qu'avaient vécu M. de Bouy, le comte de Rochefort, et Charles de Batz Castelmore d'Artagnan, tué le 25 juin 1673 au siège de Maëstricht ? Si je le croyais, je ne m'occuperais point de Sandras. C'est parce qu'il a amplifié, embelli l'histoire de leur vie qu'il nous intéresse, puisque c'est par là qu'il est un romancier. Mais, d'une part, ce que nous savons d'eux et surtout de l'un d'entre eux, nous indique qu'il s'était renseigné sur leur compte, qu'il les avait peut-être même personnellement connus, qu'il prenait dans leur biographie les faits principaux et en quelque sorte la charpente de ses romans. Il est très vrai que d'Artagnan était Béarnais, comme M. de Tréville, comme Armand Athos d'Autevielle dont l'acte de décès s'est retrouvé de nos jours, comme Aramis et Porthos dont les noms sont ceux de petits fiefs voisins l'un d'Autevielle et l'autre de Castelmore. Il est très vrai que d'Artagnan a servi dans les gardes avant d'être lieutenant, puis capitaine-lieutenant de la première compagnie des mousquetaires. Un billet de Colbert à Mazarin, daté du 4 mai 1651, atteste qu'il était l'homme de confiance du cardinal et jouait près de lui le rôle que lui attribue Sandras. Une lettre bien connue de Mme de Sévigné nous le montre chargé, comme le dit Sandras, de garder Fouquet pendant son long procès. Non, Sandras n'invente pas tout ce qu'il raconte : comment

le pourrait-il, alors que le souvenir de ses héros et des événemens auxquels ils ont pris part est vivant dans toutes les mémoires, à la cour, à l'armée, alors qu'il écrit pour ainsi dire sous le contrôle de ses lecteurs ? Et d'autre part, quand il invente, il se sent tenu de rester dans la vraisemblance, de maintenir l'harmonie générale du tableau. Entre deux chapitres dont l'un est consacré à la conspiration de Cinq-Mars et l'autre à la captivité de Fouquet, s'il en glisse un troisième dont son imagination fait les frais, il faut bien que la fiction y côtoie d'assez près le réel ; sans quoi le contraste choquerait tous les yeux. Ce contraste, vraiment, il l'évite avec adresse. On se doute que sa part d'invention est considérable, on s'en doute plus qu'on ne peut le démontrer, et on ne s'étonne pas qu'après lecture d'un de ses livres un provincial, hors d'état de distinguer le vrai du faux, se vît obligé de demander conseil à Bayle. Car si le romanesque, on l'a bien vu, abonde chez Sandras, il n'est plus celui de d'Urfé ou de Mlle de Scudéry ; il est fait de ce qu'il se mêlait de fantaisie tragique ou folle à la vie du siècle. Dans le récit d'aventures, c'est à présent le roman de mœurs qui s'ébauche.

Et aussi le roman de caractères. Sandras fait le portrait de gens qui ont existé, qui existaient hier : il a noté quelques-uns de leurs faits et gestes, de leurs défauts, de leurs qualités, de leurs goûts. A ces traits individuels, il en joint d'autres qu'il emprunte à des hommes du même temps et du même métier ; il y met du sien, il y met quelque chose de sa propre destinée, de sa propre humeur : pourquoi non ? Il est leur contemporain et leur compatriote ; il a intrigué avec eux ou comme eux. Peu à peu le portrait s'élargit. Peut-être n'est-ce plus tout à fait celui de l'officier de fortune, du factotum de ministre dont il porte le nom ? Tant mieux ; c'est un type où s'incarnent une profession, une race et une époque. De ce type unique, demi-intrigant et demi-soudard, Sandras a donné trois effigies ; la meilleure est son d'Artagnan. D'Artagnan se bat en brave, mais il sait à l'occasion se dérober à la vengeance d'un mari en se faisant envoyer à l'armée ; il n'a jamais « passé pour un homme qui souffrît qu'on lui marchât impunément sur le pied », mais ses idées sur l'honneur sont celles de son siècle et il lui semble naturel que la bourse de sa maîtresse ne lui soit point fermée ; il a vingt meurtres sur la conscience, mais il fait dire des messes pour le valet tué à son service. Il est grossier et finaud, souple et têtu,

très entreprenant et très pratique. Ne demandons pas si la figure est celle de quelqu'un qui a vécu : il y a tel moment où il ne s'en faut de guère qu'elle ne soit vivante dans le livre, et cela seul importe.

Voilà comment, à travailler sur une matière d'histoire et d'histoire toute contemporaine, l'invention du conteur s'est assagie, disciplinée, et des nues où elle se perdait est redescendue sur terre. Veut-on la preuve que la forme nouvelle imposée au roman, que le cadre historique dans lequel s'emprisonne d'ordinaire l'imagination de Sandras est ce qui la préservait des écarts? Un jour, il a secoué le joug de l'histoire. Nous ne trouverions dans ses *Mémoires de la marquise de Fresne* ni Richelieu, ni Mazarin, ni aucun des petits ou grands faits de la Régence et du règne de Louis XIV dont la relation remplit aux trois quarts tous ses autres ouvrages. Mais aussi quelles divagations, quel désolant retour à ce poncif de l'aventure dont partout ailleurs il avait réussi à s'écarter! Mme de Fresne est mariée à un ténébreux coquin qui ne cherche qu'à se débarrasser d'elle, et qui a tout d'abord essayé, mais en vain, de l'empoisonner. Il lui propose un voyage en Italie. Une folle du XVIIIe siècle disait d'un amant ennuyeux, en l'introduisant dans une société de jolies femmes : « Je l'amène avec moi comme un chien qu'on veut perdre. » C'est ainsi que M. de Fresne conduit sa femme à Gênes. Il y fait la connaissance du corsaire Gendron, et voyant que la marquise lui plaît, offre de la lui vendre. Affaire conclue. Gendron invite Mme de Fresne à souper sur son vaisseau qui est à l'ancre dans le port. Elle estime qu'il y aurait impolitesse à refuser; elle y va avec son mari, celui-ci s'esquive, retourne seul à Gênes, et vogue la galère. Elle est prise : que diable allait-elle faire sur cette galère? Notez qu'un second corsaire lui tend huit jours après le même piège, et qu'elle est sur le point d'y donner de nouveau. Cette contemporaine de Molière ne connaissait apparemment pas les *Fourberies de Scapin*. A bord, elle joue sa Mandane; elle tient à distance l'amoureux Gendron qui se fait humble, timide, et montre bien qu'il est lui-même apparenté de très près à « l'illustre pirate » du *Grand Cyrus*. Il obéit à ses moindres volontés; il promet de quitter le turban, de recevoir le baptême et d'obtenir du pape l'annulation du mariage qui la lie à un indigne époux. Mais, ainsi que l'observe la préface, « les voies de Dieu sont admirables quand il a dessein de rappeler quelqu'un à lui »; et nous appre-

nons à la fin du volume que Gendron s'est fait moine. Je ne dis rien de Margot, la servante de Mme de Fresne, qui au cours d'un combat naval a l'avant-bras emporté par un boulet de canon : elle réclame son avant-bras; et on le lui rapporte; et Mme de Fresne le fait embaumer. Tout est aussi fou dans ces *Mémoires*, à part cependant les cinquante premières pages où s'esquisse un drame conjugal très moderne, avec les jalousies, les défiances, les brusqueries du mari, les petites désobéissances, les premiers essais de révolte de la femme, avec aussi de bonnes silhouettes de procureurs et d'avocats qui rôdent autour de ce ménage en train de se disloquer et flairent une cliente probable pour demain. Il est à croire en effet que Sandras a voulu exploiter là le récent scandale d'un procès en séparation auquel il avait déjà fait une brève allusion dans les *Mémoires de Rochefort*. Cette fois encore, il a pris son point de départ dans la chronique du temps. Mais la marquise de Fresne n'avait point été mêlée, comme Bouy, Rochefort et d'Artagnan, aux affaires publiques : l'histoire n'était plus là pour le soutenir, le guider; il n'a pas tardé à s'égarer. On peut se figurer sur cet exemple ce qu'il vaudrait, s'il n'avait eu l'heureuse idée de faire du roman une annexe de l'histoire. Et l'on se persuade qu'aux environs de 1700 c'est bien elle qui a été l'éducatrice du roman français.

Une comparaison qui s'offre entre La Calprenède et Sandras achèverait de nous en convaincre. Le premier volume du *Pharamond* raconte les amours du Romain Constance, descendant de l'empereur Constantin, et de Placidie, sœur de l'empereur Honorius. Après de longs mois d'adoration respectueuse, Constance avait arraché à Placidie « l'aveu qui fait tant de peine », et il était allé conquérir au loin, sur vingt champs de bataille, les lauriers qui devaient le rendre digne d'elle. En son absence, Alaric s'empare de Rome; Placidie captive est contrainte d'épouser Ataulphe, roi des Visigoths, qui la mène à sa cour, à Barcelone, et qui pour la distraire organise de brillans tournois. Constance vole à Barcelone, au risque d'être reconnu et mis en pièces. Il découvre qu'elle va chaque jour pleurer, prier, rêver dans le jardin d'un couvent, et grâce à un moine qui se trouve être un de ses anciens serviteurs, il s'y cache. Elle vient; il se montre; elle pâme. Elle lui rappelle, avec la dignité qui convient à la reine des Visigoths, qu'elle n'est plus libre; sans lui cacher qu'elle l'aime toujours, elle lui fait défense de reparaître à ses yeux, si bien que le déplorable

Constance pâme lui aussi et ne revient à lui que pour « tirer de son estomac cent pénibles hélas. » Même situation dans l'*Histoire du maréchal de La Feuillade*. Dans sa vingtième année, La Feuillade a aimé Mlle de Halvin; ils s'aimaient sans se l'oser dire. Ils sont très joliment peints l'un et l'autre au début du récit : lui dans son élégance et sa désinvolture de jeune gentilhomme, fier, brave, un peu cerveau brûlé; elle, dans la grâce de ses seize ans, sous sa couronne de cheveux d'un « blond cendré ». Les parens de Mlle de Halvin la forcent à épouser le comte de Clermont-Lodève qu'elle suit à Castelnau, mortellement triste. Il ne tarde pas à s'apercevoir de sa tristesse, l'espionne et surprend son cher secret. Elle lui était jusqu'alors indifférente : en apprenant qu'elle a aimé, que peut-être elle aime encore, il se sent du goût pour elle; il l'obsède de ses désirs, et ce lui est un supplice nouveau. De son côté, La Feuillade ne souffre guère moins. Il a dû accompagner le jeune roi dans le Midi; la tête lui tourne en apercevant, dans le lointain le château des Clermont-Lodève; il se dérobe, et à l'aide d'un déguisement entre au service du curé de Castelnau. Le lendemain, en se rendant à la messe, la jeune femme s'arrête selon sa coutume au presbytère, et comme le curé est allé porter les sacremens à un moribond, elle s'assied pour l'attendre. A la vue de La Feuillade, elle s'évanouit, et il a grand'peine à la ranimer : « Elle revint à elle, si changée encore qu'elle n'était pas reconnaissable. » Elle refuse de l'entendre, elle lui ordonne de se retirer, et si durement qu'il est à son tour sur le point de défaillir. Éperdue, elle le laisse ainsi et regagne sa demeure où la fièvre la force aussitôt à s'aliter.

La donnée est identique. Combien les procédés sont différens! Aux conversations, aux harangues, aux monologues sans fin du *Pharamond*, au roman oratoire se substitue une narration courte et vive. La métaphysique sentimentale fait place à des faits. Ce que La Calprenède délayait en un volume tient maintenant en une cinquantaine de pages. Surtout, le théâtre a changé. Nous ne sommes plus dans je ne sais quel fabuleux pays, à la cour tout ensemble barbare et chevaleresque du roi Ataulphe; nous sommes en France, au temps de Louis XIV; entre le lieu de la scène et les sentimens des acteurs, entre leur costume et leur rôle le risible désaccord a cessé. L'avouerai-je? Quand j'ai commencé à lire l'*Histoire du maréchal de La Feuillade*, j'ai cru tenir entre mes doigts, sinon un chef-d'œuvre, du moins un très joli livre

oublié. Ces premières pages sont charmantes de naturel. Elles ont cet air aventureux qui nous plaît si fort dans les amours de jeunesse d'un Condé ou d'un La Rochefoucauld et qui ne sied pas moins aux premières amours d'un La Feuillade. Point de complications inutiles; le récit va vite, et dans les moindres détails c'est la même apparence de vérité. Je voudrais transcrire toute la scène dans laquelle le valet de La Feuillade, déguisé en colporteur, gagne la confiance du vieux curé de Castelnau et réussit à placer chez lui son jeune maître : « Ils causèrent de choses et d'autres en buvant le petit coup... » Ce bon curé de village, naïf et bavard, friand de bon tabac d'Espagne, un peu chiche d'ailleurs et disposé, malgré ses 2000 livres de rente, à lésiner sur le gage de ses domestiques, comme il m'amuse plus et comme à lui seul il vaut mieux que toutes les panoplies de La Calprenède!

IV

Il ne suit pas de là que Sandras ait créé le roman moderne. En premier lieu, son style est bien médiocre. Les négligences, les incorrections y foisonnent ; il écrit sans se troubler : « On me soupçonna d'être son homicide. » — « Il voulut voir s'ils sortiraient heureusement et sans qu'il leur en coûtât le nez ou les oreilles ou quelque autre membre. » Ses élégances sont pires : « Il me pria que nous repassassions sur son vaisseau. » On se heurte chez lui aux plus basses plaisanteries, aux mots les plus crus; certain duel qu'Aramis accepte, bien qu'il ait pris médecine le matin même, nous est conté avec toutes ses circonstances. A vrai dire, quand il fait parler des mousquetaires du roi ou des gardes du cardinal, ce langage rude, mais plein de verve et de verdeur, ne déplaît pas; les trivialités en sont parfois expressives, les gaillardises savoureuses. Rochefort, dont le père s'était remarié, se plaint d'avoir eu l'enfance la plus malheureuse, « pendant qu'on caressait le fils du second lit qui était galeux comme un braque. » Devenu riche, tout occupé à caser ses frères et sœurs : « Je puis dire, s'écrie-t-il, que j'étais chargé d'enfans sans avoir eu le plaisir de les faire. » Hélas! Sandras fait aussi parler des gens de cour, des grandes dames, et ne change alors ni de ton ni de vocabulaire. Dans les *Mémoires de la marquise de Fresne* la forme est plus étrange peut-être que le fond. Les discours de Mme de Fresne ne sont que de batailles et de bombardemens, de

bastions et de contrescarpes, et elle ne calcule les distances qu'en « portées de mousquet. » A Gênes, reçue chez un banquier qui lui sert de délicieux vins de Grèce : « Je les trouvai, dit-elle, très excellens, de sorte que peu s'en fallut que je ne me coiffasse, car j'ai toujours aimé les liqueurs, et je les aime encore passionnément. » Quand Gendron lui est présenté, il réclame au dessert une chanson à boire : « Je chantai sans me faire prier, et choquant le verre avec lui, je le ravis en admiration. » Cette marquise eût étonné l'hôtel de Rambouillet. Aussi bien, là n'est point l'essentiel. Le style de Sandras est en somme moins mauvais que celui de Restif de la Bretonne, en qui nous n'hésitons pas pourtant à voir un romancier. D'autre part, des nombreux imitateurs que son succès a fait éclore au commencement du XVIIIe siècle, il en est un qui écrivait d'une façon presque exquise : Hamilton. Les spirituels *Mémoires de Grammont*, c'est du Sandras très bien écrit. Du Sandras, même très bien écrit, cela ne fait jamais qu'une œuvre difficile à définir et à classer.

L'analyse suivie et complète de ses ouvrages serait impossible. En chacun d'eux, un roman commence qui presque aussitôt avorte. Et ceci ne vient pas uniquement de ce qu'il travaille trop vite ou de ce qu'il a l'haleine courte ; ceci, c'est la rançon des services que lui rend l'histoire. Elle envahit l'œuvre ; au lieu d'en être le support, elle en devient la substance. Les quatre cents dernières pages des *Mémoires de M. de Bouy* sont un précis avec dates en marge ; à partir de la cinquantième ou de la centième page, ceux de Rochefort, ceux de d'Artagnan, l'*Histoire du maréchal de La Feuillade* ne sont plus qu'une succession de scènes ou d'anecdotes historiques que rien ne relie les unes aux autres. Le fil de la narration se brise et elle essaie en vain de se raccrocher à l'ordre chronologique. L'image du héros qui semblait près de prendre vie se brouille : il reste à sa place un cicérone qui nous fait visiter le château de Versailles. Comme avec Sandras nous arpentons éternellement la même galerie, peu à peu, de tant d'épisodes dont la variété paraissait extrême, se dégage le sentiment d'une extrême monotonie. Que le siège soit devant Arras ou devant Gravelines, la différence pour nous n'est pas grande, et nous refermons le volume un peu déçus.

Le genre n'était donc pas constitué, puisqu'il demeurait confondu avec un autre. Mais en se confondant avec celui-là, il avait enfin pris possession du réel. Ces apocryphes et romanesques

Mémoires, c'était la dernière évolution qu'il dût subir avant d'atteindre à la pleine conscience de son but; c'était la dernière phase de sa longue enfance : Sandras nous mène directement à Lesage, à Marivaux, à l'abbé Prévost.

Je sais que Gil Blas de Santillane, que Jacob et Marianne, que l'Homme de qualité ou Cleveland même, quoiqu'il se dise fils naturel de Cromwell, ne sont point personnages de l'histoire Je sais qu'aucun d'eux n'a vécu. Ils sont la création du génie; en eux s'exprime une vérité plus large et plus durable que celle de l'histoire; en eux se résume la vie commune. Leurs Mémoires sont un vaste tableau de mœurs ou une ample tragédie bourgeoise, où les faits historiques eux-mêmes ne sont plus que des élémens de l'analyse morale ou des élémens de l'action. Encore est-ce bien leurs Mémoires qu'on prétend nous donner. La forme autobiographique du récit que Sandras a tant de fois employée et pour ainsi dire faite sienne, est celle qui jusqu'à Richardson et Rousseau s'est imposée aux romanciers.

Comme lui, Lesage rédige le journal d'une vie entière, de la naissance presque jusqu'à la vieillesse. Et qu'est-ce après tout que son héros, sinon la géniale synthèse de ceux de Sandras? L'adolescence de Gil Blas enrôlé dans une troupe de voleurs diffère-t-elle beaucoup de celle de Rochefort que des bohémiens associaient à leurs rapines? Sa liaison avec une comédienne qui lui assure le vivre et le couvert, n'est-ce point celle de d'Artagnan avec la logeuse qui s'endettait pour lui? Le rôle qu'il joue près du duc de Lerme et d'Olivarès n'est-il point celui que Bouy, Rochefort, d'Artagnan jouaient près de Richelieu ou de Mazarin? « Cherche une bonne affaire », disait Mazarin à d'Artagnan en lui refusant une pension: et cela voulait dire : « Apprends à tirer parti de ta situation auprès de moi, reçois les solliciteurs et promets-leur tes services, s'ils y mettent le prix. » Le duc de Lerme ne paie point autrement son secrétaire. Avant que Gil Blas et ses dignes amis eussent l'idée de se déguiser, pour rançonner des filles ou des marchands, en archers de la Sainte-Hermandad ou en commissaires du Saint-Office, des filous vêtus en exempts de police avaient escroqué 20 000 écus au père de Rochefort. Et si Gil Blas nous fait voir à lui seul dix fois plus de pays que Bouy, Rochefort et d'Artagnan ensemble, il n'en est pas moins vrai que leurs Mémoires étaient déjà une sorte de voyage à travers la société moderne.

On n'apprendra pas sans intérêt et sans surprise que ceux de Bouy ont fourni à Marivaux le début de la *Vie de Marianne*. On se souvient de ce début : des bandits ont attaqué un « carrosse de voiture » qui allait à Bordeaux et ont tué tous ceux qu'il portait, à l'exception d'un chanoine qui a pu s'enfuir et d'une petite fille en bas âge. Le curé du plus proche village la recueille, consulte le registre des voyageurs afin de savoir qui elle est, constate que ses parens s'y étaient fait inscrire sous un faux nom, et se décide à l'élever, aidé dans sa tâche par une sœur presque aussi vieille que lui. Au bout de quelques années, il meurt; sa sœur, qui ne lui survit guère, confie Marianne à un bon religieux, et le bon religieux la recommande de son côté à M. de Climal, qui la place chez une lingère.

« Ma mère, raconte M. de Bouy, s'en venant à Paris dans le carrosse de Bordeaux avec une femme de chambre, rencontra des voleurs entre Linas et Antoni, deux villages qui sont sur la route de cette capitale et qui n'en sont éloignés que de quatre ou cinq lieues. Elle n'était pas toute seule dans la voiture, et ces voleurs ne se contentant pas de voler tous ceux qui y étaient, ils les tuèrent tous... excepté ma mère et un Bénéficier qui était un grand homme de bien... Lorsque cet accident arriva, ma mère était grosse de moi de sept mois... Le Bénéficier était bien plus sensible à l'état où il la voyait qu'au vol qui lui avait été fait à lui-même... L'ayant donc fait mettre à Antoni dans la meilleure hôtellerie, il envoya chercher du secours... Le mal d'enfant la prit, et m'ayant mis au monde avec des douleurs qu'on ne saurait exprimer, elle rendit l'esprit un moment après. Le Bénéficier qui était un véritable homme de bien, après avoir ainsi pris tant de soin de ma mère, en prit encore tout autant de moi que si j'eusse été son propre enfant; après qu'il m'eut fait chercher une nourrice et qu'il s'en fut trouvé une à Longjumeau, village tout proche d'Antoni, il me remit entre ses mains. Il ne savait cependant qui j'étais, et comme c'était un homme absorbé en Dieu, il ne s'était pas mis en peine, en chemin, de s'informer ni qui était ma mère, ni qui étaient les autres personnes qui étaient avec elle dans le carrosse. Par malheur encore pour moi, il se trouva que le livre que portait le cocher et qui faisait mention des personnes qui étaient dans sa voiture, avait été pris par les voleurs... Ainsi, comme le cocher avait été tué avec tous ceux qu'il menait, excepté ma mère et le Bénéficier, cet homme si charitable ne put jamais

apprendre quel était son nom... Il écrivit non seulement à Bordeaux pour s'informer du nom et de la qualité de la dame... mais auparavant, il fit encore lui-même un voyage sur les lieux pour tâcher de découvrir ce qu'il était curieux de savoir... Il n'en put jamais venir à bout... »

J'abrège. Le Bénéficier fait élever l'enfant et à son lit de mort le lègue à un autre ecclésiastique qui le met en apprentissage chez un charpentier.

Chose curieuse, le continuateur de Marivaux semble s'être lui aussi reporté, avant d'écrire les derniers livres de la *Vie de Marianne*, à l'ouvrage dont Marivaux s'était souvenu : au dénouement, la petite lingère se trouve être la fille d'un grand seigneur étranger, de même que la femme de chambre qu'avait épousée Bouy se trouve être la fille d'un Président.

Les œuvres de l'abbé Prévost portent de plus visibles traces de l'influence que Sandras a exercée sur lui. Plus d'un exemplaire du *Rochefort* ou du d'*Artagnan*, si bien faits pour plaire à des soldats, devait traîner sous la tente et dans la tranchée quand Prévost s'échappa de chez les Jésuites pour s'enrôler. Comment ne pas songer à Sandras en lisant les *Mémoires d'un homme de qualité*, *Cleveland*, *le Doyen de Killerine*, et les *Mémoires de M. de Montcal?* Des hommes dont la vie appartient en majeure partie à la seconde moitié du XVIIe siècle s'y confessent à nous. Les uns se sont trouvés en présence des écrivains célèbres, de Racine, de Boileau, de Molière; d'autres ont approché d'Henriette d'Angleterre et assisté à son agonie que d'Artagnan avait déjà décrite; d'autres ont été comme lui témoins de la révolution d'Angleterre, et ont combattu sous le drapeau des Stuarts. Ils ont ferraillé, guerroyé, couru le monde, et s'il arrive assez communément que leur vie orageuse s'achève dans un cloître, Rochefort vieilli les y avait précédés. Tel cas de pathologie passionnelle que Sandras a noté et que j'ai cité se retrouve dans les *Contes, Aventures et Faits singuliers* de Prévost. Telle histoire de spectre ou de revenant qui est de Sandras pourrait être de Prévost, dont ce n'est pas le moindre mérite que d'avoir eu, au temps de Fontenelle et de Voltaire, le sentiment profond du surnaturel : je n'en citerai qu'une. Le marquis de Rambouillet et le marquis de Préci, jeunes tous deux, tous deux libertins, ont échangé en riant une promesse : il est convenu que celui qui mourra le premier viendra donner à l'autre des nouvelles de l'autre monde. Ils se séparent, et le mar-

quis de Rambouillet rejoint l'armée. Préci, que la maladie retenait à Paris, le voit un matin entrer dans sa chambre, très pâle; il étend les mains vers lui, rencontre le vide; il n'a devant lui qu'un fantôme qui murmure : « Tout ce qu'on dit de l'autre monde est vrai; tu mourras bientôt; prépare-toi. » Peu de jours après, Préci apprend qu'en effet son ami est mort, et presque aussitôt il est tué lui-même au combat de la porte Saint-Antoine. Que de pages de *Cleveland* il y aurait à rapprocher de cette page des *Mémoires de Rochefort!* Et, d'autre part, qu'on lise dans ceux de Bouy l'épisode intercalaire de la Jeune Grecque, laquelle trahie par son fiancé le tue, s'enfuit en Italie, y est victime d'une seconde trahison et cherche une seconde fois vengeance le fer à la main, on croira lire le sommaire d'un de ces drames d'amour qui chez Prévost dégénèrent en effroyables tueries.

Ainsi, l'exemple de Sandras confirme un principe dont la critique est en grande partie redevable à M. F. Brunetière. Dans l'histoire des genres, les œuvres les plus belles ne sont pas toujours et forcément les plus importantes. Des œuvres étiquetées romans il n'y en a qu'une entre 1678 et 1715 qui soit d'un écrivain de génie : le *Télémaque*. Or, loin d'acheminer le roman à son but, le *Télémaque*, qui est à la fois un traité de morale et un poème en prose, eût achevé plutôt de l'égarer. Un pauvre diable de gazetier dont nous nous souvenons à peine l'a poussé dans la bonne voie. Mais constater ce que Lesage, Marivaux et Prévost doivent à Sandras, ce n'est point porter atteinte à leur gloire : c'est fournir à leurs admirateurs de nouvelles raisons de les aimer. Des matériaux qu'il avait commencé à réunir, qu'il n'avait ni dégrossis ni triés, ils ont créé une œuvre d'art et une forme d'art nouvelle. Ses héros historiques n'avaient qu'un souffle de vie : la petite Manon qui n'a point existé est à jamais vivante.

André Le Breton.

LE PRINCE LOUIS-NAPOLÉON

IV [1]

LE PROLOGUE DE 1870

I

Dans la politique intérieure nous avons jusqu'à présent rencontré deux courans parfois se contrariant, parfois cheminant côte à côte, celui des ministres et celui du Président. Dans la politique extérieure, ces deux courans persistent, mais non plus avec une force égale; celui du Président l'emporte. Sans cesser d'être contrariée, sa pensée intime l'est moins; elle s'accuse mieux et prévaut plus souvent. Aussi l'analyse des affaires qui surgirent dans ce temps en Orient et de l'évolution nationale qui commence en Italie et en Allemagne est de premier intérêt. On y retrouve quelques-uns des traits essentiels de cette diplomatie impériale qui a exercé sur nos destinées et sur celles du monde une influence décisive. En ce sens, je considère les événemens de l'année 1850 et du commencement de l'année 1851 comme le prologue du drame qui, se déroulant à travers l'Empire en plusieurs actes successifs, s'achèvera en 1870.

En Orient, Palmerston impatienté de l'obstination avec laquelle la Grèce se refusait à son influence, tout à coup, sans avertir la Russie et la France, les puissances co-garantes, lance un ultimatum sommant la Grèce de satisfaire immédiatement à cer-

(1) Voyez la *Revue* du 15 janvier.

taines réclamations et notamment à celles d'un juif portugais né à Gibraltar, don Pacifico (17 janvier 1850). Sur le refus de la Grèce, il fait bloquer le Pirée et mettre l'embargo sur les navires du gouvernement grec et sur les navires marchands. Nicolas, encore frémissant de sa récente humiliation dans l'affaire des réfugiés hongrois, prend parti pour la Grèce, en vertu de ses droits de co-garant. (Note du 19 février 1850.) Il semblait naturel que la France s'unît à lui, ses intérêts et son droit étant les mêmes. Mais cette intervention collective eût été désagréable à l'Angleterre. Le Président offre ses bons offices et substitue une médiation isolée, tout amicale, à une action collective blessante. Palmerston remercie et accepte. Puis aussitôt, emporté par son impatiente passion, tandis qu'un arrangement se concluait à Londres entre lui et notre ambassadeur (18 avril), sous prétexte qu'à Athènes le médiateur français avait renoncé à sa mission, il méconnaît l'arrangement consenti par lui-même. Malgré les représentations de l'envoyé français, la Grèce, attaquée de nouveau par les forces navales britanniques, menacée d'une ruine complète, se rend à merci et concède au Pirée bien au delà de ce qui lui avait été imposé à Londres (27 avril 1850). Le Président se fâche et notifie à Palmerston que les respects mutuels sont la condition première de toute alliance et qu'il ne permettra à personne de froisser impunément notre dignité. Il demande que le cabinet de Londres considère comme non avenus des faits regrettables, constituant la violation d'un engagement. Cette demande n'ayant pas été agréée, il juge que la continuation du séjour à Londres de notre ambassadeur n'est plus compatible avec la dignité de la République; il le rappelle et le ministre des Affaires étrangères dit à la tribune : « J'ai eu l'honneur d'annoncer à l'Assemblée qu'à la nouvelle fâcheuse et inattendue de l'insuccès de nos bons offices dans les négociations suivies à Athènes, le gouvernement de la République avait cru de son devoir de demander au gouvernement anglais des explications. La réponse qui nous a été faite ne se trouvant pas telle que nous avions le droit de l'attendre, le Président de la République, après avoir pris l'avis de son conseil, m'a donné l'ordre de rappeler de Londres notre ambassadeur. » (Très vive approbation, triple salve d'applaudissemens, abstention sur la plupart des bancs de l'extrême gauche.)

Les conséquences de cette déclaration eussent été fort graves si l'Angleterre ne les eût pas conjurées en reconnaissant la jus-

tice de la susceptibilité française. Le procédé de Palmerston fut blâmé par la Chambre des lords, et malgré un admirable discours de quatre heures, célèbre dans les annales parlementaires, il ne fut couvert à la Chambre des communes que par une majorité de quarante-six voix. Palmerston comprit qu'il avait excédé la mesure; il revint sur son premier refus et il substitua l'arrangement conclu à Londres le 18 à celui arraché le 27 à Athènes à la faiblesse des Grecs. A la suite de quoi les relations entre le Président et lui redevinrent d'autant plus confiantes que toute inégalité humiliante en avait été exclue.

Dans cette affaire percent la prédisposition du Prince, dans tout conflit entre l'Angleterre et la Russie, à pencher plutôt vers l'Angleterre; sa tendance, chaque fois qu'on le lui permettrait, à intervenir dans tout différend européen comme médiateur agissant seul; enfin sa résolution de ne tolérer de qui que ce soit, même d'un allié, la moindre atteinte à l'honneur national.

II

L'évolution nationale, encore obscure, balbutiante, mal assurée dans sa marche, qui commença presque en même temps en Italie et en Allemagne et fit définitivement entrer en scène Cavour et Bismarck, n'attirait pas l'attention des politiques absorbés dans leurs combinaisons ambitieuses, encore moins celle de notre opinion toujours ignorante des réalités étrangères et dont toute la science consiste à croire qu'on nous adore partout. Sa gravité et ses conséquences lointaines n'échappèrent pas à la sagacité en éveil du Président. Sans prendre aucune décision immédiate, il se mit discrètement en mesure d'y intervenir à l'heure propice, lorsqu'il aurait plus de pouvoir et que les événemens s'accentueraient.

Après Novare, le Piémont, accablé par la nécessité de subir une paix écrasante, ressentit un dernier soubresaut des sectes révolutionnaires. Deux défaites ne leur suffisaient pas; l'honneur était compromis; à tout prix il fallait le reconquérir par une guerre à outrance soutenue par la nation entière appelée aux armes. Parmi les plus fougueux défenseurs de ce beau dessein se signalait Lanza. C'était aussi l'avis des Génois; ils le manifestèrent en se soulevant. Le brave La Marmora les réduisit promptement sans avoir besoin du secours offert par Louis-Napoléon (avril 1848). Les protestations belliqueuses recommencèrent avec le parle-

ment nouveau élu en janvier 1849. Il débuta en choisissant pour président le chef de la révolte génoise, Pareto; puis, quand le ministère lui demanda de ratifier le traité de Milan qui refoulait le Piémont dans ses limites de 1815 et lui imposait une indemnité de 75 millions, il refusa de le voter jusqu'à ce que le sort des émigrés lombards eût été assuré : ce qui équivalait à une troisième déclaration de guerre. Imaginez la royauté renversée après Novare, le roi faible et mal conseillé : la guerre à outrance commençait, le malheureux Piémont, après une résistance certainement héroïque, n'en eût pas moins été réduit, anéanti pour longtemps, et il n'aurait pas eu la force, en moins de dix ans, d'effacer Novare par San-Martino. Le roi, inspiré par d'Azeglio et La Marmora, n'hésita pas, au risque d'un violent conflit intérieur, à entrer en lutte avec la démence démocratique. Il prononça la dissolution et, par sa vigoureuse proclamation de Moncalieri, mit le pays en demeure de répudier les révolutionnaires et d'accepter un traité inévitable, laissant comprendre entre les lignes qu'à défaut il aviserait. Le pays comprit et ne renomma pas les députés de la guerre à outrance (15 juillet 1849).

Cavour, revenu dans le Parlement, approuva le manifeste royal, soutint le ministère, et conseilla l'approbation du traité. « La question, dit-il, est une question entre nous et la fatalité. Sur quelques bancs de la Chambre qu'ait été pris le ministère, il doit reconnaître cette loi fatale et l'accepter. » Le traité fut ratifié. Le peuple, le roi, les hommes politiques du Piémont, malgré les erreurs et les infortunes, s'étaient toujours montrés au-dessus des événemens : après leur défaite suprême, ils s'élevèrent encore plus haut. Dans aucune histoire ancienne ou moderne, je ne connais aucune période plus digne d'admiration que l'histoire du Piémont depuis la paix de Milan jusqu'à la guerre de 1859. Cavour s'y révèle et y domine, mais d'Azeglio, pendant trois ans, s'y montre égal à celui qui lui succédera; les services qu'il rendit par son courage mêlé de prudence et par une fermeté que la modération n'abandonna jamais furent moins éclatans, ils ne furent pas moins réels.

Le premier il substitua à l'ancienne politique municipale une politique italienne en prenant en tout le contre-pied des autres gouvernemens de la Péninsule. Ils s'étaient jetés dans une réaction effrénée, et cette réaction avait trois caractères : elle était autrichienne, anticonstitutionnelle, surtout cléricale. Ainsi, en Tos-

cane, le grand-duc répudiait les principes des lois léopoldines réputées jusque-là inviolables. Son confesseur lui ayant écrit qu'il ne l'admettrait pas au tribunal de la pénitence, s'il ne reconnaissait que, de droit divin, le patrimoine de l'Église est inaliénable, le grand-duc l'avait reconnu. D'Azeglio adopta une politique anti-autrichienne, constitutionnelle, anticléricale. Il la rendit anti-autrichienne, en faisant du Piémont la terre d'asile des émigrés, des fugitifs, surtout du Lombard-Vénitien. On ne se contentait pas de les recevoir, on les aidait, les employait, soit dans les fonctions de l'État, soit dans les universités ou les tribunaux, soit dans la presse. Réunis le soir sous les portiques de la rue du Pô, ils constituaient une représentation de l'Italie : l'Italie gémissante. Ils excitaient les ministres, tenaient en haleine les vaillans demeurés au pays natal, remplissaient l'Europe de plaintes et de malédictions contre l'Autriche. Il rendit sa politique constitutionnelle en s'attachant à maintenir les franchises parlementaires et les libertés publiques, imperturbablement libéral au milieu de l'éclipse presque générale de la liberté en Europe. Pour rendre sa politique anticléricale, il entreprit la réforme de la législation religieuse.

On retrouvait encore en Piémont les institutions les plus surannées du moyen âge, abandonnées partout ailleurs, telles que le droit d'asile dans les églises, l'immunité ecclésiastique; d'innombrables fêtes obligatoires interrompaient à chaque instant le travail; aucune disposition ne protégeait les familles contre les legs aux corporations religieuses. Un légiste éminent, Siccardi, proposa une série de lois pour réformer ces abus, ramener l'Église nationale au droit commun, abolir l'immunité ecclésiastique, assujettir le prêtre aux tribunaux ordinaires, réduire le nombre des fêtes obligatoires à quatre ou cinq, subordonner l'acceptation des legs pieux à l'autorisation du conseil d'État. En un mot, il proposa d'introduire la législation en vigueur en France, et sur laquelle, même en ses jours les plus cléricaux, la Restauration n'avait pas porté la main.

Ni Balbo ni la droite ne contestèrent cette réforme si justifiée; ils prétendirent seulement que, soit qu'on les considérât comme un droit, soit comme une simple coutume, les privilèges ecclésiastiques ne pouvaient être abolis sans le consentement de l'Église et du corps ecclésiastique. Des négociations avaient déjà été essayées, elles n'avaient donné aucun résultat. D'Azeglio se

retrouvant, comme il l'était souvent dans sa chevalerie, un malin Piémontais répondait familièrement à ces prôneurs de négociations inutiles : « Avec le Pape il faut beaucoup de formes, de salamalecs, de baisemains, mais une fermeté de fer, et surtout du fait accompli. »

Cavour défendit énergiquement la loi Siccardi : « Parcourez tous les pays d'Europe, dit-il, quels sont ceux qui ont résisté à la tempête révolutionnaire? ce ne sont ni les princes de l'Allemagne qui tous virent plus ou moins leurs capitales ensanglantées, ce n'est pas la France où un trône s'écroula en quelques heures, ce fut l'Angleterre, le seul pays où les hommes d'État dévoués au principe d'autorité, savent accomplir eux-mêmes à temps les réformes nécessaires. Suivez cet exemple, messieurs les ministres; ne craignez pas, en marchant largement dans la voie des réformes, d'affaiblir le trône constitutionnel confié à vos mains; vous le fortifierez au contraire, et vous lui ferez pousser dans le sol des racines si profondes que, la tempête révolutionnaire dût-elle se déchaîner de nouveau, non seulement il aura la puissance de lui résister, mais encore celle de rassembler autour de lui toutes les forces vives de l'Italie et de conduire notre nation vers ces *hautes destinées auxquelles elle est appelée.* » Députés et auditeurs debout unirent leurs voix dans une même acclamation (7 mars 1850).

Victor-Emmanuel secondait d'Azeglio et Siccardi. Il avait eu quelque peine à se plier aux exigences constitutionnelles; et recevoir des conseils, véritables injonctions en réalité, ne lui plaisait guère. Par exemple, il avait écrit de sa main une lettre au Pape sur l'abolition de l'immunité ecclésiastique. Il chargea d'Azeglio de l'expédier. Celui-ci la lut, ne la trouva pas à son gré, la refit et la renvoya. Le roi lui répondit : « Quand je fais une chose, je sais ce que je fais, et pour dire la vérité, je ne suis pas amateur de conseils. Quand j'en aurai besoin, je vous en demanderai. Malgré cela, ne m'en veuillez pas. Ciao (1), Massimo. Votre très affectionné. » D'Azeglio offrit sa démission. Le roi lui répondit : « Cher Massimo, ne soyez pas si féroce. Je comprends que vous m'avez refait cette belle lettre pour que je dise : Bravo! Bravo donc, vous dirai-je, puisque vous le voulez. Il n'en reste pas moins vrai qu'avec vos observations vous m'avez donné une patente d'ânerie. Et cependant je crois que je ne suis pas un sot. »

(1) C'est une salutation piémontaise équivalente à l'*adieu* provençal.

Dans une autre circonstance le conseil de d'Azeglio fut mieux accueilli. « Il y a eu peu de rois dans l'histoire qui aient été *galantuomini*, il serait temps d'en commencer la série, lui avait dit un jour le ministre — J'ai donc à faire le *galantuomo?* Le métier me paraît facile, répliqua Victor-Emmanuel. Et, prié d'inscrire son nom sur le registre de recensement de sa capitale, il ajouta à la colonne de la profession : *re galantuomo*. — Ne laissez pas aux autres le soin de vous qualifier, on vous prendra pour ce que vous vous donnerez.

La loi Siccardi votée (9 avril 1850), le roi la sanctionna malgré les supplications de sa mère et de sa femme. L'archevêque de Turin, Franzoni, enjoignit à ses prêtres de n'y pas obéir. On se demandait qui, de Franzoni ou de Victor-Emmanuel, serait le roi. L'incertitude ne se prolongea pas. L'archevêque fut cité en justice, condamné par défaut, à un mois de prison, à une amende et emprisonné. Cela ne le calma point, et il recommença les hostilités à la mort de Santa-Rosa, le ministre de l'agriculture et du commerce. Santa-Rosa, après s'être confessé dévotement, et avoir reçu l'absolution, demanda la communion. Son curé, Pittavino, moine de l'ordre des servites, vint, par ordre de l'archevêque, déclarer que les derniers sacremens et la sépulture chrétienne ne seraient accordés que s'il rétractait formellement sa participation aux lois Siccardi. Le confesseur protesta par écrit que le mourant était persuadé de n'avoir ni violé les droits de l'Église ni méconnu l'autorité de son chef visible; sa femme se jette en sanglotant aux pieds du curé, le suppliant de ne pas refuser les suprêmes consolations à son mari bien-aimé. Le curé reste inflexible : « Non, il me faut une rétractation formelle. » Le moribond, portant ses mains tremblantes à sa tête, murmure : « On me demande des choses que ma conscience ne me permet pas d'accorder; je ne veux pas laisser un nom déshonoré à mes enfans ! » Il rend l'âme. Le prêtre inexorable se retire sans prononcer une parole. Il rencontre en sortant Cavour, l'ami de Santa-Rosa, qui, exaspéré de ce qu'on était venu lui raconter, l'invectiva. On eut grand'-peine à les empêcher d'en venir aux voies de fait. L'exaspération publique ne fut pas moindre que celle de Cavour. Le gouvernement dut expulser incontinent le curé, les moines servites et l'archevêque. Une souscription pour élever un monument commémoratif de l'abolition de l'immunité ecclésiastique fut aussitôt couverte, et de toute part on demanda à d'Azeglio et au roi de

répondre à l'agitation cléricale en donnant la succession de Santa-Rosa à son ami Cavour, le plus énergique champion de la loi maudite.

D'Azeglio, quoique ne l'aimant pas, consentit à le prendre pour collègue. Le roi, qui avait hérité des sentimens de défiance de son père, refusa. « C'est trop tôt, son heure viendra plus tard, proposez-moi un nom plus sympathique. » La Marmora insista et démontra que ce nom « peu sympathique » était le nom nécessaire. « Eh bien, soit! dit Victor-Emmanuel, seulement rappelez-vous qu'il ne tardera pas à devenir le maître de la maison et qu'il nous enverra dans la rue tous les jambes en l'air. »

Cavour, malgré son triomphe récent, était alors dans un profond découragement. Les hommes de la droite lui reprochaient de les abandonner; ceux de la gauche continuaient à le suspecter. « Il est probable, écrivait-il, que mon rôle finira bientôt. Dans un temps comme le nôtre, un homme politique est vite usé: je le suis déjà à demi; avant longtemps, je le serai tout à fait. » Et voilà que soudain, à l'improviste, pour la première fois, il se voyait soulevé par la faveur populaire. Le ministère qu'on lui offrait était au-dessous de ses mérites: une raison de cette nature empêcha un jour le jeune Pitt d'entrer aux affaires. Cavour accepta, certain d'obtenir bien vite la prééminence à laquelle il était destiné (11 octobre 1850). Le jour de son entrée au ministère, il ordonna de liquider toutes ses valeurs de bourse, opération dans laquelle il perdit une trentaine de mille francs. Bientôt à son premier portefeuille étaient joints celui de la marine et celui des finances (19 avril 1851). Le roi avait prédit juste. Dès que Cavour fut ministre, il devint le ministère. « Ce petit homme, ce coq de combat, disait d'Azeglio, me traite comme Louis-Philippe; je règne et ne gouverne pas. » En effet il parlait et décidait pour tous, et bon gré mal gré les entraînait, soit dans la réalisation de ses idées de liberté commerciale, soit dans ses mesures financières pour sortir de la dépendance ruineuse de Rothschild. D'Azeglio s'essouffla tellement à le suivre qu'il en tomba malade.

III

Les petits princes italiens ne cachaient pas leur inquiétude de la conduite de Victor-Emmanuel, condamnation implicite de la leur, excitation à leurs sujets d'être mécontens. Le roi de Naples

chargea un de ses envoyés de quelques remontrances. Quand le Napolitain parla des dangers qui menaçaient son trône constitutionnel : « Quels sont donc ces dangers, *signor cavaliere?* » fit le roi. Le Napolitain déconcerté parla des journaux, des conspirations. « Je n'ai rien à craindre, parce que derrière mon trône ne siègent ni la trahison ni le parjure, dites-le à votre roi, mon bon ami. »

Pie IX n'était pas moins mécontent que les autres princes. Il s'était enfin décidé à rentrer à Rome (12 avril 1850). Son secrétaire d'État, Antonelli, s'appliquait à réaliser les promesses du *motu proprio*. Il forma un ministère, dont trois membres sur cinq étaient laïques (18 septembre 1850); un conseil d'État, en majorité également laïque et dont faisaient partie deux ecclésiastiques seulement (10 septembre 1850); une consulte des finances entièrement choisie par le Pape parmi les candidats désignés par les conseils provinciaux (28 octobre 1850); des conseils provinciaux choisis parmi les candidats présentés par les conseils municipaux (23 novembre 1850); des conseils municipaux directement élus par les plus imposés de chaque commune (24 novembre 1850). Les sociétés modernes placent, en matière d'impôt, deux règles au-dessus de toute discussion : Les charges publiques doivent peser également sur tous, et être consenties par des représentans élus. Le Pape n'avait pas à établir la première, car dès 1537, Paul III avait décrété que l'impôt serait supporté indistinctement par tous les sujets de l'Église romaine « sans exception de marquis et de barons, pas plus que de vassaux et fonctionnaires ». Pie IX, sachant que qui tient les cordons de la bourse dispose tôt ou tard de l'État, refusa d'admettre le second principe, dans la crainte de ressusciter le *Statuto*, dont le seul souvenir était un cauchemar.

Malgré la sincérité avec laquelle les nouvelles institutions furent établies, elles ne tardèrent pas en fait à devenir purement nominales; aucun libéral ne voulant, par crainte du poignard mazzinien, se prêter au fonctionnement de ce mécanisme, le gouvernement théocratique se rétablit par la force des choses. Les ministres ne furent que des commis aux ordres du sous-secrétaire d'État, et les consulteurs d'État des conseillers complaisans. De sorte que Pie IX put affirmer en parfaite bonne foi qu'il avait tenu ses promesses tout en gouvernant selon les erremens de Pie VII et de Grégoire XVI. Cependant les tracasseries policières

n'en arrivèrent pas aux rigueurs en usage dans les duchés et le Napolitain. Le Saint-Père institua même une commission formée de quelques-uns des membres de la consulte pour reviser ou annuler tous les procès politiques encore pendans. Les mesures sévères auxquelles un gouvernement sourdement miné se trouva réduit, ont été démesurément grossies. Le tribunal du Saint-Office, dont la réouverture suscita tant d'alarmes, continua à se montrer aussi bénin qu'il l'était depuis bien longtemps, et à ne brûler ni torturer qui que ce fût (1). Dans l'ordre des intérêts matériels, les désastres économiques causés par la Révolution furent réparés avec intelligence et sollicitude. On retira le papier-monnaie, on réduisit le déficit, on n'augmenta les impôts que dans la mesure indispensable, on reprit les bénéfices lucratifs du monopole du tabac, on améliora les tarifs douaniers, on prépara l'établissement des chemins de fer.

Même dans l'édilité le Pape effaça les derniers vestiges révolutionnaires. En ses accès de bestialité destructive l'homme se rue sur les plus divines créations de l'art, saccage les villes, brûle les monumens, met en pièces les statues de Phidias, accroche des arquebuses sur les personnages de l'École d'Athènes, dépèce le Colisée, bombarde l'Acropole, mutile les cathédrales, et rase les châteaux. Puis, revenu de ses fureurs, il fouille, relève, s'acharne à remettre debout ce qu'il a jeté à bas. Labeur inutile ! Le Néant garde ce qu'on lui a donné et la Mort ne rend pas sa proie. Reconstituer l'antique, c'est ajouter une ruine à celle qu'on veut réparer. A grand'peine on remet au jour quelque squelette difforme, mais on salit, on déchire le manteau de pourpre et d'or, le manteau diapré d'asphodèles et de pervenches, que, plus ingénieuse et plus féconde qu'aucun artiste, la nature a tissé sur des débris, redevenus ainsi vivans d'une radieuse et éternelle jeunesse.

La Papauté s'était gardée de profaner, en la remuant, la plus antique et la plus illustre poussière humaine. Elle ne contraria pas le travail spontané de restauration opéré lentement par les années sur les restes du palais des Césars ; elle ne dérangea pas l'opulente végétation qui s'étalait sur les gradins disjoints du Colisée : sur le Forum elle avait établi une allée majestueuse d'ormes, allant de l'arc de Septime-Sévère à celui de Titus, nou-

(1) En 1849, l'Assemblée constituante fit ouvrir les portes du Saint-Office. On y trouva un seul prêtre détenu pour faux en écriture privée.

velle *Via sacra* par laquelle le pontife de l'univers se rendait à sa basilique d'évêque de Rome, Saint-Jean de Latran. Les révolutionnaires à la chemise rouge ne goûtaient pas cette poésie; ils décrétèrent que le Forum serait éventré. Aussitôt de retour, Pie IX fit couvrir les fouilles commencées, reconstitua l'ancienne allée en la plantant d'acacias afin que l'ancien état fût plus vite rétabli.

Dans l'ordre spirituel Pie IX n'avait pas eu à réparer des dommages que la révolution n'avait pu accomplir : ce sont ses propres inclinations qu'il modifia. Ainsi, sans avoir jamais été l'ennemi des jésuites, ces grands serviteurs de l'Église et ces dévoués infatigables de la Papauté, il en avait parfois médit. Quand Prosper Faugère, l'érudit éditeur de Pascal, vint à Rome, Rossi le conduisit à l'audience du Saint-Père, et, dans la causerie, rappela l'édition des *Pensées* d'après les originaux. « Je le sais, dit Pie IX; Pascal, ajouta-t-il, a bien mérité de la religion; son ouvrage réunit la splendeur et la solidité. » L'ambassadeur, craignant que le Pape oubliât les *Provinciales*, fit remarquer que Faugère ne s'était occupé que des *Pensées*. « Oh ! répondit vivement Pie IX, à la réserve peut-être de bien peu de choses, tout ce qu'a écrit Pascal est bon. » Puis il dit en italien : *Anch'egli avea veduto che tutte le cose non erano genuine*. — « Lui aussi avait vu que tout n'est pas parfait. » — En 1850, il prodigua les marques de confiance aux jésuites et les encouragemens à leur célèbre revue, la *Civiltà Cattolica*.

La propagation, la défense, l'exaltation de la foi le consolèrent de ses déceptions terrestres. Il rétablit la hiérarchie catholique en Angleterre et commença à s'occuper de la définition du dogme de l'Immaculée Conception. Aussi fut-il profondément affligé des innovations ecclésiastiques du Piémont. Quoi que pût tenter Victor-Emmanuel pour l'apaiser, il se montra intraitable. Aux lettres explicatives il répondit par des plaintes hautaines, il éconduisit les envoyés Sauli et Pinelli, approuva et loua Franzoni, et fulmina contre le Piémont dans une allocution consistoriale (1er novembre 1850).

Il est de style d'imputer au cardinal Antonelli cette attitude intransigeante. Livré à lui-même, Pie IX eût traité, dit-on, mais son abominable ministre l'en détourna par ses artifices. L'âme fière et forte d'Antonelli ne souffrit pas de cette calomnie plus que de toute autre ; il ne s'en est défendu plusieurs fois avec

moi que parce qu'il jugeait coupable le dessein de vouloir imposer ses vues personnelles au vicaire de Jésus-Christ; son unique ambition était de le servir docilement, docilité qu'il a poussée jusqu'à accepter, devant ses contemporains et devant l'histoire, la responsabilité des actes qu'il s'était permis de déconseiller. C'est par la volonté propre, réfléchie, de Pie IX que s'engagea le conflit qui mit Victor-Emmanuel, déjà en hostilité latente avec ses « bons amis » les princes italiens, en lutte ouverte avec le chef de la catholicité.

Dans ce combat un encouragement, qui fut en même temps une force, vint au roi de celui-là même qui avait, en 1847, poussé les Italiens aux pieds de Pie IX.

IV

Gioberti, démissionnaire de son ambassade, s'était condamné à un exil volontaire. Retiré à Paris, dans un modeste appartement de la rue de Parme, il suivait avec anxiété les douloureuses étapes de la liquidation du *Risorgimento* dont il avait été l'initiateur et l'apôtre par son livre du *Primato*. Chacune des pierres croulantes de son édifice idéal paraissait détachée de son cœur, et pendant ses nuits d'insomnie il scrutait le désastre, l'interrogeait pour en tirer la règle de l'avenir. Peu à peu, avec cette décision du penseur désintéressé qui ne redoute pas des contradictions dont il ne profite pas, il en vint à opérer une transformation radicale dans ses vues politiques. De Guelfe il devint Gibelin. Le *Risorgimento* avait avorté, il prépara le *Rinnovamento*. Il avait placé le succès du premier dans l'union des Princes avec le Pape; le second ne lui parut réalisable qu'en dehors des Princes devenus autrichiens et du Pape hostile au principe national. Une nationalité ne peut surgir que d'une hégémonie quelconque. Or il n'en existe que deux dans la péninsule, Rome et le Piémont. Unis, ils forment l'hégémonie complète. Désunis, Rome ne peut rien, tandis que le Piémont peut beaucoup ayant une armée nombreuse, disciplinée, aguerrie. Puisque Rome refuse de s'unir au Piémont, il faut que le Piémont prenne seul en main la cause italienne, et qu'il vienne s'établir à Rome, non à la place du Pape, mais à ses côtés.

La première ville et la première Église du monde ne peuvent se passer l'une de l'autre, c'est à Rome que doit demeurer le

pontife du culte universel, mais il doit y vivre sans pouvoir d'État, ni territoire. Sa personne y sera indépendante et inviolable; ses palais, ses villas, ses églises inviolables aussi comme le palais des ambassadeurs; une loi débattue avec l'État établirait ces garanties et les mettrait d'accord avec le bon ordre et la justice; il serait subvenu aux dépenses d'entretien de l'État ecclésiastique par une dotation de l'Italie ou, plus dignement encore, par la contribution des peuples catholiques. Débarrassée de la sixième de ses plaies, celle du pouvoir temporel, oubliée par Rosmini, la Rome nouvelle brillerait d'une splendeur inconnue; elle deviendrait un forum et un sanctuaire, une cité et un temple sibyllin; elle montrerait à l'Univers émerveillé la Diète italienne, consistoire des laïques, et le consistoire des cardinaux vivant à côté l'un de l'autre dans la paix et l'harmonie.

De ces hauteurs extatiques Gioberti descendait dans les réalités et essayait de les prédire et de les diriger. Pour réunir en une unité une nation démembrée, il faut un grand ministre et une puissante alliée. Le grand ministre existe, ce sera Cavour. Son brio, son activité, même son erreur magnanime de régir une province comme si elle était une nation, contrairement à ceux qui traitèrent la nation comme si elle était une province, tout le désigne aux Italiens et il saura gagner leur confiance par des actes d'italianité. L'allié existe aussi, c'est la France. Jamais, même si elle devenait possible, l'alliance autrichienne, pleine de malheurs et de honte ! Mieux vaut mourir seul que vivre déshonoré. On ne peut compter sur la Prusse qui vient de refuser follement la gloire de l'hégémonie allemande et qui est de plus lige de la Russie et de l'Autriche. L'Angleterre est une puissance maritime de secours inefficace; elle n'accorde d'ailleurs son appui qu'au prix d'un dur vasselage. L'alliance de la France est seule souhaitable, naturelle, utile. Indépendamment de la contiguïté matérielle, de l'affinité des mœurs et de la langue, toutes les deux sont riveraines d'une mer commune qui les rapproche plus que les rochers et les neiges des Alpes ne les séparent. L'alliance stable de ces deux patries pour la délivrance italienne préparerait peut-être un jour l'union des peuples latins complétée par l'adjonction de la normande Angleterre, en opposition à la ligue baltique des races slavo-allemandes du nord.

Gioberti s'est-il donc identifié à Mazzini, qui depuis son adolescence prêchait l'unité et la destruction du pouvoir temporel?

Détrompez-vous : de nombreuses divergences les séparent encore. Mazzini est sorti du catholicisme, Gioberti lui reste fidèle. Mazzini poursuit une réforme religieuse vague, sans dogme et sans surnaturel; Gioberti n'admet qu'une réforme catholique. Quelles qu'aient été les erreurs des Pontifes et les corruptions de la curie romaine, le catholicisme demeure la forme la plus parfaite et la plus exquise du christianisme. Mazzini croit à l'efficacité des conspirations, des programmes, des comités, des journaux; Gioberti ne compte que sur l'action légale, constitutionnelle, et sur l'influence toute-puissante de la pensée exprimée dans les livres. Mazzini ne croit à la résurrection que par la république, Gioberti ne prononce pas un *veto* éternel contre celle-ci, mais il démontre que Charles-Albert a été moins inepte que les républicains, et, comme il avait dit à Charles-Albert : « Marchez, nous vous soutiendrons! » il crie à Victor-Emmanuel : « La misérable Italie attend depuis Machiavel le Prince qui élèvera la bannière sous laquelle elle est prête à courir, soyez ce Prince! »

Déjà dans l'année 1850, chez Lamennais, j'avais entendu Gioberti, les yeux étincelans derrière ses lunettes d'or, développer avec une intarissable et entraînante faconde ces vues qu'il exposa l'année suivante dans son *Rinnovamento*. Cet ouvrage, malgré sa composition confuse et sa redondance, malgré ses injustices envers Pinelli, Da Bormida et quelques autres, restera un des plus remarquables monumens de la langue, de l'éloquence, de la science et du génie philosophique et politique de l'Italie moderne. Son action, aussi considérable que l'avait été celle du *Primato*, a été plus durable et surtout plus efficace. Après l'avoir lu, Victor-Emmanuel s'écria : « Je serai ce que dit Gioberti! » Sans le dire Cavour le pensa; et avec eux le pensèrent de même les Italiens patriotes d'un bout à l'autre de la péninsule. Plus que Garibaldi dont les statues encombrent tant de places italiennes, plus que Mazzini à l'indomptable ténacité, plus que Manin au bon sens profond, autant que Cavour, que Victor-Emmanuel, Gioberti a créé l'Unité italienne. Il a été le phare toujours visible sur lequel tous ont constamment tenu leurs yeux fixés durant la marche dans les sentiers ténébreux.

Le *Contrat social* de Rousseau et le *Pape* de J. de Maistre avaient démontré déjà qu'un livre fortement conçu est aussi une épée, et que parfois le philosophe solitaire, à la pensée et à la parole vaillantes, conquiert, renverse, édifie.

V

Le Président, ne se sentant pas encore maître de suivre ses inspirations personnelles, évitait d'intervenir, soit dans les affaires politiques, soit dans les affaires religieuses du Piémont. Son ministre fut moins circonspect. Pressé par le nonce et par l'ambassadeur autrichien, le général Lahitte offrit les bons offices de la France, insinuant que leur prompte acceptation arrêterait en temps utile une intervention moins amicale. D'Azeglio répondit fièrement qu'il accepterait avec gratitude les bons offices d'une puissance amie, mais qu'il repousserait toute ingérence n'ayant pas le caractère d'une intervention bienveillante. Lahitte insista, signala les dangers de la licence des journaux piémontais, et annonça l'intention d'envoyer Corcelles à Turin comme pacificateur : « Envoyez-le plutôt à Rome, riposta sarcastiquement d'Azeglio, c'est là qu'il faut prêcher la conciliation, et que vous avez les moyens d'imposer vos conseils. Nous ne comprendrions pas que vous tentiez de nous contraindre au maintien de ce que vous avez été les premiers à ne pas supporter chez vous. »

Le Président averti et informé, intervint, interrompit les remontrances de son ministre, et déclara à l'ambassadeur sarde qu'il approuvait l'abolition de l'immunité ecclésiastique, qu'il déplorait la conduite de l'archevêque de Turin ; et il chargea son ambassadeur à Rome de combattre les « tendances exagérées » de la curie pontificale et de seconder les démarches du Piémont en vue d'un arrangement.

Ainsi, au premier choc entre le Piémont et la Papauté, sans cesser de se montrer à Rome respectueux, conciliant et protecteur, Louis-Napoléon opine en faveur du Piémont. Voilà encore un indice de ce que sera le Prince devenu tout-puissant.

Il laissa aussi entrevoir dès ce temps-là le penchant qui l'entraînait vers la Prusse.

VI

Depuis Frédéric et Marie-Thérèse, la rivalité entre la Prusse et l'Autriche, malgré les rapprochemens des souverains, ne s'était pas éteinte, l'événement n'ayant pas encore décidé à qui appartiendrait l'Allemagne. Le maréchal Suchet, dans ses Mémoires,

raconte que parcourant un champ de bataille, il voit un Autrichien couché dans son sang se relever et lui dire d'une voix expirante : « N'est-ce pas que nous nous sommes battus mieux que les Prussiens? » L'antagonisme, assoupi depuis 1815, s'était réveillé en 1848, il ne va plus s'arrêter jusqu'au dénouement de 1866.

Frédéric-Guillaume avait craint que son front de monarque de droit divin ne fût dévoré par la couronne de feu d'empereur de la Démocratie allemande, mais il essaya d'y poser une couronne moins large, forgée par ses mains princières. Il concerta avec les rois de Saxe et de Hanovre l'établissement d'une confédération du Nord, de laquelle serait exclue l'Autriche, et dont il deviendrait le maître. Le suffrage universel n'y aurait aucune part; sa Charte serait l'œuvre d'un Parlement élu par un suffrage à deux degrés, à base censitaire. On appela cela l'Union restreinte, par opposition à l'Union de la Confédération de l'Allemagne entière rêvée à Francfort. Le général Radowitz, catholique convaincu, homme d'instruction, d'éloquence et de décision, dont on disait qu'il était un moine farouche et un soldat hardi, fut chargé de conduire l'affaire.

Schwarzenberg, à peine délivré des insurrections italiennes et hongroises, sans se donner le temps de réparer l'édifice impérial de toutes parts lézardé, se jeta au travers de l'entreprise. Il le notifia d'un ton impérieux : Il ne tolérerait pas la création d'un État fédéré, même dans le nord de l'Allemagne, en dehors de l'Autriche : ce serait un *casus federis*. — Si vous tenez à une réforme de l'ancienne Constitution, introduisez dans la nouvelle Union l'Autriche avec toutes ses provinces; placez à la tête de cette vaste machine un Directoire à trois, composé de la Prusse, de l'Autriche et d'un roi des États moyens, présidé par l'Autriche, et ne le paralysez point par une Chambre populaire. Répugnez-vous à cette Allemagne impériale autant qu'à l'Allemagne démocratique, revenez au pacte de 1815, à l'acte final du Congrès de Vienne, et rouvrons ensemble la Diète conformément aux anciens erremens.

Radowitz protesta de ses bonnes intentions : « Exclusion ne signifiait pas hostilité, l'Union restreinte nouerait avec l'Autriche une alliance éternelle. » Puis il passa outre, publia une loi électorale provisoire et fixa au 30 janvier 1850 les élections au Reichstag de l'Union restreinte. Les rois de Saxe et de Hanovre furent moins braves. Effrayés des menaces de Schwarzenberg,

appuyées par la Bavière et le Wurtemberg, ils rompirent sans vergogne l'accord. Sous prétexte que leur concours avait été subordonné à l'adhésion de tous les princes allemands, ils refusèrent d'ordonner les élections dans leurs États. L'Union restreinte mourut de ce *non* saxon et hanovrien, comme l'union démocratique de Francfort était morte du *non* prussien. Radowitz, résolu jusqu'au bout, malgré cet abandon, vint ouvrir son parlement à Erfurt, sans autre cortège que celui d'un certain nombre de petits États (20 mars 1850). Là, sous le coup de la nécessité, la lenteur allemande se transforma en fougue. Constitution, loi électorale, tribunal d'Empire, acte additionnel, tout fut voté en un tour de main (29 avril).

Schwarzenberg laisse discuter et voter, il agit. Il convoque les gouvernemens allemands à Francfort. Les plénipotentiaires des quatre royaumes, Saxe, Hanovre, Wurtemberg, Bavière, de la Hesse électorale, du Danemark pour le Holstein, des Pays-Bas pour le Luxembourg, s'y rendent et fixent au 15 septembre la réouverture définitive de la Diète.

Comment trancher un tel conflit, si ce n'est par les armes? Cependant ni l'un ni l'autre des adversaires ne se décide à les prendre sans s'être assuré des dispositions du Tsar, véritable arbitre de la victoire, qui vient d'arriver à Varsovie pour écouter, répondre et décider.

Les vues de Nicolas, fort multiples, n'étaient pas aisées à démêler. Attaché à la famille royale de Prusse par la parenté et par de communs souvenirs, il n'était pas moins dévoué au Danemark dont la Prusse poursuivait la dislocation. Il détestait toute perspective d'unité allemande, et la Prusse flattait et préparait cette unité. Il avait en horreur la révolution, et le roi de Prusse lui accordait, tout en déclamant contre elle, de larges concessions. Il jugeait indispensable à la sécurité de son empire que l'Autriche, unie à la Confédération germanique, ne fût pas réduite à ses aspirations orientales; il ne voulait pas que, rendue trop forte par l'anéantissement de la Prusse, elle devînt un voisin incommode.

Brandebourg et le prince de Prusse, puis Schwarzenberg vinrent chacun plaider leur cause à Varsovie. Les Prussiens soutinrent qu'ils poursuivaient un intérêt prussien et non révolutionnaire, et ils furent un moment au point de gagner leur juge en concluant la paix avec le Danemark (2 juillet 1850). Mais les

Autrichiens reprirent l'avantage dans la conférence réunie à Londres sur les affaires danoises, en signant le protocole sur l'intégrité de la monarchie danoise auquel la Prusse refusa d'adhérer. Tour à tour attiré et éloigné par les deux supplians, le Tsar, se décida à imposer une paix qui, sans être trop cruelle à la Prusse, consacrât la prépondérance de l'Autriche. Il dit aux ministres des deux cours : Sur le premier qui tire, je tire; je serai contre celui qui attaquera, *sans y avoir été contraint par une provocation inacceptable*. Aucun des deux rivaux ne se souciant d'être celui sur lequel on tire, l'ardeur belliqueuse se calma, et l'on s'en tint à d'interminables notes, répliques, dupliques, tripliques. Mais on ne pouvait pas longtemps se borner à ces hostilités inoffensives; deux incidens, comme il s'en produit toujours pour dénouer les situations trop tendues, surgirent presque simultanément. Les insurgés expulsés du Schleswig après la journée d'Idestedt s'étaient réfugiés dans le Holstein. Le roi de Danemark et le Tsar demandèrent contre eux à la Diète restaurée, l'exécution fédérale. Dans des circonstances plus graves, la Hesse électorale adressait à la Diète la même demande.

Frédéric-Guillaume, le prince électeur, instruit, intelligent mais despote cupide, tout occupé de constituer une fortune à de nombreux enfans nés d'une union disproportionnée, avait, à l'instar de ses frères princiers, renvoyé les ministres libéraux subis en 1848, et confié les affaires à un ancien président du tribunal prussien, Hassenpflug, gros homme trapu, insolent, dépensier, fanatique d'absolutisme, qui, à peine installé, demanda des impôts sans présenter de budget. Les États refusant, il déclare l'état de siège en vertu d'une loi de 1832, abrogée. Alors les employés refusent leur concours, les trois quarts des officiers donnent leur démission. Grand-duc et ministre sont obligés de fuir. Ils se rendent à Francfort et réclament de la Diète restaurée l'exécution fédérale contre les rebelles. Cette exécution est ordonnée et confiée à l'armée bavaroise.

La Prusse, intéressée au bon ordre dans cette principauté traversée par deux routes d'étapes, liaison entre Cologne et Berlin, ne pouvait rester immobile et indifférente; le roi, libre de suivre sa pente naturelle, n'eût pas donné le détestable exemple de soutenir une révolte; mais s'il tolérait l'exécution fédérale par une Diète convoquée sans lui et contre lui, l'Union restreinte croulait. Il sacrifie son devoir de monarque conservateur à son ambition

prussienne, et il intervient en faveur du peuple hessois. Deux corps de troupes s'avancent presque simultanément dans la Hesse. Les Bavarois venus du sud entrent à Hanau, les Prussiens, descendus du nord, occupent Fulda et marchent sur Cassel.

Nicolas réprouve l'intervention prussienne; toute résistance aux mesures de la Diète de Francfort lui est une offense personnelle qu'il ne tolérera pas. La Bavière et le Wurtemberg contractent avec l'Autriche une alliance offensive et défensive. Une armée de 200 000 hommes se prépare. Schwarzenberg, ses derrières ainsi assurés, somme les Prussiens de s'arrêter, leur promettant de respecter leurs routes d'étapes, et d'évacuer le pays dès l'arrangement du conflit constitutionnel.

Un conseil extraordinaire se réunit aussitôt à Berlin. Radowitz, appuyé par le prince de Prusse, dit qu'il ne s'agit pas de discuter si les prétentions prussiennes sont ou non fondées. Ne le fussent-elles pas, il n'y a plus à délibérer; la question d'honneur est posée; reculer devant une menace serait une tache à l'écusson. — Négociez encore, si vous le voulez, mais en armes après avoir mobilisé toute l'armée. — Le ministre de la guerre, Stockhausen, combat cet avis: — Nous ne sommes pas prêts, notre armée n'est pas en force d'affronter seule l'Autriche grossie des États moyens, soutenus par la Russie; en plus de quinze jours nous pourrions à peine réunir 70 000 hommes entre l'Elbe et l'Oder et nous en aurons devant nous 150 000. — Et pourquoi nous battrions-nous, ajoute Brandebourg? Ne voulons-nous pas comme l'Autriche que l'alliance du 26 mai soit définitivement abandonnée; que la Hesse soit soumise et le Holstein pacifié? Nous battrions-nous pour savoir si l'ordre également désiré des deux côtés sera rétabli par la Diète ou par nous? Cela vaut-il de risquer notre prestige national dans une guerre sans espoir? Je n'accepte pas cette responsabilité. — Cette opinion prévalut dans le conseil.

Qu'allait décider le roi? Radowitz le supplia de ne pas fléchir. Le roi, ému, se promenait sur la terrasse de Potsdam avec agitation, en proie à de violentes perplexités. Il se tut longtemps; enfin, les larmes dans les yeux, il répondit à son conseiller consterné : « Non, je ne puis faire la guerre à l'Autriche, les os de la reine Louise frémiraient dans leur tombe. » Il enveloppa sa résolution de recul d'un constitutionnalisme inusité. Il dit à ses ministres : « Je ne partage pas votre manière de voir, et je souhaite que vous n'ayez jamais à la regretter; cependant je m'y

range, ne voulant pas me séparer de vous. » Il fut décidé qu'on ne mobiliserait pas, et qu'on continuerait à négocier aux conditions proposées naguère par l'Autriche (3 novembre 1850). Radowitz désavoué, vaincu, désolé, donne sa démission. Brandebourg, atteint par une fièvre subite, trouve à peine la force de signer la dépêche annonçant à Vienne la résolution du cabinet; il meurt dans le délire, foudroyé par le désespoir patriotique.

Son successeur Manteuffel, troublé par l'explosion de la fureur publique, essaya de donner quelque couleur de dignité à la reculade. Il signa l'ordre de mobilisation (5 novembre au soir). Les deux ministres belliqueux qui avaient suivi Radowitz, Ladenberg et de Heydt, retirent leur démission. Une joie universelle se manifeste dans la presse, dans l'armée, dans l'opinion; les hommes de la landwher rejoignent avec enthousiasme; le général prussien reçoit l'ordre de ne plus s'inspirer que des considérations militaires et de repousser les Bavarois s'ils s'avancent. A son tour, Schwarzenberg redouble de hauteur. Il somme la Prusse de se retirer et fait expédier l'ordre au général bavarois de marcher sur Cassel (27 novembre). En Bohême trois corps autrichiens se massent; 30 000 Saxons se disposent à rejoindre les 80 000 Bavarois déjà en campagne; le tsar mobilise les grenadiers de sa garde; les vedettes des deux camps échangent quelques coups de fusil. Si la guerre s'engage, en quelques jours Berlin sera à discrétion, et, pour longtemps, si ce n'est pour toujours, selon le désir de Beust, l'épisode de Frédéric va être effacé de l'histoire d'Allemagne; et la Prusse réduite à n'être qu'un État moyen de plus.

Le roi et Manteuffel s'épouvantent de cette perspective imminente, certaine, et revenant sur leur velléité guerrière, transmettent dans la Hesse aux troupes prussiennes, l'ordre de ne plus avancer. Manteuffel court à Olmütz où l'attend Schwarzenberg, et il capitule : capitulation entière et sans merci, égale à celle du Piémont après Novare. On lui concède l'occupation des routes d'étapes qu'on n'avait jamais contestée et le maintien d'un bataillon à Cassel; sur tout le reste, il se soumet. La Prusse renonce à l'Union restreinte, promet de désarmer avant l'ouverture des conférences, à Dresde, sur l'organisation fédérale; elle ne s'opposera plus à l'exécution fédérale ni dans la Hesse, ni dans le Holstein, et ses routes d'étapes pourront être traversées par les Bavarois.

Une nation militaire fière et forte a été rarement soumise à une telle avanie. « C'est un second Iéna! » s'écria le prince de Prusse. — C'était pis. A Iéna on succombait sous un Napoléon et après une vigoureuse résistance; ici la chute était sans gloire, sans honneur. Schwarzenberg avait dit : « Il faut avilir la Prusse avant de la démolir. » Il l'avait avilie et ne la démolit pas. Le tsar n'y consentit pas. Humilier à ce point un peuple sérieux sans l'achever est une imprudence qu'on expie. Beust, le principal instigateur de l'alliance des États moyens avec l'Autriche, pressentit si vivement les conséquences de cette demi-victoire qu'il en eut un épanchement de bile. — « Malheur à toi! dit un personnage de Schiller, il ne te pardonnera jamais d'avoir été témoin de sa faiblesse. » De ce jour la passion nationale de tout Prussien fut de venger l'outrage d'Olmütz.

La Russie tira moins de profit encore que les États secondaires de cette campagne si bien conduite et si mal achevée. L'Autriche lui garda rancune d'avoir modéré sa victoire, la Prusse de l'avoir permise. Les héros de l'opposition prussienne qui, après les désastres inévitables, eussent lapidé Radowitz pour avoir engagé la guerre sans être prêt, huèrent Manteuffel qui n'avait pas voulu s'y décider parce qu'il n'était pas prêt. Bismarck, informé de la vérité par les confidences du ministre, défendit l'arrangement au milieu des exclamations et des colères, poussant l'audace jusqu'à célébrer cette Autriche par laquelle on venait d'être meurtri. Aucun intérêt prussien, ajouta-t-il en substance, n'est en jeu, ni l'intégrité de nos frontières, ni la sûreté de notre constitution, et nous ne voulons pas faire de conquête. Reste la question d'honneur; mais céder à une force majeure, ce n'est pas forfaire à l'honneur. La honte et le malheur pour la Prusse serait de ne pas se garder de tout contact ignominieux avec la démocratie et surtout *de se charger du rôle que le Piémont joue en Italie*.

Ce discours est le premier acte par lequel Bismarck s'est révélé maître en cet art de l'homme d'État qui consiste à discerner, au milieu du fracas des phrases et des excitations de la presse et de la rue, après un examen rapide du pour et du contre, le point de possibilité ou mieux la raison de décider. Le ministre de la guerre *déclarant n'être pas prêt*, la raison de décider était qu'une humiliation provisoire, dont on restait le maître d'abréger la durée par un sérieux effort, était préférable à une guerre qui conduisait à un écrasement dont il était difficile de calculer la durée.

Cavour aussi avait défendu la paix forcée de Milan avec autant de courage que Bismarck la capitulation d'Olmütz. En Prusse aussi bien qu'en Piémont, les charlatans et les spéculateurs en patriotisme, ardens à convertir la calamité nationale en moyen de triomphe personnel restèrent sourds à ces conseils du bon sens. Le Parlement blâma le traité. Mais en Prusse, comme en Piémont, existait un roi obéi; le Parlement fut dissous, celui qui lui succéda ratifia le traité. Manteuffel commença aussitôt le relèvement très fier à la conférence de Dresde. Il y heurta résolument son vainqueur de la veille; il contribua à l'échec du projet d'une grande Allemagne, et exigea, sous forme d'ultimatum, la parité de la Prusse et de l'Autriche dans toute organisation fédérale. Schwarzenberg, surpris et irrité, se fût certainement emporté à une nouvelle arrogance si, sans s'en douter, Louis-Napoléon n'eût pacifié la querelle recommençante.

VII

Le Prince se montrait aussi favorable à la Prusse qu'il l'avait été au Piémont.

Je ne comprends pas qu'on ait expliqué cette prédilection prussienne par l'arrière-pensée de reprendre les provinces rhénanes. La main de la Prusse était la seule dont on ne pût les attendre. Ses rois ont l'habitude de prendre et non de donner. Leur ambition actuelle les obligeait plus que jamais à respecter, à flatter, à seconder les passions nationales : en eussent-ils eu la volonté, ils n'auraient pas eu le pouvoir de céder un territoire allemand quelconque. Il leur était même interdit, sous peine de ruiner leur avenir, d'accepter une conversation diplomatique sur ce sujet. La poursuite de l'alliance prussienne impliquait le renoncement à la revendication des provinces rhénanes. C'est l'Autriche qui aurait pu les donner ou plutôt aider à les conquérir, en retour d'une garantie de ses possessions italiennes et d'un concours armé dans sa lutte pour la prépondérance en Allemagne. Mais, préoccupé de la transformation de l'Europe plus que de l'accroissement de la France, n'admettant pas la conquête comme un titre valable d'annexion, le Prince ne songeait pas à obtenir de l'Autriche ou de qui que ce fût, une province dont il connaissait les sentimens allemands et à laquelle la violence même n'eût pas arraché un vote d'union. Il était sym-

pathique à la Prusse parce qu'il espérait d'elle plus que de l'Autriche, symbole de l'oppression internationale, le développement des progrès modernes et des aspirations des peuples, et qu'il la jugeait destinée fatalement à poursuivre en Allemagne le rôle d'émancipation assumé par le Piémont en Italie.

Il ne put pas se rapprocher du cabinet prussien dans l'affaire du Danemark, se croyant obligé de défendre avec l'Angleterre l'intégrité de « l'ancien allié qui eut tant à souffrir de sa fidélité à la France, lors de nos désastres ». Cependant il stipula en même temps en faveur des droits des duchés, et par là il se rapprocha, en partie du moins, de la thèse prussienne. Dès qu'il eut l'occasion de complaire au roi de Prusse, il la saisit. Ce fut en lui envoyant Persigny comme ambassadeur. Personnellement il n'eût pas songé à investir de cette fonction délicate cet ami trop impatient de s'élever au-dessus du rang secondaire auquel il s'était lui-même destiné par sa devise : *Je sers*. Il commençait à être gêné, importuné par ses intempérances de parole et de jugement. Il céda aux instances répétées du roi de Prusse, et à la pression exercée sur lui et sur ses ministres encore plus rétifs que lui, par Hatzfeld, l'ambassadeur prussien, gendre du maréchal de Castellane, et par la princesse Stéphanie de Bade. Le roi de Prusse, dilettante de l'esprit, avait été amusé par la verve de Persigny lors de sa mission en 1849. Ce n'était pas cependant ce qui le rendait si pressant. Engagé alors dans son affaire de l'Union restreinte, il supposait que l'envoi auprès de lui de celui qu'on considérait comme le confident et l'inspirateur de l'Élysée lui apporterait une force contre l'Autriche et contre les résistances des États du Nord.

Persigny partit avec des instructions contradictoires. Le ministère lui prescrivait de s'abstenir de toute ingérence, de tout engagement, de toute compromission, et de ne manifester quelque sympathie que pour les États moyens « dont la protection est un des intérêts permanens de notre politique. » Cela équivalait à dire, les États moyens gravitant alors dans l'orbite de l'Autriche, qu'il fallait pencher vers l'Autriche. Le Président recommandait aussi de « s'abstenir de toute ingérence, de tout engagement, de toute compromission », mais de pencher surtout vers la Prusse, de l'aider discrètement et d'essayer de l'attirer à une alliance. Il prit soin, du reste, d'instruire la cour de Berlin par Hatzfeld de la véritable mission de son envoyé : « Ses intentions envers la

Prusse étaient entièrement amicales; il n'avait aucune objection contre un accroissement de ses forces obtenu par une confédération étroite. » D'après le récit de Hatzfeld, il aurait ajouté : « Si les adversaires de la Prusse offraient à la France la perspective d'accroissemens territoriaux, la Prusse ne devrait-elle pas faire du Palatinat bavarois la matière d'une offre de ce genre ? » L'ambassadeur aurait interrompu, disant que la plus légère indication d'un pareil désir rendrait impossible tout rapprochement. Déjà antérieurement, ajouta-t-il, les ministres Drouyn de Lhuys et Tocqueville avaient déclaré que, dans une semblable conjoncture, la France n'aurait besoin d'aucun accroissement de territoire, car un avantage très réel résulterait pour elle d'une guerre austro-prussienne : la rupture de la Sainte-Alliance et du faisceau solide formé par les trois puissances de l'est qui, pendant une génération, avait opposé à la France une barrière inexpugnable. Le Prince convint aussitôt de la justesse de ce langage et n'insista pas; il n'avait fait son observation qu'en l'hypothèse de l'Autriche offrant des territoires prussiens. — S'il avait eu à se convaincre de la résolution invincible de la Prusse de ne consentir à aucune cession de territoire allemand, même en dehors de chez elle, il l'aurait été par cette conversation. Néanmoins il persista dans la poursuite de l'amitié et de l'alliance prussienne, démonstration évidente que la reprise du Rhin n'était pas le but de son ambition, et qu'en souhaitant une guerre entre les deux puissances allemandes, il ne songeait qu'à obtenir la liberté de ses mouvemens en Italie et ailleurs, par la rupture de la Sainte-Alliance.

Persigny, arrivé à Berlin le 4 janvier 1850, ne tint aucun compte de ses instructions officielles et dépassa ses instructions secrètes. Sans aucune réserve il approuva l'entreprise d'Erfurt, préconisa la cession à la Prusse du port de Kiel, de la partie du Schleswig qui domine la baie, et l'adjonction du Holstein à l'État fédératif projeté. Avec Radowitz, il s'abandonna à une expansion sans réticences. Lui parlant comme à l'ami dont on est sûr, il lui raconta que la forme actuelle du gouvernement français serait bientôt modifiée et l'Empire rétabli par le peuple et par l'armée. Il lui traça, à sa façon, le programme du nouvel empire. Napoléon avait succombé pour avoir méconnu la vocation naturelle de la France, l'hégémonie sur les races romanes du Sud, et s'être obstiné déraisonnablement à attirer l'Allemagne dans la sphère de sa domination. Notre ambition devait désormais ne nous attirer

que vers le Sud où est notre intérêt. Nous ne pouvions pas tolérer plus longtemps que l'Autriche dominât toute l'Italie. Mais l'Autriche gênait la Prusse en Allemagne autant qu'elle nous gênait en Italie. Elle était l'ennemi commun; une alliance contre elle était tout naturellement indiquée à la Prusse et à la France. L'Autriche réduite, le futur empereur n'avait pas l'intention de lutter contre la force des choses et d'inquiéter l'Europe par une avidité inintelligente. La force des choses demandait que l'Italie comme l'Allemagne se constituassent sur des bases nationales. Il suffisait à la France de chasser les Autrichiens de l'Italie, qui ensuite s'organiserait selon ses propres convenances. Si la Prusse aidait l'empereur dans cette tâche, il la laisserait volontiers constituer l'Allemagne selon les aspirations nationales. La France était assez grande pour ne désirer en compensation aucune extension. Elle pouvait, en faisant un usage judicieux de sa puissance, diriger le monde, tandis qu'en redevenant conquérante elle armerait l'univers contre elle. Cependant Napoléon ignorait lui-même si, pour justifier ses entreprises civilisatrices, il ne faudrait pas exhiber devant l'opinion publique ce qu'on appelle un profit réel. Dans ce cas, il penserait à la Savoie ou à Landau.

L'exubérant ambassadeur eut beau se dépenser en démonstrations et en prophéties, il ne convainquit pas. Le roi éprouvait à l'égard des Napoléon l'aversion insurmontable que lui avaient inspirée les abaissemens et les malheurs de sa famille sous le premier empire. Ce sentiment n'était pas moins vif dans sa cour, dans sa diplomatie, dans son armée. Le parti féodal en était à l'exécration : là on remontait au delà de Napoléon, on écumait encore en se ressouvenant de la dévastation du Palatinat par Louis XIV. Les avances de Persigny furent accueillies par l'incrédulité et le dédain. On ne chercha pas même à lui cacher qu'on ne prenait pas son prince au sérieux et qu'on attendait la restauration prochaine de la monarchie que laissaient pressentir les rapports de Hatzfeld, l'habitué des cercles légitimistes et orléanistes de Paris. La première fois que la princesse de Prusse aborda notre ambassadeur, elle célébra avec exaltation la duchesse d'Orléans. Le prince Frédéric-Charles lui dit : « Oh! je pense bien que le duc d'Orléans ne tardera pas à être roi de France! » Chacun parlait à l'avenant. Dans cette atmosphère glacée, un seul homme, Bismarck, malgré l'ardeur de ses convictions réactionnaires, ne craignit pas de se compromettre en se montrant poli, bienveillant,

aimable envers l'étranger que ses amis traitaient en ennemi.

Les caresses n'ayant pas réussi, Persigny se dit, que, même en diplomatie, être désagréable et grincheux n'est pas toujours le plus mauvais moyen d'obtenir des égards. On s'obstinait à ne pas prendre son gouvernement au sérieux, il s'efforça de le faire paraître dangereux. Au compliment de Frédéric-Charles il riposta sèchement : « Votre Altesse arrange à sa guise l'histoire de France; » puis, sans attendre que, selon l'étiquette, il l'eût congédié, il lui fit un profond salut et lui tourna le dos. — Il ne fallait pas, disait-il de tous les côtés, recommencer avec le neveu de l'Empereur la conduite qu'on avait tenue avec le gouvernement de Juillet, mais le traiter comme s'il avait une légitimité de huit siècles. Si la France était de nouveau placée dans l'alternative ou de subir des humiliations ou de prendre les armes, elle aurait bien vite fait son choix, et cela non pas dans une pensée d'orgueil ou d'ambition, mais pour sauver l'Europe de grands malheurs, parce qu'il valait mille fois mieux pour la société lutter sur les champs de bataille que tomber dans le socialisme. L'Europe tremblerait alors au cri de guerre poussé par le neveu de l'Empereur.

Ces fanfaronnades ne réussirent pas mieux que les caresses, et le colérique ambassadeur dut enfin se convaincre qu'on ne l'avait demandé ni pour ses mérites, ni par considération pour son Prince, ni par amitié pour la France, et qu'on avait songé uniquement à se servir de sa présence comme le paysan se sert d'un mannequin de paille pour effaroucher les pies.

Cependant il ne convenait pas à l'Autriche de laisser debout cet épouvantail, elle marcha dessus. D'abord elle répandit en Allemagne par ses affidés et ses journaux le bruit que Persigny ne se souciait pas plus de l'Union restreinte que de la grande Allemagne, qu'il avait été envoyé pour trafiquer du Rhin. On affecta de le croire et on le crut même à Berlin. « Il n'en a dit un mot nulle part et à personne, c'est vrai, mais il n'en pense pas moins, défions-nous (1). » La seconde manœuvre de Schwarzenberg fut encore plus habile. Il décida le roi à réclamer de la Suisse l'expulsion des réfugiés de Neuchâtel, en invitant la France, par une

(1) Dépêche de Persigny: « On cherche à dénaturer ma conduite. On suppose que je ne suis venu ici que pour demander à la Prusse les provinces rhénanes en échange de son agrandissement en Allemagne. Le gouvernement prussien tâche d'accréditer ce bruit. C'est d'une mauvaise foi insigne, car il sait que je n'ai jamais prononcé un mot semblable. »

note péremptoire, à s'associer à cette sommation ainsi qu'aux mesures militaires qui suivraient son rejet.

Persigny à bout de patience, trouvant une issue pratique à ses sentimens de dépit, se fâcha. Il ne garde aucun ménagement et pose la question de guerre. « Sans cette franchise, dit-il au ministre des Affaires étrangères Schleinitz, vous pourriez croire que la résistance de la France ne sera pas plus sérieuse qu'en 1840, et vous vous avanceriez si loin qu'il ne vous serait plus possible de reculer. » S'adressant ensuite aux souvenirs reconnaissans que le Président gardait à la Suisse, il en obtient la formation d'un corps d'armée sur les frontières de l'Est sous le commandement du général Changarnier (fin février 1850). Il y avait quelque excès dans ces procédés, Persigny ne se le dissimulait pas : « On ne passe pas de la faiblesse à la politique de la force sans un peu d'exagération. L'important est que le coup soit porté, et il l'a été en pleine poitrine. » L'événement le démontra vite. Il fut pendant quinze jours l'objet des colères et des fureurs de la Cour, de la société et du corps diplomatique, puis tout le monde redevint poli et gracieux ; le gouvernement prussien renonça à son intervention en Suisse ; et, comme en diplomatie un mensonge ne coûte guère, il nia en avoir jamais eu l'idée.

Cette affaire rendit Persigny décidément insupportable. On trouva que pour un mannequin il se remuait beaucoup trop, et on chargea Hatzfeld d'insinuer qu'il compromettait les bons rapports par ses violences et ses façons soldatesques : on l'avait cru bien différent quand on l'avait demandé. En même temps arrivaient à l'Élysée les échos des propos tenus par l'ambassadeur. Le Président en fut très mécontent. L'annonce d'une restauration impériale le compromettait et donnait à ses affirmations constitutionnelles l'apparence d'une tromperie ; l'offre de Kiel et de l'entrée du Holstein dans l'Union restreinte constituait une véritable immixtion dans des affaires dont il avait interdit de se mêler. Au ministère des Affaires étrangères, auquel arrivaient aussi des rapports, on fut vexé plus encore de l'adhésion donnée à la tentative d'Erfurt, et de l'indifférence témoignée aux États moyens. De toutes parts, les blâmes tombèrent sur l'ambassadeur, blâmes pour ce qu'il avait fait et dit autant que pour ce qu'il n'avait pas fait et dit. Enfin le comité diplomatique de l'Assemblée, entièrement autrichien, exigea de La Hitte, puisqu'il ne se décidait pas à faire justice d'un confident supposé du

chef de l'État, de déléguer en Allemagne un envoyé privé qui, sous couleur d'aller aux informations, redresserait les erremens de Persigny et ramènerait notre politique vers l'Autriche. On choisit Rio, légitimiste clérical. A peine en Allemagne, dès Francfort, il manifesta bruyamment ses préférences autrichiennes et n'arriva à Berlin qu'après quinze jours de cette prédication. Persigny comprit, et donna sa démission. Il rentra à Paris tout fier, disant: « Je les ai traités comme après Iéna (juin 1850). »

On ne nomma son successeur (Lefebvre) qu'en décembre et les affaires graves se traitèrent à Paris dans le cabinet du Président avec le souple et habile ambassadeur prussien. Le Président se montra aimable, condescendant. Uni à l'Angleterre, il écarta de la conférence de Dresde le projet « de dénaturer la Confédération allemande, d'absorber dans son sein vingt peuples et vingt États, d'adjoindre aux populations allemandes des populations slaves, hongroises, illyriennes, italiennes au milieu desquelles elles seraient noyées, et de substituer à une garantie de paix une menace, un symbole de confusion et d'envahissement (1). » Apprenant l'irritation causée à Schwarzenberg par l'ultimatum de Manteuffel sur la parité des voix, il soumit à Hatzfeld l'idée que nous verrons se reproduire souvent, de provoquer la réunion d'un congrès.

Ces condescendances ne vinrent pas à bout, plus que les véhémences de Persigny, d'une insurmontable aversion. Le comte de Chambord passant à Berlin pour se rendre à Wiesbaden (5 août 1850), le roi alla le recevoir avec les insignes de l'ordre bourbonien du Saint-Esprit, lui rendit des honneurs royaux et mit à sa disposition le château de Potsdam. Il ne sut aucun gré du Memorandum et il interpréta fort mal la proposition d'un congrès. C'était une assistance; il y vit une menace contre laquelle il se réfugia dans l'amitié traditionnelle de l'Autriche.

Ne continuons pas à nous quereller, dit-il à Schwarzenberg. N'entendez-vous pas la voix de l'ennemi commun? Puisque nous ne réussissons pas à créer du nouveau, restaurons l'ancien, j'y consens et pour vous donner une preuve de ma ferme volonté de rétablir les relations intimes d'autrefois, je vous offre de vous garantir contre la France vos possessions italiennes. — Et, en effet dans le même mois, d'un commun accord, la Diète fut réta-

(1) Memorandum du 5 mars 1851.

blie à Francfort, et un traité secret fut signé (16 mai 1851) par lequel dans le cours des trois prochaines années, chacun des deux gouvernemens assisterait l'autre avec toutes ses forces s'il était attaqué dans quelqu'une de ses possessions, située *en dehors ou au dedans de la Confédération allemande*. Pendant trois ans, les armes prussiennes assuraient la domination oppressive de l'Autriche en Italie.

Ainsi la première tentative de Louis-Napoléon, par Persigny et par lui-même, de séparer la Prusse de l'Autriche n'aboutit donc qu'à les réconcilier et les réunir contre lui.

VIII

Les sièges, bureaux, etc., de l'église Saint-Paul (1) furent vendus à l'encan, la tribune achetée par la commune catholique de Burgel-sur-le-Mein, et transformée en une chaire que les jésuites inaugurèrent par une mission. La Diète recommença ses travaux. Metternich, revenu à Johannisberg, assista, au milieu des hommages, à la résurrection triomphante de son système policier. Les Holsteinois prévinrent l'exécution fédérale en se soumettant. Dans la Hesse cette exécution se poursuivit rigoureusement : les maisons des rebelles furent occupées par les soldats et des conseils de guerre sévirent contre leurs personnes. Là, comme en Saxe, en Wurtemberg, en Autriche, les Constitutions libérales de 1848 furent retirées, et la Diète prit des mesures pour qu'il n'en subsistât ou qu'il ne s'en établît de pareille nulle part. On eût bien voulu amener le roi de Prusse à reprendre les concessions octroyées ; il ne voulut pas manquer de parole ; mais la réaction se croyait sûre de les rendre inoffensives par la manière dont elle les interpréterait. Le nain légendaire, gardien de la grotte du Kyffhauser, montagne de Thuringe où dort Frédéric Barberousse, en attendant des jours meilleurs, y introduisit un jour un berger. — Les vautours volent-ils toujours autour de la montagne ? demanda l'Empereur. — Oui, répondit le berger. — Alors, s'écria Frédéric Barberousse en soupirant, il faut donc que je dorme encore ! — En 1851, les vautours volaient de plus belle autour de la montagne.

Ayant à députer auprès de la Diète des plénipotentiaires

(1) Local où siégeait le Parlement de Francfort.

animés de l'esprit de réaction et complaisans à l'Autriche, le gouvernement prussien choisit le défenseur de la capitulation d'Olmütz, l'implacable adversaire de la démocratie, Bismarck. Le Junker enragé avait fait partie des diverses Chambres de députés qui s'étaient succédé depuis 1848. Plus le courant démocratique avait grossi, plus il s'était animé à le braver. Il s'était porté l'adversaire déterminé de tout ce que louait, souhaitait, professait ou faisait la démocratie allemande. Elle avait demandé la guerre au Danemark en faveur du Schleswig-Holstein, il déclara cette guerre « frivole, désastreuse, révolutionnaire, vraie querelle d'Allemand. »

Elle avait dissous la vieille Diète de 1815. « Qu'on m'indique, dit-il, depuis le temps des empereurs de la maison de Souabe, une période de l'histoire d'Allemagne, à part le règne de Charles-Quint, où l'Allemagne ait joui de plus de prestige à l'étranger, d'unité politique et de plus d'autorité dans la diplomatie, qu'au temps où la Diète germanique dirigeait les relations extérieures. » Elle avait affirmé l'unité allemande : il se barricada dans l'hégémonie prussienne. « Jamais je n'ai entendu un soldat prussien chanter la patrie allemande. Le peuple d'où cette armée est tirée et qu'elle représente avec le plus de vérité n'a aucun désir de voir son royaume prussien se fondre dans la fermentation putride de l'anarchie de l'Allemagne du Sud. Nous désirons tous voir l'aigle de Prusse étendre ses ailes puissantes et protectrices, de Memel au Donnersberg, mais nous le voulons libre, non pas enchaîné par une nouvelle Diète de Ratisbonne et les ailes coupées par la serpe égalitaire brandie à Francfort. Prussiens nous sommes et Prussiens nous resterons. La Prusse est un Bucéphale qui porte de bon cœur son cavalier habituel, mais qui rejette sur le sable l'intrus, écuyer du dimanche, avec tout son harnachement noir, rouge, or (1). »

La Diète avait voulu mettre le roi de Prusse à sa tête, il considéra cette offre de la couronne impériale comme une perdition. « C'est le radicalisme qui fait au roi ce cadeau ! Tôt ou tard ce radicalisme se redressera devant le roi, lui demandera sa récompense et montrant l'emblème de l'aigle sur ce nouveau drapeau impérial, il lui dira : Pensais-tu que cet aigle fût un don gratuit? » Elle avait proclamé la souveraineté populaire et le suffrage universel,

(1) Couleurs adoptées par le Parlement de Francfort pour l'empire allemand.

il affirma le droit divin de la Royauté. « Ce qui est constitutionnel en Prusse depuis des siècles, c'est une royauté autonome qui a cédé, au cours des années, certains de ses droits aux Chambres, mais spontanément, non par contrainte. Les rois de Prusse ne tiennent pas leur pouvoir du peuple; ils l'ont de droit divin, ce pouvoir est illimité et chaque concession de leur part est un don gratuit. » Elle avait préconisé l'État laïque, il célébra l'État chrétien, lutta contre l'émancipation des juifs, flétrit le mariage civil, « qui rend le prêtre un caudataire de l'officier civil. » Il voulait que le christianisme fût au-dessus de l'État. « Sans un fondement chrétien, la législation ne sera pas régénérée dans la fontaine de l'éternelle sagesse, mais restera sur les sables mouvans des vagues et changeantes idées humaines. »

En matière budgétaire, la Diète professait que le gouvernement ne peut disposer d'aucune somme sans le consentement du Corps législatif, il soutint et fit admettre que « si le gouvernement et la Chambre ne peuvent s'entendre sur le budget, le dernier budget subsisterait jusqu'à ce qu'un accord ait eu lieu; le consentement de la Chambre ne serait nécessaire que pour l'établissement des impôts nouveaux ou l'augmentation des impôts existans. » Elle avait supprimé les justices patrimoniales privées et les tribunaux d'exception, il considéra cette constitution d'un droit commun comme un malheur. Elle avait admis la liberté de la presse, il eût voulu comme le calife Omar détruire tous les livres, excepté le Coran chrétien. L'imprimerie lui paraissait l'arme même de l'Antéchrist. Elle parlait à tout propos d'humanité, de droit, il célébra la force. « Entre des principes aussi diamétralement opposés que ceux par lesquels l'Europe était ébranlée, ce n'est pas à des majorités parlementaires de quelques voix qu'il appartient de décider. Dans cette lutte, c'est le Dieu qui préside aux batailles qui doit jeter le dé d'airain de la décision. » A la nouvelle que Windischgraetz avait fait fusiller Robert Blum, il dit à Beust, alors ministre à Berlin : « Il a bien fait, quand j'ai un ennemi en mon pouvoir, je l'anéantis. »

« Je considère Bismarck, disait le roi, comme un œuf duquel je veux faire éclore un ministre. » Dans cette pensée, il le nomma d'abord premier secrétaire (mai 1851), et bientôt après titulaire de légation à Francfort (15 juillet). Le nouveau diplomate vint là se convaincre à son tour de ce qu'il aurait pu apprendre du secrétaire florentin « qu'aux places de spectateur on voit le monde poli-

tique tout différent de ce qu'il est derrière les coulisses (1). »

Ainsi Cavour et Bismarck arrivaient aux affaires, presque au même moment, à la veille du jour où le Prince, sans lequel ils auraient manqué leur destinée, allait être investi de l'omnipotence, l'un à un second rang dont il ne tarderait pas à faire le premier, l'autre en une fonction subordonnée où il languit quelque temps. L'un arrive parce qu'il a abandonné sa caste aristocratique, l'autre parce qu'il la représente. Ce double événement dont on ne soupçonna pas alors l'importance se perdit au milieu du fracas déjà assourdissant de notre tempête intérieure.

IX

Pour constituer un nouveau cabinet, le Président, qui n'avait pas un choix très étendu, appela de nouveau Odilon Barrot. Le premier mot de celui-ci fut : « La prorogation de vos pouvoirs au moyen de la revision vous suffit-elle ? — Oui, répondit résolument le Prince, mes désirs ne vont pas au delà. » — D'accord sur ce premier point, on le fut aisément sur un second : la modification de la loi du 31 mai. Cette loi n'avait pas été un piège tendu à des adversaires. Le Prince ne l'avait pas présentée perfidement avec l'intention secrète de la désavouer quand la majorité se serait compromise en la votant; on l'a vu, c'est la majorité elle-même qui en avait pris l'initiative et pesé sur lui pour qu'il la proposât. Il n'avait pas tardé à se convaincre de l'étendue de cette lourde faute, et comme il n'apportait aucun amour-propre dans la conduite des affaires, il résolut de la réparer. Odilon Barrot consentit à l'y aider. On en vint alors au choix des personnes. Le Prince proposa Billault à l'Intérieur. « Il est impossible, répondit Barrot, à cause de son discours sur le droit au travail. — Alors, prenez Léon Faucher, il est sympathique à la majorité. — Mais, répond Barrot, il est antipathique aux autres partis, il est d'ailleurs intraitable sur la loi du 31 mai ; il préférerait se couper le bras, dit-il, que de toucher à cette arche de salut. » Ne sachant à qui s'adresser, le Prince constitua provisoirement un ministère d'affaires, composé d'hommes distingués, quelques-uns éminens : Vaïsse, réputé un administrateur consommé ; de Royer, un magistrat d'autorité et de remarquable talent ; Schneider, un in-

(1) Discours du 13 mars 1867. — Machiavelli, *Discorsi*, lib. I, cap. XLVII.

dustriel hors ligne; Vaillant et Randon, des soldats de valeur; Magne, un homme d'affaires habile, Giraud, ami intime de Thiers, érudit et spirituel; Brenier, diplomate expérimenté; Germiny, financier connu. Ils avaient le tort irrémédiable aux yeux des chefs parlementaires de ne pas appartenir à l'Assemblée et de n'être pas les serviteurs de ses passions.

Ce ministère d'attente constitué, le Président mis en éveil par la conduite du général Neumayer et ne voulant pas que l'incident se reproduisît, commença à sélectionner l'armée de Paris. Il était sûr des soldats, des sous-officiers et des officiers; il l'était moins des généraux. Quelques-uns, tels que Bosquet, professaient des opinions républicaines ou demeuraient attachés à Cavaignac et à Lamoricière, d'autres aux princes d'Orléans ou à Changarnier. Il fallait sans bruit envoyer au loin les corps qu'ils commandaient et les remplacer par d'autres, conduits par des chefs amis. Enfin il fallait mettre à la tête de cette armée de choix un général aussi audacieux que Changarnier, et plus fidèle. Si le Président ne réussissait pas dans cette double opération, il restait à la merci de ses ennemis. Il n'eût certainement pas réussi, si son heureuse étoile ne lui avait amené le commandant Fleury.

Fleury était fils d'un riche négociant de Paris qui lui laissa une jolie fortune. Il la dévora en folies de jeunesse. A la veille d'être réduit aux abois, il se rendit en Angleterre, vers 1837, dans l'espérance de se refaire par un riche mariage. Il ne trouva pas l'héritière, mais il fut présenté par Persigny au Prince, alors de retour des États-Unis. Ces premières relations furent banales et fugitives. A Paris, réduit à l'extrême, il se demanda s'il se brûlerait la cervelle ou s'il s'engagerait. Il s'engagea dans les spahis de Yusuf, gagna la confiance de son chef, devint son secrétaire, son inspirateur, son ami. Yusuf le poussa rapidement, chose facile, car, s'il ignorait la science militaire, il savait caracoler, parader, se procurer de superbes chevaux, et il était brave, séduisant, fort aimé de ses camarades. En 1848, après douze années de séjour en Afrique, Lamoricière signa sa nomination de chef d'escadrons. L'officier n'avait pas été plus ménager de ses deniers que le fils de famille; il ne s'était guère astreint aux règles de la comptabilité; et il dut venir à Paris en congé pour chercher les moyens de liquider sa situation à Orléansville qu'il quittait. N'ayant pu encore aborder Lamoricière, il se promenait tristement aux Tuileries quand il rencontra le général de Beaufort: «Quelle chance

vous avez eue, lui dit le général, de n'être pas devenu l'officier d'ordonnance du duc d'Aumale! Le rôle des d'Orléans est fini, l'avenir est maintenant au prince Louis-Napoléon; le voilà député, il va devenir Président de la République. » Ce fut un trait de lumière : Fleury se mit à courir après Persigny, finit par l'atteindre dans un des recoins où il se dérobait à la police. Justement il manquait au Prince, isolé dans l'armée comme dans la politique, un officier supérieur, audacieux, intelligent, dévoué, qui pût lui servir d'aide de camp et lui gagner le jeune état-major. Persigny comprit que Fleury serait cet auxiliaire désiré. Il le conduisit auprès du Prince. On se reconnut, on s'expliqua, on se convint, on s'engagea; et, dès le lendemain, Fleury, installé en qualité d'aide de camp *in partibus*, suivait partout le futur président, armé d'une canne à épée et d'un revolver, ne prenant pas même la peine, son congé étant expiré, de le faire renouveler, tant il était certain du résultat de l'élection.

Il n'avait pas été attiré vers l'héritier de Napoléon par fanatisme bonapartiste, ni par dévouement à une idée quelconque; il avait obéi à un instinct de beau joueur qui va où l'on gagnera, où l'on pourra faire une brillante et prompte fortune et bien s'amuser. Plus tard, ce qui avait commencé par un calcul devint un dévouement affectueux, sérieux, constant. Élégant cavalier, il avait les formes aimables et les libres allures de qui a beaucoup vécu et l'aisance souple de qui est habitué à affronter gaiement les périls. Il ne fallait pas demander à son esprit dépourvu de forte culture l'étendue, l'élévation, la vigueur, mais on y trouvait autant qu'on le voulait la justesse et la sûreté du jugement, la perspicacité à discerner, la meilleure conduite pour obtenir une réussite. Il excellait à traiter avec les hommes, à s'insinuer dans leur confiance, à flatter leur amour-propre, à caresser ou allumer leur ambition; il savait aussi ménager les rapprochemens, remplir avec sang-froid les missions risquées, poursuivre avec dextérité les négociations épineuses. Sa faiblesse était d'aimer à dépenser beaucoup, à mener un train fastueux d'apparat, et à se donner de l'importance. Au régiment on le nommait, *M. le Grand*. Il s'estimait sous toutes les formes et partout un irrésistible conquérant. S'était-il mêlé dans une mesure quelconque d'une affaire, il eût été difficile de lui persuader qu'il ne l'avait pas décidée à lui tout seul. Toutefois il n'a pas exagéré les services qu'il rendit à cette époque. Ils furent de première importance.

Sans son activité, son intelligence, son savoir-faire, le Président eût été enlevé par les vieux généraux d'Afrique coalisés. Il sut désigner les régimens qu'il était bon d'éloigner ou utile de rapprocher. Sans nuire à personne, il favorisa et assura les dévouemens et il parvint à réunir à Paris une légion de jeunes officiers distingués sur lesquels on put entièrement compter. Ce fut lui aussi qui désigna au choix du Prince, Saint-Arnaud sous lequel il avait servi à Orléansville.

C'était un intelligent, vigoureux et brillant soldat que ce Saint-Arnaud, capable à un égal degré d'héroïsme et de diplomatie, intrépide à combattre et habile à séduire, tendre et implacable, aimant les aises de la vie et bravant avec stoïcisme les épreuves de la maladie et de la mort. Les commencemens de sa carrière sont enveloppés d'une mystérieuse obscurité. On sait que, né en 1798, il entra très jeune dans la garde royale, qu'il en sortit et ne reprit du service qu'en 1830. Quelle avait été la cause de cette interruption? Qu'a-t-il fait dans l'intervalle? A-t-il été, comme on l'a dit, comédien ou commis voyageur? Je n'ai pu me procurer aucune information sérieuse sur ce va-et-vient, si ce n'est qu'il se rattachait à des dissipations de jeunesse. Sa fortune commença en 1833, quand il eut rencontré Bugeaud à Blaye. Celui-ci l'emmena en Afrique, en fit, avec Trochu, son élève favori. Le 1er mai 1846, il écrivait d'Alger au ministre : « Voilà un homme qui fera un maréchal de camp selon mon esprit et selon mon cœur. Il est honoré et chéri de ses troupes, redouté des Arabes. Il est depuis près d'un an entre deux insurrections commandées par des chefs très entreprenans et très persévérans. Il a déployé dans ces difficiles circonstances une activité et une résolution rares. » Il revenait encore à la charge le 3 mai 1847 : « Saint-Arnaud commande une subdivision avec la plus haute distinction depuis deux ans et demi, et il est l'homme d'Afrique qui a livré le plus d'actions de guerre pendant cette période. »

« J'ai, dit Fleury au Prince, le général qu'il vous faut; il commande une brigade à Constantine; son physique est agréable, ses manières distinguées, son intelligence hors ligne, son caractère aventureux et noble. Il a le don du commandement; par son langage coloré, son attitude hardie, il inspire aux troupes la confiance et les entraîne. Il s'agit de le mettre en lumière. Chargez-le d'aller dompter la Petite Kabylie qui n'est pas encore soumise; il se distinguera; vos journaux célébreront et grossiront ses

exploits, vous le nommerez général de division, vous l'appellerez à Paris et vous n'aurez plus rien à craindre de Changarnier ni de qui que ce soit dans votre lutte inévitable avec l'Assemblée. » Le Prince accepta ce conseil. L'expédition de la Petite Kabylie fut résolue (fin de mars), et il fut entendu que, dès qu'elle serait en train, Fleury se rendrait auprès de Saint-Arnaud, à titre d'envoyé de la Présidence, en apparence pour suivre les opérations, en réalité pour s'assurer des dispositions du général et s'entendre avec lui. Il s'agissait non de lui proposer un coup d'État, que le Prince s'efforçait d'éviter, mais de s'assurer un dévouement qui allât jusqu'où les circonstances l'exigeraient.

X

La situation du ministère nouveau, difficile en elle-même, fut encore aggravée par la demande inopportune d'une subvention de 1 800 000 francs en faveur du Président. L'argent se faisait de plus en plus rare à l'Élysée. Quand on eut résolu d'envoyer Fleury auprès de Saint-Arnaud, on ne sut comment se procurer les 6 000 francs nécessaires à l'achat des chevaux, etc. On demanda à Achille Fould de faire escompter un bon par sa maison de banque. Son frère fit répondre que l'on n'escomptait que les billets de commerce. On eut grand'peine à obtenir un prêt ailleurs.

Montalembert, quoique contrarié de cette demande, l'appuya (10 février 1851). Il entama l'examen de la conduite générale du Prince depuis son avènement. Thiers l'avait défigurée, il lui rendit son véritable aspect. En sa vaillante loyauté, il ne craignit pas de défendre celui que ses amis méconnaissaient et déchiraient, de soutenir que le Prince avait tenu beaucoup plus qu'il n'avait promis, à la différence de la plupart des princes et des pouvoirs de ce monde, qui promettent en général beaucoup plus qu'ils ne tiennent. « Vous me direz qu'il a fait des fautes? Vraiment? Vous avez découvert cela? Permettez-moi de vous demander si vous avez connu un gouvernement quelconque au monde qui ne fît pas de fautes? Il est bien des points sur lesquels je ne suis pas d'accord avec le Président. Il pourra me faire regretter un jour d'avoir cru en lui, il pourra me faire rétracter le témoignage que je lui rends; mais, comme je ne lui dois rien, comme je ne lui demande rien, comme il ne peut rien pour moi, il y a une chose

dont je suis sûr : c'est que jamais, par aucune faveur, par aucune complaisance, il ne pourra gâter le plaisir que j'éprouve et l'honneur que je me fais en venant lui rendre ici ce public témoignage, et en venant protester contre une des ingratitudes les plus aveugles et les moins justifiables de cette longue série d'ingratitudes qu'on appelle l'histoire de France. »

S'élevant au-dessus des mesquines querelles du jour, embrassant d'un vaste regard le passé et le présent, il se sépara de l'illusion légitimiste. « La monarchie du vieux droit, je la regrette comme vous et autant que vous, mais je n'y crois pas comme vous! Je vous envie votre foi sans pouvoir la partager. Comment voulez-vous sérieusement que le peuple français distingue entre un roi et un Président, alors qu'il n'est pas d'exemple, depuis soixante ans, d'un fils ou d'un petit-fils qui ait remplacé son père sur le trône? » Néanmoins, admettant oratoirement l'hypothèse du succès des monarchistes, il leur disait : « Vous vaincrez peut-être, je le veux bien ; ce n'est pas ce jour-là, mais le lendemain de ce jour que commenceront vos embarras et vos dangers. Vous verrez renaître contre vous, surgir contre vous, employer contre vous toutes les armes, toutes les perfidies, toutes les malices, toutes les iniquités, tous les outrages qui ont été employés de votre temps contre les pouvoirs que vous attaquiez; vous les subirez tous, et j'ajoute que vous les aurez tous mérités. » —Paroles justicières, toujours vraies, qu'il ne faut pas laisser mortes et inutiles dans des recueils fermés, qu'il faut reproduire souvent et plus souvent admirer et méditer.

L'Assemblée se montra intraitable et repoussa la subvention. On parla d'y suppléer par une souscription nationale. Le Président refusa et fit annoncer la vente de ses chevaux.

Ce dernier échec ne permettait pas de maintenir le ministère extra-parlementaire. Le Prince se tourna de nouveau vers Lamartine qui accepta, s'entendit avec Billault, et cette fois encore ne réussit pas à constituer un cabinet. Il fallut recourir à l'inévitable Odilon Barrot. Celui-ci, malgré les objurgations emportées de sa belle-mère et de sa femme en larmes, se rendit à l'Élysée, avec l'arrière-pensée de produire des exigences qu'on repousserait. Il débuta par proposer, à l'Intérieur, Léon de Malleville, ne doutant pas d'un refus immédiat. — Je le veux bien, répondit le Prince. Mais cette solution ne convenait pas à Thiers, qui ne faisait pas de l'opposition à demi; arrivé aux extrêmes, il voulait acculer le

Président à l'impossibilité de gouverner en renversant successivement ses ministères extra-parlementaires et en l'empêchant d'en former un dans l'Assemblée. Sur ses conseils Malleville refusa. Odilon Barrot, par la faute des parlementaires, dut renoncer à constituer un cabinet parlementaire.

Ses adversaires poussaient de leur mieux le Prince hors de la Constitution. Lui, s'entêtant à n'en pas sortir, appela encore un parlementaire, Léon Faucher. Celui-ci consentait à défendre la revision, mais continuait à se refuser à toute modification de la loi du 31 mai. Le Président se résigna à ne poursuivre pour le moment que la moitié de son programme. Néanmoins les manœuvres de Thiers n'eussent pas permis à Léon Faucher de réussir plus que Lamartine, Billault, Odilon Barrot, si Victor de Broglie, toujours clairvoyant, ferme et désintéressé dans ces crises sans fin, prenant d'autorité le mandat qu'on ne lui offrait pas, ne s'était donné à lui-même la tâche d'assurer la formation d'un cabinet. Léon Faucher ne voulait pas consentir à adjoindre à son ami Buffet quelques-uns des anciens ministres notoirement compromis avec l'Élysée, Baroche, Rouher, Achille Fould. Victor de Broglie lui fit comprendre qu'il était habile de s'annexer les seuls personnages qu'on pût redouter comme successeurs. Le Président comprit aussi l'intention. « On a voulu, dit-il en lisant la liste, me faire mettre tous mes œufs dans le même panier. » L'introduction de Baroche et de Rouher n'en a pas moins été présentée comme une machination ténébreuse, comme un défi jeté à l'Assemblée.

L'époque à laquelle on pouvait constitutionnellement provoquer la revision était arrivée. C'est pour l'obtenir que le Prince manœuvrait, patientait depuis près de trois ans. Son attente serait-elle déçue? Nous voici parvenus à la crise décisive.

ÉMILE OLLIVIER.

EN NORVÈGE

En mer, sur les côtes norvégiennes, sous le cercle polaire. — Au troisième jour de la création, quand Dieu sépara les eaux des terres, la Norvège fut évidemment oubliée. — Des îles partout : c'est une voie lactée dans l'Océan. Il y en a de toutes les sortes, de petites, rondes et basses, pareilles à des cétacés à fleur d'eau, d'autres, plus grandes, aux silhouettes légères, vers la terre enfin de gigantesques massifs montagneux. Les plus proches ont l'aspect métallique de vieux bronzes usés; solides et vivantes, avec leurs belles lignes anguleuses, leurs fortes ombres qui font détoner leurs reflets brillans au soleil, elles semblent de magnifiques morceaux de sculpture laissés par un autre âge; un peu plus loin, elles apparaissent plus pâles, bleutées à l'horizon, d'un bleu incertain et impondérable qui leur enlève toute réalité. Cet archipel septentrional, c'est la ceinture annelée et rocheuse du continent scandinave : c'est une fortification avancée qui se dresse devant la mer libre, et brise l'effort de l'Océan pour ne laisser arriver à la côte qu'un flot dompté, soumis à l'homme.—Immobile dans la voluptueuse et magnifique clarté du soleil froid, l'eau sereine est toute pareille au ciel pâle dont aucune ligne nette ne la sépare. Les rochers inertes y plongent comme s'ils y nageaient, et on croirait en les touchant les faire enfoncer du doigt. Sa surface brillante et lisse, qui ne réfléchit rien, porte sans effort les îles sans racines, dont les mirages nous renvoient parfois la double image renversée. C'est un élément incolore, indéterminé et irréel, une simple surface sans apparence de profondeur, où nous glissons comme dans une rainure de scène, et où les objets se posent

comme des décors; c'est du ciel liquide, aussi limpide, aussi impalpable que le vrai. — Lentement et noblement passe un bateau norvégien, haut de bord, l'avant et l'arrière relevés droit, avec sa grande voile carrée couleur de sang : c'est bien encore l'ancien navire des Vikings, celui qu'on montre aux étrangers à Christiania; d'autres le suivent, comme résignés, avançant péniblement par ce temps trop calme. — Ce n'est pas la paix, ce n'est pas le bonheur que respire cette nature immobile et silencieuse dans le jour sans fin; elle nous charme par la mollesse lumineuse des choses et leur diaphane légèreté, mais elle nous trouble par le mystère et la magique féerie qui enveloppent ce pays tout plein de songes. Une mélancolie étrange pénètre l'âme devant cet engourdissement du monde dans le sommeil et le rêve, et l'on s'en veut de goûter l'excès de douceur qui émane de cette nature désorientée. Elle trouve sa voix, cette nature, dans les cris inquiets et tendres des grands goélands qui courbent au-dessus de nos têtes leurs solennelles évolutions, et scandent de ces appels plaintifs leurs coups d'ailes saccadés que suivent de longues descentes planes pareilles à des tenues dans un chant : oiseaux de poète, dit Ibsen, trop légers pour l'onde, et trop lourds pour le ciel.

Aux Lofoten. — Hâlée par la tempête, menaçante dans le ciel nuageux, voici que s'élève la haute muraille tragique des Lofoten, cette chaîne de vertèbres montagneuses aux formes violentes, hérissement inextricable de cimes, d'aiguilles, d'arêtes amoncelées et martelées comme par un gigantesque forgeron de la pierre. Plus on approche, et plus sombre, plus fantastique apparaît ce rideau d'obscurité qui se dresse devant les yeux : la noire masse rocheuse n'a pas l'air de plonger dans la mer luisante et pâle, ni de peser sur l'eau. Pas une surface plane ou lisse, le schiste est partout strié de glaciers verdâtres et constellé d'étoiles de neige entre les précipices bleus. Çà et là, perçant les nuages, pareil à un jet de lumière électrique, un rayon de soleil éclaire tout à coup quelque roche polie et nue, un massif rouge comme un reflet de brasier la nuit, de grands névés vierges, un coin de verdure dans cette tristesse solitaire, puis tout retombe aussitôt dans l'ombre, l'immobilité et la désolation; on dirait un monde préhistorique. — L'hiver, quand cinq mille bateaux de pêche sont pris par la tempête dans ce terrible Vestfjord, — le gouffre où vient se ruer tout le flot de l'Atlantique, avec toutes ses épaves,

— songez aux drames auxquels assiste impuissant ce village caché là-bas dans les anfractuosités du rocher gris, posé comme en attendant sur les îlots qui lui dessinent un port, avec ses maisons rouges, blanches et jaunes, si calme aujourd'hui en ce repos d'été, dans cette courte trêve des élémens. La saisissante sensation de cette tragédie de la mer et de la mort, ne la retrouvons-nous pas dans l'image même de ce chaos apocalyptique des Lofoten, produit monstrueux de la lutte éternelle entre la terre et l'eau? Quelle vision de terreur!

Harstad. — La région des grandes îles. Comme à la découverte, le bateau cherche sa voie tortueuse dans d'étroites passes, sans issue apparente, bordées de collines verdoyantes et de sombres montagnes taillées à pic qui avancent leurs promontoires sur notre chenal maritime. Les détroits et les tournans se succèdent, les golfes, les isthmes, les caps s'accumulent; impossible de deviner le chemin que va suivre le pilote dans ce labyrinthe où les routes se coupent, se perdent et se retrouvent comme les sentiers d'une forêt. L'eau calme lèche doucement la rive de roches blanches, ou vertes de mousse, ou brunies par les algues, et les claires collines où pousse l'herbe drue se détachant sur le fond de neige des montagnes à l'horizon, comme un paysage d'été devant un paysage d'hiver; tout brille, tout reflète la molle lumière du soleil bas, du pâle soleil qui donne trois mois par an la vie à cette terre. — Les villages sont rares dans cette solitude grandissante et dans cette nature appauvrie. En voici un, qui occupe les deux bords du détroit large d'un mille : ses trois ou quatre douzaines de maisons, peintes aux couleurs vives, très distantes les unes des autres, sont blotties près de l'eau dans la puissante verdure septentrionale. Haute et mince, posée sur son socle de roche, l'église de bois toute blanche fait centre, et figure la communauté disséminée des habitans et des maisons : voilà l'âme du village. Aujourd'hui dimanche, les habitans venus en barque se massent devant elle, le service fini, auprès du cimetière qui l'entoure et qui doit tous les prendre un jour. C'est bien la grande église de Brand.

Tromsœ. — Il pleut depuis ce matin, on ne distingue pas le ciel de l'eau, et les montagnes bleuâtres qui semblent fermer les deux bouts du détroit ne s'aperçoivent qu'à travers un nuage.

Pourtant Tromsœ nous est apparue bien jolie ce matin dans le gris, l'humide et le froid, avec quelque chose de mystérieux et de rêvé sous ce rideau de gaze transparente. Y a-t-il vraiment une ville de six mille âmes derrière ces quelques cabanes de bois sur pilotis dont on voit à mer basse les dessous comme l'échafaudage d'une scène de théâtre, et qu'assiègent ces petites barques norvégiennes, jaunes ou vertes, si légères, si effilées, si élégantes? Approchons de la rive que coupent les magasins rangés en bataille, face au port. Sous ces vieilles bâtisses d'une solidité peu rassurante, l'eau moirée reflète tout le fouillis intime des grands pieux pourris, des canots renversés, des algues humides, et le mouvement du canot fait rendre au miroir liquide des trémolos de bleu, des trilles de jaune, des arpèges brillans de vert et de noir. — Voici le quai; puis de grandes rues trop larges en terre battue, des maisonnettes de bois minuscules, de vastes places désertes : un gros bourg en formation. Je pense à tel village du Dakota, visité autrefois, peuplé exclusivement de Norvégiens. Même rigueur de climat, même dureté de vie, même impression d'inachevé, de primitif; seulement on sent la nature plus vieille ici et plus immobilisée. — Dans les rues les types d'hommes sont caractéristiques : de grands corps à peine dégrossis et taillés comme à coups de hache, des visages durs, des traits creux, des physionomies brutales et austères qui semblent repliées sur elles-mêmes dans une sorte de retraite intérieure. Le geste est bref, roide et sans grâce; la démarche, active et préoccupée. Le regard semble planer au-dessus des choses : par instans il s'enflamme, et dans ses éclairs on sent l'enthousiasme du *piétiste* caché sous la froideur du tempérament septentrional. La vie morale est évidemment d'autant plus développée ici que la vie matérielle est plus resserrée; on devine des exaltés et des fanatiques.

Lyngenfjord. — Un fjord étroit et long, pareil à une vieille lézarde de l'écorce terrestre, creusé tout droit, sur quarante kilomètres de longueur, dans un magnifique *Oberland* septentrional: béante et profonde blessure ouverte au flanc du continent. Jusque dans l'eau pâle et blême, de toute la hauteur de ses quinze cents mètres, la montagne sombre, s'échappant de sa gangue de neige, tombe à pic, découpée en pyramides gigantesques que séparent les glaciers violemment précipités du haut en bas de la muraille de pierre. — Voici l'un de ces Niagara gelés, d'une belle couleur

bleue surnaturelle; il s'étale d'abord dans son large lit tortueux, puis se projette en avant d'un seul saut vertical et se résout à vingt mètres de l'eau en une épaisse cascade écumante, tandis qu'à son contact le roc se colore magiquement dans sa demi-obscurité, et qu'à nos pieds l'onde blanchie de toutes parts semble une vaste mer de lait. Plus loin, sous les nuages qui cachent les sommets, les glaciers, énormes banquises terrestres, s'amoncellent en roulant les uns sur les autres comme les flots d'une mer furieuse. — Un instant le ciel opaque s'éclaire d'un rayon du soleil couchant, et sous le voile rose du brouillard les choses s'illuminent, fantastiques comme de spectrales visions. — Partout la terre est assiégée par l'eau, le nuage, la glace ou la neige, et pressée dans cette étreinte qui l'étouffe, usée par ce perpétuel contact de l'élément qui la ronge, elle agonise, elle meurt : son rôle humain est fini.

L'océan Glacial. Minuit. — Nous approchons de ce Finistère de l'Europe, le cap Nord, en longeant, au milieu des îles ici plus espacées, la côte déchiquetée par le flot dur de cette mer boréale. Terne et lisse, l'eau blême — couleur de mort — semble à peine liquide, pesante comme du plomb en fusion, fatiguée d'errer sans repos dans le désert de l'Océan jusqu'à cet aboutissement polaire et mystérieux. Elle se soulève régulièrement en une houle solennelle et très longue qui roule dans ses profondeurs en remuant à peine la surface liquide, et dans ce calme mouvement de la mer, on croit sentir la large respiration, le tressaillement intime et douloureux d'une gigantesque divinité mythologique. Ce n'est plus ici le monstre terrible et superbe de l'Atlantique, ni le jeune héros brillant de notre Manche, ni l'enfant capricieux et léger de la Méditerranée : c'est un élément très vieux, puissant encore, mais lourd et fatigué de la vie. — Cette mer livide luit d'un éclat mat, huileux et presque hideux, plus lumineuse elle-même que le ciel qu'elle semble éclairer, ce ciel crépusculaire et glauque, strié de longues bandes rouges sous les rayons bas du soleil de minuit. A droite, la terre apparaît toute pâle dans la sécheresse de ses rochers gris; on dirait que l'intense lumière boréale a absorbé toute sa couleur pendant que le climat la frappait de stérilité. Les collines y dressent leurs formes prismatiques comme en un monde cristallisé. Ici commencent l'immobilité vide et l'éternel silence; on entre dans le domaine morne et splendide du

rêve; on passe du réel au merveilleux : c'est une fin de monde. Il fait jour encore, mais dans cette lumière blafarde et factice, *qui vient des choses*, par rayonnement, sous ces nuages pesans aux couleurs d'incendie, les choses sont impalpables comme de grands spectres douloureux, des fantômes qui s'évanouiraient si on tentait de les toucher. — Là-bas, se dresse d'un seul ressaut le cap Nord, noir et nu comme un cadavre décomposé, sinistre et stérile; et voici que de toutes petites barques de pêche, toutes graves, s'en vont bravant l'inconnu droit au nord, solitaires et courageuses, dans le mystérieux de l'au-delà...

Retour à Trondhjem. — Au nord, la région des *sunds;* au sud la région des fjords : Trondhjem marque la séparation entre la Norvège septentrionale et la Norvège méridionale. Un fjord n'est autre chose qu'une fissure dans la matière terrestre, provoquée par son refroidissement, comblée et râpée par les glaciers avant d'être envahie par la mer. Il y a quelques fjords dans le *Nordland*, mais ils s'y présentent à l'état isolé et exceptionnel. Ceux du sud, plus nombreux, s'étalent comme les rayons d'une roue sur un vaste demi-cercle qui va de Trondhjem à Christiania, et dont le centre est marqué par l'immense plateau neigeux du Jotun.

Geiranger. — Nous sommes à vingt lieues de l'océan Atlantique et du petit port pêcheur d'Aalesund, au fond d'un des fjords de la côte occidentale, large ici de cent cinquante mètres et bordé de montagnes de quinze cents mètres. A droite et à gauche, le mur de roc, tout droit, d'une seule enlevée verticale et superbe, pénétrant aussi profondément au-dessous du niveau maritime qu'il se dresse majestueusement au-dessus de nos têtes. Dans cet étroit couloir de pierre, creux de trois mille mètres et à demi rempli par l'eau, nous flottons suspendus à mi-hauteur, entre deux infinis, accablés par l'effroi de la masse qui nous domine et le vertige du gouffre qui s'ouvre sous nos pieds. — L'eau pâle et calme reflète toutes choses avec la douceur enveloppante d'un miroir d'argent, et parfois, l'élément liquide semblant évaporé, nous croyons planer dans le vide, et percevoir de nos yeux toutes les profondeurs intimes du fjord avec autant de netteté que nous voyons devant nous son flanc dénudé. Imprégnée d'humidité noire, rongée par mille cascades qui coulent en suintant ou tombent torrentielles dans le vide, l'énorme muraille de montagne

est comme martelée et tailladée, coupée par endroits d'étroites bandes de sapins, si lisse et si polie qu'on se dit que tomber à l'eau, c'est n'avoir pas où mettre la main pour se reprendre. De quelque côté que le regard se tourne, il est arrêté et comme réfléchi par la falaise de pierre; il semble que le roc soit ici quelque chose de vivant, et qu'à peine entr'ouvert, il soit prêt à se refermer pour nous broyer. — Entre le roc et l'eau, les deux tyrans qui règnent dans cette monstruosité géologique, l'homme est resserré, asservi, étreint; la terre manque, il n'y a pas de place pour la vie. Quelle prison que cette nature, quelle solitude que ce chaos! On frissonne en évoquant ici l'hiver avec ses nuits sans fin et sans repos, le froid glacial, l'angoissante obscurité, et l'engourdissement douloureux des hommes et des choses. Ne jamais percer de ses regards ce rideau de pierre tendu comme un linceul, ne jamais rien voir que l'onde ingrate et le roc qui ferme le ciel, ignorer toujours ce qu'il y a là-haut, à l'air libre, n'est-ce pas l'image trop vraie de la vie, l'image du vide qui nous entoure et du mystère qui nous étreint, et dont nous essayons de sortir?

Nordfjord. — Curieuse impression géologique comme nous parcourions ces jours-ci le Nordfjord depuis son origine jusqu'à son embouchure, et que nous voyions se développer peu à peu devant nous la végétation et la population à l'approche de cette mer qui semble apporter et mesurer la vie. — Comme tous les fjords norvégiens, celui-ci est prolongé dans l'intérieur des terres par un appendice naturel, un lac mince et long, un peu plus élevé de niveau, et dont il n'est séparé que par une ancienne moraine, un *eid*. Ce lac a sa source au pied même du Jotun, de ce centre glaciaire de la Norvège, qui projette tous les fjords en éventail autour de lui, comme des crevasses s'étoilent autour d'un centre de soulèvement. Géologiquement, fjord ou lac sont une seule et même chose : l'un ne serait pas distinct de l'autre si, en se retirant, le glacier primitif, qui occupait jadis la crevasse tout entière, n'en avait bouché l'extrémité supérieure avec sa moraine, et c'est cette moraine même qui a fait l'étroite vallée que l'on trouve entre le lac et le fjord, verte et calme, coupée par un torrent et des cascades. On se rend bien compte ici de ce qu'est la terre qui nous nourrit, la terre arable, un produit de la vieillesse du monde, fabriqué grain à grain par l'eau qui ronge la pierre, la broie et la vivifie, une matière qui se charge lente-

ment de tous les débris des êtres organisés, et qui restitue la vie qu'elle en a reçue à ceux qui les remplacent à la surface du globe.

Après l'*eid* commence le fjord proprement dit. Il pénètre de quatre-vingts kilomètres dans le sein du continent, étendant à droite et à gauche ses racines profondes et avides, ces tentacules puissans par où l'Océan semble vouloir aspirer avec plus de force l'eau que lui doit la terre. Ce fjord n'est qu'une étroite fente dans le *fjeld*, le haut plateau norvégien, chaos informe et désert où ne pousse qu'un peu de mousse et d'herbe entre les pierres, coupé de failles où vont se perdre les ruisseaux, taché de mares d'eau croupissante, sans autre trace humaine que les *sæter* des pâtres de loin en loin. D'en bas, par momens, nous apercevons le fjeld au-dessus de la ligne des derniers sapins, froid et désolé, nous emprisonnant dans sa ceinture de solitude et de tristesse : «... C'est une mer figée ; — comme un linceul, la neige couvre ce tombeau. — Le tonnerre grondant partout — est la cloche qui monte à Dieu (1). » Son flanc abrupt, fait de roc dur, se recouvre par endroits d'alluvions déversées par la montagne, dont la pente s'allonge alors doucement vers le fjord. Des prairies, que séparent les ruisseaux et les cascades, se suspendent à mi-hauteur ; jusqu'à la rive de pierres plates s'échelonnent les sapins, plus beaux ici et plus forts à mesure qu'ils approchent de leur limite septentrionale, les bouleaux pâles et délicats sur leurs tiges blanches qui se tordent comme le tronc nerveux des oliviers, les aulnes, et les trembles. — Voici quelques *gaards* à mi-côte, des fermes, avec leur toit de gazon où poussent des plantes et des arbrisseaux ; on y monte par des sentiers invisibles et escarpés, et en bas, au bord de l'eau, une cabane doucement inclinée protège la barque familiale, le seul lien qui rattache au reste du monde cette oasis perdue dans le désert de roc. Le village prochain, blotti au débouché d'une vallée, est éloigné de plusieurs milles, et lui-même n'est en communication avec le centre de la région, Bergen, que par de rares services de bateaux. — Dans cette solitude et dans ce chaos, on ne trouve pas une parcelle de sol cultivable qui ne soit cultivée ; l'homme est partout où il peut être. C'est la terre qui manque : la Norvège tient presque tout entière entre son fjeld et ses fjords.

(1) Olsen Vinje, mort en 1870.

En mer. — Nous approchons de Bergen en traversant l'archipel qui enserre la côte, ce dédale d'îles qui fait songer à des montagnes envahies par les eaux et dont on ne verrait plus que les sommets. Toujours les mêmes formes et les mêmes silhouettes, toujours les mêmes moules de cette sculpture géologique du nord : îlots bas et nus, longues bandes rocheuses au profil annelé qui figurent des serpens monstrueux, coupoles lisses et brillantes, caps roides et droits; puis, au loin, le désert neigeux du fjeld. — Lentement nous évoluons au milieu des roches grises, ou rouges, ou lavées d'un blanc mat et mort, si puissantes et si vigoureuses qu'on s'étonne de les trouver immobiles dans la mer immobile.

D'instant en instant le paysage change. Voici toute la grâce de la nature normande étalée dans une crique de verdure, et l'eau reflète alentour si nettement les couleurs et les formes des choses, qu'on ne sait plus distinguer la ligne de flottaison qui sépare l'élément liquide de l'élément solide. Puis de grandes îles, des villages ; la terre, plus clémente, commence à se montrer plus féconde. Nous traversons une passe qui n'a pas vingt mètres de largeur, avec deux ou trois maisons à notre gauche, des arbres sur la rive où de la main nous pourrions presque cueillir des feuilles. — Au loin, les collines pâles de la côte se détachent légèrement sur le ciel tendre; presque grises, ces montagnes, et comme effacées, estompées dans l'azur qui fuit, elles font ressortir les premiers plans solides et colorés. Ah ! la douceur de ces lointains du nord, fins et bleutés, dans l'éclatante lumière du milieu du jour, quel peintre pourrait la rendre? Il y a plus de froideur et de pâleur vierge que dans les fonds des paysages d'Italie, plus de netteté sous le même ciel blanchi à l'horizon ; il y a plus de transparence et de glorieuse clarté surtout. D'ici, dans cet air pur et fluide, toute la côte se voit avec une précision de détails, une délicatesse de dessin qui désorientent les yeux, et pourtant, par l'excès de la lumière qui recouvre tout de son vernis brillant et velouté, les choses nous apparaissent sans solidité, sans épaisseur, irréelles et rêvées comme en un autre monde. — Il fait gris et doux, sous le ciel froid et léger; la mer scintille dans sa pâleur d'argent, un peu plus bleue que dans le nord, et un peu plus brillante. Un instant, dans un rideau traversé de brume grise, l'eau ternie tout à coup semble une couche de glace étalée où le bateau glisse sans trace et sans

effort, et à travers le voile à peine translucide de ouate dense, les grandes barques qui passent immobiles, les voiles tombantes, lourdes et silencieuses, nous semblent flotter dans le vide suspendues comme par miracle...

Voilà, notées au jour le jour, quelques impressions de la Norvège d'été; sans avoir vu le pays d'hiver, on sent déjà la marque que doit imprimer sur l'âme de l'habitant ce monde *fantastique* et *monstrueux*.

Fantastique est cette nature, et mystérieuse, et troublante. « Il semble qu'elle soit sortie de toutes les lois et de toutes les formes », qu'elle ait secoué le joug de la fatalité : songez à ces nuits d'hiver sans aurore et à ces jours d'été sans fin, qui font que les choses sont alternativement plongées dans l'obscurité qui les anéantit pendant six mois et l'éclatante lumière qui les divinise pendant six autres; songez à l'extraordinaire poussée de végétation qui rachète en trois mois de chaleur neuf mois de stérilité; songez à ce froid sommeil du monde arctique où la terre se refuse à donner la vie. Il y a ici tant de phénomènes qui inquiètent les sens, ces mirages, ces aurores boréales, ces longs crépuscules sanglans et grandioses, et ce manteau d'irréalité magique qui couvre les choses comme des fantômes en un rêve. — Devant tout cela l'esprit désorienté se frappe, l'imagination se déchaîne et les nerfs se tendent; possible et impossible, naturel et miraculeux, réel et fictif, tout se confond dans un idéalisme naïf et profond à la fois, et le sens se perd des limites humaines du monde et de la vie. Pour avoir vu représenter trop de drames sur le même théâtre, l'homme apprend à se défier de cette nature indifférente et superbe, trop terrible ou trop séduisante, qui le torture en l'enivrant; il se lasse de jouer sur cette scène un rôle qu'il ne comprend pas, et s'obstine à regarder derrière le décor. — Le monde extérieur n'existe qu'à moitié pour cet esprit naturellement philosophique du nord qui a l'intuition de l'insuffisance de ses représentations, et par delà les choses il se prend à chercher leur raison cachée, l'absolu qu'elles expriment, l'inconnaissable dont elles sont la projection. De là ce symbolisme inconscient et inné, qui n'est pas le privilège ou la rançon de quelques grands penseurs, mais une forme générale d'intelligence, et comme une seconde vue du monde, aussi claire, aussi simple, aussi naturelle que la vision directe. Toute âme norvégienne pense et croit ce que disait un jour Ibsen

devant nous-mêmes : c'est que toutes les choses sont plus ou moins symboliques par cela même qu'elles plongent leurs racines et qu'elles projettent leur faîte dans l'au-delà.

Nous occupons dans le monde moral et dans le monde physique une sorte de point-milieu ; parfois il est bon de regarder aux extrêmes : cette nature est monstrueuse, tragique, antihumaine. Hammerfest, par soixante-dix degrés de latitude, a une nuit ininterrompue de six semaines ; dans le Finmark, quinze beaux jours d'été clairs et sans pluie sont une rareté ; la tempête est constante aux Lofoten, et en une nuit il s'y est noyé plus de cinq cents hommes. Pire que le climat est la solitude, qu'aggravent le froid, l'obscurité de l'hiver et l'absence de routes terrestres au nord de Trondhjem. A Hellesylt, dans le Geiranger, plusieurs pasteurs se sont suicidés successivement ; sur tel autre point du territoire, c'est la folie qui les guette. Entre le *fjeld* et le *fjord*, les moyens matériels d'existence se refusent à l'homme : on se demande si ce n'est pas la présence de l'homme qui est monstrueuse. — En revanche, la nature fait ici l'âme plus forte, comme le corps plus robuste, la volonté plus ardente, la vie intérieure plus intense, en un mot la personne humaine plus élevée. Elle imprime en l'homme le sens dramatique de la vie. L'individu y est naturellement absolu et exalté ; il a besoin d'idéal et d'action. Torturé d'angoisse devant le problème de l'existence, il aspire après une foi, ou philosophique ou mystique ; politique ou social, il veut un but ici-bas, il y tend avec une anxiété poignante et obstinée. Il est fait pour être apôtre ou réformateur.

Symbolisme inconscient, fanatisme spontané, voilà donc ce qu'en naissant l'homme reçoit en germe de cette nature monstrueuse et fantastique. Dans toute âme norvégienne il y a un peu de Brand, de Rosmer et du pasteur Sang. Ibsen et Bjornson sont en puissance dans tout esprit scandinave : avec leurs exaltations et leurs défaillances, leur noblesse de visée, leur grandeur et leur naïveté de conception, ils sont tous deux le vivant symbole d'une race tout entière.

***

LE RÈGNE DE L'ARGENT

VIII (1)

LA BOURSE
LA SPÉCULATION ET LA PUISSANCE FRANÇAISE

Comment parler du rôle de l'Argent dans nos sociétés modernes sans rien dire de la spéculation et de la Bourse? C'est là, pour nos contemporains, un sujet toujours nouveau. Jamais peut-être il n'a été autant de circonstance. La spéculation est descendue peu à peu dans toutes les couches de la société. Nous sommes loin des âges primitifs où elle était propre aux financiers et aux hommes d'affaires. Les hommes du monde y ont pris goût; les petites gens y sont venus; les femmes elles-mêmes ont voulu y mordre. La sphère de la Bourse s'agrandit, tous les jours, dans tous les sens. La spéculation gagne, à la fois, en étendue et en profondeur. La démocratie moderne, les découvertes de la science, le rapprochement des peuples, les conquêtes géographiques lui ouvrent, dans toutes les directions, des horizons plus vastes. L'inventeur patient qui perfectionne un procédé industriel, le pionnier grelottant de fièvre qui s'enfonce dans la forêt vierge travaillent, à leur insu, à élargir son domaine. C'est elle surtout qui est cosmopolite. N'avons-nous pas vu, récemment, les mines d'or de l'Afrique du Sud et les *goldfields* de l'Australie de l'Ouest l'entraîner vers les secs plateaux de l'hémisphère austral?

(1) Voyez la *Revue* des 15 mars, 15 avril, 15 juin 1894, 15 février et 15 mai 1895, 15 avril et 1er mai 1896.

On dirait, à certaines heures, qu'elle va mettre les continens en actions, et les débiter par tranches à la Bourse.

I

C'est comme un tourbillon qui emporte les peuples civilisés Grands et petits, tout le monde spécule, et tout le monde se plaint des excès de la spéculation. C'est devenu un des thèmes favoris des moralistes du feuilleton et des philosophes du fumoir. En aucun champ, hélas! la déclamation n'est plus aisée et plus stérile. Parmi les censeurs qui déplorent le plus vivement les abus de la spéculation, combien en ont les mains entièrement nettes? Jamais, depuis le temps où les admirateurs de Law remplissaient de leurs clameurs la rue Quincampoix, la France et le monde ne se sont autant adonnés aux combinaisons de Bourse. Certains font de la spéculation sans le savoir, beaucoup en font sans la comprendre. Parmi les spéculateurs même, le grand nombre ignore le rôle économique, la fonction sociale de la spéculation. En aucune matière les distinctions ne sont plus nécessaires, et les préjugés plus répandus. Pour la foule, pour beaucoup même de ceux qui s'y livrent, la spéculation n'est qu'un jeu. La Bourse leur semble un tripot où l'on ponte sur les valeurs, comme ailleurs sur les cartes; ou encore c'est, pour eux, une sorte d'hippodrome, où l'on parie sur des rentes ou sur des actions, au lieu de parier sur des chevaux. Cette façon de concevoir la Bourse est une des raisons pour lesquelles la Bourse fait tant de victimes. Qui ne voit dans la spéculation qu'une roulette ou un baccarat est sûr de perdre, et c'est justice. Le jeu n'est pas l'essence de la spéculation, il n'en est que l'abus et la corruption. La langue usuelle a tort de les confondre. Le vrai financier, le spéculateur digne de ce nom ne joue point, ne parie point; ses opérations n'ont rien de commun avec la rouge et la noire, ou avec les gageures des courses.

Spéculer, le mot même l'indique, c'est prévoir; autrement dit, c'est voir de loin, saisir d'avance la série des faits, anticiper sur leurs conséquences. Rien de plus légitime en soi. Le financier fait, dans sa sphère, ce que l'homme de guerre ou l'homme d'État font chacun dans la leur. Par cela même, il n'est pas sans ressemblance avec eux. En même temps qu'un calculateur, un grand financier doit être un homme d'imagination, — imagination

vive et tête froide. Les psychologues trouveraient qu'il a beaucoup de traits communs avec les grands politiques et les grands capitaines. A la Bourse, comme sur le champ de bataille, il faut, pour vaincre, la connaissance du terrain, la faculté de prévoir, le sens du réel, et par-dessus tout l'esprit de décision, la hardiesse tempérée de prudence; et comme le grand politique et le grand capitaine, le vrai spéculateur n'abandonne au hasard que ce qu'il ne peut lui ôter. A lui, aussi, pourrait s'appliquer la devise du maréchal de Moltke : *Erst wägen, dann wagen.*

Donc spéculer, c'est avant tout prévoir, et partant, il n'y a pas d'affaires sans spéculation, c'est-à-dire sans prévision rationnelle des prix. En ce sens, tout industriel, tout commerçant, tout agriculteur même spécule, quand il fait ses achats ou ses ventes, car tous s'efforcent de vendre ou d'acheter au moment favorable. En finance, comme ailleurs, c'est là le point de départ de toute spéculation : acheter quand les prix sont bas, vendre quand les prix sont chers. Ainsi entendue, la spéculation se retrouve dans tous les pays, à toutes les époques, et elle reste légitime tant qu'elle n'emploie ni la fraude ni la violence. Elle est aussi ancienne que l'homme, aussi ancienne du moins que la vie civilisée. La Bible nous la montre dans l'antique Égypte, et sous une de ses formes les plus contestables. Toute la fortune de Joseph lui vient d'une spéculation sur les blés. Le fils de Jacob prévoit que, après les années d'abondance, viendront les années de disette, et il fait faire par le Pharaon de grands approvisionnemens, si bien que, la famine survenue, il sauve les Égyptiens de la détresse; mais en échange des blés du Pharaon, il force les Égyptiens à céder leurs champs au roi, en sorte que, de propriétaires, il les convertit en simples tenanciers (1). Qu'est-ce là, si ce n'est de la spéculation, pour ne pas dire de l'accaparement? Joseph était d'Israël, dira quelque antisémite; rien d'étonnant s'il a été un maître spéculateur et accapareur, et si les livres hébreux lui en font un mérite.

La race, hélas! n'a rien à voir ici, et pour découvrir la spéculation, voire l'accaparement, les « Aryens » n'ont pas eu besoin des Sémites. Les Grecs prêtaient au philosophe Thalès une opération sur les huiles, non sans analogie avec l'opération sur les blés, attribuée par la Genèse au fils de Rachel. Aristote, loin d'y rien décou-

(1) *Genèse*, ch. XLI-XLVII; voyez notamment ch. XLVII, 19-26.

vrir de répréhensible, en fait honneur au philosophe et à la philosophie (1). Les anciens semblent avoir été indulgens pour ces tentatives d'accaparement; ils n'y voyaient qu'une habileté d'esprits avisés. Les modernes, à commencer par les moralistes chrétiens, ont été plus sévères; mais, en condamnant le monopole et l'accaparement qui n'en sont que des abus, ils n'ont eu garde de condamner toute spéculation. Les théologiens ont souvent essayé de faire une théorie du juste prix, ou comme ils disent, de la justice dans les contrats commutatifs; la plupart ont dû reconnaître que le juste prix résultait de la commune estimation, c'est-à-dire du jeu de l'offre et de la demande; partant, il leur a fallu admettre que le marchand qui subit les risques de perte a le droit de profiter des chances de plus-value (2). Or, c'est là le point de départ de toute spéculation.

Une erreur, presque générale, est de croire que la spéculation ne peut s'exercer qu'aux dépens du public. C'est là une vue courte. La spéculation, même sous ses formes les plus attaquées et parfois les plus critiquables, rend souvent service à la communauté. Quoi de plus décrié, de tout temps, que la spéculation sur les blés? C'est pourtant cette spéculation, d'apparence criminelle, qui approvisionne les pays menacés de disette; elle a préservé les peuples européens de la famine, et cela, à des conditions moins dures que celles du Joseph de la Genèse. Encore, n'est-ce là peut-être qu'un de ses moindres services.

La spéculation, au sens large du mot, est un agent de progrès; j'ai bien peur qu'elle ne soit le ferment le plus actif de nos sociétés matérialistes. Si nous examinons nos contemporains, force nous est de reconnaître en elle le grand stimulant des intelligences, et peut-être le premier moteur de nos machines et de nos industries. Elle inspire l'esprit d'entreprise; c'est elle qui, en remuant les imaginations, donne le branle aux capitaux; et s'il est vrai que le capital est en train de transformer la face du monde, cela est

(1) Aristote, *Politique*, l. I, ch. VII. On reprochait à Thalès sa pauvreté, et l'on en concluait que la philosophie ne servait à rien. Thalès, selon le récit d'Aristote, avait prévu, par ses connaissances astronomiques, qu'il y aurait, l'année suivante, abondance d'olives; il se procura quelque argent, loua tous les pressoirs de Milet et de Chio à un prix modéré. Au moment de la récolte, il obtint de ses pressoirs le prix qu'il voulut, prouvant, ainsi, qu'il était facile aux philosophes de gagner de l'argent.

(2) Claudio Jannet, *le Capital, la Spéculation et la Finance au XIXe siècle*, p. 232, a, sur ce point, donné l'opinion de saint Thomas d'Aquin, qu'ont suivie la plupart des théologiens modernes.

surtout vrai de la spéculation. L'œil ouvert sur tous les continens, à la fois, elle ne se repose jamais; elle est à l'affût de toutes les découvertes, pour en hâter ou pour en étendre l'application. Elle est sans cesse en travail de renouvellement. Elle est la fée agile, tour à tour bienfaisante et malfaisante, dont les mains inquiètes président à toutes les métamorphoses de l'industrie et à toutes les révolutions du commerce. Avec toutes ses hardiesses et ses témérités, elle reste un des grands facteurs du progrès matériel. Sans elle, toutes les transformations économiques et industrielles seraient infiniment plus lentes. La cité idéale, selon le cœur des moralistes, dont toute spéculation serait bannie, serait forcément stationnaire. La spéculation est le vent qui souffle en tous sens et renouvelle l'air; c'est la brise qui agite la surface des eaux et soulève les flots; si elle amène des tempêtes et provoque des naufrages, elle enfle les voiles et fait voguer au large les barques et les vaisseaux. Une société sans spéculation est une mare stagnante. Il faudrait plaindre le pays où il ne se trouverait plus d'hommes prêts à risquer leur argent. Héroïsme intéressé des écus, peu méritoire assurément, mais non moins utile que celui des hommes prêts à risquer leur vie. La science ici donne tort à la courte sagesse du vulgaire. Imaginez, disait *l'Économiste français*, une société où tout le monde voudrait placer ses fonds d'une manière sûre, où chacun se résignerait à un intérêt de 4 pour 100, sans rien chercher au delà, une pareille société serait vouée à la routine. Il faut aux inventeurs, aux explorateurs, aux novateurs de tout genre, des capitaux qui osent affronter les risques; ces capitaux, c'est la spéculation qui les leur fournit. J'avoue que je vois là, pour ma part, une raison de plus de nous mettre en garde contre le socialisme. Ne fît-il que tuer ou décourager toute spéculation, le socialisme, par là même, condamnerait le monde à l'immobilité. Une société collectiviste serait une société stationnaire, endormie, incapable de progrès, parce qu'on en aurait extirpé le levain même du progrès.

Ce rôle fécond de la spéculation, les plus clairvoyans de ses adversaires n'ont pu le méconnaître. Un des pères du socialisme, un homme, il est vrai, qui ne craignait pas de s'embarrasser de contradictions, Proudhon, l'a même exaltée outre mesure, entonnant en son honneur une sorte d'hosanna (1). C'est elle, affir-

(1) *Manuel du spéculateur à la Bourse*, p. 4 (édition de 1859).

mait-il, qui recherche et découvre les gisemens de la richesse; on dirait, aujourd'hui, qu'elle est le grand prospecteur de tous les filons de la richesse cachée. « La spéculation, c'est à proprement parler, continue Proudhon, le génie de la découverte; c'est elle qui invente, qui innove, qui pourvoit, qui résout, qui, semblable à l'Esprit infini, crée de rien toutes choses. Elle avise, conçoit, organise; le Travail, le Capital, le Commerce exécutent; elle est la tête, ils sont les membres. » La spéculation, en effet, est intimement liée au génie d'invention qui est l'âme de tout progrès. Nous n'avons donc pas le droit de dire qu'elle est le propre des sociétés en décadence. Certes, si elle est un des facteurs essentiels de la richesse et du progrès, elle est parfois coupable de grands excès et par suite de grands maux; elle a ses abus, elle a ses crimes. J'oserai la comparer à une chose plus noble, à la liberté, mère des grandes choses et des grands hommes. Faut-il nous le rappeler, à nous Français? la liberté, elle aussi, a été souvent souillée et ensanglantée; elle nous est apparue, à plus d'un jour, sous un masque hideux. Ainsi de la spéculation, à certaines heures; aux mains de convoitises effrénées, elle semble un agent de dissolution. Il est triste, assurément, de voir tout un peuple secoué par la fièvre de la spéculation, mais alors même que, par ses excès, elle semble une maladie, il serait injuste de la traiter comme une affection sénile ou une marque de décrépitude. Demandez-le à la jeune Amérique.

Sous le nom de spéculation, le public a le tort d'entendre, presque uniquement, les opérations de Bourse qui ne visent qu'à encaisser des différences de cours, soit sur les valeurs mobilières, soit sur les denrées, blés, farines, sucres, coton, café, car l'on spécule sur tout, et plus, peut-être, sur les denrées agricoles, nationales ou exotiques, que sur les rentes et les valeurs industrielles. Cette spéculation de Bourse, souvent viciée par des manœuvres coupables, est stérile en elle-même, puisqu'elle ne produit rien, qu'elle ne fait que changer le cours des valeurs. On ne saurait dire, pour cela, qu'elle soit toujours nuisible, ou toujours inutile. En dépit des abus qui la déshonorent, si pernicieux qu'en soient les excès, elle a, elle aussi, cette spéculation sur les cours, son rôle dans l'économie générale; il est malsain, toutefois, qu'elle empiète sur les fonctions essentielles du corps social, aux dépens de la production et du travail. En courant après un bénéfice égoïste, la spéculation sur les valeurs rend souvent service au

public. Contrairement au préjugé vulgaire, en facilitant les échanges, elle tend à diminuer les écarts entre les prix. Elle est plutôt, pour le marché, une cause de stabilité que de perturbation. L'équilibre qu'elle semble travailler à détruire, elle tend elle-même à le rétablir, les témérités de la hausse amenant fatalement la baisse, et les imprudences de la baisse finissant par ramener la hausse. C'est comme une bascule en mouvement perpétuel, qui, par ses balancemens en sens inverse, fait bientôt remonter ce qu'elle avait tout à l'heure fait descendre. Ceci nous amène à la Bourse et au rôle de la Bourse.

II

Dans nos États modernes, la spéculation a sa maison, son hôtel, son temple. C'est ce qu'on appelle en France la Bourse, — Bourse des valeurs mobilières, — Bourse du commerce, des denrées ou marchandises. Aucune nation civilisée ne saurait se passer de Bourse; toutes les capitales, on pourrait dire toutes les grandes villes en ont une, et l'importance de ce rendez-vous de la spéculation est en raison de la richesse des divers pays. « La Bourse est le monument par excellence de la société moderne, » disait déjà Proudhon, sous la deuxième République. Proudhon la grandissait outre mesure. La Bourse n'est qu'un des monumens indispensables à nos sociétés industrielles. Il est vrai qu'elle y tient une grande place, — je dirai tout le premier, — une trop large place. A mesure que baissent, dans l'estime des hommes, les biens qui faisaient contrepoids à l'amour des richesses; à mesure que les vieilles religions, que la foi aux paradis invisibles, la superstition de l'Honneur et de la Gloire, la passion désintéressée de la Science et de la Liberté se laissent détrôner par le culte de l'argent, le profil de la Bourse se dresse au-dessus des nations et semble les dominer de plus haut. Les clochers aériens des cathédrales, les coupoles des académies et des observatoires, les frontons des palais législatifs et les beffrois des hôtels de ville s'abaissent, également, devant les lourds portiques de la Bourse. Elle est, déjà, pour nombre de nos contemporains, comme le mihrab, la kaabah nouvelle vers laquelle s'orientent, des quatre coins du monde, les regards et les supplications des adorateurs de Mammon. Cette importance croissante de la Bourse, la faute en est à deux choses, surtout : à la diffusion de la richesse mobilière et au

matérialisme de nos sociétés. Supposez une société privée de richesse, ou encore une société pauvre en esprit, selon la parole évangélique, la Bourse y tiendra peu de place. Mais telle n'est pas la société contemporaine, telle n'est pas la démocratie moderne. Au lieu d'être pauvre en esprit, elle est riche de convoitises, et l'ardeur de ses aspirations vers la richesse fait de la Bourse le centre vers lequel convergent les regards et les désirs.

Qu'est-ce, en somme, que la Bourse? Une chose bien simple, un marché, une halle, une foire des valeurs. Pour la rendre inutile, il faudrait abolir la propriété et les Sociétés par actions, « nationaliser » l'industrie et le commerce, faire de l'État l'unique patron, le seul producteur et le seul marchand; il faudrait, en un mot, établir le collectivisme. Et encore, alors même que serait réalisé le rêve enfantin des disciples de Marx, pour peu que le nouveau régime laissât aux hommes de liberté, il se formerait une Bourse, où, faute d'autres titres, l'on spéculerait sur les bons de travail. Aux valeurs comme aux denrées, il faut en effet un marché où se produisent librement l'offre et la demande dont la rencontre peut seule déterminer les prix; un marché public, où chacun puisse, à toute heure, et à peu de frais, réaliser son avoir ou placer ses bénéfices. Et, à cet égard, on ne saurait nier que la Bourse remplit parfaitement son objet.

Elle opère, chaque jour, sur des quantités énormes de titres; et nulle part, en somme, les intermédiaires, — ces indispensables parasites, tant vilipendés de la foule, — ne coûtent moins cher au public. Force est bien d'en convenir, si peu sympathiques que nous soient les gens de Bourse et les jeux de Bourse, la Bourse est, dans notre pays de France, une des institutions qui accomplissent le mieux leur office. A qui la contemple du haut de ses galeries intérieures, quand les cris des agens et les vociférations des courtiers la remplissent de clameurs assourdissantes, la Bourse de Paris semble une réunion de forcenés en délire. Il n'en est rien; la guerre perpétuelle des haussiers et des baissiers, les combats quotidiens des taureaux et des ours, des *bulls* et des *bears*, comme disent les Anglais, ont eux-mêmes leur utilité pratique. Quelque vilaine besogne qu'il se fasse parfois sous ses maussades colonnades, raser la Bourse serait priver la France d'un organe non moins nécessaire à la vie publique qu'à la vie privée. Les économistes n'ont pas de peine à en montrer les services. Selon la remarque d'un écrivain que je citerais plus souvent s'il me tenait

de moins près (1), la Bourse contribue à développer la production en permettant aux personnes économes de trouver, à chaque instant, des valeurs pour leurs placemens, et en rendant aisée la réalisation de ces valeurs. Elle stimule l'épargne, elle la pousse à utiliser ses capitaux, en les faisant servir à la production, au lieu d'enfouir ses écus, stérilement, comme les thésauriseurs de jadis. Elle facilite, ainsi, la constitution et le fonctionnement des grandes entreprises, en attirant l'argent vers elles, et en assurant un marché à leurs titres. Il est vrai que, ici encore, le mal est voisin du bien, et que, aux époques d'agiotage, les capitaux se détournent de l'agriculture et de l'industrie, pour se jeter dans de périlleuses spéculations de Bourse. La France et l'Europe en ont, trop souvent, donné le triste spectacle. L'équilibre entre les différentes fonctions économiques et les divers facteurs de la production est alors rompu. La Bourse attire à elle des capitaux qui seraient plus utiles ailleurs, elle pompe stérilement les richesses du pays, aspirant à la fois les économies des gens timides qui cherchent un refuge dans les rentes de l'État et les ressources des audacieux prêts à tout braver pour conquérir la fortune.

Cet hôtel de la spéculation, Bourse des valeurs ou Bourse du commerce, flamboie, aux yeux des moralistes, d'une lueur sinistre. On le voue à l'exécration des hommes, comme l'antre de Satan et la caverne de Mammon. Quelques-uns y voient le nouveau temple de Moloch, l'odieux Melcarth tyrien qui faisait passer les enfans par les flammes de ses bras d'airain. A l'inverse de Proudhon, qui regardait la Bourse comme le monument par excellence de notre société bourgeoise, certains lui refusent tout caractère indigène, affectant d'y reconnaître une institution étrangère à notre sol gaulois et à notre civilisation soi-disant aryenne. Ils veulent y découvrir une importation d'une autre race, introduite en pays chrétien par des tribus exotiques. A les en croire, les frontons à la grecque et les colonnades pseudo-classiques sont, pour nos Bourses modernes, un travestissement imposteur. Au lieu de singer lourdement les basiliques de Rome ou les temples de l'Hellade, nos Bourses européennes devraient, tout comme les synagogues ou les loges maçonniques, avouer, dans leur façade, leur origine orientale. C'est en style judéo-phénicien, — si les Sémites de Syrie

(1) M. Paul Leroy-Beaulieu, *Précis d'économie politique*, p. 270.

ont jamais possédé une architecture, — que nous devrions construire ces demeures de Mammon, car elles sont essentiellement un produit du génie sémitique.

Non, hélas! n'en déplaise à notre amour-propre, la Bourse n'est ni une invention de Tyr ou de Carthage, ni un legs de Jérusalem. L'ombre de leurs portiques a beau attirer nombre de fils d'Israël, ces temples du Veau d'or, qui se dressent de tous côtés chez les fils de Japhet, n'ont pas eu pour fondateurs des enfans de Jacob; et il n'est pas vrai que leurs premiers prêtres, ceux qui en ont fixé le rituel, aient été des cohanim, descendans d'Aaron. En vain, de prétendus historiens tentent d'en faire remonter l'origine à la postérité d'Abraham. Les publicains, tout-puissans à Rome, étaient fort mal vus de Jérusalem. Il y avait une Bourse à Rome, au Forum d'abord, dans les basiliques ensuite, ou sous les deux Janus, longtemps avant l'invasion des sept collines par les Orientaux, bien avant que les légions de Pompée ou de Titus n'aient ramené des captifs de Palestine dans les ruelles du Transtévère. Ils n'étaient pas les élèves d'Israël, les *argentarii* ou les *trapezitæ* qui, pour le compte des chevaliers romains, vendaient au public des *partes* et des *particulæ*, tout comme nos agens de change ou nos banquiers nous vendent des actions (1). Il y a eu une Bourse, c'est-à-dire un marché des valeurs mobilières, dès qu'il y a eu des valeurs mobilières. Chez nous, en France, Paris possédait déjà une Bourse sous Louis XIV et sous Louis XV, à une époque où juifs allemands ou juifs portugais, *ashkenazim* ou *sephardim* étaient à peine tolérés dans quelques auberges des faubourgs (2). On y spéculait, entre chrétiens, sur les assignations, sur les rentes, sur les bons du trésor, sur le produit des fermes. Le nom de la rue Quincampoix où se tint, quelques années, cette Bourse indigène, n'a pasencore été rayé de l'histoire de la Régence. Au temps de Law, nous étions bien entre Français de France, et nos pères n'en agiotaient pas moins sur le Mississipi, avec autant d'entrain que naguère tant de bons chrétiens sur l'Union Générale. La Bourse n'est même pas toute moderne; on en trouve l'embryon au moyen âge, dès le XIVe siècle, sous le lys rouge de Florence, et Venise pourrait dire que le lion de Saint-Marc l'a couvée de ses ailes. Ces nobles républiques italiennes, l'orgueil de notre race, pratiquaient déjà la vente à terme se soldant par des différences. Plus tard, ce fut le

(1) Voyez les *Manieurs d'argent à Rome*, par Antonin Deloume; Paris, Thorin.
(2) Voyez M. Kahn, *les Juifs de Paris sous Louis XV*.

tour d'Anvers, de Genève, de Lyon, de Nuremberg, d'Augsbourg (1), plus tard encore, celui d'Amsterdam, puis de Londres, et seulement alors apparurent les juifs, les Spanioles, les Portugais d'abord, bientôt supplantés par leurs congénères d'Allemagne.

Si, une fois entrés dans la danse, les juifs ont souvent mené le chœur, ils n'ont presque nulle part donné le branle. De nos jours, sur tous les rivages où s'établissent des Européens, il se fonde une Bourse à l'européenne. Pour en édifier sur l'Atlantique et sur le Pacifique, les Américains n'ont pas eu besoin d'attendre le débarquement des juifs expulsés de Russie. Partout, dans les deux mondes et dans les deux hémisphères, surgissent ces monumens de la spéculation ; et les races les plus diverses s'y donnent rendez-vous, s'y disputant bruyamment la suprématie de l'argent. La vieille Byzance a sa Bourse, tout comme San Francisco ou Melbourne, et sur la Corne d'Or, le Grec et l'Arménien — si les égorgeurs de Stamboul en ont épargné quelques restes — l'emportent sur le juif. L'Asie vaincue, l'Inde aux cent races a ses Bourses où le Sémite est souvent battu par l'Aryen ; Bombay, qui compte trois sortes de juifs, assiste aux fréquentes victoires des Parsis, adorateurs du feu, et seuls peut-être légitimes héritiers des antiques Aryas ; — tandis que, aux Bourses de Hong-Kong et de Shanghaï, le Mongol à la face jaune et aux yeux obliques se glisse en silence entre le Sémite et l'Aryen, prêt à évincer, également, tous les barbares d'Occident.

III

Ainsi la Bourse s'élève partout, étendant son empire avec la civilisation, inculquant aux peuples neufs comme aux races vieillies, avec la passion des affaires, le goût de la spéculation. Laissons de côté la morale et les séductions de la cote sur les petites gens, détournons les yeux, un instant, des plaies sociales faites par l'agiotage pour examiner le rôle de la Bourse dans les affaires. A cet égard même, elle ne manque pas de détracteurs. Si elle stimule l'épargne, si elle attire les capitaux vers les affaires, c'est, dit-on, pour faire passer les économies des travailleurs qui pro-

(1) Sur les Bourses de la Renaissance, M. Ehrenberg nous a donné des études d'un haut intérêt. Voyez notamment *Die Weltbörsen und Finanzkrisen des XVIten Jahrhunderts* (Fischer, Iéna), ouvrage analysé par M. A. Raffalovich dans *l'Économiste français* du 22 août 1896.

duiseut aux mains de spéculateurs qui jouent et ne produisent rien. Si elle ouvre aux valeurs un marché permanent, elle fausse arbitrairement les cours, les faisant sans cesse monter et descendre, enfler et diminuer, au gré et au profit des meneurs du marché. Au lieu d'une juste balance qui pèse en bons poids les valeurs et marque automatiquement les prix, c'est une fallacieuse bascule, mue par des filous, qui donne des cotes erronées.

Pour être fort répandue, cette opinion n'en est pas toujours plus fondée. Contrairement aux préjugés vulgaires, les quotidiennes batailles des haussiers et des baissiers, des *bulls*, des taureaux qui foncent en avant, et des *bears*, des ours à la tête basse, tendent d'habitude à maintenir l'équilibre du marché. Loin d'accroître démesurément l'amplitude des oscillations des prix, cette spéculation en sens inverse a plutôt pour effet de la diminuer. Grâce à elle, les grandes valeurs, au milieu même des crises les plus intenses, trouvent toujours un acheteur; sans elle, les cours viendraient souvent à s'effondrer, les offres tomberaient dans le vide. C'est ce qui arrive aux époques de « krach, » aux jours où la spéculation, désemparée, n'ose plus prendre d'engagemens. Les opérations de Bourse, ventes à terme, ventes à prime, options, arbitrages, au lieu de fausser les cours, servent plutôt à les régulariser. Telles pratiques, que les moralistes se croient en droit de flétrir, peuvent aussi avoir leur utilité. Ainsi notamment des ventes à découvert, objet de scandale pour le gros public; elles sont le plus souvent un élément d'équilibre parce qu'elles mettent obstacle à l'inflation, au gonflement arbitraire des prix. Le baissier est le contre-poids indispensable du haussier, et le baissier est d'autant plus nécessaire que, en dehors des habitués de la Bourse, peu de gens se risquent à se mettre à la baisse, tandis que, à certaines heures, le public entier, pris d'un fol engoûment, se rue, tout ensemble, à la hausse. Et réciproquement les achats à crédit, la poursuite acharnée des vendeurs sans titres, la menace d'étrangler les baissiers trop téméraires opposent un frein à la dépréciation systématique et à l'avilissement immérité des valeurs (1). Si dans ces joutes de la Bourse, il y a des tués et des blessés, la faute en est souvent aux victimes, et, entre toutes, les

(1) La spéculation à la baisse ou à la hausse, même dans les cas où elle révolte le plus le sentiment public, a souvent son utilité. Ainsi de la spéculation sur les blés. Voyez, par exemple, A. Raffalovich, article *Arbitrage*, *Nouveau Dictionnaire d'Économie politique*. Il est douteux que le gouvernement allemand serve les intérêts de la nation en prétendant interdire les opérations à terme sur les blés.

moins dignes d'intérêt sont les gens du monde qui n'ont qu'à ne point se mêler à ces périlleuses passes d'armes. Il faut laisser les luttes de Bourse aux gens de Bourse; la spéculation n'est pas le fait des amateurs; leur ruine est presque toujours méritée, et les moralistes y devraient applaudir, car, en même temps qu'un juste châtiment pour les coupables, elle est d'un exemple salutaire pour le public.

L'objet principal de l'indignation des bonnes gens, c'est le marché à terme, ce marché fictif où l'on vend ce qu'on n'a point, où l'on achète ce qu'on ne peut payer. Nos lois françaises étaient, dit-on, bien inspirées quand elles ne reconnaissaient pas les opérations à terme, n'y voulant voir qu'un jeu; il a fallu, nous assure-t-on, la prépondérance judaïque pour donner à ces paris de spéculateurs une sanction légale. C'est encore là un des signes de la démoralisation de nos sociétés chrétiennes par les juifs et les judaïsans. Les faits, qui ne flattent personne, nous montrent les choses sous un tout autre jour. Bourse des valeurs ou bourse du commerce, le marché à terme est l'âme de la Bourse; il est le grand régulateur du marché. Sans lui, les grandes affaires sont impossibles. La grande industrie, pas plus que le grand commerce, ne saurait s'en passer : il lui faut compter sur des livraisons de matière première à époques fixes et à prix déterminés, ce qu'elle ne peut obtenir que par des marchés à terme échelonnés. Les compagnies de chemins de fer, l'État, tout le premier, pour les besoins de l'armée ou de la flotte, concluent sans cesse des marchés à terme; c'est l'unique moyen de s'assurer d'avance, à prix convenu, le charbon, la farine, les avoines, de se mettre à l'abri des surprises. En ce cas et en bien d'autres, au lieu de constituer un jeu, comme l'imagine le vulgaire, l'opération à découvert supprime la part du hasard. Elle constitue une sorte d'assurance par laquelle un commerçant ou un industriel se couvre d'avance contre les risques de variation des prix, entre l'achat de ses matières premières et la vente de l'objet fabriqué (1).

La vente à terme n'a donc rien en soi que de légitime. Alors même qu'elle ne vise que des différences de cours, elle contribue à l'élargissement et à la stabilité même du marché. C'est, en réalité, le pendule aux oscillations symétriques qui met l'horloge en mouvement et en règle la marche. Il est faux, du reste, que

(1) Voyez, par exemple, dans la *Revue* du 1er août 1893, l'étude de M. Raphaël-Georges Lévy intitulée : *la Spéculation et la Banque*.

l'invention ou la diffusion en revienne aux Sémites. Les Florentins pratiquaient la vente à terme sur les « parts des monts » dès le XIVe siècle. Elle s'est étendue à toutes les grandes marchandises et à tous les grands marchés du globe. Quels qu'en soient les abus, c'est elle qui fait l'élasticité, qui fait la force de résistance et la capacité d'absorption du marché (1). C'est le marché à terme qui approvisionne l'industrie de houille, de fer, de coton, de laine, comme c'est lui qui souscrit les grands emprunts et prépare les grands travaux publics. Supprimer la Bourse ou, ce qui reviendrait au même, prohiber le marché à terme, ce ne serait pas seulement frustrer le commerce et l'industrie des facilités dont ils ont besoin, partant affaiblir les forces productrices du pays et entraver le développement de la richesse; ce serait abaisser le crédit national, priver la France d'un instrument précieux pour la guerre comme pour la paix.

IV

Comment, en effet, se borner, quand on disserte ou qu'on moralise sur la Bourse, à ne regarder que la fortune privée et les intérêts particuliers? C'est là un point de vue étroit et, pour nous, c'est le moins élevé, comme le moins important. La question est plus large et plus haute. Elle touche à des intérêts qui nous sont plus chers que ceux de la banque ou du commerce, que ceux mêmes des rentiers et des capitalistes grands ou petits. Elle affecte directement la puissance nationale. Le marché financier a son rôle dans la vie des États; et sa prospérité n'est pas indifférente à la grandeur des nations. La Bourse a plus fait pour la diffusion de nos rentes françaises que tous nos ministres des finances. La Bourse et le crédit public se tiennent; inquiéter la Bourse, lui rendre les affaires malaisées, étouffer ou décourager la spéculation par des règlemens vexatoires ou par des impôts excessifs,

(1) Cela seul nous ferait douter du bien fondé de projets de réglementation qui, en sanctionnant les marchés à terme, prétendent interdire toute convention dans laquelle l'intention commune des parties est d'exclure la livraison des denrées, marchandises ou valeurs mobilières sur lesquelles elles ne traitent qu'en apparence. Tel, par exemple, le projet présenté au Sénat de Belgique, en 1896, par M. Lejeune, ministre d'État. Outre qu'on ne voit pas comment on prouverait toujours quelle est l'intention des parties, et si l'objet du contrat se borne ou non à une simple différence de cours, on risquerait fort, avec un pareil système, d'enlever à la Bourse toute élasticité et toute puissance d'absorption.

c'est frapper indirectement le crédit du pays et, par là même, atteindre sa puissance (1).

L'aveu a beau nous en être pénible, le patriotisme nous fait un devoir de le confesser, la Bourse représente une des forces vives de la France. Elle a été, pour la France, un instrument de relèvement après la défaite, et elle demeure, pour nous, un instrument de puissance, dans la guerre et dans la paix. Rappelons-nous les déjà lointaines années de notre convalescence après l'invasion, années douloureuses et douces à la fois, où se mêlait aux tristesses de la défaite et aux souffrances de la mutilation la joie de sentir la France revivre. D'où nous est venue notre première consolation, notre première revanche devant le monde? Glorieuse ou non, elle nous est venue de la Bourse.

Le marché de Paris s'est retrouvé intact au milieu des ruines de la guerre et de la Commune, et la paix à peine ratifiée et l'insurrection domptée, il s'est mis à travailler au relèvement de la France; car c'est bien au relèvement de la France que travaillaient, sous Thiers et sous Mac-Mahon, agens de change et courtiers. La Bourse a eu, aux plus mauvais jours, un mérite peu commun; elle a fait un acte de foi en la France. Alors que plus d'un politique sceptique et d'un penseur découragé se permettaient d'écrire, sur les murs croulans de nos palais incendiés, *finis Galliæ*, la Bourse a cru à la France et à sa fortune, et, cette foi en la France, elle l'a répandue autour d'elle, chez nous et au dehors. La spéculation a été patriote, à sa manière; elle a montré en nos ressources une confiance que la prudence de plus d'un sage taxait de téméraire. Avons-nous déjà oublié nos grands emprunts de libération ? Sans la Bourse, ces emprunts colossaux, dont le montant dépassait tout ce qu'avait rêvé l'imagination des financiers, n'auraient pas été souscrits, ou ils ne l'auraient été qu'à un taux notablement plus onéreux pour le pays. Sans la Bourse, nos rentes françaises n'eussent pas pris un essor aussi rapide; notre crédit, rétabli plus vite encore que nos armées, n'eût pas, dès le lendemain de la défaite, égalé le crédit de nos vainqueurs. A cet égard, tout ce que l'équité nous faisait dire naguère de la haute banque il faudrait, pour être juste, le répé-

(1) Faut-il rappeler ici que le gouvernement français, dirigé alors par un ministère radical, s'est cru obligé, sur la proposition de MM. Bourgeois et Doumer, d'exempter, en 1896, les rentes françaises de la plus grande partie de l'impôt sur les opérations de Bourse, afin de rendre au marché de nos rentes l'élasticité que cet impôt lui avait enlevée?

ter de la Bourse. Pour qui a vécu à cette pâle aurore du relèvement de la France, cet entrain de la Bourse et des capitaux à nous offrir les milliards dont nous avions besoin dépassait les ardeurs et les audaces de la spéculation; mais quand on n'y voudrait voir que jeu et pari de spéculateurs, la spéculation a joué sur le relèvement de la France; elle a bravement parié pour le vaincu. Ces financiers, nationaux ou exotiques, qu'on accuse de s'être abattus sur elle comme des oiseaux de proie, ont apporté à la noble blessée leurs écus et leur crédit; et s'ils en ont eu leur récompense, est-ce à nous de le leur reprocher, à nous qu'ils ont aidés à refaire nos armées, notre flotte, nos arsenaux? Si la France a été si prompte à reprendre son rang dans le monde, le mérite en revient, pour une bonne part, à la Bourse. Et, aux services de la guerre, nous devons ajouter, si nous voulons être équitables, les services de la paix. Sans l'ampleur du marché de Paris et l'élan donné à nos ressources par la spéculation, que de choses eussent été impossibles à nos finances si témérairement surmenées! Nous n'aurions pu, ni compléter notre réseau de chemins de fer, ni renouveler notre outillage national, ni nous créer, au delà des mers, un empire colonial qui refera de la France une des grandes puissances du globe. Quand on juge la Bourse, ce sont là des titres qu'on n'a pas le droit d'oublier; avant de la condamner, au nom de la morale ou des intérêts privés, un patriote doit peser les services rendus à l'intérêt national : qu'on entasse sur un plateau de la balance tous ses défauts et ses méfaits, de pareils services leur font bien contrepoids.

Prenez garde, nous diront antisémites ou anticapitalistes, en faisant valoir les bons offices de la Bourse envers la France et envers l'État, vous proclamez sa puissance. Vous avouez son ascendant sur l'État, vous reconnaissez que, à certaines heures, les gouvernemens peuvent être contraints de compter avec elle. Or, le mal, en politique comme en bonne morale, c'est précisément la puissance de la Bourse, la prépondérance de la Bourse. — Soit, d'accord; mais cette prépondérance qu'aucun honnête homme ne saurait tolérer, elle n'existe pas en fait; la puissance même qu'on prête à la Bourse et aux gens de Bourse, on est singulièrement porté à l'outrer, car, de ce qu'elle aide l'État dans ses emprunts ou ses conversions, il ne suit nullement que la Bourse tienne les gouvernemens dans une dépendance honteuse. Ce qui n'est pas vrai de la haute banque l'est encore bien moins de la

Bourse qui n'est, en somme, qu'un organe de la vie nationale, sans existence propre, sans personnalité effective. Le pouvoir qu'on lui attribue n'est pas à elle. Il n'est ni aux boursiers, ni au parquet des agens de change, ni à la coulisse, il est au public qui opère par leurs mains. La Bourse n'est même pas un pouvoir, à la façon de la presse; sa voix n'a d'autorité qu'autant qu'elle exprime l'opinion des intérêts dont elle est l'organe. Elle n'a, le plus souvent, ni avis, ni sentiment à elle; elle reflète l'opinion, plutôt qu'elle ne la dicte ou qu'elle ne la dirige. On se plaint de l'ascendant de la Bourse, je ne vois pas que nos démocraties prêtent beaucoup l'oreille à sa voix; autrement les peuples se gouverneraient avec plus de prudence et plus d'économie. Si jamais la cote a été l'oracle des ministres ou des Chambres, ce n'est pas dans la France d'aujourd'hui. Certes, gouvernement et parlement ont raison de ne pas administrer, ou de ne point légiférer, en tenant les yeux fixés sur la Bourse. Il est, pour les peuples, des boussoles plus nobles, et les hommes d'État ont le droit de chercher, plus haut, des étoiles directrices. Mais, sans gouverner en vue de la Bourse, les gouvernemens ont peut-être tort de faire fi de ses conseils, car ses avis peuvent être sensés, et la cote est, elle aussi, après tout, la voix de l'opinion, et une voix qu'il n'est pas toujours aisé de faire parler à son gré.

« La Bourse est toute-puissante, écrivait Proudhon; aucune puissance, ni dans l'antiquité ni dans les temps modernes, ne peut se comparer à la sienne. » Cela était-il vraiment juste de la monarchie de Juillet et du second Empire, deux gouvernemens assez différens l'un de l'autre cependant? Je ne crois pas qu'on en puisse dire autant de la troisième République. Proudhon lui-même, malgré son goût du paradoxe, n'oserait plus écrire que la Bourse fait et défait les empires. Elle ne sait même plus faire ou défaire les ministères. Si nos législateurs ont les yeux et le cœur tournés vers l'argent, ce n'est pas vers la Bourse qu'ils regardent, quand ils appuient ou quand ils renversent un cabinet. A-t-elle jamais été un pouvoir dans l'État, la Bourse est un pouvoir en décadence. Il n'y a qu'à voir la façon dont nos finances sont gérées pour mesurer son autorité dans la République. Autrefois, les gouvernemens les plus probes, les plus libres de l'influence des hommes d'argent, se préoccupaient, en choisissant un ministre des finances, de l'opinion de la Bourse; il semblait, en ces temps déjà reculés, que, pour administrer la fortune publique, il fallait

être *persona grata* près du parquet ou de la haute banque. Encore un préjugé dont nous nous sommes défaits. Être bien vu de la Bourse et des hommes d'affaires serait plutôt, pour un ministre des finances, un titre d'exclusion. Si la Bourse a peu d'influence sur la politique, la politique n'en a guère plus sur la Bourse. Entre les deux, on pourrait dire qu'il y a une sorte de séparation, sans que cela puisse jamais aller jusqu'au divórce. Le marché n'est plus aussi sensible aux changemens de gouvernement ou aux délibérations des Chambres. Il se désintéresse de tout ce qui ne touche pas directement les affaires. Lui, aussi, est devenu sceptique et, chose triste, on ne saurait dire que cette indifférence mutuelle de la politique et de la Bourse soit toujours à l'avantage du pays.

A travers tous ses défauts, la Bourse a, en effet, une qualité qui n'est pas commune, la franchise. Elle est terre à terre; elle ne connaît en toutes choses que le vulgaire souci des intérêts matériels, et ces intérêts mêmes, les seuls qui la passionnent, elle en a fréquemment une intelligence médiocre. Elle est souvent myope; elle ne perçoit ou ne veut apercevoir que l'avenir immédiat; son horizon se borne, trop souvent, à la liquidation mensuelle. Mais, avec cela, elle est d'habitude indépendante et véridique; elle n'obéit à personne et ne flatte personne, elle ignore l'art de feindre. La cote est incorruptible; il n'est pas plus mauvais courtisan. C'est pour cela que la Bourse a toujours été mal vue des despotes, princes ou peuples. Ni la séduction, ni la force n'ont de prise sur la cote, et l'intrigue ne peut longtemps la fausser. La Bourse n'est ni sainte ni héroïque, et, hormis les héros et les saints, c'est la seule puissance que ni rois ni foule ne puissent assujettir ou contraindre à parler contre son sentiment; nulle censure n'a prise sur elle, et son opinion, elle l'exprime en francs et en centimes, langage compris de tous. Aussi Napoléon la détestait et Robespierre l'avait en exécration, sans que la vertu y fût pour rien; les jacobins, pour la faire taire, n'avaient trouvé qu'un moyen, la supprimer. Proudhon lui-même le confessait : la Bourse a été, chez nous, à certaines heures, le dernier refuge de l'opinion, suppléant à la fois, par ses variations quotidiennes, au silence de la tribune et à la servilité de la presse. De ce que la Bourse est indépendante, ignorant l'art de flatter les maîtres du jour, il ne suit pas qu'on puisse, sur tous les événemens, se fier à son verdict. Beaucoup de choses, dans le gouvernement des hommes, échappent à

son jugement. Ils commettraient d'étranges bévues, ceux qui voudraient prendre la hausse ou la baisse comme le baromètre de la félicité publique et la mesure de l'art de gouverner. Nous avons vu, durant les quinze dernières années, des ministres, qui ne consultaient guère l'opinion de la Bourse, nous donner, impudemment, la hausse des rentes comme une justification de leur politique et une preuve de la prospérité du pays. Or, cette hausse des rentes et des valeurs à revenus fixes, loin d'être toujours un signe de la prospérité générale et un gage de l'activité des affaires, est parfois un indice de la stagnation des affaires. Les capitaux ne pouvant s'employer, avec profit ou avec sécurité dans le commerce ou dans l'industrie, refluent sur la Bourse et se réfugient dans les rentes et les obligations. C'est un peu là, en France, l'histoire de nos dernières années; si la hausse a longtemps prévalu sur le marché de nos rentes, nos gouvernans n'ont pas le droit d'en être bien fiers.

V

On affecte de parler de la puissance de la Bourse sur les peuples contemporains, comme si elle avait vraiment courbé les nations sous son joug. On oublie que, si elle est une puissance, ou mieux une force, ce n'est pas seulement à l'intérieur, vis-à-vis des nationaux, c'est aussi au dehors, vis-à-vis de l'étranger. Veut-on considérer la question en patriote, il ne faut pas seulement voir la place que la Bourse tient en France, mais aussi la place que la Bourse fait tenir à la France en Europe Or, ici, aucun doute, le marché de Paris est une des forces vives de la France dans le monde. Bien plus, — car un peuple doit savoir se dire ses vérités pour désagréables qu'elles soient, nous devons confesser que, dans l'état actuel de l'Europe et du monde, la Bourse de Paris est peut-être, aux yeux des nations, la principale force de la France.

Les autres, celles qui nous tiennent le plus à cœur, celles dont nous aimons le plus à nous relever vis-à-vis de nous-mêmes et vis-à-vis d'autrui, notre science, notre littérature, notre art français; ou encore, nos armées, nos arsenaux, notre flotte; ou, si vous êtes chrétien, nos prêtres, nos missionnaires, nos religieux, nos œuvres de toutes sortes; — nos grandeurs intellectuelles ou nos richesses spirituelles, en un mot, les seules dont, pour ma part, il me convienne d'être fier, nos rivaux sont, par jalousie

ou par ignorance, enclins à les contester ou à en faire fi. Il en va autrement de la Bourse de Paris qui représente, chez nous, la puissance de l'argent, la seule universellement reconnue de ce siècle réaliste. Cette force, qui se chiffre en millions et en milliards, personne ne nous la conteste, et personne n'en fait fi; l'univers, qui se dit civilisé, s'incline volontiers devant elle. Il faut en prendre notre parti, — sauf à notre génie national d'en appeler devant Dieu et devant l'histoire, — nous valons surtout, dans le monde, par notre argent; c'est lui, le plus souvent, qui nous gagne le respect des hommes et l'amitié des peuples. Les nations, toutes également éprises de la richesse, s'estiment et se cotent les unes les autres d'après leurs capitaux, autant et plus que d'après leurs armées. Si la France fait encore grande figure dans l'univers, elle le doit, pour beaucoup, à la Bourse de Paris. Nous avons eu, à d'autres époques, des primautés plus nobles; puissent nos enfans avoir l'énergie de les reconquérir! mais en luttant pour des prix moins indignes de notre passé, n'allons pas dédaigner la royauté qui nous reste, car c'est une puissance qui n'est pas indifférente à notre grandeur nationale. Une Bourse, comme celle de Paris, est un moyen d'action dans le monde et sur le monde. Quoi qu'on fasse, la France contemporaine n'est pas une Lacédémone dont un plagiaire de Lycurgue puisse bannir impunément l'argent et l'or; et n'en déplaise aux amans de la beauté ou aux panégyristes de la chevalerie, l'Europe moderne n'est pas un monde de preux ou de poètes où il soit permis de régner, uniquement, par le fer ou par l'art. A une époque où la richesse et le bien-être sont le grand souci de tous les cœurs, il n'est pas étonnant que la primauté la plus enviée soit celle de la richesse; et ce serait folie de la part d'un peuple de briser de sa main ce vil sceptre de l'or, quand il l'a trouvé dans son héritage; — car cela, aussi, nous le tenons de nos pères, et si nous venions à le perdre, je ne sais s'il nous resterait, assez de sagesse, ou assez de vigueur, pour jamais le reconquérir. Rien de ce qui contribue à la force ou à la grandeur de la patrie ne saurait être dédaigné des Français; et c'est un de nos griefs contre les socialistes, ou contre les antisémites, que, ne feraient-ils qu'appauvrir la France, ils travailleraient, malgré eux, à la diminuer dans le monde et à la découronner aux yeux des peuples. Que s'il y a des Français, s'il y a de soi-disant patriotes qui se préoccupent peu de la place de la France entre les

nations et qui traitent de pareils soucis de préjugés ataviques, j'avoue que je reste, quant à moi, des Français qui gardent ce noble préjugé des aïeux. Les socialistes, je le sais, uniquement préoccupés du bien-être des individus ou de la satisfaction des masses, font peu de cas de l'intérêt national ; mais c'est justement là une chose que nous ne saurions leur pardonner.

A quelles conditions, la France, notre vieille patrie française si cruellement éprouvée, peut-elle encore garder son rang, entre les jeunes États qui se dressent à ses côtés, en face des colosses toujours grandissans de l'ancien et du nouveau monde? En d'autres termes, que faut-il à une nation, au seuil du xxe siècle, pour constituer, aux yeux des hommes, une puissance de premier ordre? Il faut, avant tout, un territoire étendu, avec une population nombreuse, — deux choses, hélas! pour lesquelles nous sommes en recul, ou nous sommes stationnaires; deux choses pour lesquelles la plupart de nos rivaux l'emportent, de plus en plus, sur nous ; — il faut, en outre, je ne parle ici que des instrumens matériels de la puissance, il faut, en outre, surtout à défaut d'un vaste territoire, des armées, des flottes, des colonies, des possessions réparties sur la face du globe, toutes choses pour le maintien ou pour l'acquisition desquelles l'argent n'est pas indifférent; — il faut enfin, et peut-être devrions-nous dire, il faut d'abord, autant que tout cela est compatible ensemble, une grande industrie, un grand commerce et, plus encore, un grand marché financier. Or, entre tous ces facteurs matériels de la puissance nationale, celui qu'on nous conteste le moins, le seul peut-être par où nous l'emportons encore, au moins sur nos rivaux du continent, c'est le marché financier. Cette dernière primauté qui reste à la France, Berlin est jaloux de nous l'enlever, elle aussi ; mais en dépit de tous ses efforts et de tous ses progrès, Berlin n'y est pas encore parvenu.

Un marché financier puissant, autonome, ne relevant pas de l'étranger, un marché qui permette à une nation de se passer du bon plaisir des autres et, au besoin, de leur faire sentir son ascendant, réfléchissez à ce que cela veut dire pour un peuple, pour un État. C'est une des formes de l'indépendance nationale, et non la moins précieuse; c'est une des formes de la puissance d'un État, et non une des moindres. Un peuple politiquement émancipé de la domination étrangère peut, sous ce rapport, demeurer dans une sorte de vasselage de l'étranger. Comparons, à cet égard,

la France avec quelques-unes de ses émules, parmi ces grandes personnes morales, ces grands acteurs de l'histoire qu'on appelle des États, des nations. Voici l'Italie, la dernière venue de nos six puissances européennes; que lui manque-t-il, à cette antique et jeune Italie, pour jouer dans le monde le rôle dont, après tout, elle est digne par son passé, par son énergie, par son génie? Une des choses qui lui manquent le plus et dont le défaut la tient, malgré toutes ses velléités de révolte, dans la dépendance de l'étranger, c'est un grand marché financier. Comparez la Bourse de Rome à la Bourse de Paris : l'infériorité éclate au premier coup d'œil. Sur le terrain financier, l'heure est encore loin où l'Italie pourra jeter à l'Europe son présomptueux *farà da se*. Ses efforts pour se passer du marché français, froissé de sa politique anti-française, n'ont pas profité à ses finances; si le mauvais vouloir de la Bourse de Paris n'a pas été, comme le prétendent souvent les Italiens, l'unique cause de la baisse de leur crédit, l'Italie n'a pu s'affranchir de la tutelle du marché de Paris qu'en subissant celle du marché de Berlin. Or l'Italie ne sera vraiment une grande puissance que lorsqu'elle aura conquis, avec un marché autonome, son indépendance financière.

A l'autre extrémité de l'Europe, voilà un grand État et un grand peuple, le plus vaste État des deux continens, un peuple encore jeune qui grandit chaque jour en force et en nombre, un peuple comme adolescent qui couvre à peine la moitié de ses immenses territoires et qui, par la population, l'emporte déjà sur les plus populeuses des nations chrétiennes. L'étendue et la continuité de ses domaines, la fécondité de ses terres noires, ses vastes gisemens de houille et ses lacs souterrains de pétrole, ses mines de fer et de métaux précieux, plus encore que ses armées innombrables, lui assurent des ressources illimitées; tandis que l'unité de son gouvernement, la concentration de toutes ses forces aux mains d'un autocrate incontesté, et plus encore peut-être, le dévouement et la foi de son peuple en son Dieu et en son tsar lui donnent, entre nos peuples modernes, tous plus ou moins livrés à l'esprit de dispute et de discorde, la redoutable supériorité de l'unité de volonté et d'action. Si d'autres convoitent l'hégémonie de l'Europe, d'autres l'empire des mers et des plages tropicales, c'est le seul État qui puisse rêver de l'hégémonie du vieux continent et embrasser à la fois l'Occident et l'Orient. Il n'a pas fait encore l'essai de ses forces, et, déjà, les peuples se montrent in-

quiets de l'ombre que projettent, sur l'Europe et sur l'Asie, les ailes à peine éployées de son aigle à deux têtes. Eh bien! cette énorme Russie qui, selon le vers de son poète, se déroule des rochers glacés de la Finlande jusqu'à la brûlante Colchide et des tours du Kremlin jusqu'à la muraille de Chine en train de crouler devant elle, que lui manque-t-il, pour achever sa puissance? pour mettre ses ressources naturelles ou ses réserves humaines au niveau de sa grandeur territoriale, et se sentir, enfin, l'égale des plus grandes nations des deux mondes? Il lui manque un marché financier, une Bourse de premier ordre; et, faute de ce marché, malgré l'infini de ses plaines et malgré ses cent vingt-cinq millions d'habitans, en dépit de ses millions de soldats et de ses nuées de cavaliers, elle se sent inférieure à des États qui, sur la carte du globe, semblent, à côté d'elle, des pygmées. Elle se trouve, à certaines heures, elle aussi, dans la dépendance d'autrui. Cette Russie qui est moins un État qu'une sixième partie du monde, elle a beau se retrancher derrière un rempart de tarifs, pour favoriser l'essor de son industrie et conquérir son indépendance économique, elle n'a pu encore s'assurer son autonomie financière ; et sans Bourse autonome, le plus grand empire du continent ne possède qu'une puissance inachevée et comme incomplète.

Il est vrai que cette infériorité de la Bourse russe, la Russie ne la doit pas, uniquement, à son infériorité économique, mais aussi à ses préventions politiques, nationales ou religieuses, à un « nationalisme » mal entendu qui lui fait traiter avec une méfiance excessive les races étrangères ou indigènes les plus propres à acclimater, chez elle, les grandes affaires de Banque et de Bourse. Comme il arrive souvent, le vaste empire paye ses fautes et expie ses erreurs.

Et puisque nous parlons de nos amis du Nord, comment taire ici une réflexion sur la Russie et sur la France et sur les origines de l'entente franco-russe? Si, un soir d'été, à Péterhof, en juillet 1891, le petit-fils de Nicolas Ier, le tsar autocrate Alexandre III, l'adversaire implacable de la Révolution, s'est décidé à entendre debout, tête nue, l'hymne des Marseillais, la veille encore proscrite par sa police, croyons-nous que ce fut sans de longues réflexions et sans de longues hésitations? Dieu me garde de froisser notre amour-propre national et encore moins l'orgueil de nos amis slaves! Mais il faut être franc envers soi-même, et il convient parfois d'aller jusqu'au bout de la vérité. A quoi bon nous leurrer de flatteries vaines? Les amitiés politiques, à l'inverse des autres,

— et de combien peu d'autres, hélas ! — sont rarement désintéressées; et pour avoir, plus d'une fois, changé l'objet de nos affections, passant, sous l'aiguillon de l'infortune, du faible au fort, de la Pologne à la Russie, peut-être sommes-nous encore les seuls, nous Français, qui, en nous appliquant à l'égoïsme national, ne puissions nous déshabituer de mettre du sentiment dans la politique. Gardons-nous, en cela, de trop juger des autres par nous-mêmes; nous en avons, déjà, été mal récompensés. Ce que la Russie autocratique a cherché en tendant sa main à la démocratie française, il serait puéril, de notre part, de ne pas le voir, ou, le voyant, de faire semblant de ne nous en pas douter. Ce qu'elle poursuit, cette énorme Russie, c'est naturellement l'intérêt russe; — et, nous pouvons bien le dire, un double intérêt russe, intérêt politique et intérêt financier.

Certes, je n'ignore pas les sympathies instinctives du Français et du Russe, du Gaulois et du Slave, les affinités de tempérament et de caractère, la conformité de goûts et de sentimens qui, même au travers de leurs conflits passés, poussaient les deux peuples l'un vers l'autre et faisaient fraterniser sur le champ de bataille, au lendemain même de leur rencontre, les deux armées. Ces sympathies, peu de Français les ont ressenties avant moi ; nous avons été, il y a plus de vingt ans, trois ou quatre écrivains à les raviver en France. Je n'ignore pas davantage la communauté ou la similitude des intérêts que leur éloignement même crée entre les deux États, et que l'appareil menaçant de la Triple Alliance n'a fait que rendre plus manifeste. Je pourrais me vanter d'avoir été des premiers à provoquer le rapprochement des deux pays, lorsque le préjugé public y répugnait encore, tout en cherchant, plus tard, après la saute de vent de l'opinion, à modérer l'engouement des imaginations intempérantes et à nous prémunir contre la déception des espérances outrées. Je n'ai garde d'oublier tout ce qui, malgré le contraste chaque jour plus accentué de leurs institutions, devait entraîner l'un vers l'autre les deux peuples et les deux gouvernemens, non pas pour une guerre dont les risques n'auraient point été partagés entre les deux alliés, mais pour la paix de l'Europe et pour l'équilibre du monde. Il ne pouvait longtemps agréer au tsar russe de voir un descendant des Hohenzollern, tout plein des souvenirs du Saint-Empire, s'étudier, à côté de lui, au rôle d'archi-empereur. En face du nouvel empire germanique, étayé sur la Triple Alliance et se croyant

déjà sûr de l'hégémonie de l'Europe; devant la toujours plus Grande-Bretagne qui revendique comme son bien tous les territoires vacans et toutes les contrées barbares des deux hémisphères, on devait sentir, à Pétersbourg, que l'Europe et la Russie pouvaient avoir besoin de la France. Et de fait, là-bas, sur le Pacifique, lors de l'apparition brusque de ce nouveau venu inquiétant, à la face jaune, aux yeux obliques, qui, tout à coup, émergeait en armes des flots de la mer de Chine, la France entraînant l'Allemagne a, de concert avec la Russie, barré le continent asiatique au Japon européanisé et peut-être, du même coup, réservé la Corée et la Chine elle-même à la suzeraineté de l'aigle russe. N'importe; quelque intérêt qu'eût la Russie à nous gagner à sa politique, quelques services que l'amitié de la France lui ait déjà rendus de Pékin à Stamboul, la politique n'était pas seule à entraîner le tsar autocrate vers la République française. Un autre aimant, non moins puissant, l'attirait également vers nous. Lorsque l'empereur Alexandre III autorisait d'un geste les hourrahs de son peuple à notre drapeau tricolore, les ministres du tsar n'avaient pas seulement en vue nos armées rangées derrière les Vosges ou nos escadres d'Orient et d'Extrême-Orient, leurs yeux regardaient aussi vers les guichets de nos banques, vers notre marché financier, vers notre Bourse de Paris. L'avons-nous donc oublié? à la visite des cuirassés russes à Toulon succédait l'emprunt russe à Paris, si bien que les vaisseaux de l'amiral Avellane ont paru les remorqueurs des finances impériales.

Le tsar Alexandre III, disait le *Times*, en octobre 1895, a su marier l'épée de la Russie à la Bourse de la France, combinaison formidable qui met aux mains moscovites, en Europe et en Asie, une force peut-être sans pareille. Le *Times* avait tort et raison tout ensemble; car si large et si lourde que soit l'épée de la Russie, celle de la France n'est pas moins bien trempée, et si nombreuses que soient les armées du tsar, si grandes que soient la valeur et l'endurance du soldat russe, je crois, quant à moi, l'armée française au moins égale, comme force offensive. L'empereur Nicolas II en a pu juger, l'automne dernier, dans la plaine de Châlons. Les armées du tsar n'ont guère sur la nôtre qu'une supériorité : c'est que, tout comme au temps de Charles XII et de Napoléon, elles ont, derrière elles, toute l'épaisseur d'un continent, et que, pour user l'envahisseur, elles n'auraient, en cas de revers, qu'à l'entraîner dans les profondeurs de la terre russe. Mais l'épée ne suffit

pas à tout; et, en se rapprochant de la France, la Russie n'a pas seulement trouvé une armée qui double la sienne, elle s'est procuré ce qu'elle ne possédait pas chez elle, un instrument financier qui devait doubler sa force politique. De ce seul fait, la Russie, en s'alliant à nous, a plus reçu de nous qu'elle ne nous a donné, ne fût-ce que pour cette raison, dont ne saurait se froisser aucun des deux alliés, qu'étant plus riche, la France avait plus à donner. La Russie était tributaire du marché de Berlin; nous l'avons émancipée de ce vasselage que, à certaines heures, les tracasseries de M. de Bismarck avaient rendu gênant. Les millions et les milliards exigés par ses armées, par ses flottes, par ses lignes stratégiques, par son merveilleux transsibérien, par son outillage militaire ou industriel, la Bourse de Paris les a largement offerts à la Russie, et cela, pouvons-nous dire, à un taux sans précédent pour le trésor russe. Nos sympathies françaises, les ministres du tsar ont pu les monnayer en bons roubles d'or, à la Monnaie de Paris; et, en ami qui ne compte pas avec ses amis, notre peuple a été reconnaissant aux Russes de l'appel fait à ses écus. Grâce à nous, la Russie, affranchie du papier, va pouvoir reprendre les paiemens en espèces; le cours forcé ne menacera plus de faire fondre ses finances, comme le soleil du printemps fait fondre ses palais de glace. Nous sommes devenus son banquier ; elle s'est presque annexé la Bourse de Paris. Il n'y a guère qu'une année, en Extrême-Orient, après avoir eu l'appui de notre diplomatie, elle a réclamé le concours de nos Banques, afin de prendre une sorte d'hypothèque sur la Chine ; c'est encore nous qui avons avancé les fonds, et c'est elle, en donnant sa garantie, qui en a eu tout le profit politique aux yeux des Célestes. Entre la Russie et la France, les liens les moins forts ne sont pas ceux noués par la corbeille des agens de change ; on peut dire, à tout le moins, de l'entente franco-russe, que l'œuvre du quai d'Orsay a été complétée et renforcée par la Bourse de Paris.

Ainsi donc, cette Bourse, tant vilipendée, est un des facteurs de notre grandeur nationale. La supprimer, la mutiler, la paralyser serait diminuer, de nos propres mains, notre influence dans le monde, nous frustrer nous-mêmes d'une arme puissante. Cette supériorité d'avoir un marché financier où se peuvent traiter, en quelques jours, à toute époque, des affaires colossales, nous avons l'avantage de la posséder; est-il de notre devoir de nous en dépouiller au profit de nos rivaux? Car, à cet égard aussi,

tenons-nous à conserver notre rang, il convient d'être sur nos gardes. Nous avons, à côté de nous, des voisins entreprenans qui ont, déjà, bien grandi à nos dépens et qui ne seraient pas fâchés de nous enlever, elle aussi, cette hégémonie financière du continent. De la révocation de l'édit de Nantes à la guerre de Sept ans, et du traité de Bâle à Sadowa, nos évêques et nos philosophes de l'ancien régime, nos révolutionnaires et nos journalistes de la France moderne ont, maintes fois, travaillé pour le roi de Prusse; je crains fort que, à leur insu, les pamphlétaires de l'antisémitisme et les tribuns de l'anticapitalisme n'en fassent autant. On sait ce qu'a gagné Berlin à la révocation de l'édit de Nantes. Telle autre révocation des droits reconnus à telle autre classe de Français ne lui serait, sans doute, guère moins profitable. Un des phénomènes les plus intéressans de ce dernier quart de siècle, — à la fois signe et effet de la grandeur nouvelle de la Prusse, — c'est l'essor pris par le marché de Berlin. Sur ce terrain, aussi, nous avons là, sur les bords de la Sprée, un concurrent redoutable. L'Allemagne nouvelle n'est pas la Prusse pauvre, aride, besogneuse du grand Électeur ou du grand Frédéric. L'Allemagne s'est bien enrichie, depuis cinquante ans, depuis vingt-cinq ans surtout ; ceux qui disent qu'elle ne produit que des hommes et non des capitaux se trompent étrangement, car l'homme aussi est un capital, et un capital productif. La guerre n'est plus l'industrie nationale de la Prusse, ou elle n'est plus la seule. L'Allemagne est devenue une puissance industrielle, une puissance commerciale, une puissance maritime de premier ordre; à ce triple égard, nous nous sommes laissé devancer par elle. L'Allemagne possède l'esprit d'entreprise ; elle entend fort bien la spéculation ; elle a tout ce qu'il faut pour se créer un marché financier de premier rang; que dis-je, elle en a déjà un à Berlin, sans compter Francfort et Hambourg. Pour faire passer à Berlin le sceptre financier du continent et lui assurer décidément la première place, il suffit d'une imprudence du Palais-Bourbon. Quelques lois inconsidérées de législateurs présomptueux, de ces lois dictées à la lâcheté collective des élus par les préjugés impérieux de l'électeur, de ces soi-disant réformes qui découragent les affaires et effrayent les capitaux, c'en est assez pour provoquer la déchéance du marché de Paris, pour que la France soit financièrement décapitée au profit de Berlin, au profit de Londres, au profit de Genève ou de Bruxelles : car ils sont plusieurs, grands

et petits, tout prêts à se partager notre héritage. Et il en est de la royauté financière comme des autres ; une fois renversée, rien de plus malaisé que de la restaurer. Voulons-nous la conserver, il nous faut être assez sages pour éviter tout ce qui peut l'ébranler. Or, la puissance financière d'un grand pays ne réside pas tout entière dans sa richesse; elle a des organes, elle a des rouages complexes qui ne peuvent se détraquer impunément. Qu'il s'agisse de la Bourse de Paris ou de la Banque de France, gardons-nous de briser, de nos mains, les ressorts éprouvés de la puissance française.

Notre France, avec sa population stationnaire, entre des voisins qui grandissent toujours, notre vieille France garde deux forces d'origine différente et d'ordre divers qui lui maintiennent, parmi les peuples, une place supérieure à sa masse et à sa force numérique. Ces deux forces, que le vainqueur de 1870 n'a pu encore nous ravir, sont-ce l'art et la science, la double couronne dont le génie de nos aïeux a ceint, durant des siècles, le front de la patrie française ? Plût au ciel que l'éclat de cette double auréole éblouît encore assez les peuples pour leur faire reconnaître la suprématie intellectuelle de la France ! mais si nous nous croyons toujours en droit d'y prétendre, d'autres nous contestent cette royauté de l'art et de la science, d'autres se flattent d'y avoir non moins de titres que nous, allant jusqu'à proclamer la prochaine déchéance de notre génie vieilli. A nous de prouver que leur jalousie se trompe. Il est deux forces, au contraire, que le monde n'ose encore nous dénier, l'une toute spirituelle, faite de foi et d'enthousiasme, de renoncement, de témérité généreuse, de prodigalité de soi-même, d'ardent idéalisme; l'autre faite de calcul, de prudence égoïste, de sagesse pratique, de prévoyance mondaine; toutes deux puisant, malgré tout, au plus profond des instincts de la race et témoignant, jusqu'en leur contraste, de sa vitalité persistante. De ces deux forces nationales, toujours vivaces, l'une est la richesse, l'épargne, l'esprit d'économie et, à un moindre degré, l'esprit d'entreprise qui ont leur aboutissement à la Bourse; l'autre est le sentiment religieux, la passion du dévouement qui, pour notre France, est une vocation ancienne, le goût du prosélytisme, la foi aux idées, qui s'est, tour à tour, ou tout ensemble, exercée en des directions bien diverses, et qui, aujourd'hui, au seuil du XXe siècle, comme avant la Révolution, a son expression la plus haute dans nos religieux, dans nos sœurs de charité, dans nos missionnaires.

Pour qui contemple le monde, bientôt conquis à la civilisation chrétienne, et mesure l'ombre lumineuse que la France projette sur la planète, voilà les deux forces qui nous permettent encore de faire grande figure, jusqu'aux extrémités des continens, entre les peuples civilisés et les tribus barbares. Et quels que soient ses sentimens personnels, qui aime la France doit se garder de toucher à l'une ou à l'autre, car ce serait diminuer la patrie. La France est encore, sinon la première, du moins une des premières nations du monde, par l'argent, par son marché financier; — et la France, demeurée malgré tout, la fille aînée de l'Église, reste, en dépit de ses révolutions et malgré ses gouvernans, malgré son incrédulité ou son indifférence, la première entre les nations catholiques. Et tant que l'argent et la Bourse, tant que la religion et l'Évangile tiendront une place dans les préoccupations des peuples, la France, si elle sait conserver ces deux primautés d'ordre inégal, est assurée de garder un grand rôle dans le monde, car elle possède une double prise sur les âmes des hommes, les tenant, en quelque sorte, par les deux anses extrêmes de la nature humaine.

Ni la défaite qu'aucune alliance n'a encore su effacer, ni la brèche faite à nos frontières qu'aucun traité n'a encore réparée, ni l'étroitesse de notre territoire, ni l'arrêt d'accroissement de notre population, ni l'instabilité de nos gouvernemens, ni l'impuissance agitée de Chambres sans vues et sans volonté, ni les malheurs d'hier, ni les périls de demain, rien ne semble nous avoir découragés de redevenir un grand peuple. Nos rivaux raillent, volontiers, cette obstination de la France vaincue, raidie contre le sort, à vouloir être grande. Quelles que soient nos fautes et nos inconséquences, les railleurs auront tort, si nous savons ne pas méconnaître les conditions de notre grandeur matérielle et de notre grandeur morale, rejetant tout mépris de rêveurs idéalistes pour la première, tout dédain d'esprits forts pour la seconde; car ces deux primautés, les dernières qui nous restent, ont, en dépit des apparences, un lien entre elles. Elles se tiennent et se soutiennent l'une l'autre. Si la France reste toujours l'aînée des nations catholiques, au premier rang partout où résonnent les hymnes de l'Église, attirant les regards et l'admiration d'une moitié du monde chrétien, elle ne le doit pas uniquement à l'abnégation de ses fils et de ses filles, à la science ou à la vertu de son clergé, au zèle de ses missionnaires; pour tout cela, d'autres oseraient peut-être entrer en compétition avec elle; elle le doit, tout

autant, à sa richesse, à la générosité de ses aumônes, à l'abondance des ressources qu'elle offre au Pape, à l'Église, aux missions, aux œuvres catholiques. Qu'on prenne le denier de Saint-Pierre qui affranchit la papauté, devenue mendiante, de l'officielle servitude des dotations royales, ou la Propagation de la Foi qui alimente les missions lointaines, des noirs anthropophages de l'Oubanghi aux peuples décrépits de la Chine, c'est toujours de France que vient l'argent, de la terre de France que l'Église et le Saint-Siège tirent le gros de leurs ressources. Cette vocation de fille aînée de l'Église qu'elle a, noblement, remplie par les armes, aux siècles où tout se décidait par la lance et l'écu du chevalier, la France, issue de la Révolution, s'en acquitte, bourgeoisement, en notre âge prosaïque, par ses dons et par son or. En ce sens, le *Gesta Dei per Francos* reste encore vrai. Devant les frères quêteurs d'Orient ou d'Occident, pas de rivale, pour la France, parmi les nations restées fidèles à Rome. Sans elle, la vieille Église serait impuissante à soutenir la lutte contre l'impiété ou contre l'hérésie. La France seule (quoique bien modestement) tient tête aux millions de dollars et aux millions de guinées de la propagande protestante.

Il y aurait tout un chapitre à écrire sur le rôle de l'argent dans l'Église et dans la religion. Ce n'est pas que l'argent comme tel, que Mammon le Syrien, répudié par l'Évangile, règne encore dans le sanctuaire, ou que les marchands chassés des portiques du temple de Jérusalem aient rétabli leurs comptoirs sous les arcades des basiliques romaines. Grâce à Dieu, il est déjà loin le temps où l'or exerçait sa tyrannie sacrilège, jusque sur le cloître des vierges et sur le chœur des moines voués à la pauvreté. Le vieux mot de simonie, qui a si longtemps attiré l'indignation des saints et les anathèmes des conciles, n'a plus de sens dans l'Église, disons mieux, dans les Églises d'Occident. Catholiques et protestans sont également guéris de cette antique lèpre; pour en retrouver des traces, il faut passer dans le vieil Orient, chez les Églises abaissées par le joug de l'Islam. Encore un domaine où le pouvoir de l'argent est en baisse; ou mieux, dans l'Église, sa puissance a été brisée à jamais. Mais s'il n'y règne plus en maître, il y est encore un serviteur utile. Pour les combats de l'Évangile dans sa lutte contre le matérialisme, contre l'immoralité ou contre la misère, l'argent est aussi le nerf de la guerre. Et si, aux mains de l'impie ou du libertin, il est un agent de corruption, l'argent,

aux mains des saints et aux mains des vierges, peut devenir un instrument de relèvement et de rédemption, témoin nos œuvres françaises dans les deux mondes; car, par là, notre France bat toutes ses émules de l'univers catholique, attendu que, presque seule entre les nations catholiques, la France a su demeurer ou redevenir riche. Nous avons là un *primato* que toutes les *combinazioni* des prélats italiens ne sauraient, de sitôt, nous enlever. Cela est, pour beaucoup, sachons l'avouer, dans la considération que l'Église a pour nous; et sans faire à ses évêques ou à la chaire romaine l'injure de leur prêter des calculs indignes d'eux, il est hors de doute que, aux yeux de la Rome pontificale, comme aux yeux de la sainte Russie, une France pauvre ne serait plus la France. A Rome comme à Moscou, et au Vatican non moins qu'au Kremlin, notre argent n'est pas étranger à l'estime qu'on a de nous. Le pape, tout comme le tsar, est intéressé à ce que nous soyons riches. Si l'homme ne vit pas seulement de pain, l'Église sait que les œuvres ne vivent pas uniquement de la prière ou de la parole de Dieu, et le pain matériel dont elles ne sauraient se passer, c'est nous surtout qui le leur fournissons. Croyans ou libres penseurs, conservateurs ou démocrates, sachons reconnaître les sources réelles de notre puissance, et, si nous voulons maintenir notre ascendant dans le monde, écartons tout ce qui peut porter atteinte à la richesse privée, ou à la richesse publique de la France. Il y va de la grandeur de notre pays.

VI

La Bourse de Paris est une des forces de la France; on a dit un jour, à la tribune, qu'elle valait un corps d'armée; c'était plutôt la coter trop bas. Sa puissance, le marché de Paris la doit-il uniquement à la richesse du pays et à l'esprit d'épargne de la nation? Non, il la doit aussi, pour une bonne part, à sa constitution, qui lui a valu, tout ensemble, une grande élasticité et une grande solidité. Il a fait ses preuves, aux époques les plus calamiteuses de notre histoire; si, à de rares momens, il a eu besoin de l'appui de la haute banque, et parfois même de l'intervention de l'État, il n'est jamais tombé en défaillance. Ce n'est pas, comme trop d'institutions françaises, une création artificielle de la puissance publique, un mécanisme inerte, mais bien un organisme vivant, né des nécessités mêmes de la vie moderne.

C'est de lui qu'on peut dire que la fonction a façonné l'organe.

On sait que la Bourse de Paris se compose, en réalité, de deux marchés indépendans : le marché officiel et le marché libre qui, tout en se faisant concurrence, se complètent réciproquement. Cette double organisation, fort attaquée par les partisans de l'uniformité, est sortie spontanément des besoins de la place. Ils ne savent pas quel coup ils porteraient aux affaires ceux qui, par amour de la réglementation, invitent le législateur à supprimer le marché libre, au profit du marché officiel, — pas plus que ceux qui, par haine de tout monopole, même plus apparent que réel, voudraient anéantir le marché officiel, au profit du marché libre.

Marché officiel, marché libre méritent chacun leur nom. Le premier est le parquet des agens de change, officiers ministériels qui, tout comme les notaires, ont acheté leur charge et reçoivent l'investiture d'une nomination du ministre. Supprimés, avec la Bourse, durant la Révolution, rétablis ensuite par Bonaparte, les agens de change de Paris (les grandes places de province possèdent aussi les leurs) forment une corporation qui a sa chambre syndicale et sa caisse commune. Sans y être contraints par la loi, les agens de change ont accepté, dans la pratique, la responsabilité solidaire de tous les faits de charge. C'est, pour le public, une garantie inappréciable. Tout le monde est d'accord sur la loyauté, sur l'honorabilité du parquet des agens de change. Aux époques de crise même, il est bien peu d'agens qui aient peine à faire honneur à leurs affaires; dans ce cas, la maison est liquidée par les soins de la chambre syndicale, sans que le public ait rien à en souffrir. On peut dire que les opérations traitées au parquet présentent, à cet égard, une sécurité absolue. Les reproches adressés au marché officiel sont d'ordre secondaire; ils n'atteignent pas l'essence de l'institution. Le plus sérieux peut-être, le plus fréquent au moins, c'est le petit nombre des agens de change. Ils sont soixante, comme sous la Restauration, bien que le chiffre des affaires ait décuplé. Aussi le prix des charges est-il fort élevé, et appartiennent-elles d'habitude à une société dont l'agent de change en titre n'est que le chef ou le gérant. On ne voit guère, du reste, ce que le public gagnerait à l'augmentation du nombre des agens; peut-être même y perdrait-il la garantie que lui donne, aujourd'hui, l'importance des capitaux engagés dans chaque maison. Quant aux réformes de détail parfois réclamées de la Bourse, telles que la suppression des liquidations de quinzaine ou la diminu-

tion des courtages, elles n'intéressent guère que la spéculation, et elles auraient pour conséquence de la rendre plus facile et plus fréquente en la rendant moins onéreuse. Le monopole des agens de change pourrait être supprimé par voie de rachat, mais cette suppression ne profiterait guère au public; car, pour lui offrir les mêmes garanties que le parquet actuel, il faudrait que les nouveaux courtiers de la Bourse fussent constitués en corporation, ainsi que les *brokers* du Stock Exchange de Londres.

A côté du marché officiel, sous les portiques de la Bourse, et jusque dans l'intérieur du temple, fonctionne le marché libre, désigné vulgairement sous le vilain nom de Coulisse, comme s'il avait quelque chose de clandestin. Le marché libre a, de tout temps, été en butte aux soupçons et aux accusations des hommes qui prétendent s'ériger en défenseurs de la morale. La Coulisse assurément offre plus de prise à la critique que le parquet, ne fût-ce que par son mode de recrutement. C'est elle le grand instrument de la spéculation, le tarif de ses courtages étant bien moins élevé qu'au parquet. La Coulisse a imité l'organisation des agens de change; elle a, elle aussi, sa chambre syndicale, ou mieux ses deux chambres syndicales, une pour le marché des rentes et une pour le marché des valeurs; car il y a deux coulisses, celle des valeurs et celle des rentes. L'une opère dehors, sous le péristyle de la Bourse; l'autre, à l'intérieur, non loin de la corbeille des agens de change. Comme, à certaines époques, une Bourse par jour ne suffit pas à la spéculation, la Coulisse tient dans la saison une petite Bourse le soir. Certaines maisons de la Coulisse, celles notamment qui opèrent à la fois sur les rentes et sur les valeurs, ont un capital considérable, souvent de plusieurs millions. C'est, malheureusement, le petit nombre. Le capital total de la Coulisse atteignait, dit-on, avant la dernière crise, une centaine de millions. On n'est admis comme courtier en rentes ou en valeurs qu'après avoir été agréé par la chambre syndicale et avoir prouvé qu'on possède le capital fixé par elle, soit, au minimum, 100 000 francs pour le marché des rentes, 500 000 pour celui des valeurs. Grâce à ces précautions, la Coulisse n'offrirait guère moins de garanties au public que le parquet, si elle n'opérait, par masses plus considérables, sur des valeurs souvent plus dangereuses, pour le compte de cliens souvent plus téméraires; — si encore, non contens du rôle de courtiers, les coulissiers n'usurpaient parfois celui de banquiers d'émission. Un des reproches

les plus sérieux adressés à la Coulisse, durant ces dernières années, c'est qu'elle a introduit sur le marché, en fait de mines notamment, nombre de valeurs suspectes. Cette coupable imprudence s'est retournée contre elle ; elle a payé de la ruine de plusieurs maisons considérables les fols encouragemens qu'elle avait donnés à la spéculation. Elle en est encore tout ébranlée ; ses fautes ont accru le nombre et la force de ses adversaires et menacent de tourner contre elle l'attention du pouvoir.

En dépit de son nom, le marché libre n'est pas ouvert au premier venu. En principe, chacun peut s'établir coulissier, vendre et acheter les valeurs sous les portiques de la Bourse. Il n'en est pas de même, en fait ; il faut être agréé par le comité de la Coulisse, et pour être agréé, il faut offrir des conditions d'honorabilité, de solvabilité qui assurent la loyauté et la régularité des transactions. Comme les conventions conclues sur le marché libre ne sont pas reconnues par la loi, comme en cas de contestations, on n'en peut poursuivre l'exécution devant les tribunaux, elles reposent uniquement sur la bonne foi des contractans. Les coulissiers sont, ainsi, réciproquement intéressés à la loyauté des maisons de la Coulisse. Et, de fait, les affaires y sont, d'habitude, aussi sûres et aussi régulières que sur le marché officiel. Dans ce temple de Mammon que tant de gens se représentent comme une caverne de voleurs, il se traite, chaque jour, des milliers d'affaires qui reposent, uniquement, sur la bonne foi de ces hommes de Bourse. Un coup de crayon sur un carnet, souvent un simple ordre verbal, et la maison se regarde comme engagée pour des centaines de mille francs. S'il y a des défaillances, la faute en est, le plus souvent, à la mauvaise foi effrontée de spéculateurs sans scrupules qui, pour ne pas payer leurs différences, se retranchent sur ce que la loi ne reconnaît pas les opérations de la Coulisse. Et parmi ces agioteurs sans vergogne, il s'est rencontré, hier encore, lors de la crise sur les mines, plus de soi-disant gens du monde que de gens de Bourse.

Légalement, la Coulisse ne devrait opérer que sur les valeurs non admises à la cote officielle des agens de change, c'est-à-dire sur ce qui constitue proprement le marché en banque. Il y a, en effet, nombre de valeurs, françaises et étrangères surtout, qui ne sont pas cotées au parquet, la loi ne permettant d'inscrire à la cote que les actions d'un taux nominal déterminé (100 fr.) et le fisc exigeant des sociétés dont les titres sont cotés au parquet des impôts

auxquels les étrangers ne veulent souvent pas se résigner. Cela seul constituerait un marché important ; on le voit assez par les mines d'or ou de cuivre. Mais la Coulisse a étendu ses opérations bien au delà ; elle a empiété sur le terrain réservé au parquet ; elle traite, depuis longtemps déjà, des affaires admises à la cote officielle, à commencer par les rentes françaises. Sur certains fonds, sur plusieurs grandes valeurs internationales, notamment, les opérations conclues par la Coulisse l'emportent sur celles effectuées au parquet. C'est là, encore aujourd'hui, le point de litige entre la Coulisse et les agens de change. Ces derniers en ont, plus d'une fois, appelé aux tribunaux ; et, jusque sous le second Empire, les tribunaux leur ont donné gain de cause contre la Coulisse. L'usage a néanmoins prévalu contre les textes de loi. Le champ de la Bourse s'est tellement élargi, alors que le nombre des courtiers officiels demeurait stationnaire, que, jusqu'à ces derniers temps, il semblait qu'il y eût place, à la fois, pour le parquet et pour la Coulisse. Les agens de change craignaient de compromettre leur monopole, s'ils en exigeaient trop rigoureusement le respect. Quant au public et aux financiers, quant aux gouvernemens eux-mêmes, ils profitaient des facilités que leur offrait le double marché. La querelle du parquet et de la Coulisse qui préoccupe, en ce moment, la Bourse, et aussi, dit-on, le ministre des Finances, intéresse bien moins le public que les gens de Bourse. Qu'elle soit tranchée dans un sens ou dans l'autre, par un décret ou par une loi, on ne voit pas trop ce qu'y gagnera le public, et encore moins ce qu'y gagnera la morale. Il y aurait, sur le terrain même des affaires, des réformes plus urgentes. Que la Coulisse soit tenue à ne pas chasser sur les terres du parquet, la spéculation n'en sera ni plus ni moins honnête. Restreindre les opérations de la Coulisse, au profit du parquet, ne servirait guère qu'aux agens de change ; de même qu'abroger le monopole des agens de change ne profiterait guère qu'à la Coulisse, ou n'aboutirait qu'à la création d'un marché libre, plus ou moins analogue à la Coulisse. Quant à supprimer simplement la Coulisse, comme nombre de valeurs, de titres exotiques surtout, ne pourraient supporter les frais du marché officiel, l'abolition du marché libre n'aurait d'autre résultat que de faire passer aux places étrangères les transactions faites, aujourd'hui, sur le marché français. Ce serait sacrifier Paris à Londres, à Berlin, à Francfort, à Genève, à Bruxelles.

Chez nous, un des principaux griefs contre la Coulisse, un

grief qui a été plus d'une fois porté à la tribune du parlement, c'est qu'un grand nombre de maisons du marché libre ont pour chefs des étrangers. Le fait était, jusqu'à ces derniers temps, incontestable; c'était un des traits par où la Coulisse différait du parquet, car, pour être agent de change, la loi exige qu'on soit Français. Non seulement bon nombre de coulissiers n'étaient pas Français, mais beaucoup étaient juifs et juifs allemands, double motif d'attaque contre la Coulisse. Au parquet, au contraire, comme il n'y a que des Français, il n'y a guère que des chrétiens, la compagnie des agens de change ayant, jusqu'à présent, réussi à écarter presque tous les israélites, de peur, sans doute, de les voir prendre, chez elle, un trop grand pied.

La carrière de courtier officiel à la Bourse reste ainsi comme fermée aux juifs français; à peine y a-t-il deux charges d'agens de change qui aient passé en des mains israélites. Le public, qui regarde volontiers les juifs comme les grands prêtres du temple de l'argent, se représente la Bourse comme une profane synagogue où les fils d'Israël officient au premier rang. C'est une erreur, les descendans d'Aaron ou les membres de la tribu de Lévi ne peuvent guère, à la Bourse, pénétrer jusqu'au saint des saints, jusqu'à la corbeille des agens de change. S'ils veulent faire le métier de courtiers en valeurs mobilières, il leur faut se rejeter sur la Coulisse. Et, comme en France, de même qu'en Angleterre, en Allemagne, en Autriche, cette profession est de celles pour lesquelles nombre de juifs se sentent, par atavisme, par une sorte d'instinct hérité de leurs ancêtres du moyen âge, une vocation innée, on ne saurait s'étonner de voir beaucoup des fils de Jacob, Aschkenazim ou Sephardim, parmi les coulissiers. A vrai dire, il serait singulier que, pour être admis à crier sous la colonnade le taux des valeurs et les variations des cours, il fallût un certificat de baptême. J'imagine l'étonnement des premiers chrétiens, si on leur avait annoncé que pour vendre des *partes* aux chevaliers romains, sous le portique des basiliques du forum, il fallait croire au Christ; c'est un métier qu'ils eussent volontiers abandonné aux juifs ou aux païens. On chercherait du reste, en vain, une différence entre les transactions inscrites sur le carnet d'un juif et celles portées au carnet d'un chrétien; en dépit de leurs doigts crochus légendaires, on ne voit pas que les mains juives retiennent, à la Bourse, plus de l'argent qui leur passe entre les doigts.

Le malheur est que la Coulisse, — au moins jusqu'à ces derniers temps, — ne comptait pas seulement beaucoup de juifs, mais aussi beaucoup d'étrangers, pour la plupart d'origine allemande. Encore aujourd'hui, les noms tudesques y dominent. Cette importance, pour ne pas dire cette prépondérance des étrangers, s'expliquait par la nature même du marché libre, ouvert à toutes les valeurs étrangères. L'affluence des étrangers sur les degrés de la Bourse n'est pas seulement la conséquence du cosmopolitisme croissant des capitaux, c'est aussi un signe de l'importance européenne du marché de Paris. On a voulu y voir un danger pour nos finances, pour notre crédit, pour le marché lui-même. Nos rentes viennent-elles à baisser, ou celles des pays réputés hostiles à la France ont-elles la chance de monter de 1 ou 2 francs, pendant que les consolidés des États amis ont la mauvaise fortune de perdre quelques points, la presse aussitôt d'incriminer les manœuvres de la Coulisse et des agioteurs étrangers. Il se trouve, au parlement, des orateurs pour flétrir les agissemens audacieux des spéculateurs exotiques qui se livrent contre nous, chez nous-mêmes, avec notre argent, à des manœuvres en faveur de nos adversaires. Le Palais-Bourbon et le Luxembourg entendent pousser un cri d'alarme, comme si la Coulisse était une occulte garnison ennemie, campée entre les boulevards et le Palais-Royal. Députés ou sénateurs lancent un bruyant *Caveant consules;* on réclame la juste sévérité des lois contre ces écumeurs cosmopolites qui menacent d'annihiler, pour la défense nationale, le marché de Paris (1). La presse renchérit sur la tribune; telle feuille du matin donne « ces sans-patrie de la Coulisse » comme des agens de Berlin ayant mission de porter le trouble sur notre marché et la ruine dans nos familles (2). Cette inquiète nervosité, toujours prête au soupçon, fait peu d'honneur à la sagacité de notre presse. S'imaginer que le taux de capitalisation de nos rentes, avec le crédit de la France, est à la merci d'une conjuration de courtiers judéo-allemands, c'est magnifier, étrangement, le pouvoir des gens de Bourse. On ne voit pas que la Coulisse ait jamais

(1) Ainsi, en février 1894, certains députés imputaient à la coulisse la baisse des fonds russes. Voyez, par exemple, la discussion de la Chambre des députés du 24 février 1894. Interpellation de M. Jourde. Cf. la séance du 23 février 1893.

(2) La visite du tsar Nicolas II à la France, au mois d'octobre dernier, a encore fourni à quelques journaux l'occasion d'accuser la coulisse d'une conspiration contre notre crédit; on ne voulait pas admettre que les rentes françaises et les rentes russes pussent baisser durant la visite impériale.

entrepris de campagne contre nos rentes françaises. Tout au rebours, elle se vante, à bon droit, d'avoir contribué, pour sa part, au placement et à la hausse de nos fonds d'État. Sur ce point, elle a la conscience nette; elle ne s'en est pas moins émue des attaques dirigées contre elle, et elle a eu raison. Un règlement édicté à la fin de l'année 1895 a décidé que, à l'avenir, nul ne serait agréé par la Coulisse, à moins qu'il ne fût Français ou admis à la jouissance des droits civils en France. Un peu de patience donc, et bientôt la Coulisse sera, elle aussi, en des mains françaises. Peut-être n'en vaudra-t-elle pas beaucoup mieux; car, c'est faire au crayon des intermédiaires de la Bourse un honneur immérité que de voir en lui l'arbitre du marché et le dispensateur du crédit des États. Coulissiers et agens de change ne sont que des courtiers qui exécutent des ordres; et juifs ou chrétiens, étrangers ou Français, leurs sentimens religieux ou nationaux ont peu de prise sur la hausse et la baisse. Si c'est eux qui notent les cours, c'est le public qui les leur dicte.

Il faut avoir le courage de le déclarer, le danger, pour le crédit national, aussi bien que pour le marché de Paris, ce n'est pas la présence de quelques étrangers d'origine à la Coulisse; ce serait plutôt les attaques dirigées contre le marché par la passion aveugle de rigoristes ignorans, ou les entraves apportées aux affaires par d'imprudens règlemens et par les exigences intempestives du fisc. Par malheur, l'esprit public, inconscient de la fonction essentielle de cet organe de la vie nationale, cède volontiers aux excitations malsaines; et pour y résister, l'on ne saurait beaucoup compter sur la clairvoyance ou sur le patriotisme de législateurs, moins soucieux de fortifier les ressources de la France que de flatter les préjugés du populaire. A la Bourse comme à l'usine, et en finances comme en matière d'impôts, c'est là, de nos jours, le grand péril. Encore n'est-ce pas le seul. Le marché peut être atteint par des lois en apparence fort légitimes; il peut pâtir, indirectement, de certaines réformes de l'impôt, sans même que le réformateur ait pensé à lui. Le fisc, comme les tireurs maladroits, blesse ceux qu'il ne vise point; les taxes ont des ricochets qui frappent souvent au loin. Ainsi, par exemple, du projet d'impôt sur les valeurs étrangères. Quoi de plus juste, semble-t-il, que de les assujettir aux mêmes taxes que les valeurs françaises? Le malheur est que cette égalité est plus facile à faire voter par une Chambre qu'à établir dans la pratique. La matière contribuable s'ingénie à

se dérober au fisc, et les valeurs étrangères auront toujours, pour échapper aux impôts français, des facilités qui manquent aux valeurs françaises. L'impôt sur le revenu des titres étrangers, s'ajoutant aux droits de timbre, aura pour effet de faire négocier les titres étrangers à l'étranger et de faire toucher les coupons au dehors. Le marché français et les maisons de banque françaises y perdront une source de revenus. Maintes affaires émigreront de Paris à Londres, à Bruxelles, à Genève : on aura déplacé, à notre détriment, le centre des transactions. Les agens de change de Bruxelles ou les brokers de Londres hériteront des dépouilles du parquet ou de la Coulisse. Nous en dirons autant des impôts sur les transactions de Bourse; ici encore, il est une limite que le fisc ne saurait dépasser, sans voir la matière imposable lui échapper. Pour faire émigrer les affaires, des marchés français, chez nos concurrens du dehors, il n'y a qu'à les rendre trop onéreuses en France. Les banquiers, les spéculateurs, les gros capitalistes déserteront la Bourse de Paris pour opérer à l'étranger; le télégraphe et le téléphone ne sont-ils pas là pour transmettre leurs ordres?

Qu'on ne nous accuse pas de pessimisme. Si l'on songe à l'ignorance du public et aux préjugés de la foule en matière de Bourse, si l'on s'arrête aux soi-disant réformes préconisées dans la presse et dans le parlement, il est permis d'être peu rassuré sur l'avenir du marché de Paris. Encore un des organes économiques de la France moderne que menace la présomptueuse infatuation d'aveugles zélateurs du progrès.

Les gens qui se représentent la Bourse comme une maison de jeu, ouverte en plein Paris, sous l'œil bienveillant du pouvoir, sont portés à réclamer la clôture de ce tripot officiel. A leurs yeux, agens de change et coulissiers ne sont que des croupiers chargés d'enregistrer les paris et de répartir, entre les joueurs, les pertes et les gains. Certes, bien des vilenies se commettent sous les voûtes de la Bourse; on ne saurait, pour cela, la rendre responsable de tous les forfaits perpétrés à l'ombre de ses murs. Les louches escroqueries, le brigandage éhonté, les savans larcins pratiqués sous ses colonnes, la Bourse n'en est pas toujours l'inspiratrice, ni même la complice; elle n'en est souvent que le témoin; tout au plus peut-on dire qu'elle les abrite, comme l'auberge mal famée loge les malfaiteurs qui guettent le voyageur de passage. Les fraudes, les vols, les crimes que le public fait retomber sur elle,

la clôture de la Bourse ne les supprimerait même point. Jamais l'agiotage n'a été plus effréné que sous la Convention et sous le Directoire, quand les portes de la Bourse étaient fermées. Les excès de la spéculation et les scandales financiers ne sont pas imputables à l'organisation de la Bourse; si les intermédiaires, si la Coulisse surtout n'en sont pas toujours innocens, ce ne sont ni les premiers ni les grands coupables. Parquet ou Coulisse, les courtiers de Bourse ne sont que des agens de transmission qui exécutent les ordres qu'on leur apporte. On les a vus souvent, au parquet du moins, tempérer la fougue de leurs cliens. Veut-on moraliser les affaires et refréner l'agiotage, il servirait de peu de modifier l'organisation du marché. Juristes ou moralistes, ceux qui comptent guérir la France de la fièvre intermittente de la spéculation, en réglementant la Bourse, ne voient que le dehors des choses. Ils prennent les symptômes du mal pour les causes du mal. Ici encore, la réglementation serait le plus souvent un leurre : un règlement d'administration ne suffit pas à déraciner les défauts qui tiennent aux mœurs. Les abus de la spéculation ont des causes profondes que la loi ne peut toujours atteindre. Et si l'on en veut frapper les auteurs ou les complices, ils ne sont pas toujours là où le public les cherche.

Les écumeurs d'affaires et les détrousseurs de l'épargne, les répugnans parasites qui se nourrissent aux dépens de la crédule avidité des badauds opèrent autour de la Bourse, plutôt qu'à la Bourse. Les petites agences, les petits comptoirs, les petits changeurs, voilà les plus dangereux racoleurs de la spéculation, les plus actifs courtiers de la corruption financière. Et veut-on savoir quelle est, ici comme partout, la grande entremetteuse, celle qui rapproche le banquier véreux et les brigands de la finance de la foule de leurs victimes, c'est la grande corruptrice qu'on rencontre partout à l'œuvre autour de nous, tour à tour cynique et hypocrite, la presse, la petite presse surtout, la presse populaire à bon marché.

Il n'est pas vrai peut-être que jamais les abus de la spéculation n'ont été plus criminels et moins punis qu'aujourd'hui; il est certain qu'ils n'ont, jamais, affecté un plus grand nombre de personnes, parce que, jamais, la spéculation n'a été à la portée de plus de mains. C'est encore là un des effets de la démocratie; la vulgarisation de l'agiotage fait partie de son cortège habituel de biens et de maux. La spéculation, nous ne saurions trop

le redire, s'est démocratisée, comme toutes choses ; elle a pénétré au foyer des petits, elle a cessé d'être le privilège des grands. Tout a poussé à son développement ; et la diffusion de la richesse et la diffusion de l'instruction ; et le sentiment démocratique qui fait que chacun veut paraître ; et la compétition universelle qui obstrue les avenues de toutes les carrières ; et la hâte de faire fortune, la rage de jouir, et de jouir vite ; et l'affaiblissement des traditions et des croyances anciennes, le relâchement de tous les freins moraux, le matérialisme pratique qui envahit toutes les âmes et toutes les classes. Tout y a contribué, jusqu'aux attaques quotidiennes des socialistes et des radicaux qui poussent le capital aux valeurs exotiques, jusqu'aux conversions de rentes, à la baisse du taux de l'intérêt, à la diminution des revenus fonciers et des revenus mobiliers qui contraignent capitalistes et petits rentiers à chercher des compensations dans les valeurs aventureuses ou dans les plus-values de portefeuille. L'abaissement des revenus joint au relèvement du taux de la vie est une des choses qui ont amené le plus de recrues à la Bourse. Une femme du monde demandait à un banquier de lui indiquer des placemens. « Voulez-vous dormir? voulez-vous manger ? » répondit le banquier, lui donnant à entendre que, avec des valeurs de toute sécurité, elle ne pourrait tirer de son argent qu'un maigre intérêt. A la plupart des gens, il ne suffit pas de dormir ; ils veulent aussi manger ; c'est pour cela qu'ils se jettent, en si grand nombre, sur les mets frelatés au fumet provocant que leur sert, chaque jour, sur une table toujours garnie, l'art peu scrupuleux des maîtres-queux de la finance. Ne se rencontre-t-il pas, autour de la Bourse, des empoisonneurs publics que la sévérité de la loi pourrait atteindre ? N'y a-t-il point, dans le commerce des valeurs, comme dans celui des denrées alimentaires, des fraudes et des falsifications coupables que l'État, au nom de l'hygiène publique, aurait le droit et le devoir de punir ? La loi, en un mot, remplit-elle sa mission de vigilance ? Et si le remède ne peut toujours venir de la loi, où faut-il le chercher? C'est ce que nous comptons examiner dans une prochaine étude.

ANATOLE LEROY-BEAULIEU.

REVUE LITTÉRAIRE

LA MARQUISE DE CONDORCET

C'est par les salons que s'est propagée la doctrine philosophique du XVIIIe siècle ; les théories les plus audacieuses, avant de faire leur chemin dans la nation, ont été d'abord essayées et ont pris forme chez une marquise de Lambert et chez une marquise du Deffand, chez les Tencin, chez les Geoffrin, chez les Lespinasse. C'est dans l'élite féminine que les philosophes ont trouvé pour la diffusion de leurs idées les plus précieux auxiliaires. En tout temps, en effet, ce sont les femmes qui lisent le plus, même de livres sérieux ; elles ont le goût des nouveautés ; elles ont un besoin naturel de logique qui n'étant contrarié, ni par la variété des connaissances, ni par les démentis d'une expérience qu'elles n'ont pas, les pousse à aller jusqu'au bout de leurs idées, et à conformer leur conduite aux principes une fois acceptés. Ainsi en a-t-il été, et les exemples abondent qui témoignent de ce travail accompli par les idées nouvelles en des âmes dociles. Mais il y a dans la philosophie du XVIIIe siècle plus d'un courant. Il est convenu de dire que dès l'apparition des livres essentiels de Rousseau, il se fit un brusque changement dans la direction des esprits ; l'influence aurait été aussi profonde que le succès fut retentissant ; au lendemain de la *Nouvelle Héloïse* et de l'*Émile* toutes les femmes auraient été conquises par l'éloquence de l'écrivain passionné et converties à ses doctrines. Cela surprend, quand on y songe ; les idées n'ont pas coutume d'opérer avec cette soudaineté ; leur œuvre, d'autant plus sûre, se fait lentement, par insinuation et par infiltration. Parmi les élèves les plus enthousiastes du philosophe genevois, et parmi ses dévotes les plus

ferventes, plusieurs restèrent, sans s'en apercevoir, fidèles aux idées qui les avaient pénétrées et qui leur étaient venues de Voltaire, de Condillac, d'Helvétius, des Encyclopédistes. Elles avaient bien pu changer de culte, elles avaient gardé le dogme. La marquise de Condorcet est l'une d'elles. Son cas est instructif, parce qu'il nous fournit sur la fin du siècle, l'exemple d'un esprit de femme façonné par la pure doctrine de l'Encyclopédie. Par quel chemin cette doctrine est-elle arrivée jusqu'à la jeune fille, à travers quelles influences, quelles lectures, quels milieux? Comment les principes abstraits ont-ils dans la vie réelle déterminé les actes de la femme? Comment enfin la veuve de Condorcet a-t-elle, par sa propagande personnelle, par ses écrits, par ses relations, contribué à maintenir et fait passer jusqu'à nous une partie de l'héritage du XVIII[e] siècle? Tel est, pour l'histoire même des idées, l'intérêt que présente la biographie d'une femme qui a été jusqu'ici célébrée et vantée plutôt qu'elle n'a été sérieusement étudiée.

A vrai dire ce point de vue n'est pas tout à fait celui auquel se place l'auteur d'un livre nouveau sur *la Marquise de Condorcet, sa famille, son salon, ses amis* (1), M. Antoine Guillois. La femme de Condorcet fut belle; il n'est qu'une voix parmi les contemporains pour le reconnaître. Et nous, sensibles à l'agrément d'un portrait qu'elle a peint elle-même, charmés par la vivacité de la physionomie, par le pétillement du regard, par la malice et la gaieté du sourire, nous croirions volontiers qu'elle fut surtout jolie. Telle est la séduction de la beauté qu'elle nous enlève la liberté de notre jugement. Victor Cousin s'était fait naguère le champion des belles héroïnes de la Fronde: on en jasa. C'est ainsi que M. Guillois est pour M[me] de Condorcet moins un biographe qu'un panégyriste. Un détail, choisi entre plusieurs, fera assez bien ressortir le parti pris d'admiration qui est le sien. M. Guillois s'élève avec force contre certains « pamphlétaires », d'après qui M[me] de Condorcet aurait épousé son mari sans l'aimer, et en le prévenant qu'elle ne l'aimait pas. « Qu'on dise si Condorcet aurait été homme à supporter de pareilles conditions! » Qu'on le dise! Mais M. Guillois oublie que, dans une étude récente sur le *Salon de M[me] Helvétius*, il admettait l'hypothèse des « pamphlétaires » et n'y trouvait rien de désobligeant. « M[lle] de Grouchy avait très loyalement prévenu son mari que son cœur n'était pas libre... L'amour pour ce mari plus âgé qu'elle ne vint à la jeune femme qu'au bout de deux années; jusque-là elle n'avait été pour lui qu'une fille chérie... Quand la Révo-

(1) 1 vol. in-8° (Ollendorff). — Cf. A. Guillois, *le Salon de madame Helvétius*, 1 vol. in-18 (Calmann Lévy). — F. Picavet, *les Idéologues*, 1 vol. in-8° (Alcan).

lution éclata et qu'elle comprit la place considérable que Condorcet s'était faite dans le monde nouveau, elle s'enthousiasma pour lui, elle l'aima à son tour et, moins d'un an après la prise de la Bastille, elle lui donna une fille (1). » M. Guillois s'est ravisé depuis; mais alors, la loyauté de l'aveu, l'amour cornélien venant à la suite de l'enthousiasme, et la prise de la Bastille ayant pour conséquence directe une prompte paternité, tout cela lui paraissait admirable. Il n'est que de savoir interpréter les choses. Peu importe d'ailleurs. Ce n'est pas nous qui regretterons que les sentimens chevaleresques n'aient pas cessé de fleurir sur notre terre de France. Il nous suffit qu'on ait rassemblé pour nous les matériaux à l'aide desquels il n'est pas impossible de recomposer un portrait plus ressemblant.

L'enfance et la première jeunesse de Sophie de Grouchy s'encadrent dans un intérieur de petite noblesse; nous y surprenons la vie telle qu'elle était dans beaucoup de familles de l'aristocratie peu aisée, surtout en province, à la veille de la Révolution. C'est un charme d'y pénétrer. On passe la plus grande partie de l'année à la campagne, au château de Vilette. Des habitudes simples, une atmosphère de confiance et de tendresse. Un père attentif, une mère pieuse, qui rapportent tout à l'éducation des enfans. C'est la vie patriarcale. Sophie annonce de bonne heure une intelligence remarquable ; elle s'en sert surtout pour aider aux progrès de ses frères dans leurs études ; elle est une sœur dévouée et elle a naturellement le goût de la pédagogie. Elle consacre volontiers aux pratiques de la charité ses heures de récréation; elle s'en va porter aux pauvres des fagots de bois qu'elle a faits avec sa sœur Charlotte, ou, d'autres fois, de certains pains économiques et nourrissans, confectionnés avec beaucoup de pomme de terre. Elle n'a encore lu, outre les ouvrages classiques, que des livres de piété, *Télémaque* et les *Pensées* de Marc-Aurèle. L'esprit du siècle n'a guère soufflé par là, et ces débuts ne laissent pas prévoir ce qui suivra. Mais la jeune fille touche à ses vingt ans; il faut lui assurer une situation pour le cas où elle ne trouverait pas à se marier, car elle n'aura guère de dot, la fortune devant revenir à l'aîné des fils. On l'envoie au chapitre des dames nobles de Neuville pour être chanoinesse. Aussitôt tout change.

Nous connaissons par de nombreux témoignages l'existence qu'on menait dans ces couvens mondains. On y dansait beaucoup. Sophie dansa tant et si bien qu'elle tomba malade. Ce qui rendit son rétablis-

(1) Guillois, *le Salon de Mme Helvétius*, p. 68 et 69.

sement difficile, c'est qu'elle joignait à une furie de distractions une furie de travail. C'est un mélange de frivolité et d'occupations sérieuses. Il faut envoyer à Neuville, tantôt des objets de parure, velours noir, boucles, gants en tricot blanc fourré, anneaux d'oreilles faits de perles enfilées dans un fil d'or, ou bottines de peau verte dont c'était alors la mode, et tantôt un volume dont il était question dans le dernier *Mercure*. Sophie, séparée des siens, souffrant de la solitude et se sentant l'âme très vide au milieu de toute cette dissipation, se réfugie dans la lecture. Les livres qu'elle va lire, ce sont ceux qui se trouvent autour d'elle dans toutes les mains; on a beau ne pas nous en donner la liste, nous indiquerions à coup sûr les principaux. On suivait la mode à Neuville pour les livres, comme pour les bottines et les perles.

Le cas de Sophie de Grouchy n'est pas isolé et les lettres du temps nous renseignent sur cet « état d'âme » voltairien qui fut celui de beaucoup de femmes dans la période même de la plus grande vogue des livres de Rousseau. Une des correspondantes de Bernardin de Saint-Pierre, Mlle Girault, lui écrit en 1769 cette lettre curieuse, tout imprégnée de la philosophie la plus audacieuse du siècle et qui atteste le succès de la campagne entreprise contre les idées de Providence, de libre arbitre, de sanction morale : « Je voudrais bien qu'il me soit possible d'admettre cette Providence que vous supposez actuellement parce que vous en avez besoin. Mais je crains bien que le malheur vous rende faible. Consultez vos sens, les seuls auteurs et à la fois juges de vos idées. Quel témoignage vous rendent-ils de la divinité ? Quel de l'existence de votre âme ? En quel lieu fixerez-vous la demeure de l'une ou de l'autre ? Ah ! mon ami, s'il y avait un Dieu, nous ne pourrions qu'admirer sa grandeur, mais sans l'aimer, ni le craindre, ni lui plaire, ni l'offenser, enchaînés par les lois éternelles et universelles qui gouvernent l'univers Soumis malgré vous aux impressions des objets et aux modifications produites par toutes les situations et les circonstances de la vie, vous ne pouvez produire un geste, un son, avoir une idée qui ne soient une suite nécessaire de cet enchaînement et de ces rapports. Quelle peine ou quel prix pouvez-vous attendre pour des actions dont la plus indifférente n'aura pas dépendu de vous (1) ? » Il n'y a d'ailleurs, chez cette ennemie de la Providence, ni révolte, ni angoisse ; c'est au contraire la sérénité et la gaieté; c'est l'athéisme paisible. De Paris la mode s'est enfoncée dans les provinces. Lorsque l'avocat Linguet est envoyé en exil à Nogent-le-Rotrou, la tendre Mme Buttet lui envoie des lettres où

(1) Cité par Fernand Maury : *Étude sur la vie et les œuvres de Bernardin de Saint-Pierre*, 1 vol. in-8° (Hachette).

les déclarations philosophiques alternent avec les déclarations amoureuses. Elle vient de lire le *Système de la Nature* et il est aisé de voir qu'elle y a profité. « Les opinions religieuses, écrit-elle, n'ont servi qu'à flétrir l'âme, engourdir l'esprit des humains, affliger les sociétés, dévaster les nations, ensanglanter la terre, et, au nom du ciel, placer l'enfer sur le globe. » Elle appelle Dieu « le produit informe de l'imposture » et compte que les hommes, une fois affranchis de « l'hypothèse Dieu », iront d'une marche ferme dans la voie de l'infini progrès (1). Tel est le jargon du temps; telles sont les idées régnantes, celles dont l'air est saturé, qu'on respire sans s'en apercevoir. Les lettres que la fille du graveur Phlipon adresse à ses amies de pension, les demoiselles Cannet, sont toutes pleines de l'expression des mêmes théories. Elle écrit à la date de 1776 : « Je t'assure que pour avoir la foi il ne faut ni connaître les prêtres, ni les entendre; ce Jean-Jacques qu'ils ont tant décrié me ramènerait plutôt au christianisme que tout le clergé de l'univers; heureusement j'ai mes principes faits... » Ces principes sont justement ceux que va adopter Sophie de Grouchy, et on peut comprendre maintenant quelle direction sa pensée reçoit de l'air du temps, des lectures, des conversations. Elle aussi, elle fait ses objections à Dieu; elle se plaint du grand nombre des damnés et du petit nombre des élus, ce qui est inconciliable avec l'existence d'un être souverainement bon. Quand elle eut quitté Neuville, on eut beau jeter au feu les livres qu'elle en rapporta : il était trop tard. Un tel changement s'était fait, jusque dans la physionomie de la jeune fille, que sa mère eut peine à la reconnaître.

Mais ce sont les traits essentiels de sa physionomie morale qui dès cette époque sont fortement accusés. Ces dix-huit mois passés à réfléchir et prendre conscience de soi ont été décisifs pour Sophie. Il ne faut lui demander ni les effusions de la sensibilité, ni les élans d'une nature inquiète, ni les aspirations d'une âme inassouvie. C'est la raison qui chez elle est la faculté dominante. « J'ai revu ta nièce, plus intéressante que jamais, écrit en 1785 le président Dupaty. Il n'y a rien à ajouter à sa raison, que peut-être d'en retrancher quelque chose... » Il est frappé de la fermeté et de l'indépendance absolue de son caractère. Rien de plus curieux que les sentimens de Dupaty pour sa nièce; l'ascendant que la jeune fille prend sur ce magistrat d'un esprit libre et hardi explique celui qu'elle exercera plus tard sur tout son entourage. Désormais aussi les points les plus importans de son *credo* phi-

(1) Cf. Jean Cruppi : *Un avocat journaliste au XVIIIe siècle*, 1 vol. in-16 (Hachette).

losophique sont arrêtés : c'est à savoir que toutes nos idées nous viennent des sens, que l'analyse est le seul procédé de connaissance et l'évidence rationnelle le seul *criterium* de vérité, que l'espèce humaine est indéfiniment perfectible, qu'en modifiant les institutions et réformant l'éducation on réformera le cœur humain lui-même, enfin que les rois sont des tyrans et les prêtres des imposteurs. Le trait principal est l'irréligion, une irréligion complète et sûre de soi, qui se manifeste à tous les yeux, s'affirme en des circonstances décisives et que le temps n'entamera pas. Le président Dupaty avait en mourant légué tous ses papiers à Mme de Condorcet; non seulement le legs ne fut pas exécuté, mais la présidente se hâta de rappeler auprès d'elle sa fille Éléonore que Dupaty avait confiée à la direction des Condorcet. Nous savons quelles étaient les habitudes pieuses de la marquise de Grouchy. Elle meurt le 10 juin 1793. On interdit au prêtre l'approche de la mourante. S'appliquant ses principes à elle-même, Mme de Condorcet écartera de ses obsèques tout appareil sacré. On ne voit pas d'ailleurs que l'impiété chez elle ait jamais été douloureuse, qu'elle l'ait fait souffrir et lui ait laissé un vide au cœur. C'est l'exemple frappant et exceptionnel d'une femme totalement dénuée de l'idée et du sentiment religieux.

Sophie de Grouchy devient en 1786 la marquise de Condorcet; elle avait vingt-deux ans, son mari en avait quarante-trois. Condorcet avait rencontré la jeune fille à Paris dans le salon de la rue Gaillon, où Dupaty aimait à réunir les littérateurs, les savans, les philosophes. Il était attiré, mais il hésitait. Il fut témoin à Villette d'un acte de courage de Sophie voulant éloigner un chien enragé : il fit sa demande. Ce mariage étonna fort les contemporains; ce qui les surprit, ce fut d'ailleurs moins la passion de Condorcet que la résignation de Sophie acceptant ce vieux mari. Mais c'est le temps où Manon Phlipon met si impérieusement la main sur M. Roland qui n'avait rien de l'air d'un jeune premier, où les demoiselles Cannet concluent des mariages aussi peu assortis. Il avait été déjà question pour Sophie de Grouchy qu'elle épousât un quinquagénaire ; la proposition lui avait paru valoir la peine d'être discutée. Évidemment tout dépend du genre de satisfactions qu'on attend du mariage. Sophie a l'ambition de paraître sur la scène et de jouer un rôle : les avantages solides font qu'elle passe volontiers sur les autres. Elle est d'ailleurs en accord d'esprit avec son mari, elle trouve dans ses idées la confirmation des siennes, elle se sent à l'aise dans le cercle d'amis où celui-ci fréquente. Condorcet avait été depuis longtemps introduit par Turgot chez

Mme Helvétius. La veuve du fermier général était devenue l'âme d'une société dont les tendances sont nettement définies. Elle logeait, dans sa maison d'Auteuil Morellet dont elle se séparera lors de la Révolution, l'abbé de la Roche, et Cabanis qu'épousera Charlotte de Grouchy. Les hôtes sont d'Alembert, Condillac, Malesherbes, d'Holbach, Chamfort, Volney, Garat. C'est le petit monde de ceux qu'on appellera plus tard les idéologues, monde étroit, en quelque sens qu'on veuille prendre ce terme, monde fermé où les liens de la parenté s'ajoutent pour les consacrer aux affinités de l'esprit. C'est dans ce monde que Sophie est introduite par son mariage, et les amis de Mme Helvétius sont aussi bien ceux qu'elle va accueillir dans son salon à l'hôtel des Monnaies, puis rue de Lille. Elle a trouvé le milieu qui lui convient; elle va y exercer une réelle action.

L'influence que prit aussitôt la marquise de Condorcet sur son mari fut d'autant plus profonde que celui-ci peut bien avoir eu un grand esprit, c'était un caractère faible. Il était timide et sauvage; Sophie lui donna le goût du monde et des fêtes. On venait de fonder le Lycée où La Harpe enseignait la littérature, Garat l'histoire, Condorcet les mathématiques. Sophie qu'un de ses admirateurs, Anacharsis Clootz, surnommait la Vénus Lycéenne en fut l'une des auditrices les plus assidues. Elle venait écouter son mari proclamant à l'ouverture de son cours que « toutes les prétentions naissent également de l'ignorance de l'homme et de l'ignorance plus grande qu'il suppose à ceux devant lesquels il les montre. » C'est surtout pour la direction de sa conduite politique que Condorcet trouve en sa femme une Égérie. Apparemment il s'en rendait compte, puisqu'il réclamait déjà pour les femmes l'admission aux droits politiques. Sophie est une républicaine de la première heure. C'est dans ce sens qu'elle va exciter le zèle de Condorcet en le poussant toujours aux opinions les plus avancées. Bien qu'il ne soit pas député à l'Assemblée constituante, Condorcet y passe de longues heures dans les couloirs ; sa femme assiste dans une loge aux séances intéressantes. Élu par les Parisiens à l'Assemblée législative, Condorcet y joue un rôle important ; c'est lui qui dépose sur le bureau de l'Assemblée le fameux rapport sur l'instruction publique, c'est lui qui s'emploie à faire nommer Danton ministre. Il est envoyé à la Convention. Dans le procès de Louis XVI il vote « la peine la plus forte après la mort », non par esprit de modération, mais parce qu'il est l'ennemi de la peine de mort, cette peine dût-elle frapper même un tyran.

Il est curieux de comparer Mme de Condorcet avec les deux femmes

qui tiennent le plus de place dans l'histoire des premières années de la Révolution : Mme Roland et Mme de Staël. C'est avec Mme Roland que les analogies sont le plus frappantes. Les différences tiennent surtout à la différence des origines. « La marquise de Condorcet, écrit le conventionnel Pierre Choudieu, beaucoup plus modeste que Mme Roland, avait le bon esprit de ne pas chercher à amoindrir le mérite de son mari : sans paraître avoir aucune prétention, elle a eu peut-être plus d'influence qu'aucune autre femme sur les Girondins. » Amoindrir le mérite de Roland, est une de ces expressions qui arrêtent par un air de hardiesse tranquille. Mais il est bien vrai que Manon manqua toujours de discrétion et de réserve. Ce n'est pas dans la boutique paternelle qu'elle avait pu faire l'apprentissage des délicatesses et des convenances, et apprendre l'art difficile de s'effacer. Elle est peuple; elle a les rancunes, les colères, les violences de langage du peuple. La fille des Grouchy est née dans les rangs de l'aristocratie ; elle a la finesse de nature et l'élégance de manières de la bonne société du XVIIIe siècle, comme elle en aura la facilité de mœurs; elle n'a pas l'âpreté brutale de Manon, comme elle n'en a d'ailleurs ni les élans généreux, ni les rêves enthousiastes, ni l'héroïsme à l'antique, ni la vertu farouche, ou simplement et d'un mot : la vertu. — Mme de Staël ne pouvait pardonner à Condorcet l'hostilité méprisante qu'il avait témoignée à Necker. Il écrivait à Voltaire : « Necker succède à M. Turgot. C'est l'abbé Dubois qui remplace Fénelon. » Néanmoins elle est en bons termes avec Mme de Condorcet. Au lendemain de la publication des *Lettres sur la sympathie*, elle lui adresse ses complimens et marque bien en quelques mots l'opposition de leurs natures : « Il y a dans ces lettres une autorité de raison, une sensibilité vraie mais dominée, qui fait de vous une femme à part. Je me crois du talent et de l'esprit, mais je ne gouverne rien de ce que je possède. J'appartiens à mes facultés, mais je n'en puis garder l'usage. » L'emportement et la fougue qui distinguent Mme de Staël font contraste avec cette maîtrise de soi que ne perd jamais Mme de Condorcet. En fait, tout contribuait à séparer profondément ces deux femmes : les idées religieuses auxquelles Mme de Staël resta toujours attachée, les idées politiques qui chez la fille de Necker s'arrêtaient à la conception d'une monarchie parlementaire et firent de son salon le centre d'une opposition à la fois libérale et royaliste.

Cependant Condorcet est proscrit : il va rester caché pendant dix mois dans une maison de la rue Servandoni appartenant à Mme Vernet. Cette période de la vie de Mme de Condorcet est celle qui lui fait le plus d'honneur : on ne saurait montrer plus de fermeté d'âme

et de simplicité dans le courage. Deux fois par semaine, déguisée en paysanne, elle vient d'Auteuil à Paris; pour franchir la barrière elle se mêle à la foule qui va voir la guillotine et l'accompagne jusqu'à la place de la Révolution. Puis elle se rend auprès de son mari, à qui elle s'efforce de prêter un peu de son énergie. Comme il s'épuise à rédiger une justification de sa conduite politique, Sophie, n'aimant pas les choses inutiles, lui fait entreprendre cette *Esquisse des progrès de l'esprit humain* qui va être comme le testament philosophique du siècle. Le 25 mars, craignant une visite domiciliaire, Condorcet prend la fuite : on reste sans nouvelles de lui; on ne saura que beaucoup plus tard qu'il est mort empoisonné. Sophie est ruinée; elle reste seule pour subvenir aux besoins de trois personnes, sa fille Élisa, âgée de trois ans, Charlotte de Grouchy sa sœur, et sa vieille gouvernante Mme Beauvais. Du peu d'argent qui lui reste, elle achète rue Saint-Honoré une petite boutique de lingerie. A l'entresol elle a un atelier où elle peint des tableaux, des miniatures et des camées. Quelquefois elle pénètre dans les cachots pour reproduire les traits des condamnés qui veulent laisser un dernier souvenir à leur famille : elle fait par surcroît le portrait des geôliers. Jusqu'au 9 thermidor, elle crut chaque jour qu'elle serait arrêtée. Elle subit de fréquentes visites du comité révolutionnaire d'Auteuil. Un jour il y eut une perquisition chez elle; on lui dit même de préparer son paquet pour aller en prison. Elle s'en tira encore une fois en faisant le portrait de chacun des membres du comité (1). C'est alors qu'elle dut s'applaudir de s'être jadis amusée à peindre, au château de Villette, chez ses bons parens!

Mais c'est un trait de la constitution intellectuelle de Sophie que sa docilité à accepter les événemens. A quoi bon les révoltes impuissantes? Idéologue convaincue, elle fait mieux que de professer la doctrine de la soumission aux faits, elle l'applique. Elle a, plus que ses amis, le sens du réel, et s'incline devant les circonstances. C'est ainsi que nous la voyons, non sans quelque surprise et gêne de notre part, se présenter devant la municipalité d'Auteuil le 14 janvier 1794 pour lui faire connaître son intention de divorcer et de continuer à vivre dans la commune en « artiste qui cherche à subsister paisiblement de ses travaux. » On ne peut nier que cette démarche ne partît d'un instinct de prudence qui se comprend de reste; mais aussi ne pouvons-nous oublier que d'autres eurent davantage le respect du nom qu'elles portaient. Condorcet était mort depuis six semaines quand le divorce fut prononcé.

(1) Guillois, p. 147.

Nous sommes au lendemain du long cauchemar de la Terreur, les prisons se rouvrent, la société est prise d'un furieux besoin de jouissance. Mme de Condorcet, ennemie de l'emphase, refuse de se draper dans des attitudes de veuve inconsolable. Elle se prête aux distractions de la vie mondaine qui recommence. Des journées passées chez Mme de Boufflers, voisine de Mme Helvétius, des courses au bord de la Seine pour assister aux fêtes données par les enfans de l'École de Mars, des promenades au Ranelagh, tout cela n'est pas très coupable, mais n'est pas non plus d'une recluse. Rentrée en possession de ses biens, Mme de Condorcet acquiert près de Meulan une propriété qu'elle appelle la Maisonnette et où elle se promet de connaître d'autres joies que celles de la philosophie. Car elle a passé la trentaine et elle songe non sans tristesse que pour elle l'hiver approche à grands pas, puisqu'elle appartient « à ce sexe comblé un moment des dons les plus brillans de la nature et pour lequel elle est ensuite si longtemps marâtre. » Certes, les consolations attachées à la paix et aux vertus cachées aident à passer la seconde moitié de la vie, mais la belle veuve ne compte pas plus qu'il ne faut sur elles pour lui faire oublier « cette coupe enchantée que la main du temps renverse au milieu de la carrière. »

C'est à la fin des *Lettres sur la sympathie* que se lit cette phrase mélancolique et imagée. L'auteur nous renseigne, au cours du même ouvrage, sur ses idées concernant le mariage, le divorce, l'amour : ce sont aussi bien les idées de son temps. D'après elle, c'est uniquement au vice des institutions que l'on doit imputer les actions coupables dont l'amour est le motif. Le remède consiste à relâcher les liens et à les rendre assez larges et assez souples pour qu'ils cessent de contrarier notre naturel besoin de changement. « Supposons que l'homme cesse d'imposer à son cœur si inconstant et à sa volonté plus variable encore des liens indissolubles et dès lors incompatibles avec sa nature; supposons que le divorce soit permis chez tous les peuples; supposons même qu'en faveur de la faiblesse humaine et des besoins plus durables d'un sexe, il soit possible comme à Rome de former des unions passagères que la loi ne flétrisse pas;... l'amour perdrait par la facilité de se satisfaire la force dangereuse que cette passion recevait des obstacles mêmes. » Telle est cette conception de l'amour d'où Mme de Condorcet écarte soigneusement les orages de la passion; telles sont ces unions passagères, où nous la verrons s'engager, qui se dénouent sans rupture et s'enchaînent, sans qu'il soit besoin de marquer les transitions, de l'une à l'autre.

C'est d'abord un prêtre défroqué, devenu voltairien, Baudelaire,

qui inspire à Mme de Condorcet de « tendres sentimens », pour emprunter à M. Guillois un de ces euphémismes où il excelle. Le tribun Mailla-Garat, neveu de Dominique Garat, semble avoir tenu plus de place dans son cœur. C'est pour vivre avec lui qu'elle fait aménager la Maisonnette, et elle se représente sous des couleurs d'idylle le bonheur qui ne peut manquer de les y attendre. En songeant à lui elle rêve aux étoiles : « Puisses-tu, en jouissant cette nuit de la beauté de ce ciel prêt à se parer de mille feux, en regardant cette lune argentine, en respirant cet air frais qui s'élève pour moi des bords de la Seine, penser à ta Sophie... Je t'écris à cette fenêtre d'où la Seine se découvre, parée des fraiches saulaies de l'Ile-Belle; en voyant couler paisiblement les eaux dont les bords suivent des courbes si douces au regard, j'espère que notre vie coulera paisiblement ici comme ces eaux, et que le charme de cette nature, si riante et si belle, s'unira toujours à toutes les impressions heureuses et faciles que nous éprouverons dans ce séjour... » Une autre fois elle lui annonce que les prairies verdissent, que les arbustes promettent des fleurs, que l'air est plein de parfums. Cette façon de donner à l'amour un cadre de campagne et d'en associer les émotions à celles qui viennent du spectacle de la nature est la marque des temps nouveaux et annonce la poésie de demain; c'est peut-être tout ce que Mme de Condorcet doit à Rousseau. Encore faut-il remarquer qu'à Villette, à Neuville, à Auteuil, elle a toujours habité la campagne et qu'elle y retrouve ces impressions de l'enfance dont rien n'égale et rien n'efface le charme de fraîcheur. L'accent de ces lettres est celui du véritable amour. « Adieu, mon ami; je vais m'endormir en pensant à toi aussi tendrement que si tu pensais beaucoup à moi à Villiers. Tu devrais bien prononcer mon nom aux hôtes du lieu, afin que ta petite femme ne soit pas un être inconnu aux personnes pour lesquelles tu peux la quitter quelques momens. Adieu, être attirant... » L'être attirant était un fat; il préférait aux ballades à la lune, les divertissemens, les plaisirs mondains et les fêtes; il y oubliait sa « petite femme », d'ailleurs plus âgée que lui; même il l'oublia tout à fait auprès de Mme de Coigny, la « jeune captive ». Mme de Condorcet, apprenant l'infidélité, ne se fâcha pas. Est-ce une raison, parce qu'on s'est aimé, pour se haïr? Et l'amitié ne peut-elle survivre, comme un souvenir, à un cher passé? « Mon tendre ami, tu me garderas la petite part que la tendresse peut avoir à côté de l'amour. Puisses-tu être heureux! Ménage ta santé... » Elle trouve seulement que cet extraordinaire Mailla-Garat dépasse un peu la mesure quand il exige qu'elle s'intéresse pareillement à Mme de Coigny.

Quant à elle, l'année même où cette liaison lui échappait, elle fut quitte pour en nouer une autre. La mode n'était plus d'aller au Lycée. Les jeunes filles, les jeunes femmes, les savans, les oisifs se rencontraient maintenant aux leçons de botanique du Muséum et aux herborisations de la plaine de Gentilly. C'est au Muséum qu'un matin de l'automne de 1801 M[me] de Condorcet rencontra l'ancien oratorien Fauriel. Elle va reprendre avec lui le « rêve ébauché » avec un autre : il n'y a que substitution de personne. « Bientôt s'établit entre eux une de ces liaisons discrètes que le XVIII[e] siècle admettait sans penser à les critiquer. On les considérait comme une sorte de mariage morganatique. » Le biographe de M[me] de Condorcet est admirable pour sauver par la délicatesse des termes ce que certaines situations peuvent avoir de scabreux. Mais je crois bien qu'en outre il a raison et qu'il nous donne ici la note juste. M[me] de Condorcet était tout à fait sans préjugés. Elle n'entendait pas malice aux choses, et si on se fût avisé de lui reprocher l'immoralité de sa conduite, le reproche lui eût semblé tout à fait dépourvu de signification; car ce qui est spécial dans son cas, c'est justement l'absence en elle de l'idée même de la moralité.

La marquise de Condorcet a vécu jusqu'en 1822. En réunissant autour d'elle les débris de la société d'Auteuil, elle a fait au Consulat et à l'Empire une opposition discrète. Elle règne sans bruit, avec sa grâce de femme, et son élégance d'aristocrate, sur ce groupe des idéologues qu'elle empêche de se dissoudre. C'est de là que partent les objections timides faites au projet de Concordat, et là que s'organise la résistance contre les idées de Chateaubriand et le mouvement dont la publication du *Génie du Christianisme* est le signal. Des *Lettres anglaises*, de la *Lettre sur les aveugles* et du *Traité des sensations*, du livre de l'*Esprit* et de l'*Esquisse*, jusqu'aux *Rapports du physique et du moral* et au *Traité d'idéologie*, une même doctrine se poursuit et se conserve. C'est un filon, étroit et non troublé, qui reste imperméable aux influences nouvelles sous lesquelles se reconstitue la société. C'est l'esprit lui-même du XVIII[e] siècle, continuant sa lutte contre la tradition qu'il confond avec la routine, contre les principes de l'institution sociale qu'il confond avec ses abus, contre la religion qu'il confond avec la superstition, contre les lois de la morale où il ne voit que des inventions de l'hypocrisie, et enfin contre tous les « préjugés » dont s'était une fois pour toutes débarrassée la jolie chanoinesse de Neuville.

RENÉ DOUMIC.

REVUES ÉTRANGÈRES

LE ROMAN NATURALISTE EN ANGLETERRE

Alfred Morrison : *Tales of mean streets;* 1 vol. 1895;
A Child of the Iago, 1 vol. 1897.

« La rue que je vais décrire est dans l'East-End. Inutile de dire dans l'East-End de quoi. L'East-End est une vaste cité, aussi fameuse à sa manière qu'aucune de celles qu'ait bâties la main de l'homme. Mais qui connaît l'East-End? C'est là-bas après Cornhill, au bout de Leadenhall Street et derrière Aldgate Pump, dira l'un; un quartier affreux, où il est allé un jour en compagnie d'un vicaire; un sinistre fouillis de ruelles où grouillent des formes humaines, où des hommes et des femmes d'une saleté répugnante vivent d'une ration de gin, où le linge blanc est un luxe ignoré, où chaque citoyen porte un bleu sur l'œil, et où personne jamais ne peigne ses cheveux. L'East-End, dira un autre, est un territoire abandonné aux ouvriers sans travail. Et les ouvriers sans travail sont une race ayant pour emblème une pipe de terre, et pour ennemi principal le savon. De temps à autre, elle se transporte en corps à Hyde Park, avec des bannières, et fournit, pour le soir, aux postes de police voisins, une forte provision d'ivrognes tapageurs. Et maintes autres idées également vagues ont cours, de par le monde, au sujet de l'East-End; mais chacune d'elles n'est que l'ombre, plus ou moins déformée, de l'un de ses traits secondaires. Et le véritable caractère de l'East-End continue d'être absolument inconnu.

« La rue que je vais décrire s'étend sur environ cent cinquante *yards*, toute bâtie sur un seul modèle. Elle n'est point belle à voir. Une sombre petite maison de briques de vingt pieds de haut, avec trois trous carrés pour les fenêtres et un trou oblong pour la porte : cela n'est point d'un spectacle bien plaisant. Et chacun des côtés de la rue

est formé de deux ou trois centaines de maisons de ce genre, alignées, avec un seul mur de façade allant tout du long. On croirait voir une rangée d'étables.

« A l'entrée de la rue se trouvent une boulangerie, une épicerie, et deux débits de bière. D'aucun des trous rectangulaires on ne peut les apercevoir; mais il n'y a pas un habitant de la rue qui ne les connaisse, et l'on sait même que l'épicier va à l'église le dimanche. A l'extrémité opposée, des tournans conduisent dans des rues d'une *respectabilité* moins sévère : il y en a où les fenêtres portent l'écriteau : *Ici on calandre le linge*, et où les portes restent ouvertes jour et nuit; d'autres où des femmes déguenillées se tiennent assises sur le seuil, et d'où les filles vont à l'atelier en tabliers blancs. Et bien des tournans, de bien des degrés de décence, séparent notre rue de la ruelle voisine.

« Les habitans de la rue ne sont ni très bruyans, ni très encombrans. Ils ne vont pas à Hyde Park avec des bannières; et ils ne se battent que de temps à autre. Quelques-uns travaillent aux docks, d'autres sont employés dans les usines à gaz, d'autres dans les rares chantiers de construction qui subsistent encore sur le fleuve. Deux familles dans chaque maison, c'est la règle générale, car il y a six chambres derrière chaque série de trous : sauf cependant le cas où des « jeunes gens sont reçus à loger », ou bien où il y a des fils adultes qui paient pour le lit et la table. Quant aux filles adultes, elles se marient et vont habiter ailleurs le plus tôt qu'elles peuvent.

« Tous les matins, à cinq heures et demie, une curieuse démonstration se produit. La rue retentit de coups sonores, répétés de porte en porte, et auxquels répond, de l'intérieur des maisons, un sourd grognement. Ces signaux sont l'œuvre du veilleur de nuit, ou du policeman, ou de tous les deux; ils invitent les dormeurs à se lever pour aller aux docks, aux usines à gaz, et aux chantiers. D'être réveillé de cette manière, cela coûte quatre pence par semaine; et il y a pour ces quatre pence une rivalité féroce entre les policemen et les veilleurs de nuit.

« Puis les coups et les grognemens passent, et l'on entend un bruit de portes ouvertes, refermées, et un bruit de marche vers les docks, les usines à gaz, les chantiers. Plus tard encore, c'est un nouveau bruit de portes refermées, suivi d'un morne trot de petits pieds, le long de la morne rue, vers la morne école, à trois rues de là. Et puis le silence, interrompu seulement par le grincement d'un balai, çà et là, ou par le râle étouffé d'un enfant atteint du croup. Vers midi, le trot des petits pieds recommence : les enfans vont aux docks, aux usines, aux chantiers, avec le dîner du père dans une assiette, et un

mouchoir rouge par-dessus. Et c'est ensuite l'école pour la seconde fois. Encore des grincemens, et des râles; et peut-être un ou deux vagues efforts pour orner le vide d'un des trous carrés, à droite ou à gauche, en versant de l'eau dans un pot de fleurs plein de boue. Et le soir descend, et le trot des petits pieds s'engouffre dans les trous oblongs, précédant la marche plus lente des ouvriers, noirs de suie. Une odeur de harengs saurs, en haut et en bas. Les ténèbres. Un combat de gamins dans la rue; un autre, peut-être, de leurs parens, devant le débit de bière. Le sommeil. Et ceci est l'histoire d'une journée, dans cette rue; et toutes les journées y sont, inexorablement, pareilles l'une à l'autre...

« Nul événement du monde extérieur n'a son contre-coup dans cette rue. Les nations peuvent s'élever, ou s'écrouler : ici la journée alignera ses vingt-quatre heures de la même façon qu'elle a fait la veille, et fera le lendemain. Au dehors il peut y avoir des guerres, ou des bruits de guerre, ou des fêtes publiques : le trot des petits pieds, dans la rue, n'en sera ni ralenti ni accéléré. Les petites filles, notamment, continueront à aller au marché avec leurs lourds paniers, et à tenir le prix du lard pour la principale des considérations humaines. Rien ne pourra jamais troubler cette vie — rien, sauf une grève, cela va sans dire.

« Personne ne rit ici; la vie y est chose trop sérieuse. Personne ne chante. Quand un rayon d'amour descend sur quelque recoin de la rue, il y descend très tôt dans la vie, et ce n'est encore qu'un rayon bien fumeux. Il y descend très tôt, parce qu'il est la seule chose un peu brillante que la rue voie jamais, et qu'ainsi il est attendu et qu'on l'appelle avec impatience. Garçons et filles vont de long en large, gauchement, bras dessus bras dessous. Ils se « tiennent compagnie », à la manière indigène. Il n'y a point d'échange de promesses, point d'engagement, pas même de paroles d'amour. Le couple marche, à travers les rues, le plus souvent en silence. Et l'amour est une chose bien triste, dans cette rue, quand on le compare à ce qu'il est dans d'autres endroits. Il commence trop tôt; et il finit trop tôt.

« Personne de cette rue ne va au théâtre. Cela exigerait un long voyage, et coûterait de l'argent, et il faut acheter du pain, et de la bière, et des bottes. Personne ne lit des vers, ni des romans. Ces mots même sont inconnus. Un journal du dimanche, çà et là, fournit la provision de lecture que la rue est capable d'absorber. A peine si de temps à autre une mère a découvert un roman-feuilleton parmi les trésors cachés de sa fille, après son départ. L'air de cette rue ne favorise point l'idéal.

« Et où, dans l'East-End, se trouve cette rue? Partout. Les cent cinquante yards ne sont qu'un chaînon dans une chaîne très longue et très enchevêtrée. La rue aux trous carrés, en réalité, est longue de plusieurs centaines de milles. Elle est coupée en petits fragmens; mais aucun endroit du monde ne peut être plus justement appelé une rue, une seule rue, car nulle autre part on ne saurait voir un tel manque d'accent particulier, une uniformité aussi sordide, une tristesse aussi constante et aussi monotone. »

Je n'ai pu m'empêcher de traduire, presque en entier, ce petit tableau, qui sert de préface à un recueil de nouvelles, les *Contes des rues basses*, l'œuvre de début de M. Alfred Morrison. Il m'a semblé que nul commentaire ne pourrait donner une idée plus juste de la manière habituelle du jeune écrivain, encore que certains passages de cette préface sentent un peu trop l'écolier, et que M. Morrison ait, depuis lors, notablement simplifié et varié son style : mais il a gardé le même tour de description, à la fois précis et ironique; et c'est à l'étude des mêmes milieux qu'il a consacré, après les nouvelles de son premier recueil, tout un grand roman : *Un enfant du Iago,* qu'il vient de publier avec un succès des plus vifs. Tout au plus a-t-il essayé, dans ce roman, de nous faire descendre quelques nouveaux degrés, ou plutôt, suivant son expression, de nous conduire jusqu'au plus profond de ces « tournans », obscurs et monstrueux, qui « séparent l'une de l'autre les ruelles de l'East-End. » Entre les habitans de la Cour du Iago, tels qu'il nous les présente, et ceux de la rue qu'il nous avait décrite dans son livre précédent, l'unique différence est dans la façon dont ils gagnent leur vie : car il n'y a plus personne, à Iago-Court, pour aller aux docks, ni à l'usine à gaz, ni aux chantiers de la Tamise; la prostitution et le vol y sont les seuls métiers en honneur. Et cependant le décor de la vie y est le même, ou à peu près, et il n'y a pas jusqu'aux mœurs et aux sentimens qui ne se ressemblent beaucoup, d'un endroit à l'autre. Les *Tales of Mean Streets* ne commencent-ils point par l'histoire d'un misérable qui, plutôt que de se résigner à chercher du travail, contraint sa jeune femme à se chercher un amant? Et que pourrait faire de pis un habitant du Iago?

Cette *rue*, avec ses dépendances, c'est elle qui est l'objet constant des récits de M. Morrison. Après nous en avoir décrit les dehors, il nous la montre du dedans, étalant à nos yeux ce qui se cache de misère, et de saleté, et d'ignominie derrière ces « trous carrés » qui servent de fenêtres. Il s'est constitué l'historien, le poète, le peintre de

l'East-End de Londres, ce « quartier affreux » où à peine jusque-là les plus hardis explorateurs avaient osé s'aventurer une ou deux fois, « en compagnie d'un vicaire », ou plutôt encore d'un agent de police. Mais surtout il s'en est constitué le romancier : et cela seul suffirait à expliquer la stupeur indignée avec laquelle ses livres ont été accueillis d'une grande partie de la presse anglaise. On lui a reproché de toucher à des sujets que jamais avant lui un auteur anglais n'avait même effleurés. On l'a accusé de se complaire dans l'horrible, de rechercher le scandale, de faire appel aux plus bas instincts du public. On a sommé le public de ne point lire ses livres ; et leur succès, naturellement, n'en a été que plus vif. Aujourd'hui, tout jeune encore, M. Morrison est devenu quelque chose comme un chef d'école. En Angleterre, aux États-Unis, d'autres écrivains l'imitent ou bataillent pour lui. Et dès maintenant on admet qu'il a créé un genre : il est le fondateur du *nouveau réalisme*.

***

Peut-être, après cela, n'en est-il pas le fondateur, mais simplement l'importateur : et peut-être le réalisme tel qu'il le pratique n'est-il *nouveau* que pour les Anglais. C'est en tout cas l'impression que ne pourra manquer d'avoir tout lecteur français, en parcourant la série de ses *Contes des rues basses*. A chaque page, sous des noms anglais et dans des attitudes fort adroitement modifiées, il reconnaîtra des figures qu'il aura le souvenir d'avoir vues déjà, il y a dix ou quinze ans, dans les romans et les nouvelles de l'école de Médan, ou encore au Théâtre-Libre, dans les pièces *rosses* qui y furent jadis si gaiement applaudies. J'ai cité déjà le sujet du premier conte : n'est-ce pas M. Méténier qui, jadis, a mis au théâtre un sujet analogue? Voici, quelques pages plus loin, le conte intitulé : *Cette brute de Simmons*. C'est l'aventure d'un brave ouvrier qui, s'étant marié avec une femme grondeuse et avare, dont le premier mari a disparu dans un naufrage, voit un jour revenir ce premier mari. Il veut lui rendre sa femme ; l'autre refuse de la prendre ; et « cette brute de Simmons » s'enfuit, faute de trouver un meilleur moyen pour débrouiller la situation. La situation était débrouillée d'une façon différente, dans le *Jacques Damour* de M. Zola : mais est-ce que ce n'était pas la même situation? Dans *Sur l'escalier*, une mère bavarde avec sa voisine, tandis qu'au-dessus d'elle son fils agonise. Le médecin lui donne cinq shillings pour acheter des fortifians : elle les met dans sa poche, en compagnie de cinq autres qu'un autre médecin lui a donnés la veille. Et le fils meurt ; et

les dix shillings servent à louer des *pleureurs* pour son enterrement.

Dans ce genre « rosse », l'histoire d'*Une Conversion* est tout à fait impayable. Un certain Scuddy Long, voleur de profession, se sent pris un jour d'aspirations mystiques. Il entre dans une chapelle de l'Armée du Salut, écoute le sermon, chante les hymnes, confesse ses péchés avec une componction exemplaire : après quoi il sort, l'âme rassérénée, et, rencontrant sur son chemin une vieille marchande boiteuse qui compte sa recette, il profite d'un mouvement qu'elle fait pour lui enlever tous ses sous. « Il ne courait même pas, sachant que la vieille était boiteuse, et d'ailleurs ne l'avait pas entendu. Non décidément, comme il se le disait déjà en chantant les hymnes, la journée n'avait pas été sans profit pour lui : car voilà qu'il lui tombait du ciel un bon souper chaud! »

D'autres fois, c'est en compagnie de Guy de Maupassant que M. Morrison explore sa rue de l'East-End ; car deux ou trois de ses contes rappellent de fort près les anecdotes normandes de l'auteur de la *Ficelle*. Ainsi le conte intitulé *En Affaires :* un ouvrier mouleur, Munsey, marié à une femme qui le méprise parce qu'elle est fille d'un employé des docks, apprend un jour qu'un de ses oncles, en mourant, lui a légué cent livres sterling. Il voudrait mettre cet argent de côté, et continuer son travail ; mais sa femme entend devenir une bourgeoise ; elle loue une boutique, s'installe en grande pompe, achète des marchandises défraîchies à un commis voyageur, et a si vite fait de perdre les cent livres qu'un beau matin son mari s'enfuit, prenant à son compte les dettes du ménage, de façon à pouvoir tout ensemble tirer sa femme d'embarras et s'affranchir lui-même de la société de sa femme. On trouvera peut-être que sa fuite ressemble un peu trop à celle de « cette brute de Simmons », dans un conte précédent. Mais M. Morrison ne craint pas ce genre de monotonie : trois de ses contes au moins, sur une dizaine, ont pour sujet des ouvriers brusquement enrichis, et non moins brusquement dépouillés de leur héritage. Il lui suffit que les circonstances diffèrent : et, de fait, on sent qu'il les a variées autant qu'il a pu.

Il a pris grand soin, aussi, de la couleur locale : et le cadre de la plupart de ses histoires a vraiment un cachet très particulier. Mais dans ce cadre, ce sont de vieilles histoires de chez nous que nous retrouvons ; des histoires qui d'ailleurs, avant de pénétrer en Angleterre, ont déjà beaucoup voyagé en divers pays, car dans toutes les villes où l'on a fondé des Théâtres-Libres c'est elles, surtout, qu'on y a transportées. Aussi bien il n'y en a pas qui demandent moins d'efforts d'imagination,

ni qui soient plus faciles à comprendre, et à admirer, M. Morrison s'en est remarquablement approprié la recette : il y a même joint, comme je l'ai dit, un assortiment de cadres tout à fait nouveaux, sans compter l'attrait supplémentaire d'un style un peu apprêté, mais ferme, expressif, souvent plein d'*humour* et même parfois d'éloquence.

Rien ne l'empêchait de poursuivre une voie où il s'était, dès le début, si heureusement engagé. Après ses nouvelles *néo-réalistes*, il devait à ses lecteurs un roman du même genre. Le cadre était tout trouvé : restait à imaginer une histoire un peu développée, ou à relier plusieurs histoires de façon à leur donner un semblant d'unité. Et, en effet, M. Morrison s'est mis à l'œuvre aussitôt. Dans un cadre à peine différent de ceux qui lui avaient servi pour ses *Tales of Mean Streets*, il a placé une histoire assez développée, et groupé autour d'elle, par surcroît, plusieurs autres histoires traitées en épisodes. Peut-être même a-t-il voulu se montrer plus hardi encore, et « faire plus *rosse* » que dans son volume précédent : car non seulement il a quitté la « rue » qu'il nous avait décrite pour pénétrer dans les « tournans » les plus ignobles de l'East-End, mais le sujet principal qu'il a entrepris de traiter était à coup sûr le plus paradoxal possible, le mieux fait pour étonner et scandaliser « le bourgeois ». C'était, en deux mots, l'histoire d'un jeune citoyen de l'East-End qui tout en possédant au grand complet les vices ordinaires de ses compatriotes, et en vivant de la même manière, trouvait cependant le moyen d'être un très brave garçon, et gardait une belle âme jusque dans le crime.

Ce sujet là, non plus, n'était pas nouveau. Antérieur même au naturalisme, il avait inspiré plus d'une fois Victor Hugo, et Alexandre Dumas, et Eugène Sue, que M. Morrison paraît d'ailleurs avoir particulièrement étudié. On le retrouverait encore, par exemple, dans l'œuvre de Dickens ; et ce n'est pas sans raison qu'un critique anglais a rapproché du voleur et professeur de vol Fagin, d'*Olivier Twist*, un des principaux personnages de l'*Enfant du Iago*. Mais Olivier Twist se convertit à notre morale ordinaire, avant la fin du roman, et pareillement font les héros d'Eugène Sue et des romantiques ; tandis que le héros de M. Morrison, Dicky Perrott, ne se convertit qu'à la dernière ligne, quelques secondes avant de mourir. Et c'est à travers tout le récit qu'il nous fait voir sa belle âme, orientée seulement dans le sens d'une morale qui n'est pas la nôtre. L'intention paradoxale de l'auteur est manifeste ; et l'on voit aussitôt que ses vrais maîtres, cette fois encore, ont été les conteurs de l'école de Médan. A le prendre dans l'ensemble, et

à ne le tenir que pour une peinture de mœurs populaires, son *Enfant du Iago* est une façon d'*Assommoir*, avec cette différence que les Coupeau, les Gervaise et les Nana de l'East-End sont plus foncièrement dépravés que leurs prototypes de la Chapelle, plus misérables aussi, et que leur débauche est d'un ordre plus bas. Il n'est point question, parmi eux, d'amour, ni de rien qui y ressemble. Mais jamais dans aucun autre roman on n'a volé, on ne s'est enivré, on n'a boxé davantage.

Que M. Morrison se soit proposé, en commençant ce roman, d'offrir à ses compatriotes un *Assommoir* national, cela ne saurait faire l'ombre d'un doute pour nous. Il a voulu renchérir sur le réalisme de ses contes, peindre des mœurs plus ignobles dans un milieu plus abject. Et cependant, à mesure que l'on poursuit la lecture de son livre, l'impression d'horreur qu'on éprouvait au début s'efface peu à peu, pour céder le pas à une impression d'un tout autre genre. On s'aperçoit que, à son insu peut-être, et tout en ayant visé au naturalisme le plus orthodoxe, l'auteur s'est trouvé amené à produire une œuvre qui n'a plus rien de commun que l'apparence extérieure avec l'*Assommoir* et tous les romans qui en ont dérivé, et avec ses propres nouvelles d'il y a deux ans. Celles-ci n'avaient d'autre objet que la soi-disant vérité artistique, Les mœurs de l'East-End nous y étaient simplement montrées telles que M. Morrison les avait observées, et à la seule fin de nous renseigner, ou de nous divertir. Nous n'avions pas à en tirer de conclusion, sauf au sujet du talent de l'auteur. C'étaient « des tranches de la vie perçues à travers un tempérament. » Et au contraire, à mesure que nous avançons dans la lecture d'*Un Enfant du Iago*, les abominations où l'auteur nous fait assister prennent des airs d'argumens. Et au lieu d'une simple peinture nous avons sans cesse davantage l'impression de nous trouver en face d'un réquisitoire, ou plutôt d'un plaidoyer, soutenu d'ailleurs avec une adresse et une discrétion remarquables. L'auteur ne nous dit plus, comme il semblait nous dire dans ses contes : « Voyez quelles aventures étonnantes se passent dans l'East-End ! » mais plutôt, s'adressant à ses compatriotes, il leur demande : « Est-ce que des aventures de ce genre devraient se passer dans votre ville, à deux pas de vos maisons? Et est-ce qu'il ne vous semble pas que, pour qu'elles cessent de se passer, il faudrait d'abord que vous cessiez de mépriser ces misérables autant que vous le faites? » Mais surtout M. Morrison invite ses lecteurs à rechercher, derrière son tableau de la corruption de l'East-End, quelle peut bien être la source première de cette corruption. Par là son roman se distingue des contes qui l'avaient précédé,

et des romans et contes français qui lui ont manifestement servi de modèle. Le moraliste, en lui, a soudain transparu sous le dilettante.

Je n'ignore pas après cela que, de tout temps, les peintres de la dépravation ont prétendu faire œuvre de moralistes. C'est au nom de la morale, et pour nous inspirer l'horreur du vice, qu'on a étalé sous nos yeux, depuis vingt ans, toutes les plaies qu'on a pu découvrir, physiques et morales. Jusque devant la cour d'assises, nos romanciers ont affirmé que leur seul objet avait été de nous rendre meilleurs. Mais précisément M. Morrison ne l'affirme jamais. Son livre n'a point de préface : pas une fois on n'y trouvera une opinion expressément énoncée, ni pour blâmer, ni pour excuser. Ce sont les faits seuls qui parlent, et avec un accent qui ne saurait mentir. Ils nous disent que la déchéance morale de l'East-End n'est point irrémédiable, qu'elle résulte plutôt de l'ignorance que du mauvais vouloir, et qu'il suffirait, pour la faire cesser, d'apprendre à ces malheureux la seule chose qui manque. Or la seule chose qu'il importe qu'on sache, d'après M. Morrison, c'est qu'il y a un bien et un mal, et cela d'une façon absolue et divine. De telle sorte que cette adaptation anglaise de l'*Assommoir* se trouve être, en fin de compte, un roman chrétien.

Qu'est-il donc arrivé à M. Morrison, qui l'ait amené lui-même à cette conversion? Je croirais volontiers que, après avoir longtemps exploré l'East-End en compagnie de nos romanciers naturalistes, il s'y sera rendu, un jour, lui aussi, « en compagnie d'un vicaire », et que cette compagnie aura, peut-être sans qu'il s'en doutât, modifié sur plus d'un point sa manière de voir. Son roman, en effet, est dédié au révérend Jay, curé de la paroisse la plus mal peuplée de l'East-End ; et c'est un prêtre de cette paroisse, le révérend Sturt, qui, seul, dans le livre, essaie de lutter contre la dépravation générale. Le révérend Jay aurait-il servi de modèle à ce personnage, et du même coup aurait-il gagné M. Morrison à sa généreuse tentative d'évangélisation ? Mais il n'a pu y réussir, en tout cas, que parce que le jeune écrivain était prêt d'avance à se laisser gagner. Et quoi qu'il en soit des raisons fortuites qui, du peintre impassible des *Tales*, ont fait le moraliste d'*Un Enfant du Iago*, la raison essentielle du changement doit être cherchée plus haut. Cette raison, c'est que M. Morrison est Anglais, ou peut-être Écossais, qu'il porte à un très haut degré le caractère de sa race, et que, avec ce caractère, notre conception latine de l'art pour l'art n'a pu produire en lui qu'un engouement de surface. Comme tous ses compatriotes, il a dans le sang un besoin de prêcher. Et à peine s'est-il trouvé réellement en présence de la corruption de l'East-End, qu'au lieu de se

borner à nous la décrire il s'est mis en devoir d'y indiquer des remèdes.

La valeur artistique de ses descriptions n'en a été, d'ailleurs, nullement diminuée. Peut-être l'ironie est-elle moins légère dans l'*Enfant du Iago* que dans les *Contes;* mais le style, comme nous l'avons dit, y est devenu plus simple; et l'analyse, en même temps, s'est sensiblement affinée. Il ne nous semble pas que, même en France, le naturalisme ait produit beaucoup d'œuvres plus vivantes, plus colorées, et d'une plus parfaite tenue littéraire. Quelques récits de batailles, çà et là, auraient gagné à être abrégés : encore ne pouvons-nous les apprécier qu'à notre point de vue continental, et l'on nous dit qu'en Angleterre ce sont eux, précisément, qui ont assuré le succès du livre. Mais les scènes d'ivrognerie, les vols, les naissances et les morts d'enfans, sont d'une touche si vraie et si naturelle que nous soupçonnons le révérend Jay d'avoir joint son expérience propre aux observations de M. Morrison, pour donner à la peinture une portée plus profonde. Et puisque c'est, aussi bien, cette portée morale qui constitue à notre avis la réelle originalité d'*Un enfant du Iago*, il est temps que nous fassions voir comment elle s'y trouve, sous les apparences d'un naturalisme sceptique et gouailleur.

***

Dicky Perrott, le héros, est, au début du livre, un gamin de huit ans. Son père a eu autrefois du travail; mais l'usine a chômé, et, de ruelle en ruelle, les Perrott ont fini par échouer dans cette sinistre Cour du Iago, où il n'y a personne qui vive honnêtement. Une nuit, après avoir rôdé par les rues de l'East-End, Dicky rentre dans le taudis familial. Le père n'est pas revenu encore; et tout en berçant sa petite sœur, qui tarde à s'endormir, Dicky demande à sa mère s'il n'y a pas « quelque bon coup en train. » La malheureuse femme commence bien à s'apercevoir, en effet, que son mari fait de longues absences, et l'argent qu'il lui rapporte au retour n'est pas sans l'inquiéter un peu. Mais elle s'efforce de n'y point penser : et son fils, au contraire, ne manque pas à lui fournir les éclaircissemens les plus détaillés. « Les honnêtes gens sont des niais, lui dit-il. Kiddo Cook me l'a affirmé, et il est très fort. Quand je serai grand, je m'engagerai dans la Haute Pègre. C'est là qu'on fait de beaux coups! » Puis le père rentre, harassé et un peu ivre. « Tiens, dit-il à sa femme, mets cela dans l'armoire! » Et Dicky, de son lit, entend le bruit d'un objet que sa mère dépose au fond d'un tiroir. « Entr'ouvrant les yeux, il vit au-dessus de sa tête le ciel, d'un gris pâle; et il s'endormit, avec l'espoir que le *coup* avait

été bon, et qu'on pourrait, le lendemain, avoir du foie au dîner. »

Au chapitre suivant, il fait lui-même son premier essai. Dans une grande fête, donnée pour l'inauguration d'une mission évangélique, il vole la montre d'or d'un évêque. Il la rapporte chez lui, la donne à son père : et celui-ci, après l'avoir prise, le roue de coups pour le corriger. Le malheureux Dicky s'en va se consoler auprès d'un vieil âne, le seul ami qu'il ait au monde. « Les coups avaient été mauvais, très mauvais. Mais c'était surtout l'injustice des choses qui le désespérait. Sans l'aide de personne, il avait fait, avec netteté et sûreté, un acte dont il n'y avait personne dans le Iago qui n'eût été fier. Radieux, il avait couru recevoir les éloges de ses parens, en échange du gain qu'il leur rapportait, si librement et si généreusement, avec tout au plus l'espoir d'un souper chaud pour sa récompense. Et c'était là toute sa récompense! Pourquoi? Il n'y comprenait rien : il ne pouvait que ressentir l'injustice, et en souffrir dans son cœur. »

Aussi, le lendemain, n'est-ce plus à son père qu'il rapporta sa prise, mais à un honorable négociant d'une des grandes rues voisines, M. Aaron Weech, qui lui offrit en échange une tasse de café, et même un gâteau. Mais le gâteau ne lui était offert qu'à crédit; Dick, comme un homme, se trouvait avoir une dette. « C'était la vie sérieuse qui s'ouvrait pour lui. En vérité sa vie avait déjà été assez sérieuse avant cela; mais il l'ignorait. Il n'en était pas moins arrivé à l'âge où les garçons volent pour leur propre compte. C'était vrai, comme le lui avait dit M. Weech, que chacun, dans ce monde, avait à travailler pour soi. Il s'agissait pour lui d'être assuré de prendre sa part, s'il ne voulait pas la voir aller à d'autres. Par folle ingénuité il avait perdu la montre du vieux gentleman, et son père l'avait eue, lui qui pouvait si bien voler pour son propre compte. Chacun pour soi. Oui, et désormais il ouvrirait l'œil. »

Quelques jours plus tard, voyant sur le palier une chambre ouverte, il y entra, et prit une pendule sur la cheminée. Un petit garçon bossu, le fils des pauvres gens à qui appartenait la pendule, le rencontra dans l'escalier au moment où il s'enfuyait. Il essaya de l'arrêter; mais Dicky se dégagea, et le jeta sur le pavé. « Et il s'en alla, très soucieux. Il avait des inquiétudes au sujet de la pendule, à présent. Non qu'il pût raisonnablement se reprocher rien. La pendule s'était trouvée là à sa disposition, et en la prenant il n'avait fait que suivre la morale du Iago. Mais il avait aperçu sur le seuil, en sortant de la maison, le pâle visage de la mère du petit bossu : et maintenant il se sentait pour elle une sorte de pitié, en pensant qu'elle avait cessé d'avoir sa pendule.

Sans aucun doute c'était pour elle une grande joie de la posséder, comme c'en eût été une pour lui, s'il n'avait pas été contraint de la porter aussitôt à M. Weech, en paiement d'une dette. Et son imagination se perdait en rêves variés, sur ce qu'il aurait fait avec une pendule lui appartenant... Oui, certes, une pendule serait l'une des premières choses qu'il achèterait, quand il serait riche. Et il allait se mettre en quête de *bons coups*. N'était-ce pas le seul moyen de devenir riche ? »

Mais le souvenir de la pauvre femme le poursuivait : et Dicky résolut de lui donner une autre pendule, ou, à défaut d'une pendule, quelque autre objet qui lui ferait autant de plaisir. Aussi longtemps qu'il ne l'aurait point trouvé, il sentait que sa conscience ne lui laisserait pas de repos. Il se mit donc en chasse, explora toutes les boutiques, et finit par fixer son choix sur une boîte à musique, à l'étalage d'un bazar. Le récit de la manière dont il vola cette boîte, et de sa course folle à travers les rues du Iago, avec un garçon du bazar courant sur ses talons, et de ses peurs, et de ses désespoirs, et de sa joie ensuite quand il se vit sauvé, c'est à coup sûr un des plus beaux chapitres du roman de M. Morrison. Une émotion s'en dégage à la fois simple et forte, comme des histoires d'enfans que raconte Dickens. Mais d'ailleurs toute cette éducation du petit Perrott est présentée avec un art admirable. Sans jamais insister plus qu'il ne convient, l'auteur nous montre, de page en page, comment les plus heureuses dispositions de l'enfant, ses meilleurs instincts et ses sentimens les plus généreux s'atrophient ou s'emploient au mal, fatalement, irrémédiablement, faute d'une voix qui lui révèle qu'il y a pour l'homme une autre vie que celle du Iago.

Cette voix, le malheureux ne l'entendra jamais. Ce n'est ni à l'école, ni au temple, qu'il pourra l'entendre. On y parle de sujets qui ne le touchent pas, ou bien on y parle en des termes qu'il ne comprend pas. Un jour, le révérend Sturt lui procure un métier : il le place chez un épicier de Bethnal Green Road, pour vendre à l'étalage. Mais, outre que Dicky ne voit pas très nettement la supériorité de ce genre de travail sur l'autre, celui des *bons coups*, le recéleur Aaron Weech trouve vite le moyen de le faire chasser ; il a besoin de lui, et ne saurait admettre d'être privé de ses services. « Oui, c'était décidément M. Weech qui avait raison. Il était du Iago, il n'avait qu'à vivre comme on vivait au Iago. Ce n'était point son affaire de sortir de la vie normale, à la poursuite de folles visions. Le père Sturt était une créature d'une autre race que lui. Mais lui, Dicky Perrott, de quel droit aspirerait-il à s'affranchir des usages de sa race? A quoi bon tenter l'impossible,

se dérober devant l'inévitable? Les voies pour sortir du Iago, le vieux Beveridge les lui avait jadis enseignées : c'était la prison, la potence, ou la Haute Pègre. La Haute Pègre, voilà l'unique ambition qui lui était permise. » Et le soir même il se remit à voler; et quand, peu de temps après, son père fut conduit en prison, c'est du produit de ses vols qu'il fit vivre sa mère. Il devint pareil à des milliers d'habitans du Iago, sans perdre jamais tout à fait la profonde innocence qu'il avait dans le cœur. Un jour enfin, dans une bagarre, il reçut un coup mortel : celui qui le lui avait porté était son pire ennemi, c'était ce même bossu que, jadis, il avait jeté sur le pavé de la cour. Mais Dicky avait l'âme si généreuse qu'il refusa de le dénoncer; et il mourut sans une plainte, après avoir seulement recommandé à sa mère de « dire de sa part à M. Beveridge qu'il y avait une autre voie que la Haute Pègre pour sortir du Iago, une voie meilleure. »

Tel est, en résumé, ce roman, où le réalisme le plus brutal s'allie à des émotions d'une extrême douceur. Sous les dehors d'une peinture de mœurs, c'est en réalité un pamphlet; et ce pamphlet n'est point dirigé contre les habitans de l'East-End, mais plutôt contre ceux des quartiers de l'Ouest, contre les pharisiens qui, sachant que de tels maux existent, préfèrent n'y point penser plutôt que d'essayer d'y porter un remède. Et que de tels maux existent, l'accent de vérité du livre suffirait à nous le prouver : mais d'autres témoignages viennent encore appuyer et renforcer celui-là. Attaqué par une grande partie de la presse anglaise, qui lui reprochait de noircir à dessein son tableau, M. Morrison n'a pas trouvé de plus chaleureux défenseurs que les membres du clergé de l'East-End. L'organe de l'évêque de Stepney, l'*East London Church Chronicle*, a certifié sans réserve l'exactitude de ses descriptions. Et dans une lettre qu'il vient d'adresser à la *Fortnightly Review*, le curé de la paroisse du Iago, M. Osborne Jay, assure que M. Morrison n'a rien inventé, rien exagéré. « Quoi qu'en pensent les philanthropes qui, habitant l'ouest de Londres, parlent des quartiers de l'est, dit-il, le livre est d'une sincérité absolue et parfaite. L'emplacement où était la Cour du Iago a en vérité disparu, ou plutôt est en train de disparaître. Mais la race qui l'habitait existe toujours : et c'était cette race qui rendait le lieu mauvais, et non le lieu qui dégradait la race. Le problème reste entier. » Mais, hélas! est-ce là un problème qu'on puisse espérer résoudre avec des romans?

T. DE WYZEWA.

CHRONIQUE DE LA QUINZAINE

14 février.

Depuis quinze jours, et surtout dans cette dernière semaine, la situation s'est singulièrement aggravée en Orient. L'horizon s'est tout à coup empourpré des lueurs sinistres de l'incendie; on a appris que l'île de Crète était de nouveau livrée à la guerre civile; la lutte à main armée avait recommencé entre chrétiens et musulmans, et il semble bien que la première agression soit venue des chrétiens. Au reste, cela importe peu, car il ne s'agit pas ici de faire un procès aux uns ou aux autres, mais seulement d'exposer une situation politique. Elle est fort grave; jamais, depuis le commencement de la crise orientale, elle ne l'a été davantage. L'Europe, en recevant ces nouvelles inquiétantes, a éprouvé une pénible surprise; non pas qu'elle se fît beaucoup d'illusions sur la solidité et sur la durée du calme apparent qui avait succédé à tant d'agitations meurtrières, mais parce que, dans l'opinion générale, le mal qui couvait sous la cendre ne devait éclater qu'au printemps. On espérait, avant cette échéance, avoir trouvé des moyens de le combattre, ou même de le prévenir, et c'est à quoi les ambassadeurs travaillaient à Constantinople avec une assiduité méritoire. On annonçait comme très prochaine la conclusion de leurs travaux, où les esprits optimistes voulaient voir les Cahiers des populations ottomanes, rédigés et dressés par l'Europe impartiale. Les esprits moins optimistes se demandaient, non sans inquiétude, comment ces projets de réforme, qui prendraient la forme d'un ultimatum, seraient accueillis par le sultan. Mais les uns et les autres se flattaient d'avoir encore quelques semaines avant d'arriver à l'heure critique et décisive. Ce qu'on n'avait pas prévu, c'est que, pendant qu'on songeait au reste de l'Empire et aux remèdes à y introduire, le mal ferait une nouvelle explosion en Crète même, c'est-à-dire dans la partie qu'on se flattait d'avoir le plus habilement soignée et le plus heureusement guérie. On croyait la Crète hors d'affaire; on le répétait avec complaisance; on aimait à dire qu'il suffirait d'appliquer partout les procédés

qui avaient si bien réussi sur ce point particulier, pour obtenir les mêmes résultats. Peut-être, en effet, obtiendrait-on les mêmes; mais on peut voir aujourd'hui à quel point ils sont fragiles, et en quelque sorte provisoires. Il y a, dans cette cruelle ironie des faits, une leçon dont il faut savoir profiter.

On répond, il est vrai, que si l'insurrection a éclaté de nouveau en Crète, c'est parce que les réformes promises n'ont pas été faites. On accuse la mauvaise volonté, la mauvaise foi du gouvernement ottoman. On se plaint des résistances qui se produisent dans les milieux musulmans, et on en rattache la cause à un fanatisme religieux contre lequel on s'élève en déclamations indignées. Certes, si les musulmans et les chrétiens n'étaient pas ce qu'ils sont; si les premiers ne voulaient pas garder à tout prix le pouvoir qu'ils détiennent, et si les seconds ne voulaient pas le leur arracher par la force; si les uns et les autres, enfin, n'employaient pas, sans le moindre scrupule, tous les moyens pour atteindre leur but, le problème serait plus facile à résoudre. Il pourrait même le devenir à un tel point que la diplomatie n'y aurait plus aucun mérite. Mais pour en revenir aux réformes crétoises, malgré toutes les oppositions qu'elles ont rencontrées, non seulement de la part des musulmans, mais encore de la part des chrétiens, il n'est pas vrai qu'on n'ait encore rien fait pour les appliquer. La vérité, au contraire, est que leur exécution faisait depuis quelque temps des progrès sensibles, et cela même, peut-être, n'a pas été étranger aux émeutes. Quand on a vu que les réformes étaient en voie de s'accomplir, et qu'un programme encore plus général allait être soumis au sultan en vue d'en étendre les bienfaits à tout l'empire, ce qu'il y avait en tout cela d'insuffisant au gré de certaines ambitions a provoqué une explosion d'impatiences. En Crète, ce n'est un secret pour personne que des intelligences très étroites et très actives, qui se traduisaient par des allées et venues continuelles, n'ont pas cessé d'exister entre les chrétiens de l'île et la Grèce. De part et d'autre, on n'avait entendu consentir qu'à une trêve; on commençait à craindre qu'elle ne durât assez longtemps pour amortir le feu des passions révolutionnaires. Voilà pourquoi le moment qui, si on n'avait regardé qu'à l'apparence extérieure des choses, aurait paru le moins propre à déterminer une reprise des hostilités, est précisément celui qui a été choisi : sous le calme de la surface, des causes d'agitation énergiques et profondes continuaient d'exercer leur action secrète, en attendant de faire éclat au grand jour.

Lorsque l'Europe a connu les nouvelles de Crète, elles lui sont

venues d'abord par Athènes : ce fait matériel semblait révéler déjà les relations qui existaient entre le petit royaume hellénique et la grande île méditerranéenne. On a cru d'abord, et pour ce motif même, que ces nouvelles étaient exagérées ; on a appris bientôt que si elles l'étaient, en effet, dans le dénombrement des victimes de la guerre civile et des incendies, elles ne l'étaient pas en ce qui touche le caractère même et l'importance des événemens. Tous les yeux se sont tournés aussitôt, avec anxiété, du côté de la Grèce. On sentait instinctivement que là était le nœud de la situation. Si la nouvelle insurrection crétoise n'était pas encouragée et soutenue du dehors, elle serait certainement de courte durée, et on pourrait la comparer à ces soudaines, mais dernières échappées de flammes qui se produisent parfois quand un incendie est sur le point de s'éteindre. Mais tout faisait craindre qu'il n'en fût pas ainsi, et que la Grèce n'eût pris une part directe dans la préparation des événemens. Aucun doute aujourd'hui ne subsiste à ce sujet. Nous avons déjà, au cours de la première période de la crise orientale, parlé de l'attitude de la Grèce ; il y aurait quelque naïveté à s'en étonner ; elle est si naturelle qu'elle en devient presque légitime. Sans doute, il serait plus édifiant de la part de la Grèce de subordonner ses propres intérêts et ses aspirations particulières au maintien de la tranquillité de l'Europe ; mais ce serait demander beaucoup à une nation jeune et ardente que d'attendre d'elle une aussi grande sagesse, et il faut convenir que le siècle écoulé lui a donné des exemples tout contraires, d'autant plus tentans à imiter qu'ils ont été presque toujours couronnés de succès. L'état de l'opinion, en ce moment, est des plus impressionnables à Athènes, ce qui s'explique sans peine après toute une année d'émotions, faites d'espérances qui restent toujours vivantes et de déceptions qu'on s'obstine à regarder comme provisoires. Le repos de ces derniers mois semble avoir modéré l'expression de ces sentimens, mais n'en a pas amorti l'ardeur. De plus en plus, l'idée que la Crète doit appartenir à la Grèce est entrée dans les esprits, ou, pour mieux dire, elle y était déjà depuis longtemps, mais elle y a pris ce degré d'acuité des choses dont l'accomplissement paraît proche. La Grèce a l'avantage d'avoir à sa tête, depuis de longues années déjà, un roi habile, avisé, auquel ses relations personnelles avec la plupart des grandes familles impériales ou royales de l'Europe donnent une situation particulière, dont il a su faire profiter son pays d'adoption. Toutefois, elle commençait à trouver que ce prince était trop sage, qu'il était trop prudent et ne comprenait pas assez que le moment était venu de l'être un peu moins. Déjà contre lui, qui est

Danois d'origine, contre la reine qui est Russe et à laquelle on reprochait de représenter le slavisme à l'encontre de l'hellénisme, on entamait, on esquissait une campagne qui avait pour objet d'entraîner le souverain à la suite de son peuple, faute de quoi on pourrait bien se souvenir que sa dynastie était étrangère, et que sa couronne lui avait été donnée après avoir été reprise à un autre. Ces insinuations, qu'on ne se gênait pas pour faire assez haut, devaient produire leur effet. Le roi a peu à peu modifié son attitude première. Depuis quelques semaines on a signalé dans son langage un ton plus hardi, presque belliqueux. Un jour, il a jugé opportun de créer un camp sur la frontière, et son discours à ce propos aurait certainement produit plus d'impression s'il n'avait pas été prononcé à un moment où l'Europe ne voulait rien entendre, et se berçait obstinément dans un rêve de sécurité. Ce qui était, dès ce moment, plus digne de remarque aux yeux de ceux qui suivent avec une attention soutenue les affaires européennes, c'est que le roi Georges s'était livré à ces manifestations significatives à la suite d'un voyage circulaire qu'il venait de faire dans toute l'Europe, voyage au cours duquel il avait vu beaucoup de souverains, de ministres et d'hommes politiques, et après avoir passé finalement quinze jours à Vienne, d'où il arrivait tout droit. C'est quelques semaines plus tard que le comte Goluchowski allait faire à Berlin une visite dont l'objet est resté jusqu'à ce jour mystérieux. Nous rappelons tous ces incidens sans affirmer, bien entendu, qu'ils ont un rapport nécessaire les uns avec les autres; mais il n'est peut-être pas inutile de les remettre à la fois sous les yeux de nos lecteurs pour les aider à en tirer, peut-être aujourd'hui, peut-être demain, les conclusions qui leur paraîtront vraisemblables.

L'émotion qui s'est produite en Grèce à la suite des incidens crétois devait donc être très vive. Elle s'est répandue dans le pays tout entier avec une extrême violence, et elle a atteint son paroxysme à Athènes, dans le monde politique. On a remarqué la rapidité avec laquelle le gouvernement s'est trouvé prêt à envoyer deux cuirassés en Crète et a pu annoncer l'envoi presque immédiat d'autres bâtimens. Il semblait que tout eût été prévu et préparé d'avance. La Chambre des députés a pris aussitôt un air de ressemblance avec nos assemblées révolutionnaires, dans les momens où un même sentiment s'emparait de tous les cœurs et semblait les entraîner dans un tourbillon de vertige patriotique. L'opposition a déclaré qu'elle soutiendrait le gouvernement. Elle a eu le tort de proposer des séances secrètes, que M. Delyannis a eu raison de ne pas accepter. On n'a

d'ailleurs pas tardé à s'apercevoir que le roi et ses ministres avaient pris le parti de ne rien cacher de leurs déterminations. Bien au contraire, ils les affichaient. Ils les ont notifiées à l'Europe afin qu'elle n'en pût ignorer. Et quelles étaient ces résolutions? La Grèce déclarait qu'elle ne pouvait pas se désintéresser des affaires de Crète, c'est-à-dire des efforts d'une population qui, se confondant déjà avec elle par l'identité de race et de religion, aspire à une fusion complète. Nous ne raconterons pas ici, car tout le monde les connaît déjà, les circonstances caractéristiques du départ du prince Georges, le second fils du roi, qui s'est embarqué pour la Crète à la tête d'une petite flottille de torpilleurs, et que son père a accompagné jusqu'au port au milieu d'une population dont l'enthousiasme tenait du délire. Comment pourrait-on se tromper sur ce qu'il y a eu de prémédité, de réfléchi, de voulu, d'irrévocable dans des manifestations de ce genre? Il faudrait, pour cela, fermer les yeux à l'évidence. La Grèce risque l'aventure. Le jeune prince qu'elle vient d'envoyer en Crète n'en reviendra pas sans avoir essayé de faire quelque chose. Mais que fera-t-il? Et que lui laissera-t-on faire? Quelle sera l'attitude de l'Europe, présente tout entière par ses navires, ses puissans cuirassés, ses canons formidables, si la petite escadrille grecque cherche, comme elle en annonce l'intention, à couper les communications militaires de la Porte avec une île qui appartient incontestablement à celle-ci, au moins jusqu'à ce jour? Allons-nous voir un nouveau Navarin? Nous entrons dans l'inconnu, et il est permis de tout attendre de l'audace des uns et du désarroi des autres, — tout, sauf une solution tout à fait satisfaisante. Quoi qu'il en soit, la Grèce a jeté le masque, et il est difficile de croire qu'avant de le faire, elle ait négligé de se renseigner et de prendre ses précautions.

Une situation aussi grave exige des mesures immédiates de la part du sultan et de l'Europe. Le sultan! Il faudrait qu'il fût atteint de la pire surdité, de celle des sourds qui ne veulent pas entendre, pour ne pas recueillir l'écho chaque jour grandissant de l'immense clameur qui s'élève contre lui. L'opinion de l'Europe est faite sur son compte. Nous ne rechercherons pas si elle est bien faite, si elle est complètement équitable, ni si elle a tenu suffisamment compte des difficultés contradictoires avec lesquelles ce malheureux souverain s'est trouvé et se trouve encore aux prises. Il ne s'agit pas en ce moment de discuter la complète légitimité d'un état d'esprit devenu général; il faut en tenir compte comme d'un fait que rien ne pourra modifier avant longtemps. Trop de sang a coulé en Orient; l'horreur de tant d'holocaustes a enfiévré les imaginations; on cherche, comme il arrive toujours en

pareil cas, une tête sur laquelle on puisse faire retomber toute la responsabilité, et on désigne Abdul Hamid. On parle de le déposer. Le sultan, déjà si profondément ébranlé sur son trône, n'a qu'un moyen de se sauver, c'est de se remettre entre les mains de l'Europe : peut-être la désarmera-t-il par là. On a accusé sa loyauté; il faut que, désormais, il soit impossible de la mettre en doute. On a dit qu'il acceptait les réformes avec l'arrière-pensée de ne pas les faire; il faut qu'il les accepte cette fois avec la volonté de les exécuter sans délai, sans réserves, et qu'il associe l'Europe à leur exécution. S'il agit ainsi, le passé continuera sans doute à peser sur lui, mais l'avenir ne lui sera pas interdit. S'il agit autrement et si, par faiblesse ou par duplicité, il laisse apercevoir dans sa conduite la moindre hésitation ou surtout la moindre équivoque, nous ne sommes pas prophètes et nous ne voulons rien prédire, mais on a vu tomber des couronnes qui paraissaient plus solides que celle d'Abdul Hamid. La sienne, en ce moment, a grand besoin d'être raffermie. Mais pour qu'elle puisse l'être, il a lui-même beaucoup à faire oublier, beaucoup à se faire pardonner. S'il ne le comprend pas, il sera la première victime de son aveuglement, et nous voudrions espérer qu'il sera la seule.

L'Europe également a des devoirs à remplir, et tous d'ailleurs se résument en un seul, qui est de maintenir entre ses membres l'union la plus absolue. Cette union existe-t-elle aujourd'hui ? On le dit, il faut le croire. Cependant nous signalions, il y a quinze jours, les déclarations certainement inopportunes de lord Salisbury, d'après lesquelles toutes les puissances n'auraient pas pris les mêmes engagemens au sujet de la sanction à donner à leurs volontés communes. A supposer qu'il en fût ainsi, peut-être était-ce là un mystère qu'il aurait été prudent de ne pas dévoiler juste au moment où nous sommes, c'est-à-dire à la veille de soumettre au sultan le programme de réformes qui vient d'être élaboré par les ambassadeurs. Ce qui devrait nous rassurer, c'est que, quelques jours auparavant, le même lord Salisbury, après avoir pris connaissance des instructions de M. Hanotaux à M. Cambon, s'en était montré pleinement satisfait et les avait jugées conformes aux propositions dont il avait pris l'initiative. L'identité des termes employés par les diverses puissances ou par leurs gouvernemens n'est pas indispensable; il suffit que le fond soit le même, et il semble bien qu'il l'ait été. C'est du moins ce qu'on nous a dit. Le malheur est que nous ne pouvons encore en juger que par les publications du gouvernement anglais; nous attendons toujours celles que le gouvernement français a annoncées, que M. Hanotaux, l'autre

jour encore, promettait à la tribune comme très prochaines, mais qui ne sont pas encore venues. Les pièces diplomatiques sont des documens qu'on ne peut pas altérer dans leur essence ; elles sont ce qu'elles sont ; cependant, il y a un art de les choisir et de les disposer, et, pour ceux qui en ont l'habitude, leur lecture attentive révèle les tendances particulières du gouvernement qui les a livrées au public. Il est certain que le gouvernement anglais n'a rien omis dans les siennes de ce qui pouvait donner à croire que l'entente entre les puissances avait été lente, difficile et laborieuse. Évidemment, elle a été longue à s'établir, puisqu'il a fallu pour cela plus de deux mois. Peut-être n'était-il pas indispensable de faire cette démonstration aux yeux du sultan, et aurait-il été plus habile d'indiquer seulement les résultats obtenus puisque, en fin de compte, on devait en montrer une satisfaction qui s'est exprimée au premier moment sans réserves. Aujourd'hui, nous en savons trop pour ne pas désirer tout savoir ; la curiosité publique a été mise en éveil, et nous attendons avec impatience les Livres Jaunes qui doivent compléter les Livres Bleus. A l'heure où nous écrivons, nous ne les connaissons pas encore : peut-être les aurons-nous sous les yeux lorsque cette chronique paraîtra. Nous y verrons sans doute que le gouvernement français n'a jamais hésité à donner ou à promettre son concours aux autres puissances, et que, s'il a pris des précautions pour que l'œuvre collective de l'Europe ne s'égarât jamais dans des diversions dangereuses, il a eu pour cela les meilleurs motifs.

Si des mesures de coercition deviennent indispensables, il faudra bien se résoudre à y recourir, et le sultan ne doit se faire aucune illusion à ce sujet ; mais une trop grande précipitation à les adopter, sans explications préalables et sans garanties, aurait peut-être donné une confiance excessive à ceux qui ont paru quelquefois rechercher et, en quelque sorte, aimer ces mesures pour elles-mêmes, sans se rendre un compte suffisant des inconvéniens qu'elles peuvent présenter. L'expérience est là pour montrer que le concert établi en vue d'une action commune ne résiste pas toujours à l'épreuve de l'événement, et ne lui survit pas. On sait comment on part pour le Schleswig-Holstein par exemple, afin d'y exercer l'action fédérale, mais on ne sait pas comment on en reviendra. On peut être unis avant, et mortellement brouillés après. Cela s'est vu. Cela se reverra sans doute encore. C'est la mode aujourd'hui de condamner les condominium, et à notre avis on l'exagère, car il y a des circonstances où les condominium sont utiles et même nécessaires ; mais, de tous, les condominium militaires sont les plus périlleux, et assurément le danger ne diminue pas si, au lieu d'être deux,

on est six, peut-être même sept en y comprenant la Grèce, comme on a compris autrefois le Piémont, — Dieu sait pourquoi! — dans les opérations militaires et diplomatiques qui se sont terminées par la prise de Sébastopol et le Congrès de Paris. Si on était sûr qu'une simple démonstration suffirait pour atteindre le résultat désiré, c'est-à-dire pour abattre d'un seul coup les résistances qui pourraient se produire et, en même temps, ceux qui auraient la folie de les faire, nous dirions : soit! allons-y tous, et revenons vite. Mais dans l'état actuel des esprits et des choses, tel que nous l'avons défini plusieurs fois déjà et encore aujourd'hui; étant donné les prétentions indéfinies de la plupart des chrétiens d'Orient, et de ceux qui sont libérés du joug ottoman encore plus que de ceux qui le supportent encore; si on constate les préoccupations évidentes de toutes les puissances, dont aucune n'oublie les intérêts de sa politique personnelle, ce qui explique entre elles, quoi qu'on en dise, des différences d'attitudes assez marquées ; en présence des traits complexes, inquiétans, menaçans de ce tableau, on comprendra que notre gouvernement ait observé quelque réserve, qu'il ait réfléchi avant de s'engager, et qu'il ne se soit engagé que dans la mesure où la prudence le permettait.

L'Angleterre, dans la situation privilégiée où elle se trouve, séparée de l'Europe et pesant sur elle du dehors, peut s'abandonner plus librement à ses sentimens philanthropiques : encore a-t-elle grand soin de ne le faire que lorsque ses intérêts n'y courent aucun risque, et mieux encore lorsqu'ils y trouvent avantage. Mais tout le monde n'a pas les coudées aussi franches. Si nous regardons l'Europe continentale, qui assurément a été tout aussi émue et indignée que l'Angleterre des cruautés dont l'Orient a été ensanglanté, que voyons-nous? L'Allemagne se retranche dans une attitude de sphinx : il est impossible de se garder davantage, et d'attendre les événemens avec une résolution plus impassible de ne rien faire pour les précipiter. La Russie, qui assurément est une nation généreuse, et qui a fait plus que toute autre, bien qu'elle en ait été mal récompensée, pour libérer les nationalités chrétiennes des Balkans, la Russie que l'expérience a instruite, se voit obligée de faire entrer dans ses calculs des préoccupations nouvelles. Elle a cessé d'être révolutionnaire pour devenir, comme nous, conservatrice en Orient. Elle promet, elle donne son concours aux autres puissances, mais elle prend soin, elle aussi, que ce concours, dont on pourrait user au profit d'une politique aventureuse, n'amène pas un ébranlement général, pour lequel elle n'est pas plus prête que nous. L'Italie même, l'Italie actuelle, gouvernée par MM. di Rudini et Visconti-

Venosta, sentant tout ce qu'elle a à réparer, tout ce qu'elle a à reconstituer de ses forces imprudemment gaspillées, adhère aux propositions anglaises, mais avec une réserve imprévue, et assurément très sage. L'Autriche-Hongrie est plus expansive, plus expressive, plus pittoresque dans ses démonstrations. Elle a un ministre jeune et qui ne doute de rien, imaginatif et plein de ressources, mais dont les suggestions n'ont pas toujours paru très prudentes. Elle a, en revanche, un souverain vieilli dans l'adversité, l'homme de son temps qui a été le plus cruellement éprouvé par la guerre, mais qui s'est relevé de ses malheurs par une politique pleine de bon sens et résolument pacifique. Cela fait contrepoids, et on discerne très bien le point où François-Joseph arrêterait son ministre, s'il ne s'arrêtait pas lui-même, ce dont il est heureusement fort capable. Telle est l'Europe d'aujourd'hui. Elle est unie, certes, dans un même sentiment d'humanité à l'égard des chrétiens d'Orient; mais le moment viendrait vite où elle cesserait de l'être si la logique des circonstances qu'elle aurait provoquées elle-même la conduisait plus loin qu'elle ne le suppose et qu'elle ne veut le prévoir aujourd'hui. Parmi les puissances, les unes s'arrêteraient plus tôt, les autres plus tard, et il en est peut-être qui ne voudraient plus s'arrêter du tout. Quant à nous, Français, nous sommes extrêmement sensibles au malheur, que nous voudrions pouvoir qualifier de tout à fait immérité, des Arméniens et des Crétois, et nous ferons ce qui dépendra de nous pour y porter remède; mais ne nous sera-t-il pas permis, comme le font les autres, de penser aussi à nous-mêmes? Faudra-t-il recommencer les discussions d'il y a trente ans, et prouver une fois de plus qu'une nation, surtout lorsqu'elle a été malheureuse, a non seulement le droit, mais le devoir strict de ne jamais négliger ses propres intérêts et de ne les subordonner à aucun autre? Or, notre intérêt est sans doute que la situation intérieure des pays musulmans s'améliore, mais sans qu'il soit porté atteinte à l'intégrité de l'empire, et sans qu'aucune parcelle en soit détachée. On croit pouvoir en faire tomber une pierre nouvelle, la Crète par exemple, et conserver tout le reste en équilibre; mais qui pourrait en répondre? Une fois la brèche ouverte, qui sait si la vieille muraille ne croulerait pas tout entière? Quelle main se croirait assez habile ou assez forte pour être assurée de la maintenir? Ne voit-on pas que toutes ces questions, crétoise, arménienne, grecque, macédonienne, etc., sont étroitement liées les unes aux autres? Ne sent-on pas le danger de les laisser se poser à la fois? Allons-nous, comme jadis, devenir Arméniens, ou Crétois, ou Grecs, ou quelque autre chose encore, et oublier seule-

ment d'être Français? Non ; il n'est personne qui ne proteste contre un pareil entraînement ; mais, tout en protestant, beaucoup commencent à y céder, et il n'est peut-être que temps de le leur faire remarquer.

Si tel est l'état de l'Europe, et s'il faut apporter tant de ménagemens à maintenir son union, on conviendra que l'Angleterre, qui a pris tant de peine pour déterminer cette union et qui s'en est vantée comme d'un succès personnel de sa politique, la croit aujourd'hui bien solide, à en juger d'après les épreuves auxquelles elle la soumet. Nous voulons parler de la discussion qui a eu lieu récemment à la Chambre des communes au sujet de l'avance faite par le gouvernement de la Reine au gouvernement khédivial, pour restituer au fonds de réserve de la caisse de la Dette les sommes qui en avaient été détournées indûment. Nous ne reviendrons pas sur la question : elle a été déjà traitée ici à diverses reprises. Il n'est pas douteux que l'Égypte n'a pas le droit d'emprunter sans l'autorisation des puissances. Il ne l'est pas davantage que l'avance qui lui est faite constitue de la part de l'Angleterre un prêt, et par conséquent, de sa part à elle, un emprunt qu'on ne s'est même pas donné la peine de déguiser. Dès que le gouvernement français a eu connaissance de ce projet, il a fait auprès du gouvernement khédivial les réserves les plus expresses, et le gouvernement russe s'est associé à lui dans cette occasion : c'était leur droit incontestable à l'un et à l'autre. Sir Michaël Hicks-Beach, chancelier de l'Échiquier, a paru s'étonner qu'en accomplissant cette démarche, les gouvernemens russe et français n'en aient pas avisé le gouvernement anglais : pourquoi l'auraient-ils fait? L'Égypte n'est pas, que nous sachions, sous le protectorat de l'Angleterre. Il est permis d'avoir avec elle des rapports directs. Aucun intermédiaire n'a ici sa place obligatoire, et si les deux gouvernemens alliés avaient usé de celui de l'Angleterre, ou même s'ils avaient fait auprès du gouvernement de la Reine la même démarche qu'auprès de celui du khédive, ils auraient créé un précédent fâcheux. Ils n'avaient d'ailleurs rien à dissimuler, et ils n'ignoraient pas que les ministres égyptiens ne manqueraient pas de communiquer leur note à lord Cromer ou au conseiller financier. C'est cette note, en somme, qui a été discutée à la Chambre des communes, et sir Michaël Hicks-Beach y a mis un ton d'acrimonie et même de violence qui n'est pas habituel dans les débats où une puissance étrangère est intéressée. Le chancelier de l'Échiquier est sans doute un financier habile; il n'est pas tenu d'être diplomate; mais tout homme qui a la responsabilité du pouvoir gagne à mettre dans son langage un peu plus de modération qu'il ne l'a fait. Son excuse est qu'il ne savait que dire. On lui deman-

dait quelles étaient les garanties que l'Égypte pouvait fournir pour le remboursement ultérieur de l'avance qui lui était faite, et incontestablement elle ne pouvait en fournir aucune. L'Égypte, a dit sir Michaël Hicks-Beach, a donné sa parole. Nous avouons ne pas savoir ce que cela signifie. L'Égypte ne peut donner sa parole que dans la mesure où elle est libre de s'engager, et cette mesure est strictement limitée. Aussi le chancelier de l'Échiquier a-t-il cru devoir ajouter une garantie plus substantielle à celle-là, et il a déclaré avec une certaine arrogance que la garantie véritable de la nouvelle dette venait de ce que l'Angleterre était en Égypte, qu'elle y resterait aussi longtemps qu'elle le jugerait à propos, que tout ce que la France avait fait jusqu'ici pour la contrarier dans cette occupation ne pouvait que l'engager à la prolonger, que l'affaire actuelle, notamment, n'aurait pas d'autre conséquence que celle-là, et qu'au surplus on en verrait bien d'autres, puisque l'Angleterre avait l'intention de continuer son expédition soudanaise, en prenant son temps et ses aises, et de la pousser jusqu'à Khartoum. On peut résumer le discours de sir Michaël Hicks-Beach dans cet aphorisme de notre fabuliste, que la raison du plus fort est toujours la meilleure : il est juste de dire que La Fontaine l'avait mis dans la bouche du loup parlant à l'agneau. Nous ne sommes pas un agneau, et nous persistons à croire que l'Angleterre n'est pas davantage un loup. Le gouvernement britannique a, heureusement pour lui, et heureusement pour le monde où il a fait faire à la civilisation de si grands progrès, d'autres principes de droit que ceux-là. Évidemment sir Michaël Hicks-Beach se sentait dans son tort, et, comme il arrive souvent en pareil cas, il a forcé la voix : mais il l'a trop forcée.

Il a attaqué les tribunaux mixtes, le tribunal du Caire, la cour d'Alexandrie, qui ont eu l'audace de donner raison aux commissaires de la dette russe et français, dans la revendication qu'ils ont portée devant les tribunaux, à l'appui de celle des bondholders. C'est là, paraît-il, un crime que la mort seule peut expier, et en conséquence sir Michaël Hicks-Beach a annoncé que l'année prochaine, au moment du renouvellement quinquennal de la Réforme judiciaire, les tribunaux mixtes seraient remis à leur place. En vérité, — et nous voudrions être tout à fait désintéressés dans la question pour qu'on ne pût nous soupçonner d'y apporter aucun parti pris, — un tel langage étonne dans la bouche d'un homme public. Lorsqu'on a accepté un juge, on a perdu le droit de protester contre sa sentence. Sir Michaël Hicks-Beach dira peut-être qu'il accepte le jugement, parce qu'il ne peut pas faire autrement, mais qu'en revanche il supprimera le juge dès qu'il le

pourra, c'est-à-dire l'année prochaine : on conviendra que cela ne vaut pas mieux, et que c'est pire encore. A supposer que le gouvernement anglais ait quelques amendemens à proposer à l'institution actuelle des tribunaux mixtes, sir Michaël Hicks-Beach a pris un singulier moyen pour en préparer et en faciliter l'adoption par les puissances. Sur le point spécial dont il s'agit, comment la Russie, comment la France pourraient-elles désormais consentir à la moindre modification? Si elles l'avaient pu avant le discours de sir Michaël, elles ne pourraient plus après : leur dignité y est intéressée. Le chancelier de l'Échiquier a rendu bien difficile la tâche future de la diplomatie. L'Angleterre, dépitée, dénoncera-t-elle la réforme judiciaire? Reprendra-t-elle pour ses consuls la juridiction de ses nationaux? Obligera-t-elle les autres puissances à faire de même? Laissera-t-elle retomber l'Égypte, après quinze ans d'occupation britannique, au rang des pays barbaresques? On nous permettra de ne pas discuter ces hypothèses; elles ne sont pas sérieuses; et si elles donnent la mesure de l'importance qu'il convient d'attacher aux autres menaces de sir Michaël Hicks-Beach, nous aurions vraiment tort de nous en émouvoir. Aussi personne ne s'en est-il ému en France. Une question a été posée par M. Deloncle à M. Hanotaux, et celui-ci y a répondu en termes aussi réservés et aussi convenables que ceux du ministre anglais l'avaient été peu. Ils n'en ont pas été moins nets. M. Hanotaux a rétabli doucement, sans affectation de raideur, mais avec beaucoup de précision et de fermeté, les principes qui avaient été si rudement malmenés, et surtout si complètement méconnus par sir Michaël Hicks-Beach. Il a dit tout ce qu'un ministre français devait dire en pareille occurrence, rien de plus, rien de moins, et nous sommes convaincus que si l'Europe établit une comparaison entre les deux discours, ce n'est pas à celui du ministre anglais qu'elle donnera la préférence.

Il est probable qu'en tout état de cause M. Hanotaux aurait parlé avec la même modération, mais peut-être, aujourd'hui, avait-il une raison de plus pour le faire. « Il n'y a assurément dans cette Chambre, a-t-il dit, personne qui ne se rende compte du prix que nous devons attacher, dans les circonstances que traverse l'Europe, à ce que rien ne vienne troubler la bonne entente et la bonne harmonie existant entre toutes les puissances. » C'est par là, en effet, que l'incident soulevé si mal à propos au Parlement anglais se rattachait à la situation générale. Il est permis de penser que le désir qu'elle éprouve de justifier le maintien de son occupation de l'Égypte jette quelques lumières sur l'attitude générale de l'Angleterre, et il est bien naturel qu'elle cherche de meilleures raisons

à présenter au monde que celles dont est émaillé le discours du chancelier de l'Échiquier. On se demande parfois si cette préoccupation inquiète et constante du cabinet anglais est étrangère à la mobilité qu'on constate dans sa conduite, à la versatilité qu'on relève dans son langage. La question d'Égypte disparaît un peu, ou du moins elle perd de son relief dans l'ensemble des affaires d'Orient; mais si ces affaires viennent à se régler, et si elles se règlent sans que l'intégrité de l'Empire ottoman ait subi aucune atteinte, elle reviendra au premier plan sans qu'on puisse trouver dans les événemens de la veille aucun prétexte à invoquer pour la résoudre au gré des ambitions britanniques. De là — peut-être — ces fluctuations singulières, bizarres, contradictoires, difficiles à expliquer autrement, dans une politique qui est tantôt si dure pour le sultan, et qui tout à coup se montre pour lui plus indulgente; qui encourage toutes les espérances arméniennes, au risque d'amener des déceptions qu'on peut, dans tous les sens du mot, qualifier de cruelles; qui prêche l'union de l'Europe et s'efforce de l'établir sur une proposition définie, et qui, après y avoir réussi, émet publiquement des doutes sur la parfaite exactitude d'un fait qu'elle regardait la veille comme assuré. Il est certain que le discours de sir Michaël Hicks-Beach, si nous n'avions pas fait de grands progrès en circonspection et en prudence, était de nature à produire chez nous une explosion de sentimens révoltés, et c'est pour le moins jouer avec le feu que de prononcer de pareilles paroles en un pareil moment. Rien n'a troublé notre sang-froid. La parole la plus importante à nos yeux du discours de M. Hanotaux a été pour faire entendre que nous devions tout subordonner, même nos susceptibilités légitimes, à l'intérêt supérieur de l'union à maintenir entre les puissances. Cette union si désirable sera probablement soumise à d'autres épreuves encore; mais on ne nous contestera pas le mérite d'avoir aidé à en traverser quelques-unes, et d'y avoir, comme on dit, largement mis du nôtre. Il faut rendre justice à tout le monde. Nous rendons à lord Salisbury celle de reconnaître qu'il a pris la première initiative d'où est sorti le concert actuel; mais après avoir établi ce concert, les ministres anglais l'ont en vérité exposé à bien des aventures où il aurait pu subir quelques atteintes; et si c'est eux qui l'ont fait, nous avons certainement contribué à le maintenir jusqu'ici à peu près intact.

Francis Charmes.

Le Directeur-gérant,

F. Brunetière.

TABLE DES MATIÈRES

DU

CENT TRENTE-NEUVIÈME VOLUME

QUATRIÈME PÉRIODE — LXVIIe ANNÉE

JANVIER — FÉVRIER 1897

Livraison du 1er Janvier.

Livraison du 15 Janvier.

Livraison du 1er Février.

Livraison du 15 Février.

Paris. — Typ. Chamerot et Renouard, 19, rue des Saints-Pères. — 34671.